

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE



**RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°20 - 11 - 02**

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL**

**n°CD\_20\_1022 à CD\_20\_1028  
du 9 novembre 2020**

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL, Présidente du Conseil départemental.

Le quorum étant atteint, la séance s'est ouverte à 14 h 00

**Présents** : Robert AIGOIN, Rémi ANDRE, Régine BOURGADE, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Françoise AMARGER-BRAJON ayant donné pouvoir à Laurent SUAU, Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET, Laurence BEAUD ayant donné pouvoir à Bernard PALPACUER, Denis BERTRAND ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE, Patricia BREMOND ayant donné pouvoir à Rémi ANDRE, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Bernard DURAND ayant donné pouvoir à Francis COURTES, Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Christine HUGON ayant donné pouvoir à Sabine DALLE, Jean-Claude MOULIN ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL, Michel THEROND ayant donné pouvoir à Patrice SAINT-LEGER.

*En raison du contexte sanitaire, les élus qui n'ont pu assister à la séance en présentiel, ont eu la possibilité d'assister aux travaux en audio-conférence mais seul le vote par pouvoir a été autorisé. Ont suivi la séance en audioconférence : Alain ASTRUC, Patricia BREMOND, Bernard DURAND, Valérie FABRE*

Assistaient également à la réunion :

Thierry	BLACLARD	Directeur général des services
Sophie	MONTEL	Directrice de Cabinet et du Protocole
Frédéric	BOUET	Directeur Général Adjoint des Infrastructures Départementales.
Marie	LAUZE	Directrice générale adjointe des Services de la Solidarité Sociale
Jérôme	LEGRAND	Directeur Général Adjoint des services de la Solidarité Territoriale
Nadège	FAYOL	Directrice des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique
Martine	PRADEILLES	Directrice des Ressources Humaines, des Assemblées et des Finances

## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### SOMMAIRE DU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du Lundi 9 novembre 2020

- 14h00 -

#### COMMISSION : Enseignement et jeunesse

N° CD\_20\_1022 : Enseignement : soutien aux communes s'inscrivant dans le dispositif "Campus connectés" p. 2

#### COMMISSION : Eau, AEP, Environnement

N° CD\_20\_1023 : Situation en matière de développement durable du Conseil départemental de la Lozère p. 5

#### COMMISSION : Finances et gestion de la collectivité

N° CD\_20\_1024 : Gestion de la collectivité : rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes p. 31

N° CD\_20\_1025 : Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures p. 39

N° CD\_20\_1026 : Budget : Vote de la décision modificative n° 3 du budget primitif 2020 p. 50

N° CD\_20\_1027 : Budget : Orientations budgétaires 2021 p. 132

#### COMMISSION : Développement

N° CD\_20\_1028 : Motion en faveur de la réouverture des commerces de proximité p.186



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 9 novembre 2020**

---

**Commission : Enseignement et jeunesse**

**Objet : Enseignement : soutien aux communes s'inscrivant dans le dispositif "Campus connectés"**

*Dossier suivi par Education et Culture - Enseignement, Vie Associative*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Rémi ANDRE, Régine BOURGADE, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Françoise AMARGER-BRAJON ayant donné pouvoir à Laurent SUAU, Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET, Laurence BEAUD ayant donné pouvoir à Bernard PALPACUER, Denis BERTRAND ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE, Patricia BREMOND ayant donné pouvoir à Rémi ANDRE, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Bernard DURAND ayant donné pouvoir à Francis COURTES, Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Christine HUGON ayant donné pouvoir à Sabine DALLE, Jean-Claude MOULIN ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL, Michel THEROND ayant donné pouvoir à Patrice SAINT-LEGER.

*En raison du contexte sanitaire, les élus qui n'ont pu assister à la séance en présentiel, ont eu la possibilité d'assister aux travaux en audio-conférence mais seul le vote par pouvoir a été autorisé. Ont suivi la séance en audioconférence : Alain ASTRUC, Patricia BREMOND, Bernard DURAND, Valérie FABRE.*

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'appel à projets "Campus connecté" est prolongé lancé dans le cadre du 3e Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 3);

**CONSIDÉRANT** le rapport n°300 intitulé "Enseignement : soutien aux communes s'inscrivant dans le dispositif "Campus connectés"" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 3 novembre 2020 ;*

### **ARTICLE 1**

Prend acte que dans le cadre du Grand plan de l'investissement de l'État, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation a lancé un appel à projets, intitulé « Campus connectés, tiers lieux de proximité et poursuite d'études » qui s'adresse aux collectivités locales et a pour ambition de rapprocher l'enseignement supérieur de tous les territoires, notamment ruraux.

### **ARTICLE 2**

Précise que la Région Occitanie soutient, à hauteur de 50 %, une fois la candidature retenue et le label délivré par l'État, l'investissement nécessaire à l'aménagement des tiers-lieux (travaux, achat de mobilier spécifique, installations informatiques...) réalisé par les communes pour accueillir des enseignements à distance.

### **ARTICLE 3**

Indique que le Département a toujours été un partenaire essentiel au maintien d'antennes universitaires sur son territoire en soutenant deux universités, à savoir l'Université de Montpellier (UM) et l'Université de Perpignan - Via Domitia (UPVD).

### **ARTICLE 4**

Décide, dans le cadre de ce dispositif, de donner :

- un avis favorable à l'accompagnement des communes qui souhaiteraient répondre à cet appel à projets, à travers l'octroi, une fois le label obtenu, d'une aide financière de 50 % du coût du recrutement du tuteur chargé d'accompagner les étudiants, plafonnée à 25 000 € ;
- l'autorisation de joindre, au dossier des communes candidates, une lettre de mandat proposant l'appui du Département.
- délégation à la commission permanente pour assurer le suivi de ce dispositif.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_20\_1022 du Conseil Départemental du 9 novembre 2020 (séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020).  
Rapport n°300 "Enseignement : soutien aux communes s'inscrivant dans le dispositif "Campus connectés""**

Dans le cadre du Grand plan de l'investissement de l'État, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation a lancé un appel à projets, intitulé « Campus connectés, tiers lieux de proximité et poursuite d'études ». Il s'adresse aux collectivités locales et a pour ambition de rapprocher l'enseignement supérieur de tous les territoires, notamment ruraux. Il s'agit de soutenir financièrement des tiers-lieux afin qu'ils accueillent des enseignements à distance.

Ces enseignements, portés par les universités, permettront à de jeunes bacheliers ou à des jeunes qui souhaitent reprendre des études de suivre une formation menant à un diplôme universitaire. Ce dispositif est destiné à dépasser les freins à la mobilité de certains étudiants en direction de sites universitaires éloignés.

La Région Occitanie soutient, à hauteur de 50 %, l'investissement nécessaire à l'aménagement des tiers-lieux (travaux, achat de mobilier spécifique, installations informatiques...). Elle intervient seulement une fois la candidature retenue et le label délivré par l'État.

Le Département a toujours été un partenaire essentiel au maintien d'antennes universitaires sur son territoire en soutenant deux universités, à savoir l'Université de Montpellier (UM) et l'Université de Perpignan - Via Domitia (UPVD). **Il paraît donc essentiel d'être aux côtés des communes qui souhaiteraient répondre à cet appel à projets afin d'accueillir ces enseignements à distance sur leur territoire.**

Les Villes de Mende et de Florac ont informé le Département de leur volonté de s'unir pour répondre ensemble à cet appel à projets, avec l'appui de l'antenne mendoise de l'université de Perpignan-Via Domitia et celui de l'antenne floracoise de Supagro Montpellier. Le dossier de candidature doit être construit en partenariat avec l'Académie de Montpellier (Rectorat et Direction académique des services de l'Éducation nationale de Lozère) et finalisé d'ici la fin du mois de novembre. Il sera ensuite examiné par un jury national en début d'année 2021. Une fois le label obtenu, les collectivités candidates devront recruter un tuteur, agent de catégorie A, chargé d'assurer le suivi des étudiants qui seront, physiquement, dans le tiers lieu, afin de les guider et de les accompagner dans leur cursus d'études à distance.

Je vous propose, pour toute collectivité qui souhaiterait se porter candidate au dispositif « Campus connectés », de:

- m'autoriser à joindre, au dossier de candidature, une lettre de mandat proposant l'appui du Département ;
- de proposer, une aide financière de 50 % du coût du recrutement du tuteur, plafonnée à 25 000€, une fois le label obtenu.

Je vous demande de donner délégation à la commission permanente pour assurer le suivi de ce dispositif.



## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### Conseil Départemental

### Séance du 9 novembre 2020

---

#### Commission : Eau, AEP, Environnement

#### Objet : Situation en matière de développement durable du Conseil départemental de la Lozère

*Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Accueil, attractivité, démographie médicale et jeunesse*

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

#### Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00

**Présents** : Robert AIGOIN, Rémi ANDRE, Régine BOURGADE, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Françoise AMARGER-BRAJON ayant donné pouvoir à Laurent SUAOU, Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET, Laurence BEAUD ayant donné pouvoir à Bernard PALPACUER, Denis BERTRAND ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE, Patricia BREMOND ayant donné pouvoir à Rémi ANDRE, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Bernard DURAND ayant donné pouvoir à Francis COURTES, Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Christine HUGON ayant donné pouvoir à Sabine DALLE, Jean-Claude MOULIN ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL, Michel THEROND ayant donné pouvoir à Patrice SAINT-LEGER.

*En raison du contexte sanitaire, les élus qui n'ont pu assister à la séance en présentiel, ont eu la possibilité d'assister aux travaux en audio-conférence mais seul le vote par pouvoir a été autorisé. Ont suivi la séance en audioconférence : Alain ASTRUC, Patricia BREMOND, Bernard DURAND, Valérie FABRE.*

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'article L.3311-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi grenelle ;

VU le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 ;

VU la délibération n°CD\_19\_1057 du 8 novembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°500 intitulé "Situation en matière de développement durable du Conseil départemental de la Lozère" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis favorable de la commission du 3 novembre 2020 ;*

### **ARTICLE UNIQUE**

Prend acte de la présentation du rapport de développement durable 2020 de la collectivité, ci-joint, et notamment des bilans des actions menées concernant :

- la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité, à travers :
  - la dématérialisation,
  - les critères de développement durable dans les marchés publics,
  - la gestion des déchets de la collectivité,
  - la maîtrise de l'énergie pour les bâtiments départementaux,
  - les déplacements et transports,
  - l'entretien des routes,
  - le télétravail.
- les politiques publiques départementales intégrant :
  - un lien entre développement durable et insertion dans les politiques sociales,
  - les actions dans le domaine de la mobilité,
  - les actions de prévention des déchets,
  - les démarches conduites dans le domaine de l'énergie,
  - la politique espaces naturels sensibles,
  - la politique de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des rivières,
  - les projets financés contribuant au développement durable au sein des dispositifs de soutien aux collectivités,
  - les actions d'éducation à l'environnement et de développement durable pour la jeunesse,
  - les actions menées en termes de développement durable dans la politique touristique,
  - l'investissement du Département sur les circuits courts.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_20\_1023 du Conseil Départemental du 9 novembre 2020 (séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020).  
Rapport n°500 "Situation en matière de développement durable du Conseil départemental de la Lozère"**

Le Département a l'obligation annuelle de produire un rapport sur la situation en matière de développement durable de la collectivité à partir de ses évaluations, documents et bilans. Le développement durable a été défini en 1987 dans le rapport Brundtland comme étant « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Le rapport dont le document complet est annexé au présent a été élaboré sur la base des cinq finalités du développement durable du code de l'environnement que sont :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
- la cohésion sociale entre les territoires et les générations ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Le bilan des actions conduites permet de mettre en évidence la conscience qu'a le Département de ses atouts naturels et de sa volonté de préserver la qualité de son environnement en conservant un lien étroit avec l'économie du territoire et la solidarité sociale. Ces actions ont été réalisées soit en direct par le Département, soit incitées grâce aux politiques de soutien votées par l'Assemblée.

Le rapport détaillé est joint à ce rapport.

Au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité, il est fait mention :

- de la dématérialisation,
- des critères de développement durable dans les marchés publics,
- de la gestion des déchets de la collectivité,
- de la maîtrise de l'énergie pour les bâtiments départementaux,
- des déplacements et transports,
- de l'entretien des routes,
- du télétravail.

S'agissant des actions mises en place au titre des politiques publiques départementales, il est fait mention :

- du lien entre développement durable et insertion dans les politiques sociales,
- des actions dans le domaine de la mobilité,
- des actions de prévention des déchets,
- des démarches conduites dans le domaine de l'énergie,
- des espaces naturels sensibles,
- de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des rivières,

## Délibération n°CD\_20\_1023

- des projets financés contribuant au développement durable au sein des dispositifs de soutien aux collectivités,
- des actions d'éducation à l'environnement et de développement durable pour la jeunesse,
- des actions menées en termes de développement durable dans la politique touristique,
- de l'investissement du Département sur les circuits courts.

Il convient de préciser que ce rapport est établi sur la base des trois premiers trimestres de l'année 2020. Dans certains cas, des précisions ont été apportées sur les actions prévues d'ici la fin de l'année 2020.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation de ce rapport.

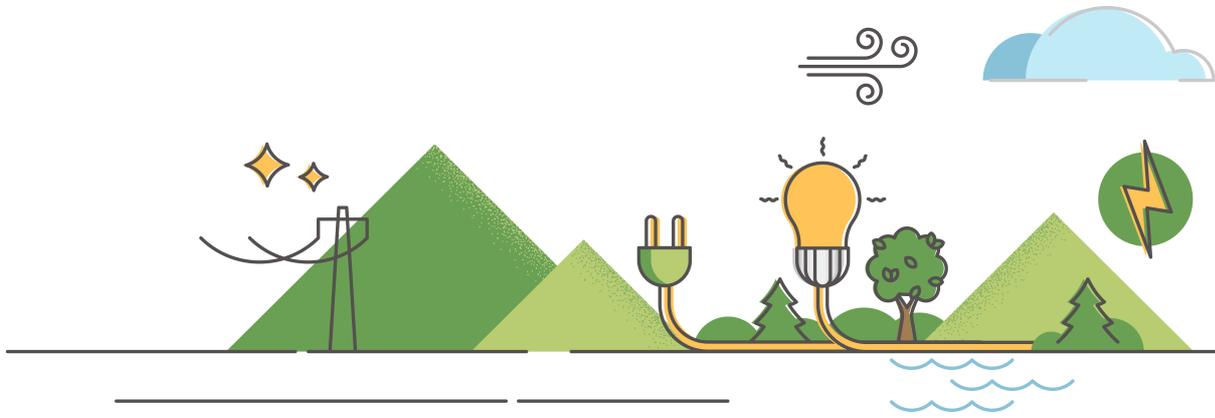
2020

R

apport sur la situation en matière de  
développement durable du Conseil  
départemental de la Lozère

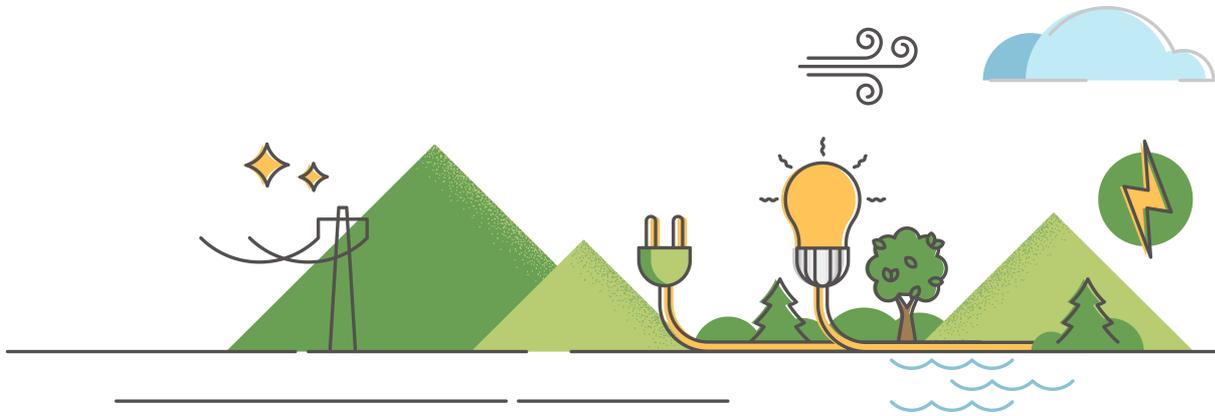


La **Lozère**,  
*naturellement !*



# SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
I. INTRODUCTION.....	3
II. FONDEMENTS JURIDIQUES DU RAPPORT.....	4
III. BILAN DES ACTIONS CONDUITES.....	4
A – ACTIONS AU TITRE DE LA GESTION DU PATRIMOINE, DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITES INTERNES DE LA COLLECTIVITE.....	5
1– Dématérialisation.....	5
2 – Intégration des critères de développement durable dans les marchés publics.....	6
3 – Gestion des déchets.....	7
4 – Maîtrise de l'énergie.....	9
5 – Transports et déplacements durables.....	10
6 – Réduction de l'impact environnemental pour l'entretien des routes.....	11
7 – Télétravail.....	12
B – ACTIONS AU TITRE DES POLITIQUES PUBLIQUES, DES ORIENTATIONS ET DES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE SUR SON TERRITOIRE.....	13
1 – Développement durable dans les politiques sociales.....	13
2 – Développement durable dans la politique de mobilité.....	13
3 – Développement durable dans la politique de prévention des déchets.....	14
4 – Développement durable dans la politique de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables.....	14
5 – Développement durable dans la politique de préservation des espaces naturels et de la biodiversité.....	16
6 – Développement durable dans la politique de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des rivières.....	17
7 – Développement durable dans la politique de soutien à l'investissement des collectivités locales. .	18
8 – Éducation à l'environnement et développement durable pour la jeunesse.....	18
9 – Développement durable dans la politique touristique.....	19
10 – Développement durable dans la politique de développement agricole au travers des circuits courts.....	20



## I. INTRODUCTION

En 1987, le rapport Brundtland a défini le développement durable comme étant « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

En 1992 le Sommet de Rio puis en 2002 celui de Johannesburg, ont fait prendre conscience progressivement aux États les enjeux du développement durable et la nécessité de transformer nos fondamentaux économiques, culturels, sociaux ainsi que nos stratégies de recherche et de développement. L'ensemble des pays a ainsi été appelé à élaborer des stratégies de développement durable afin de pouvoir mettre en œuvre des politiques globales cohérentes.

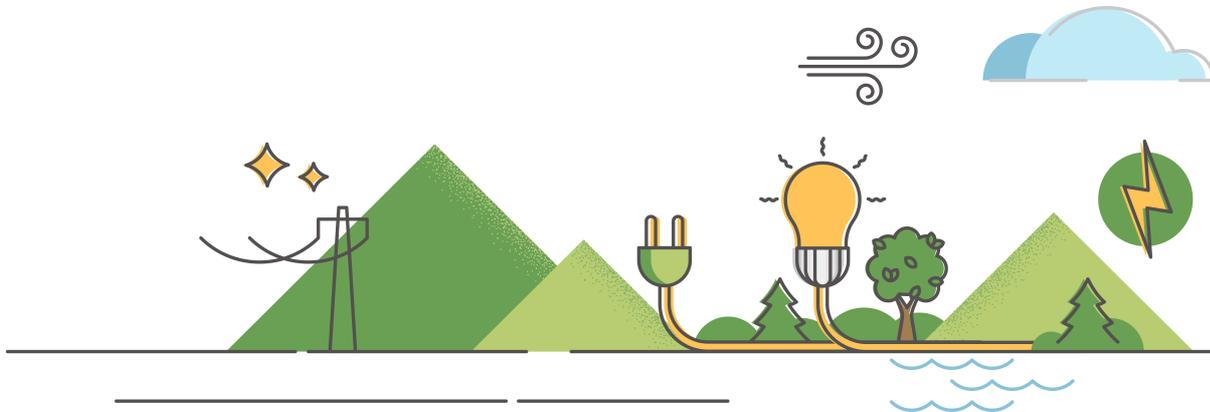
Pour atteindre cet objectif, la France a élaboré une stratégie nationale de développement durable pour 2003-2008 (SNDD), actualisée en 2006 pour la mettre en cohérence avec la stratégie européenne (SEDD). Elle vise à faire du développement durable une composante de l'action publique, déclinable à tous les échelons de compétences.

De plus, le Grenelle de l'environnement en France et la crise économique et financière mondiale ont renforcé la nécessité de considérer le développement durable comme une priorité dans les politiques publiques. Les objectifs fixés par le chef de l'État à l'issue des travaux du Grenelle de l'environnement et l'instauration du cadre législatif (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi grenelle) ont fait entrer la France dans une nouvelle dynamique formalisée par la stratégie nationale 2010-2013.

La loi grenelle demande aux collectivités territoriales dans son article 255 d'élaborer un rapport sur leur situation en matière de développement durable, qui doit être présenté par l'exécutif préalablement aux débats sur le projet de budget.

La loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte, promulguée au Journal Officiel du 18 août 2015, permet de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique en équilibrant mieux ses différentes sources d'approvisionnement.

En décembre 2015, la France a accueilli et présidé la 21<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) qui a abouti à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. Les accords de Paris ont été confirmés lors de la COP22 à Marrakech au Maroc en novembre 2016. Suite à la COP23, présidée par les Fidji qui avait instauré le dialogue de Talanoa, la COP 24 à Katowice en Pologne a confirmé les accords de Paris et apporte des outils communs de mesure mais constate que la communauté internationale a accumulé les retards pour limiter les changements climatiques. La COP25 à Madrid en décembre 2019 a été le témoin du fameux discours de la jeune militante écologiste Greta Thunberg. La déclaration finale de la COP 25 ne montre pas de réelle avancée et les États parties doivent annoncer des contributions à l'atténuation du réchauffement climatique plus ambitieuses lors de la COP 26, prévue à Glasgow en novembre 2020 mais reportée en 2021.



## II. FONDEMENTS JURIDIQUES DU RAPPORT

Le Décret n°2011-687 du 17 juin 2011 – art. 1 précise que le rapport prévu à l'article L.3311-2 du Code général des collectivités territoriales décrit, sous forme de synthèse, la situation en matière de développement durable de la collectivité à partir des évaluations, documents et bilans produits par le Département sur une base volontaire ou prévus par un texte législatif ou réglementaire.

Ce rapport est élaboré sur la base des cinq finalités du développement durable du code de l'environnement à savoir :

- La lutte contre le changement climatique ;
- La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
- La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
- L'épanouissement de tous les êtres humains ;
- Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Il comporte :

- le bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité ; le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire ;
- ces bilans comportent en outre une analyse des modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des actions, politiques publiques et programmes.

## III. BILAN DES ACTIONS CONDUITES

L'environnement préservé de la Lozère représente un atout essentiel pour la vie de ce territoire puisqu'il :

- permet la production de produits de terroirs de grande qualité (AOP, IGP, label rouge, bio) ;
- offre un fonds de commerce exceptionnel pour l'activité touristique ;
- présente une qualité de vie de plus en plus recherchée.

Conscient de ses atouts naturels qualifiés d'aménités, le Département souhaite maintenir un lien étroit entre l'économie du territoire, la solidarité sociale et la qualité de son environnement.

Pour cela, plusieurs actions ont été réalisées soit en direct par le Conseil départemental soit incitées grâce aux politiques de soutien votées par l'Assemblée.



## **A – ACTIONS AU TITRE DE LA GESTION DU PATRIMOINE, DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITES INTERNES DE LA COLLECTIVITE**

### **1– Dématérialisation**

La collectivité a poursuivi ses efforts dans diverses actions de développement durable notamment à travers ses pratiques administratives.

La dématérialisation s'inscrit dans un processus de modernisation des échanges entre les fournisseurs ou les usagers et le secteur public et dans une nouvelle démarche de mutualisation de systèmes d'information entre les acteurs du secteur public.

#### **► La dématérialisation de la chaîne de facturation et des mandats**

Depuis début 2014, l'ensemble des mandats sont transférés du Département vers la paie départementale de manière dématérialisée.

En 2019, en application de la loi, la poursuite du projet de dématérialisation s'est articulée autour :

- de l'obligation de transmission des pièces jointes et documents comptables pour les collectivités de plus de 20 000 habitants,
- du portail de dépôt des factures. Cette obligation concerne toutes les entreprises en 2020.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, toute la chaîne de dépenses et recettes de la collectivité est dématérialisée.

#### **► La dématérialisation de documents**

- depuis mars 2014, l'ensemble des actes administratifs (délibération, arrêté, marchés...) soumis au contrôle de légalité est télétransmis à la Préfecture pour toutes les directions et les services du Département. Cette procédure, outre le gain de papier, a permis une plus grande souplesse et réactivité dans la transmission des actes et a sécurisé le dépôt.
- depuis avril 2015, la mise en place d'une plate-forme dématérialisée pour les élus de l'Assemblée départementale a permis de supprimer les versions papier des rapports et autres documents envoyés, des dossiers en commissions d'appel d'offres.
- les candidatures et les offres dans le cadre des marchés publics : depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, obligation pour les acheteurs d'accepter le Document Unique de Marché Européen (DUME) électronique, lorsque celui-ci est transmis par un opérateur économique candidatant à la passation d'un marché public et depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, dématérialisation complète des procédures de marchés publics dès 25 000 € HT : retraits et dépôts des offres mais également tous les échanges avec les candidats pendant la durée de la procédure et jusqu'à l'attribution des marchés.



## ► La dématérialisation des échanges

Engagée en 2014, la dématérialisation s'est appuyée sur :

- la création d'un outil de travail collaboratif interne pour réduire les échanges papiers ;
- le site Télé Recours assurant la gestion des télé-procédures contentieuses ;
- le site extranet avec téléchargement des rapports d'analyses pour le Laboratoire Départemental d'Analyses ;
- En 2017, la dématérialisation des échanges a été mise en place pour l'ensemble des fiches projets des contrats territoriaux de deuxième génération en prenant appui sur la plateforme de démarches en ligne du Conseil départemental.
- Pour 2018, le processus de modernisation des échanges s'est poursuivi à travers 3 projets structurants en matière de dématérialisation :
  - la dématérialisation des dossiers de la Maison de l'Autonomie ;
  - la mise en place d'un socle technique commun et transversal qui permettra de faciliter la gestion dématérialisée des différents domaines métiers de la collectivité.
- En 2019, une réflexion a été amorcée pour l'archivage électronique des données dans le respect des obligations d'archivage et au regard des nombreuses démarches dématérialisées au cours des dernières années.
- En 2020, en lien avec la période COVID, la dématérialisation a concerné les demandes de subvention pour les associations dans le cadre des mesures COVID, l'organisation des réunions, assemblées et instances à distance mais également le lancement d'une plateforme d'entraides sur le territoire : <https://lozere.entraidonsnous.fr/>
- A noter, la dématérialisation conduit au développement de postes informatiques à double-écrans. Cette nécessité pour le confort de travail est sans impact environnemental puisque les équipements utilisés, même doublés, ne consomment pas plus qu'un écran d'ancienne génération.

## 2 – Intégration des critères de développement durable dans les marchés publics

L'intégration des critères de développement durable dans les marchés publics devient la règle dans toutes les prestations de fournitures, services et travaux.

Le Département fait application des dispositions des articles L2112-1 à L 2112-4 du Code de la Commande Publique au niveau de la définition du besoin ou lorsque cela est pertinent, notamment sur l'aspect environnemental, au stade du jugement des candidatures et des offres.

La clause démarche environnementale a été élargie à tous les chantiers lancés depuis.

Nous pouvons citer à titre d'exemples :

Travaux courants de réparations, confortements et réalisations d'ouvrages sur le réseau routier départemental :

Dans cette consultation, le critère « valeur technique », prends en compte les dispositions et



procédures mises en place vis-à-vis des préoccupations environnementales, notamment celles prises pour la valorisation éventuelle des déchets (modes de transport envisagés pour acheminer les déchets, centres de stockage, méthodes utilisées pour ne pas mélanger les différents types de déchets, moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité mis en œuvre pour les travaux et le transport)

#### Travaux de mise en accessibilité des locaux de l'UPP Pierre DELMAS de SAINTE ENIMIE :

C'est également au travers du critère « valeur technique » que sont prises en compte dans la notation des candidats, les dispositions relatives aux obligations réglementaires de la démarche environnementale : système de tri mis en place dans l'entreprise, bennes mises à disposition, sensibilisation du personnel, emploi et provenance des matériaux, limitation des déplacements).

#### Fourniture d'articles de bureau, d'agendas et de papier pour les services du Département :

Les candidats à cette consultation sont tenus de faire part de leur savoir faire en matière de protection de l'environnement. Il leur est également demandé de proposer une gamme d'articles « verts » et d'indiquer leur démarche afin de limiter le nombre d'emballages et sur-emballages (carton, film plastique...) ainsi que pour réduire les coûts de transport.

Sur l'aspect social, le Département, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion inclut dans le cahier des charges de certains marchés (en fonction du volume de ces derniers) une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Cette clause s'est appliquée principalement en 2020 sur des marchés de travaux de rénovation, extension et mise en accessibilité d'un collège du département.

Nous pouvons citer à titre d'exemple, les travaux de rénovation, extension et mise en accessibilité du collège André Chamson de Meyrueis : outre la prise en compte de la démarche environnementale dans les critères de sélection des offres, le cahier des charges de ce marché inclut une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique, le respect de ces dispositions étant une condition de la conformité de l'offre. Elle s'applique sur six lots de la procédure : Terrassements, démolitions-gros-œuvre, couverture-étanchéité, doublages-cloisons, chauffage-sanitaires et électricité, pour un volume horaire déterminé.

## **3 – Gestion des déchets**

### **► Politique de tri et de recyclage des déchets**

Depuis 2015, la Collectivité a passé des marchés pour la collecte et le traitement de tous les déchets générés par l'activité de ses services.

Pour optimiser le tri des déchets, divers contenants sont mis à disposition des agents :

- dans les bureaux, chaque agent dispose d'une corbeille à papier et d'une corbeille pour les déchets non valorisables.
- les cartouches d'encre des photocopieurs sont récupérées par le titulaire du marché de location, celles des imprimantes sont regroupées sur le site Olympe de Gouges pour être





l'ensemble des nouveaux projets d'aménagement routier conduit notamment, dans la mesure du possible, à rechercher l'équilibre déblais-remblais et à réutiliser les déblais pour la construction des couches de forme et de chaussée quand c'est possible.

Ainsi, les déchets de chantiers routiers sont systématiquement soit réutilisés sur place pour faire des remblais, soit valorisés (matériaux concassés et réutilisés sur chantiers pour reconstituer la couche de forme). Très peu de déchets inertes partent en stockage sur les ISDI, à l'exception des déchets toxiques (HAP ou matériaux avec amiante) qui par obligation réglementaire doivent partir en décharges pour les produits dangereux (site de retraitement SITA à Bellegarde (30)).

Les déchets de chantiers de bâtiments sont plus nombreux et plus difficiles à gérer car plus de corps de métiers concernés. Le service des Bâtiments départementaux intègre systématiquement depuis 2015, la gestion des déchets et la démarche environnementale dans le cahier des charges des entreprises du Bâtiment ; critères pris en compte dans la notation.

Pour les chantiers des bâtiments, les documents de gestion des déchets en fin de chantier sont systématiquement réactualisés avec la synthèse des quantités de déchets inertes produits et sortis du chantier (hors déchets réutilisés sur site), en mentionnant leur destination, les types de valorisation, le tonnage.

## 4 – Maîtrise de l'énergie

### ► **Recherche systématique d'économies d'énergie dans les bâtiments et collèges et outils de régulation et de programmation**

Dans les travaux de maintenance et de remplacement, la collectivité recherche systématiquement la mise en place d'équipements performants ayant de faibles niveaux de consommation.

Il s'agit aussi, par exemple, de mettre en place des lampes basse consommation pour les luminaires, de remplacer le matériel de cuisine par du matériel moins consommateur en énergie, de rechercher un faible niveau de consommation énergétique et consommation en eau pour le matériel de nettoyage.

Dans tout projet, les maîtres d'œuvre doivent être vigilants à la maîtrise de la consommation d'énergie, d'eau potable ainsi qu'à la gestion des déchets.

Engagement de l'action de mise en place de régulation / programmation de chauffage dans les bâtiments départementaux. Suite aux études initiées en 2017, 12 collèges du Département ont été équipés d'une GTB ainsi que 4 bâtiments administratifs. La GTB du collège de Meyrueis sera installée dans le cadre des travaux à venir du collège.

Le système assure la gestion à distance des équipements des installations de chauffage (gestion de la régulation). Les objectifs de la GTB sont le suivi et la possibilité d'intervention sur les paramètres de régulation, l'optimisation des consommations d'énergie, la pérennité et la fiabilité des installations. Avec pour conséquence directe une réduction de 2 à 5 % des consommations, et de 1 à 3 % de la production de CO<sup>2</sup>.



Une supervision est également installée concernant le suivi de l'électricité, courants forts, courants faibles, climatisation, plomberie, sanitaire, remontée d'alarmes techniques, comprenant le comptage des énergies.

### ► **Un programme de travaux sur les bâtiments départementaux permettant des gains énergétiques**

- Démarrage des travaux de rénovation thermique du collège du Bleynard en juillet 2020 : remplacement des menuiseries et l'isolation extérieure des murs du collège pour améliorer la performance énergétique du bâtiment. Les travaux vont se dérouler jusqu'en mai 2020 et intègrent également l'amélioration de la qualité de l'air intérieur par l'installation d'une ventilation double-flux en vue de diminuer l'exposition au radon.
- Suppression de la chaudière fioul du collège de Vialas suite au raccordement au réseau de chaleur communal créé en 2019 (chaudière à granulés installée dans les locaux de la mairie).

## 5 – Transports et déplacements durables

### ► **Transports**

Le Département a cessé d'exercer la compétence transports par délégation de la Région Occitanie à compter du 31 décembre 2018.

Les navettes estivales initiées en 2016 dans les Gorges du Tarn puis étendues à d'autres destinations à partir de 2018 ont été reconduites en 2020 par la Région Occitanie pour desservir les sites majeurs du département ; ce qui a permis de limiter l'utilisation de la voiture individuelle.

Le Département a conservé la compétence de transport des élèves en situation de handicap ; en 2020, pour le renouvellement des marchés il a été tenu compte de l'âge des véhicules utilisés afin de disposer d'un parc récent donc équipé des dernières technologies de dépollution et consommant moins de carburant.

### ► **Parc de véhicules de la collectivité**

Les véhicules acquis, PL ou VL, sont équipés de moteurs conformes aux normes de dernière génération en matière pollution (norme EURO). Sur une partie du parc des poids lourds de déneigement, les pneumatiques lamellisés remplacent les pneus cloutés.

En 2017, un véhicule électrique a été commandé pour le service du courrier. En 2018, le Département a poursuivi sa politique d'achats de véhicules électriques avec un véhicule pour l'UT de Chanac. En janvier 2020, un nouveau véhicule électrique a été mis en service pour l'UT de Saint-Chély d'Apcher



En 2020, le Département poursuit le renouvellement accéléré des camions participant à la viabilité hivernale. Les nouveaux camions répondront à la norme Euro VI, limitant ainsi les consommations de carburant et les émissions de gaz à effet de serre.

De même, l'effort de renouvellement des véhicules a aussi été porté sur les VUL et les groupes de fauchage.

### ► **Eco-Conduite**

En 2016, lancement et début de réalisation consistant en la formation d'environ 300 agents à l'éco-conduite, afin de réduire la consommation de carburant et donc l'émission des gaz à effet de serre. Il a été mis en place en 2018 et 2019 des formations de rappel à l'éco-conduite pour les agents. En 2020, du fait de la pandémie COVID-19 aucune session n'a pu être programmée. Au total ce sont 428 agents de la collectivité qui ont été formés aux gestes de la conduite raisonnée.

À ce jour le recul n'est pas suffisant pour constater un impact la consommation de carburant ou la sinistralité.

## **6 – Réduction de l'impact environnemental pour l'entretien des routes**

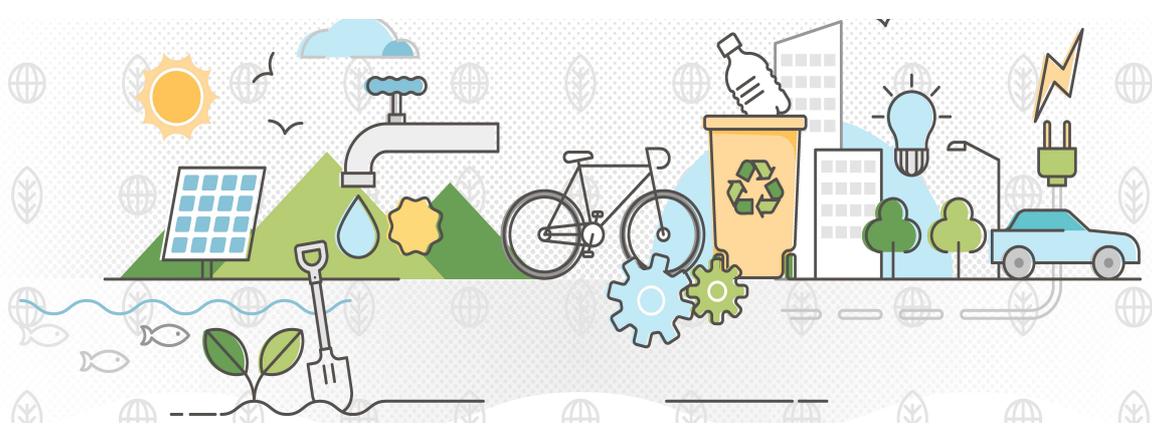
Depuis 2013, la collectivité a arrêté l'utilisation de phytosanitaires. Le plan de fauchage élaboré dans le cadre d'une démarche "Qualité de l'Entretien Routier " classe plusieurs itinéraires sur l'ensemble du département en fonction du caractère prioritaire et présente les principes d'un fauchage raisonné.

Pour la remise à niveau des chaussées, une attention particulière est portée à l'optimisation des techniques en vue de réduire l'utilisation des matériaux. Il est également fait usage dès que possible de techniques à froid telles que les graves-émulsion, les enduits superficiels d'usure, les bétons bitumineux à l'émulsion. Ces techniques permettent de réduire les consommations énergétiques et les émissions de dioxyde de carbone. C'est en outre l'objet de chaque campagne annuelle d'enduits en régie.

Par exemple, en 2019 et 2020, quatre chantiers innovants de retraitement en place des couches de chaussées ont été réalisés avec respectivement 6km sur la RD9 en 2019 puis 10km sur les RD 806, 906 et 989 en 2020.

Pour la viabilité hivernale, l'effort engagé pour une consommation raisonnée pour le salage des routes est poursuivi en 2020 avec :

- le développement de l'usage de la saumure ;
- l'étalonnage et le réglage des saleuses ;
- la formation des agents à l'utilisation du sel et de la saumure.



## 7 – Télétravail

À l'automne 2014, le télétravail a été expérimentée avec 8 agents volontaires. Cette expérimentation s'est poursuivie en 2016, avec 9 agents travaillant une journée par semaine. Le dispositif a donc été pérennisé et en 2020, 11 agents de la collectivité télétravaillent au moins un jour chaque semaine.

Jusqu'alors réalisé dans des télécentres ou des locaux du conseil départemental, à hauteur d'une journée par semaine (voire 2 après une période probatoire), le Département réfléchit aujourd'hui à étendre les conditions d'exercice du télétravail. Parmi les pistes étudiées:

- extension du télétravail à 2 jours par semaine,
- la possibilité de télétravailler à domicile,
- l'ouverture du télétravail aux agents à temps partiel.

Outre l'amélioration des conditions de travail des agents concernés en réduisant notablement leurs temps et la longueur de leur trajet routier, le télétravail participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'amélioration du bilan carbone.

Par ailleurs, en 2020 pendant la période de confinement et au-delà, une plate-forme de télétravail a été mise en place pour les agents de la collectivité.



## **B – ACTIONS AU TITRE DES POLITIQUES PUBLIQUES, DES ORIENTATIONS ET DES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE SUR SON TERRITOIRE**

### **1 – Développement durable dans les politiques sociales**

La collectivité soutient des actions dans le secteur de la solidarité et la cohésion sociale :

- des actions d'insertion : l'entreprise « Le Relais », sous forme de SCOP (société coopérative et participative) qui récupère des vêtements usagés pour les trier et les revendre, l'ARECUP recyclerie – ressourcerie qui permet le réemploi ;
- la plate-forme de la mobilité depuis 2012, via deux associations (ALOES et « Quoi de 9 ») afin de favoriser la mobilité des publics en insertion ; action inscrite dans le Pacte Territorial d'Insertion ;
- les Jardins de Cocagne : structure qui porte un chantier d'insertion dans le domaine du maraîchage et qui vend des paniers de légumes Bio en circuit court.
- participation au financement des chantiers d'insertion de l'ONF et de l'ASA DFCI qui interviennent dans le domaine de l'entretien de l'espace naturel ;
- suivi de l'élaboration du projet en vue de la création d'une recyclerie sur le secteur de Saint-Chély,
- mise en œuvre dans le cadre du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) d'une action d'accompagnement technico-social de ménages en situation de précarité énergétique dont l'objectif est de prévenir les dettes énergétiques des foyers en les sensibilisant aux gestes permettant de réduire leur facture énergétique.

### **2 – Développement durable dans la politique de mobilité**

Le Département n'intervient plus au titre du transport, la Région ayant repris au 1<sup>er</sup> janvier 2019 l'exploitation du réseau de transports.

Le Département a aménagé un réseau d'aires de covoiturage sur des lieux de pratiques constatés. Il existe à ce jour 19 aires de covoiturage en service sur le Département, ce qui incite et facilite la pratique. Ces aires sont enregistrées sur le service de covoiturage Blablacar.



### 3 – Développement durable dans la politique de prévention des déchets

#### ► **Politique de soutien du Département dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets**

- Accompagnement financier de l'animation du Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD) Centre Lozère 2020 portée par la communauté de commune Cœur de Lozère couvrant 24 communes et 3 intercommunalités : la totalité de la communauté de communes Cœur de Lozère, soit 7 communes, 14 communes de la communauté de communes Randon-Mageride sur 20 et 3 sur 21 pour la communauté de communes Mont Lozère. Ce territoire représente une population de 20 113 habitants.

L'accompagnement financier du Département dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets se termine en 2020.



### 4 – Développement durable dans la politique de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables

#### ► **Politique départementale de lutte contre la précarité énergétique**

À la suite du Contrat Local d'Engagement 2011-2017, le Département a souhaité poursuivre son action en faveur la rénovation énergétique des logements des propriétaires occupants dans l'objectif de lutter contre la précarité énergétique.

À ce titre, le Département :



- a poursuivi son engagement aux côtés des communautés de communes porteuses d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat en cofinçant avec l'Anah et l'État le suivi-animation des opérations ((dont la participation nouvelle à l'OPAH de la communauté de communes Terres d'Apcher Margeride Aubrac dont à la convention a été signée en septembre 2020),
- a aidé les projets de rénovation énergétique des logements des propriétaires occupants dans le cadre des OPAH Droit Commun et Revitalisation Urbaine de la Communauté de communes Cœur de Lozère et de l'OPAH Revitalisation Centre Bourg et Développement du territoire de la Communauté de communes du Gévaudan, en complément des aides de l'Anah, de l'État, de la Région et de la collectivité porteuse,
- a poursuivi le Programme d'Intérêt Général de Lutte Contre la Précarité Énergétique lancé en novembre 2018 pour couvrir le territoire non couvert par une OPAH. Les deux opérateurs en charge de l'animation du programme ont déployé différentes actions de communication, de repérage, d'animation et d'accompagnement de dossier. Plusieurs communautés de communes, la SACICAP Procvivis et Action Logement se sont associés au PIG. Au regard des résultats constatés et des besoins exprimés, les objectifs du PIG ont été augmentés en 2020.

En termes d'engagements financier, le Département est impliqué en 2020 à hauteur de :

- 115 364 € pour l'animation du programme d'intérêt général avec cofinancement de l'État et de l'Anah à hauteur de 80 %;
- 36 032 € pour l'animation des OPAH ;
- 66 250 € d'aides aux travaux en complément des aides de l'Anah, de l'État, de la Région et des communautés de communes partenaires attribuées sur les trois premiers trimestres de l'année pour le PIG et les OPAH.

### ► **Mission Bois Énergie**

Depuis 2005, le Département apporte son soutien financier à la mission Bois Énergie. Cette mission qui était portée jusqu'à fin juin 2019 par la Chambre de Commerce et d'Industrie est désormais portée par le SDEE de la Lozère. Elle permet d'accompagner les porteurs de projets Bois Énergie dans leur choix techniques et économiques.

### ► **Lozère Énergie au service des particuliers et des collectivités**

Le Département finance également Lozère Énergie, agence locale pour l'énergie et le climat, qui a déployé en 2020 :

- un service d'information sur la rénovation énergétique et les énergies renouvelables au titre de l'Espace Info Energie et de la Plate-forme Territoriale de Rénovation Énergétique.
- un accompagnement des collectivités au travers du conseil en énergie partagé : diagnostic, programmation de travaux...



### ► **Déclinaison territoriale du Service Public Intégré de la Rénovation Énergétique**

2020 est également marquée par la mise en place du Service Public Intégré de la Rénovation Énergétique (SPIRE) par la Région Occitanie, dans le cadre de sa compétence de chef de file sur l'énergie. Le SPIRE a pour objectif d'accompagner les citoyens à la réalisation de projets de rénovation énergétique de leurs logements et est mis en place par la Région en prenant appui sur l'AREC, agence régionale énergie climat. Il permet le déploiement du programme SARE (Service d'Accompagnement pour la Rénovation Énergétique) de l'État. Après une année de transition en 2020, ce dispositif prendra le relais de l'ADEME pour le financement des Espaces Info Énergie et de la plate-forme territoriale de rénovation énergétique, dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt pour la constitution de guichets uniques du SPIRE.

Lors de sa session en date du 18 septembre 2020, l'Assemblée départementale a approuvé le principe d'une réponse coordonnée entre le Département de la Lozère et le Parc Naturel Régional de l'Aubrac à l'appel à manifestation d'intérêt « Guichets uniques » du SPIRE qui s'inscrit dans la continuité du travail conduit sur la plate-forme territoriale de rénovation énergétique de l'habitat, confiée par le Département à l'ALEC-Lozère Énergie.

La délibération précise que cette candidature sera portée par l'ALEC-Lozère Énergie et associera également les partenaires du réseau « FAIRE », notamment la CLCV 48, l'ADIL (Agence Départementale d'Information sur le Logement) et les opérateurs ANAH (OC'TEHA, SOLIHA Aveyron et l'activité ANAH de l'ALEC-Lozère Énergie).

## **5 – Développement durable dans la politique de préservation des espaces naturels et de la biodiversité**

Par délibération du 27 juillet 2015, le Département a adopté le schéma départemental des espaces naturels sensibles (ENS) de la Lozère.

17 sites prioritaires ont été identifiés, répartis sur l'ensemble du territoire départemental et concernant divers milieux naturels avec une prédominance des zones humides, des forêts et des cours d'eau.

Ce schéma permet d'accompagner financièrement la requalification, l'aménagement et la signalétique sur des sites emblématiques à fort enjeux patrimonial en termes de biodiversité ou d'intérêt paysager, afin de permettre leur valorisation auprès du grand public en partenariat avec les collectivités territoriales et les propriétaires fonciers.

En 2020, le Département a engagé une consultation publique pour la réalisation de livrets pédagogiques à destination du grand public afin d'expliquer et de sensibiliser sur l'intérêt patrimonial de 5 Espaces Naturels Sensibles.



Les sites identifiés sont :

- le Domaine des Boissets
- le Col de Finiels
- la Chataigneraie Cévenole sur St Privat de Vallongue
- les tourbières de Lajo
- l'étang de Bonnecombe

Ces livrets seront réalisés pour l'été 2021.

## 6 – Développement durable dans la politique de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des rivières

Le Conseil Départemental de la Lozère a mis en place, dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, les dispositifs suivants :

- une assistance technique à l'exercice des missions des collectivités locales et de leur groupement dans le domaine de l'Eau Potable, de l'Assainissement Collectif et Non Collectif, missions mises en œuvre par le SATESE et le SATEP ;
- une politique départementale dans le domaine de l'eau potable qui prend appui sur notre schéma départemental AEP ainsi que sur un Programme départemental exceptionnel en faveur de la mobilisation de la ressource en eau potable adopté en 2011 révisé en 2017 ;
- un appui technique à l'émergence des projets structurants de mobilisation de la ressource en eau potable, qui est assurée par le SATEP ;
- une politique départementale en faveur de l'assainissement qui prend appui sur un programme exceptionnel Assainissement Collectif adopté en 2011 visant à faciliter la requalification des principaux systèmes d'assainissement collectif à fort enjeu sur la qualité des cours d'eau ;
- la mise en œuvre d'un réseau départemental de suivi de la qualité des rivières permettant ainsi de disposer d'un outil qui permet de guider et d'évaluer nos politiques dans le domaine de l'assainissement ;

L'année 2020 a permis notamment :

- de définir une feuille de route 2020 – 2027 pour guider les politiques publiques dans le domaine de gestion quantitative de la ressource en eau pour faire face aux évolutions climatiques subies. Elle apporte ainsi, sur le territoire départemental, un faisceau de réponses pour favoriser la sobriété et le changement de pratiques, sécuriser les besoins essentiels des différents usages tout en préservant l'environnement naturel et développer des dispositifs permettant de prévenir et d'anticiper l'avenir,
- De poursuivre le réseau départemental de suivi de qualité des rivières et l'appui aux labellisations diverses valorisant la haute qualité de nos milieux aquatiques : label rivière en bon état, site rivières sauvages notamment,



- de déterminer l'évolution des missions d'assistance technique dans le domaine de l'eau potable afin d'accompagner les collectivités pour une meilleure gestion patrimoniale et l'amélioration de la performance des réseaux d'eau potable.

## 7 – Développement durable dans la politique de soutien à l'investissement des collectivités locales

Le Département a conclu des contrats territoriaux pour la période 2018-2020 avec les maîtres d'ouvrage publics lozériens :

- Dans le domaine du logement : 66 logements seront aidés dans la période 2018-2020, 20 logements sont spécifiquement financés pour de la rénovation énergétique, d'autres projets consistant dans des rénovations lourdes de bâtiments anciens prévoient également une rénovation énergétique : engagement financier de près de 475 000 € pour les 3 ans.
- Pour les projets touristiques : on identifie divers projets de gîtes communaux (comprenant la rénovation énergétique du bâtiment) pour plus de 40 000 € de subvention.
- Dans le domaine des équipements publics : plus de 2,2 M€ de subvention seront apportés sur les 3 années des contrats sur 87 projets d'équipements batimentaires publics qui auront la préoccupation de la rénovation énergétique notamment dans des rénovations globales ou la construction de nouveaux équipements. 15 projets sont directement issus d'une réflexion sur les enjeux énergétiques des bâtiments publics.
- Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement le Département est intervenu pour la période 2018-2020 avec 4 M€ de subventions apportées.

## 8 – Éducation à l'environnement et développement durable pour la jeunesse

### ► *Convention cadre relative à l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable*

Après avoir soutenu la démarche du Réseau Éducation Environnement Lozère (REEL) pour devenir le 1<sup>er</sup> Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement (CPIE) en Lozère, le Département a souhaité afficher son partenariat avec cette structure au travers d'une convention cadre relative à l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable.

Le 8 septembre 2020, cette convention cadre a été signée pour une durée de 3 autour des objectifs suivants :

- Sensibiliser à la réduction des déchets ;
- Promouvoir la préservation des ressources en eau ;



- Favoriser la découverte de la biodiversité lozérienne notamment en lien avec les Espaces Naturels Sensibles départementaux ;
- Accompagner les publics en matière de santé et environnement ;
- Inciter les publics à une consommation locale, responsable et de qualité ;
- Lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Impliquer le jeune public dans les enjeux du développement durable ;
- Favoriser les initiatives en faveur de la lutte ou de l'adaptation au changement climatique ;
- Éduquer, informer, sensibiliser à la transition écologique ;
- Favoriser la mise en œuvre des trames vertes et bleues ainsi que des trames noires

### ► **Développement durable et politique jeunesse**

La démarche « éco-collège » est inscrite à la convention cadre relative à l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable en lien avec la politique jeunesse du Département votée en 2016.

En 2020, les contrats éducation environnement Lozère (CEEL) qui permettent la mise en œuvre d'actions d'éducation à l'environnement et au développement durable se sont poursuivis sur 3 collèges.

## **9 – Développement durable dans la politique touristique**

La collectivité apporte un soutien financier annuel auprès de structures dont l'objectif est de promouvoir des démarches de développement durable auprès de prestataires touristiques.

On peut citer l'association « Cévennes Écotourisme » dont les objectifs sont de promouvoir l'écotourisme en Cévennes et de mettre en œuvre les principes du tourisme durable tel que définis dans la Charte Européenne du Tourisme Durable (CETD) dans les espaces protégés.

Depuis 19 ans, l'association accompagne les chefs d'entreprises dans la mise en œuvre de nouvelles pratiques suivant les trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental associés au tourisme.

On peut également noter que le Département a modifié récemment son règlement d'intervention en faveur de l'immobilier touristique (intervention par délégation de l'octroi de l'aide par les communautés de communes) afin de rendre éligibles les travaux de rénovation énergétique des hébergements touristiques sans les conditionner à une montée en gamme sous réserve d'un gain énergétique de 25 %.



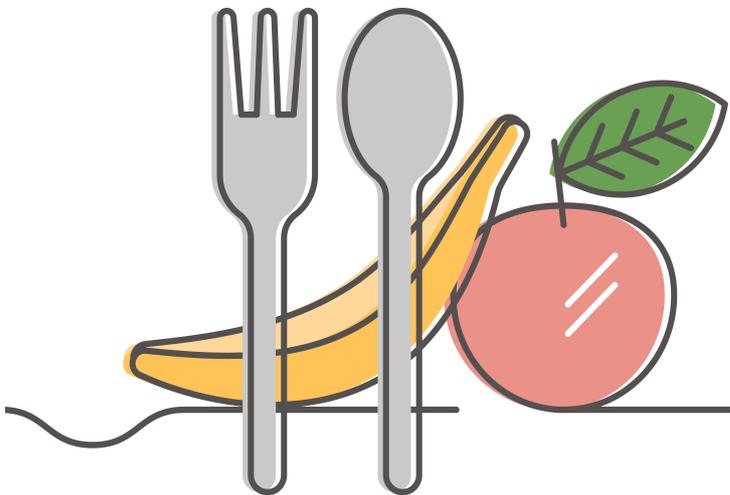
## 10 – Développement durable dans la politique de développement agricole au travers des circuits courts

Le Département poursuit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 l'animation d'AgriLocal en interne.

Ce dispositif contribue à faciliter l'accès aux productions agroalimentaires du territoire au profit de la restauration collective et de la restauration commerciale et donc, de promouvoir l'économie circulaire, l'activité agricole en filières courtes, avec plus de valeur ajoutée.

En 2020, l'activité de la plate-forme AgriLocal a fortement diminué du fait de la fermeture des établissements scolaires pendant le confinement. Des formations à destination des cuisiniers sont proposées pour les accompagner dans le changement de leurs pratiques et l'atteinte des objectifs de la loi Egalim, notamment fin 2019 sur la thématique : introduction de produits bio et locaux à budget constant.

Un dispositif d'aide à destination des collèges publics et privés intitulé « plus de produits locaux et de qualité dans les assiettes des collégiens » a vu le jour en juillet 2020 afin d'encourager financièrement les bonnes pratiques en matière d'approvisionnement en circuits-courts.



Concernant la problématique de la logistique pour des petits volumes de denrées alimentaires vers des établissements isolés, une trentaine de glacières sont mises à disposition des fournisseurs de produits frais. L'expérimentation de livraison en glacières se réalisera jusqu'en juin 2021.

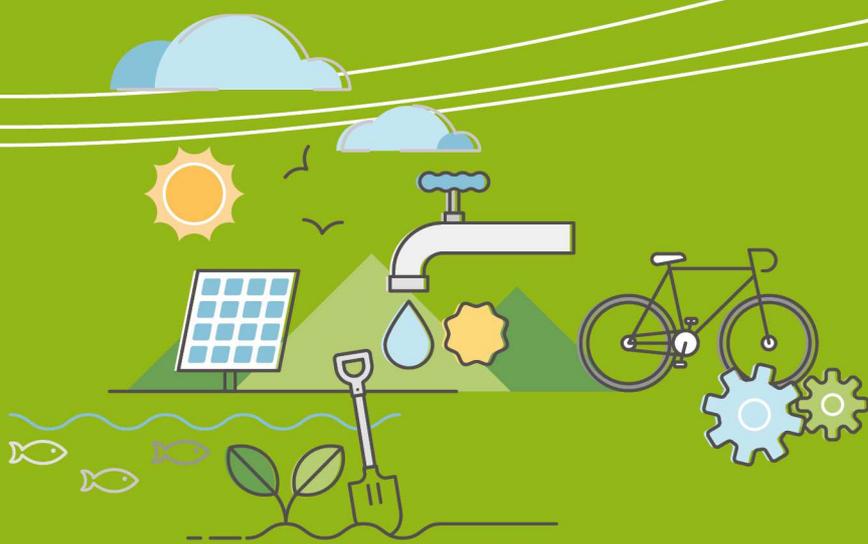
Les opérations nationales AgriLocal qui permettent de sensibiliser les convives ont été déployées sur le territoire lozérien telles que « Connectez-vous local », « Au pré de la ferme », « Au pré de l'assiette »...



Pendant la période de confinement, le Département a participé à la mise en œuvre du drive fermier avec la Chambre d'Agriculture et également aux distributions à la clientèle.



Une démarche visant à la constitution d'un catalogue des productions locales lozériennes a été poursuivie en 2020 à destination de la restauration commerciale et touristique pour favoriser les circuits courts.



Conseil départemental de la Lozère  
Hôtel du Département  
4, rue de la Rovère - BP 24  
48001 MENDE CEDEX  
Tel. 04 66 49 66 66 - Fax. 04 66 49 66 10  
lozere.fr





## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### Conseil Départemental

### Séance du 9 novembre 2020

---

#### Commission : Finances et gestion de la collectivité

**Objet : Gestion de la collectivité : rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Ressources Humaines*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Rémi ANDRE, Régine BOURGADE, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Françoise AMARGER-BRAJON ayant donné pouvoir à Laurent SUAOU, Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET, Laurence BEAUD ayant donné pouvoir à Bernard PALPACUER, Denis BERTRAND ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE, Patricia BREMOND ayant donné pouvoir à Rémi ANDRE, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Bernard DURAND ayant donné pouvoir à Francis COURTES, Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Christine HUGON ayant donné pouvoir à Sabine DALLE, Jean-Claude MOULIN ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL, Michel THEROND ayant donné pouvoir à Patrice SAINT-LEGER.

*En raison du contexte sanitaire, les élus qui n'ont pu assister à la séance en présentiel, ont eu la possibilité d'assister aux travaux en audio-conférence mais seul le vote par pouvoir a été autorisé. Ont suivi la séance en audioconférence : Alain ASTRUC, Patricia BREMOND, Bernard DURAND, Valérie FABRE.*

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU les articles L. 3311-3 et D. 3311-9. - I du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 51 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 ;

VU le décret n° 2012-601 du 30 avril 2012 relatif aux modalités de nominations équilibrées dans l'encadrement supérieur de la fonction publique ;

VU la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes;

VU le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°700 intitulé "Gestion de la collectivité : rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 3 novembre 2020 ;*

### **ARTICLE UNIQUE**

Prend acte de la présentation du rapport annuel 2020 sur la situation en matière d'égalité hommes-femmes au sein du Département, tel que joint, ainsi que des mesures qui s'appliquent aux contrats de commande publique étant précisé que la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes est prise en compte dans l'organisation départementale, d'une part, et dans les dispositifs de la collectivité, en fonction des compétences qu'elle exerce directement ou indirectement, d'autre part.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_20\_1024 du Conseil Départemental du 9 novembre 2020 (séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020).  
Rapport n°700 "Gestion de la collectivité : rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes"**

La loi 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes dispose que :  
« Préalablement aux débats sur le projet de budget, le président du conseil général présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement du département, les politiques qu'il mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Le contenu de ce rapport et les modalités de son élaboration sont fixés par décret. »

Dans le cadre de la lutte contre les discriminations, le Département doit répondre à certaines obligations :

les nominations de direction doivent concerner, à l'exclusion des renouvellements dans un même emploi ou des nominations dans un même type d'emploi, au moins 40 % de personnes de chaque sexe à compter de 2018. Sont concernés les emplois de directeur général des services et de directeur général adjoint des services.

Le non-respect de cette exigence expose les employeurs à une pénalisation financière de 90 000 euros.

Depuis le 31 décembre 2013, le taux de féminisation des représentants de l'administration et des collectivités au sein des Commissions Administratives Paritaires (CAP) a été accru à 40 %.

Enfin, dès 2015, la règle des 40% s'est appliquée aussi aux membres de jurys et de comités de sélection constitués pour le recrutement ou la promotion des fonctionnaires même si des dérogations existent selon les statuts particuliers. Les jurys de trois personnes doivent être composés d'au moins une personne de chaque sexe.

Les emplois fonctionnels au sein du Département de la Lozère seront représentés, au 1 janvier 2021, comme suit :

Emplois fonctionnels	Agents en poste	Représentation	
		Homme	Femme
Directeur général des Services	1	1	
Directeur général adjoint des services	3	2	1
Emploi fonctionnel créé en application de l'article 6-1 de la loi n°84-53	0	0	0

Les postes de direction au sein du Département de la Lozère sont répartis comme suit :

→ 7 postes de directeur/ directeur adjoint :

- Directeur des mobilités, des aménagements numériques et des Transports
- Directeur des routes
- Directeur de l'ingénierie, de l'attractivité et développement
- Directeur adjoint en charge des Ressources Humaines
- Directeur adjoint en charge des systèmes d'information et télécommunications
- Directeur adjoint de la Maison de l'Autonomie
- Directeur du Laboratoire Départemental d'Analyse

→ 13 postes de directrice/ directrice adjointe :

- Directrice du Cabinet
- Directrice de la communication
- Directrice du développement éducatif et culturel
- Directrice adjointe en charge des collèges et de la vie associative
- Directrice des Archives départementales
- Directrice adjointe en charge de la Médiathèque Départementale de Lozère
- Directrice des territoires, de l'insertion et de la proximité
- Directrice adjointe des territoires, de l'insertion et de la proximité
- Directrice de la Maison de l'Autonomie
- Directrice des ressources humaines et affaires financières
- Directrice des affaires juridiques, de la commande publique et de la logistique
- Directrice adjointe en charge de l'ingénierie et des contrats territoriaux
- Directrice adjointe en charge du développement et du tourisme

La représentation, au sein des commissions administratives paritaires s'établit ainsi :

Catégorie	Représentants de la collectivité		Représentants du personnel		Total hommes	Total femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
Titulaires et suppléants						
CAP A	3	5	2	6	5	11
CAP B	3	5	5	3	8	8
CAP C	4	6	7	3	11	9
CCP A	2	2	0	4	2	6
CCP B	2	2	2	2	4	4
CCP C	3	3	0	6	3	9

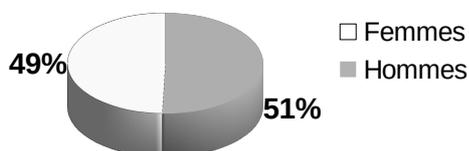
Pour information, la représentation au sein du Comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein du département est la suivante :

	Représentants de la collectivité		Représentants du personnel		Total hommes	Total femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
Titulaires et suppléants						
Comité technique	4	8	4	8	8	16
CHSCT	6	6	5	7	11	13

## Délégation n°CD\_20\_1024

Au 1 octobre 2020, le Département de la Lozère a rémunéré 341 femmes et 348 hommes fonctionnaires et contractuels confondus (incluant les assistants familiaux) sur postes vacants, soit un total de 689 agents.

Répartition de l'effectif par genre

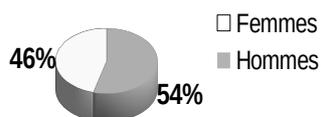


Au niveau national, dans la FPT  
 → Taux de féminisation : 61 %  
 Source : DGAFP 2019

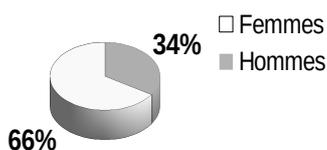
L'effectif est composé de 603 agents titulaires et 86 agents contractuels (incluant 42 ASFAM).

La part des femmes parmi les fonctionnaires est de 46 %. Celle parmi les agents contractuels est de 76 % (incluant les ASFAM).

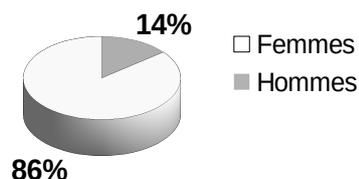
Répartition de l'effectif titulaire par genre



Répartition contractuels (hors ASFAM) par genre



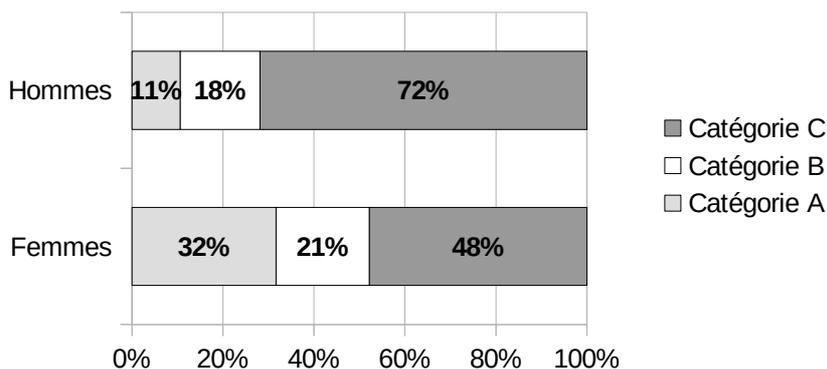
Répartition des ASFAM par genre

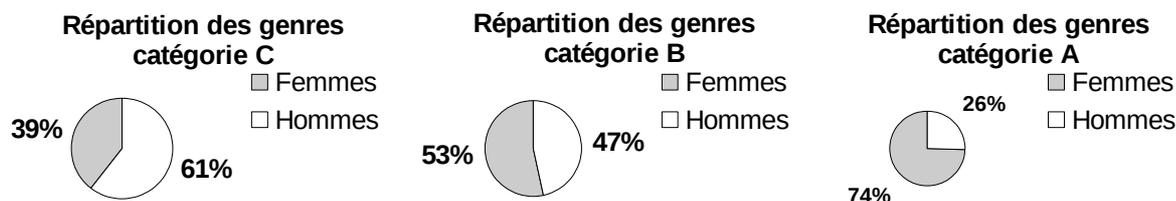


Au niveau national, dans la FPT  
 → Titulaires : 59 % de femmes / 41 % d'hommes  
 → Contractuels : 67 % de femmes / 33 % d'hommes  
 Source : DGAFP 2019

La répartition de l'effectif total (titulaires et non titulaires sur postes vacants) par catégorie d'emplois est la suivante au :

Répartition des genres par catégories





Il est constaté une hausse du taux de féminisation de la catégorie A et une baisse de ce taux pour la catégorie B. Cette différence est due au reclassement des agents sociaux du cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs territoriaux de la catégorie B à la catégorie A.

La répartition par genre selon la filière conduit au résultat suivant :

	Femmes	Hommes
Filière technique	21%	79%
Filière administrative	81%	19%
Filière Sociale	95%	5%
Filière culturelle	75%	25%
Filière Techno-économique	78%	22%
Filière médico-sociale	93%	7%
ASFAM	86%	14%

Au niveau national, dans la FPT

- Filière technique : 41% de femmes / 59% d'hommes
- Filière administrative : 82% de femmes / 18% d'hommes
- Filière sociale : 96 % de femmes / 4 % d'hommes
- Filière culturelle : 63 % de femmes / 37 % d'hommes
- Filière médico-technique : 77% de femmes / 23% d'hommes
- Filière médico-sociale : 95% de femmes / 5% d'hommes

Source : DGAFP 2019

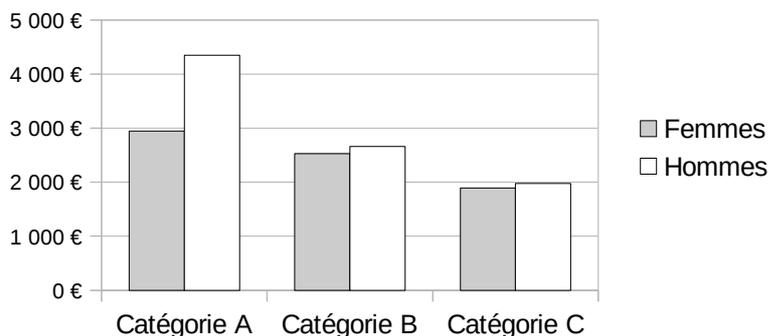
La filière technique (technique et A.T.E.E) qui représente 55 % des emplois permanents est composée à près de 80 % par des hommes.

Quant à la filière administrative qui représente 25 % des emplois permanents, elle est composée à plus de 81 % d'effectif féminin.

Les écarts de rémunération selon le sexe s'expliquent essentiellement par :

- la différence de durée de travail :
  - Sur l'ensemble des emplois permanents, 15 % des agents sont à temps partiels, dont 85 % sont des femmes.
  - Sur l'ensemble de l'effectif féminin, 25 % sont à temps partiel contre 4 % pour les hommes.
- Les différences de régimes indemnitaires liés aux filières et aux catégories.

### Rémunération brutes moyennes mensuelles (hors ASFAM)



S

Le rapport à soumettre à notre Assemblée doit décrire également un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et décrit les orientations pluriannuelles.

Afin de tendre vers une égalité réelle, doivent être conciliées des exigences d'ordre politique, technique voire financier.

En ce qui concerne l'articulation des temps vie professionnelle/ responsabilités parentales, la collectivité privilégie :

- l'organisation de formations en intra qui débutent à 9:00 et hors périodes de congés scolaires. Si dans un programme de formation, le mercredi ne peut être évité, les agents sont prévenus longtemps à l'avance afin qu'ils puissent d'organiser.
- Les différentes prestations du CNAS contribuent aussi à faciliter l'organisation des parents devant faire accueillir leurs enfants.
- Le télétravail permet de dégager des solutions allant dans le sens de l'amélioration de l'égalité homme-femme. En soi, le télétravail n'est pas compatible avec la garde des enfants mais en revanche, il permet d'écourter ou supprimer des temps de trajet permettant d'améliorer l'organisation familiale. À noter qu'en 2020, 12 agents de la collectivité bénéficient du télétravail dont 3 hommes et 9 femmes.
- Enfin, la collectivité laisse toute liberté aux agents, sous réserve de nécessités de service, de choisir de travailler à temps partiel.

Quant à la commande publique, la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes en son article 16 a instauré trois nouvelles interdictions d'accès aux contrats de commande publique. En effet peuvent être écartés les personnes ayant été condamnées depuis moins de cinq ans :

- pour discrimination fondée sur le sexe (infraction prévue à l'article 225-1 du Code pénal punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende, la condamnation doit être définitive) ;
- pour méconnaissance de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (infraction prévue à l'article L.1146-1 du Code du travail punie d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 3750 euros, la condamnation est inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire) ; il s'agit là de discrimination à l'embauche, à l'occasion du renouvellement d'un contrat ou d'une mutation, de discrimination sur la rémunération, la formation, l'affectation, la promotion, tout cela en considération du sexe.

- Seront aussi écartées les personnes qui n'auront pas respecté leur obligation de négociation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes si elles ne l'ont pas fait avant le 31 décembre de l'année précédant la procédure de passation du marché et si, à la date à laquelle elles soumissionnent, elles n'ont pas réalisé ou engagé de régularisation. Seules les entreprises où sont présentes une ou plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives sont concernées par cette obligation.

Ces mesures s'appliquent aux marchés relevant du Code des marchés publics, et à ceux régis par l'ordonnance du 6 juin 2005. Par ailleurs la loi du 4 août 2014 a harmonisé les exclusions pour les contrats de partenariats (CP) et les délégations de service public (DSP). Dans ces conditions, les services de la direction des affaires juridiques, de la commande publique et de la logistique veillent à l'application de ces dispositions pour l'ensemble des contrats qu'il passe.

En termes de communication, les préconisations du "Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe", qui préconise notamment d'accorder les noms de métiers, titres, grades et fonctions avec le sexe des personnes qui les occupent ont été mises en œuvre.

Par ailleurs, le Conseil Départemental intervient dans des champs de compétences variés (social, médico-social, culture, éducation, interventions en direction du territoire).

Selon les politiques publiques, les objectifs s'adressent à tous les habitants du territoire départemental ou à un public spécifique (familles, jeunes, personnes en insertion sociale, personnes âgées, personnes handicapées ...).

L'intervention en direction des publics les plus fragiles (équité) contribuent à réduire les inégalités. Les différentes actions en lien avec la recherche de cohésion sociale, l'accès aux droits, à la santé, à l'insertion auxquelles participe la collectivité dans le cadre de l'action sociale de proximité favorisent l'égalité femmes/ hommes sur le territoire.

Au vu de ces différents éléments, je vous demande de prendre acte de ce rapport.



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 9 novembre 2020**

---

**Commission : Finances et gestion de la collectivité**

**Objet : Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Rémi ANDRE, Régine BOURGADE, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Françoise AMARGER-BRAJON ayant donné pouvoir à Laurent SUAOU, Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET, Laurence BEAUD ayant donné pouvoir à Bernard PALPACUER, Denis BERTRAND ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE, Patricia BREMOND ayant donné pouvoir à Rémi ANDRE, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Bernard DURAND ayant donné pouvoir à Francis COURTES, Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Christine HUGON ayant donné pouvoir à Sabine DALLE, Jean-Claude MOULIN ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL, Michel THEROND ayant donné pouvoir à Patrice SAINT-LEGER.

*En raison du contexte sanitaire, les élus qui n'ont pu assister à la séance en présentiel, ont eu la possibilité d'assister aux travaux en audio-conférence mais seul le vote par pouvoir a été autorisé. Ont suivi la séance en audioconférence : Alain ASTRUC, Patricia BREMOND, Bernard DURAND, Valérie FABRE.*

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

## Délibération n°CD\_20\_1025

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le livre VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD\_18\_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD\_20\_1019 du 19 juin 2020 votant les autorisations de programmes 2020 et antérieures ;

VU la délibération n°CD\_19\_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 et les délibérations n°CD\_20\_1009 du 20 avril 2020 et n°CD\_20\_1020 du 19 juin 2020 votant la DM1 et la DM2 au budget primitif 2020 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°701 intitulé "Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures" en annexe ;

### **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 3 novembre 2020 ;*

#### **ARTICLE 1**

Décide de procéder aux mouvements budgétaires sur le budget principal, tels que détaillés en annexe, modifiant les autorisations de programmes comme suit :

- 2011.....-660 545,00 €
- 2012.....-732 638,00 €
- 2013.....-381 173,00 €
- 2014.....-420 690,00 €
- 2015.....-751 480,34 €
- 2016.....-226 645,00 €
- 2017.....1 227 494,00 €
- 2018.....-2 350 029,20 €
- 2019.....-12 551,20 €
- 2020.....233 357,28 €

#### **ARTICLE 2**

Prend acte que le montant du solde des autorisations de programmes, à la suite de ces modifications, porte les besoins en crédits de paiement comme suit :

Budget Principal

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
2011	132 109,00 €	132 109,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

## Délibération n°CD\_20\_1025

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
2012	122 106,00 €	122 106,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2013	54 454,00 €	54 454,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2014	52 586,00 €	52 586,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2015	1 877 688,00 €	1 877 688,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2016	8 124 436,88 €	2 463 589,91 €	3 347 166,32 €	2 313 680,65 €	0,00 €
2017	5 369 606,72 €	500 426,72 €	1 097 874,00 €	559 691,00 €	3 211 615,00 €
2018	36 558 832,30 €	9 185 564,72 €	7 727 164,00 €	10 016 368,58 €	9 629 735,00 €
2019	12 740 350,69 €	5 512 011,52 €	1 758 797,55 €	37 945,17 €	5 431 596,45 €
2020	37 853 784,94 €	16 061 743,24 €	12 195 427,20 €	5 536 589,50 €	4 060 025,00 €
Total	102 885 954,53 €	35 962 279,11 €	26 126 429,07 €	18 464 274,90 €	22 332 971,45 €

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_20\_1025 du Conseil Départemental du 9 novembre 2020 (séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020).  
Rapport n°701 "Budget : Modification des autorisations de programmes 2020 et antérieures"**

Préalablement au vote de la décision modificative n° 3 de 2020, il convient de procéder à la régularisation des AP 2020 et antérieures sur le budget principal.

En effet, l'article 2 du chapitre II du titre II du règlement financier adopté par le Département le 22 octobre 2018 prévoit que la modification des autorisations de programmes ne peut intervenir que lors d'une assemblée du Conseil départemental.

L'annexe ci-jointe récapitule par millésime d'autorisations de programmes les mouvements les affectant.

2011	-660 545,00 €
2012	-732 638,00 €
2013	-381 173,00 €
2014	-420 690,00 €
2015	-751 480,34 €
2016	-226 645,00 €
2017	1 227 494,00 €
2018	-2 350 029,20 €
2019	-12 551,20 €
2020	233 357,28 €
Total	-4 074 900,46 €

	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
Bilan AP avant DM	106 960 854,99 €	39 509 387,42 €	38 046 047,30 €	14 718 426,87 €	14 686 993,40 €
Bilan Mouvements	-4 074 900,46 €	-3 547 108,31 €	-11 919 618,23 €	3 745 848,03 €	7 645 978,05 €
Bilan AP après DM	102 885 954,53 €	35 962 279,11 €	26 126 429,07 €	18 464 274,90 €	22 332 971,45 €

Vous trouverez par ailleurs en annexe le détail avant et après la décision modificative n° 3 de 2020 par autorisation de programmes.

Je vous propose d'approuver ces régularisations à inscrire lors de la décision modificative n° 3 de 2020, le montant du solde des autorisations de programmes, sur le budget principal, qui porteront les besoins en crédits de paiement comme suit :

#### Budget principal

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022	Crédits de paiement 2023 et plus
2011	132 109,00 €	132 109,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2012	122 106,00 €	122 106,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2013	54 454,00 €	54 454,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2014	52 586,00 €	52 586,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2015	1 877 688,00 €	1 877 688,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2016	8 124 436,88 €	2 463 589,91 €	3 347 166,32 €	2 313 680,65 €	0,00 €
2017	5 369 606,72 €	500 426,72 €	1 097 874,00 €	559 691,00 €	3 211 615,00 €
2018	36 558 832,30 €	9 185 564,72 €	7 727 164,00 €	10 016 368,58 €	9 629 735,00 €
2019	12 740 350,69 €	5 512 011,52 €	1 758 797,55 €	37 945,17 €	5 431 596,45 €
2020	37 853 784,94 €	16 061 743,24 €	12 195 427,20 €	5 536 589,50 €	4 060 025,00 €
Total	102 885 954,53 €	35 962 279,11 €	26 126 429,07 €	18 464 274,90 €	22 332 971,45 €

### 1/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2011

le montant du solde sur AP 2011 avant la DM est de : 792 654,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2011 est de : -660 545,00 €

le montant du solde des AP 2011 après modification est de : 132 109,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023 et +</b>
<b>MONTANT AP 2011 AVANT DM</b>	792 654,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-660 545,00 €	0,00 €	-132 109,00 €	-132 109,00 €	-396 327,00 €
<b>MONTANT AP 2011 APRES DM</b>	132 109,00 €	132 109,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

### 2/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2012

le montant du solde sur AP 2012 avant la DM est de : 854 744,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2012 est de : -732 638,00 €

le montant du solde des AP 2012 après modification est de : 122 106,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023 et +</b>
<b>MONTANT AP 2012 AVANT DM</b>	854 744,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-732 638,00 €	0,00 €	-122 106,00 €	-122 106,00 €	-488 426,00 €
<b>MONTANT AP 2012 APRES DM</b>	122 106,00 €	122 106,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

### 3/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2013

le montant du solde sur AP 2013 avant la DM est de : 435 627,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2013 est de : -381 173,00 €

le montant du solde des AP 2013 après modification est de : 54 454,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023 et +</b>
<b>MONTANT AP 2013 AVANT DM</b>	435 627,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-381 173,00 €	0,00 €	-54 454,00 €	-54 454,00 €	-272 265,00 €
<b>MONTANT AP 2013 APRES DM</b>	54 454,00 €	54 454,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

### 4/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2014

le montant du solde sur AP 2014 avant la DM est de : 473 276,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2014 est de : -420 690,00 €

le montant du solde des AP 2014 après modification est de : 52 586,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023 et +</b>
<b>MONTANT AP 2014 AVANT DM</b>	473 276,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-420 690,00 €	0,00 €	-52 586,00 €	-52 586,00 €	-315 518,00 €
<b>MONTANT AP 2014 APRES DM</b>	52 586,00 €	52 586,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

#### **5/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2015**

le montant du solde sur AP 2015 avant la DM est de : 2 629 168,34 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2015 est de : -751 480,34 €

le montant du solde des AP 2015 après modification est de : 1 877 688,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023 et +</b>
<b>MONTANT AP 2015 AVANT DM</b>	2 629 168,34 €	2 508 856,34 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-751 480,34 €	-631 168,34 €	-13 368,00 €	-13 368,00 €	-93 576,00 €
<b>MONTANT AP 2015 APRES DM</b>	1 877 688,00 €	1 877 688,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

#### **6/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2016**

le montant du solde sur AP 2016 avant la DM est de : 8 351 081,88 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2016 est de : -226 645,00 €

le montant du solde des AP 2016 après modification est de : 8 124 436,88 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023 et +</b>
<b>MONTANT AP 2016 AVANT DM</b>	8 351 081,88 €	3 393 733,73 €	3 367 248,32 €	1 429 438,83 €	160 661,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-226 645,00 €	-930 143,82 €	-20 082,00 €	884 241,82 €	-160 661,00 €
<b>MONTANT AP 2016 APRES DM</b>	8 124 436,88 €	2 463 589,91 €	3 347 166,32 €	2 313 680,65 €	0,00 €

#### **7/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2017**

le montant du solde sur AP 2017 avant la DM est de : 4 142 112,72 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2017 est de : 1 227 494,00 €

le montant du solde des AP 2017 après modification est de : 5 369 606,72 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023 et +</b>
<b>MONTANT AP 2017 AVANT DM</b>	4 142 112,72 €	602 317,71 €	1 849 641,01 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	1 227 494,00 €	-101 890,99 €	-751 767,01 €	390 673,00 €	1 690 479,00 €
<b>MONTANT AP 2017 APRES DM</b>	5 369 606,72 €	500 426,72 €	1 097 874,00 €	559 691,00 €	3 211 615,00 €

#### **8/ Autorisations de Programmes 2018 sur le budget principal**

le montant du solde sur AP 2018 avant la DM est de : 38 908 861,50 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2018 est de : -2 350 029,20 €

le montant du solde des AP 2018 après modification est de : 36 558 832,30 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	<b>MONTANT AP</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023 et +</b>
<b>MONTANT AP 2018 AVANT DM</b>	38 908 861,50 €	9 875 255,83 €	11 561 715,85 €	9 544 987,82 €	7 926 902,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-2 350 029,20 €	-689 691,11 €	-3 834 551,85 €	471 380,76 €	1 702 833,00 €
<b>MONTANT AP 2018 APRES DM</b>	36 558 832,30 €	9 185 564,72 €	7 727 164,00 €	10 016 368,58 €	9 629 735,00 €

### 9/ Autorisations de Programmes 2019 sur le budget principal

le montant du solde sur AP 2019 avant la DM est de : 12 752 901,89 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2019 est de : -12 551,20 €

le montant du solde des AP 2019 après modification est de : 12 740 350,69 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	MONTANT AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2019 AVANT DM	12 752 901,89 €	6 581 568,81 €	2 716 791,46 €	12 359,22 €	3 442 182,40 €
MONTANT MOUVEMENTS	-12 551,20 €	-1 069 557,29 €	-957 993,91 €	25 585,95 €	1 989 414,05 €
MONTANT AP 2019 APRES DM	12 740 350,69 €	5 512 011,52 €	1 758 797,55 €	37 945,17 €	5 431 596,45 €

### 10/ Autorisations de Programmes 2020 sur le budget principal

le montant du solde sur AP 2020 avant la DM est de : 37 620 427,66 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2020 est de : 233 357,28 €

le montant du solde des AP 2019 après modification est de : 37 853 784,94 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	MONTANT AP	2020	2021	2022	2023 et +
MONTANT AP 2020 AVANT DM	37 620 427,66 €	16 186 400,00 €	18 176 027,66 €	3 188 000,00 €	70 000,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	233 357,28 €	-124 656,76 €	-5 980 600,46 €	2 348 589,50 €	3 990 025,00 €
MONTANT AP 2020 APRES DM	37 853 784,94 €	16 061 743,24 €	12 195 427,20 €	5 536 589,50 €	4 060 025,00 €
	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023 et +</b>
BILAN AP AVANT DM	106 960 854,99 €	39 509 387,42 €	38 046 047,30 €	14 718 426,87 €	14 686 993,40 €
BILAN MOUVEMENTS	-4 074 900,46 €	-3 547 108,31 €	-11 919 618,23 €	3 745 848,03 €	7 645 978,05 €
BILAN AP APRES DM	102 885 954,53 €	35 962 279,11 €	26 126 429,07 €	18 464 274,90 €	22 332 971,45 €

PHASAGE AP DM3 2020

AP 2011

AVANT DM					
LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	396 327,00 €	792 654,00 €
<b>Total DEAE</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>396 327,00 €</b>	<b>792 654,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2011</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>396 327,00 €</b>	<b>792 654,00 €</b>

APRES DM					
CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
132 109,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	132 109,00 €	-660 545,00 €
132 109,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	132 109,00 €	-660 545,00 €
132 109,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	132 109,00 €	-660 545,00 €
0,00 €	-132 109,00 €	-132 109,00 €	-396 327,00 €	-660 545,00 €	

AP 2012

AVANT DM					
LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	488 426,00 €	854 744,00 €
<b>Total DEAE</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>488 426,00 €</b>	<b>854 744,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2012</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>488 426,00 €</b>	<b>854 744,00 €</b>

APRES DM					
CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
122 106,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	122 106,00 €	-732 638,00 €
122 106,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	122 106,00 €	-732 638,00 €
122 106,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	122 106,00 €	-732 638,00 €
0,00 €	-122 106,00 €	-122 106,00 €	-488 426,00 €	-732 638,00 €	

AP 2013

AVANT DM					
LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	272 265,00 €	435 627,00 €
<b>Total DEAE</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>272 265,00 €</b>	<b>435 627,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2013</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>272 265,00 €</b>	<b>435 627,00 €</b>

APRES DM					
CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
54 454,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	54 454,00 €	-381 173,00 €
54 454,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	54 454,00 €	-381 173,00 €
54 454,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	54 454,00 €	-381 173,00 €
0,00 €	-54 454,00 €	-54 454,00 €	-272 265,00 €	-381 173,00 €	

AP 2014

AVANT DM					
LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	315 518,00 €	473 276,00 €
<b>Total DEAE</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>315 518,00 €</b>	<b>473 276,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2014</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>315 518,00 €</b>	<b>473 276,00 €</b>

APRES DM					
CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
52 586,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	52 586,00 €	-420 690,00 €
52 586,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	52 586,00 €	-420 690,00 €
52 586,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	52 586,00 €	-420 690,00 €
0,00 €	-52 586,00 €	-52 586,00 €	-315 518,00 €	-420 690,00 €	

AP 2015

AVANT DM					
LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	13 368,00 €	13 368,00 €	13 368,00 €	93 576,00 €	133 680,00 €
CONTRAT	472 430,00 €				472 430,00 €
<b>Total DEAE</b>	<b>485 798,00 €</b>	<b>13 368,00 €</b>	<b>13 368,00 €</b>	<b>93 576,00 €</b>	<b>606 110,00 €</b>
CONTRAT	2 023 058,34 €				2 023 058,34 €
<b>Total DATE</b>	<b>2 023 058,34 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 023 058,34 €</b>
<b>TOTAL AP 2015</b>	<b>2 508 856,34 €</b>	<b>13 368,00 €</b>	<b>13 368,00 €</b>	<b>93 576,00 €</b>	<b>2 629 168,34 €</b>

APRES DM					
CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
13 368,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	13 368,00 €	-120 312,00 €
289 435,00 €				289 435,00 €	-182 995,00 €
302 803,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	302 803,00 €	-303 307,00 €
1 574 885,00 €				1 574 885,00 €	-448 173,34 €
1 574 885,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 574 885,00 €	-448 173,34 €
1 877 688,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 877 688,00 €	-751 480,34 €
-631 168,34 €	-13 368,00 €	-13 368,00 €	-93 576,00 €	-751 480,34 €	

AP 2016

AVANT DM					
LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	20 082,00 €	20 082,00 €	20 082,00 €	160 661,00 €	220 907,00 €
<b>Total DEAE</b>	<b>20 082,00 €</b>	<b>20 082,00 €</b>	<b>20 082,00 €</b>	<b>160 661,00 €</b>	<b>220 907,00 €</b>
AUTRES DISPOSITIFS PRIVES	4 000,00 €				4 000,00 €
ECONOMIE ET TOURISME	26 333,00 €				26 333,00 €
PROLONGATION AP 2010/2011	54 284,44 €				54 284,44 €
<b>Total DATE</b>	<b>84 617,44 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>84 617,44 €</b>
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	253 385,48 €				253 385,48 €
PROJET BATIMENT ADMINISTRATIF	224 648,61 €	1 456 166,32 €	516 795,00 €	2 197 610,13 €	3 394 599,54 €
CONSTRUCTION COLLEGE DE MEYRUEIS	2 811 000,00 €	1 891 000,00 €	892 561,83 €	5 594 561,83 €	11 099 123,66 €
<b>Total DAJCL Bâtiments</b>	<b>3 289 034,29 €</b>	<b>3 347 166,32 €</b>	<b>1 409 356,83 €</b>	<b>8 045 557,44 €</b>	<b>15 091 114,88 €</b>
<b>TOTAL AP 2016</b>	<b>3 393 733,73 €</b>	<b>3 367 248,32 €</b>	<b>1 429 438,83 €</b>	<b>160 661,00 €</b>	<b>8 351 081,88 €</b>

APRES DM					
CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
20 082,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 082,00 €	-200 825,00 €
20 082,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	20 082,00 €	-200 825,00 €
2 500,00 €				2 500,00 €	-1 500,00 €
12 013,00 €				12 013,00 €	-14 320,00 €
54 284,44 €				54 284,44 €	0,00 €
68 797,44 €				68 797,44 €	-15 820,00 €
243 385,48 €				243 385,48 €	-10 000,00 €
80 324,99 €	1 456 166,32 €	681 118,82 €		2 197 610,13 €	0,00 €
2 071 000,00 €	1 891 000,00 €	1 632 561,83 €		5 594 561,83 €	0,00 €
2 374 710,47 €	3 347 166,32 €	2 313 680,65 €	0,00 €	8 035 557,44 €	-10 000,00 €
2 463 589,91 €	3 347 166,32 €	2 313 680,65 €	0,00 €	8 124 436,88 €	-226 645,00 €
-830 143,82 €	-20 082,00 €	884 241,82 €	-160 661,00 €	-226 645,00 €	

AP 2017

AVANT DM					
LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID	86 439,01 €				86 439,01 €
HABITER MIEUX URBANISME ET RESERVES FONCIERES	8 000,00 €	3 000,00 €			11 000,00 €
GESTION DES DECHETS	2 250,00 €				2 250,00 €
AEP ET ASSAINISSEMENT EXCEPTIONNEL	217 053,50 €	604 733,50 €	169 018,00 €	1 521 136,00 €	2 511 941,00 €
<b>Total DID</b>	<b>313 742,51 €</b>	<b>607 733,50 €</b>	<b>169 018,00 €</b>	<b>1 521 136,00 €</b>	<b>2 611 630,01 €</b>
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	7 696,00 €	1 218 750,00 €			1 226 446,00 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	52 779,20 €	2 449,00 €			55 228,20 €
<b>Total DAD</b>	<b>60 475,20 €</b>	<b>1 221 199,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 281 674,20 €</b>
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	228 100,00 €	20 708,51 €			248 808,51 €
<b>Total DAJCL Bâtiments</b>	<b>228 100,00 €</b>	<b>20 708,51 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>248 808,51 €</b>
<b>TOTAL AP 2017</b>	<b>602 317,71 €</b>	<b>1 849 641,01 €</b>	<b>169 018,00 €</b>	<b>1 521 136,00 €</b>	<b>4 142 112,72 €</b>

APRES DM					
CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
86 439,01 €				86 439,01 €	0,00 €
8 000,00 €	1 500,00 €			9 500,00 €	-1 500,00 €
2 250,00 €				2 250,00 €	0,00 €
146 614,00 €	1 048 823,00 €	559 691,00 €	3 211 615,00 €	4 966 743,00 €	2 454 802,00 €
243 303,01 €	1 050 323,00 €	559 691,00 €	3 211 615,00 €	5 064 932,01 €	2 453 302,00 €
7 696,00 €				7 696,00 €	-1 218 750,00 €
6 119,20 €	47 551,00 €			54 170,20 €	-1 058,00 €
14 315,20 €	47 551,00 €	0,00 €	0,00 €	61 866,20 €	-1 219 808,00 €
242 808,51 €				242 808,51 €	-6 000,00 €
242 808,51 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	242 808,51 €	-6 000,00 €
500 426,72 €	1 097 874,00 €	559 691,00 €	3 211 615,00 €	5 369 606,72 €	1 227 494,00 €
-101 890,99 €	-751 767,01 €	390 673,00 €	1 690 479,00 €	1 227 494,00 €	

AP 2018

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
ACHAT MATERIEL POUR SIG	27 000,00 €				27 000,00 €
URBANISME ET LOGEMENT	4 000,00 €		0,00 €		4 000,00 €
GESTION DES DECHETS	5 864,59 €		0,00 €		5 864,59 €
PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID	537 902,04 €				537 902,04 €
CONTRATS V2	4 738 210,28 €	8 737 743,85 €	8 252 552,68 €	7 926 902,00 €	29 655 408,81 €
<b>Total DID</b>	<b>5 312 976,91 €</b>	<b>8 737 743,85 €</b>	<b>8 252 552,68 €</b>	<b>7 926 902,00 €</b>	<b>30 230 175,44 €</b>
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	983 700,14 €	1 783 972,00 €	0,00 €		2 767 672,14 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	53 615,05 €	20 000,00 €	0,00 €		73 615,05 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	76 004,00 €	30 000,00 €	12 519,00 €		118 523,00 €
<b>Total DAD</b>	<b>1 113 319,19 €</b>	<b>1 833 972,00 €</b>	<b>12 519,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 959 810,19 €</b>
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	81 000,00 €	10 000,00 €	1 161 005,74 €		1 252 005,74 €
<b>Total DGAID Routes</b>	<b>81 000,00 €</b>	<b>10 000,00 €</b>	<b>1 161 005,74 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 252 005,74 €</b>
TELEPHONIE MOBILE ET TRES HAUT DEBIT HORS DSP TIC3	50 000,00 €	50 000,00 €	98 494,40 €		198 494,40 €
DSP TRES HAUT DEBIT	950 000,00 €	400 000,00 €	20 416,00 €		1 370 416,00 €
<b>Total DGAID TIC</b>	<b>1 000 000,00 €</b>	<b>450 000,00 €</b>	<b>118 910,40 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 568 910,40 €</b>
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	318 585,67 €				318 585,67 €
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	466 020,18 €				466 020,18 €
BATIMENTS ROUTES	687 427,84 €	530 000,00 €			1 217 427,84 €
<b>Total DAJCL Bâtiments</b>	<b>1 472 033,69 €</b>	<b>530 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 002 033,69 €</b>
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	822 254,12 €				822 254,12 €
<b>Total DAJCL SIT</b>	<b>822 254,12 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>822 254,12 €</b>
ENSEIGNEMENT	12 965,42 €				12 965,42 €
<b>Total DDEC</b>	<b>12 965,42 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>12 965,42 €</b>
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES	45 000,00 €				45 000,00 €
<b>Total Archives</b>	<b>45 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>45 000,00 €</b>
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	15 706,50 €				15 706,50 €
<b>Total Médiathèque</b>	<b>15 706,50 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 706,50 €</b>
<b>TOTAL AP 2018</b>	<b>9 875 255,83 €</b>	<b>11 561 715,85 €</b>	<b>9 544 987,82 €</b>	<b>7 926 902,00 €</b>	<b>38 908 861,50 €</b>

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
27 000,00 €				27 000,00 €	0,00 €
4 000,00 €		0,00 €		4 000,00 €	0,00 €
5 864,59 €		0,00 €		5 864,59 €	0,00 €
307 201,04 €	171 900,00 €	56 724,00 €		535 825,04 €	-2 077,00 €
4 617 969,28 €	5 717 784,00 €	9 689 920,53 €	9 629 735,00 €	29 655 408,81 €	0,00 €
<b>4 962 034,91 €</b>	<b>5 889 684,00 €</b>	<b>9 746 644,53 €</b>	<b>9 629 735,00 €</b>	<b>30 228 098,44 €</b>	<b>-2 077,00 €</b>
983 700,14 €	0,00 €	0,00 €		983 700,14 €	-1 783 972,00 €
24 163,37 €	30 000,00 €	17 288,60 €		71 451,97 €	-2 163,08 €
76 004,00 €	30 000,00 €	12 519,00 €		118 523,00 €	0,00 €
<b>1 083 867,51 €</b>	<b>60 000,00 €</b>	<b>29 807,60 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 173 675,11 €</b>	<b>-1 786 135,08 €</b>
81 000,00 €	0,00 €	71 006,05 €		152 006,05 €	-1 099 999,69 €
<b>81 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>71 006,05 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>152 006,05 €</b>	<b>-1 099 999,69 €</b>
50 000,00 €	50 000,00 €	148 494,40 €		198 494,40 €	0,00 €
950 000,00 €	900 000,00 €	20 416,00 €		1 870 416,00 €	500 000,00 €
<b>950 000,00 €</b>	<b>950 000,00 €</b>	<b>168 910,40 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 068 910,40 €</b>	<b>500 000,00 €</b>
318 585,67 €				318 585,67 €	0,00 €
351 020,18 €	18 000,00 €			369 020,18 €	-97 000,00 €
546 130,83 €	809 480,00 €			1 355 610,83 €	138 182,99 €
<b>1 215 736,68 €</b>	<b>827 480,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 043 216,68 €</b>	<b>41 182,99 €</b>
822 254,12 €				822 254,12 €	0,00 €
<b>822 254,12 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>822 254,12 €</b>	<b>0,00 €</b>
9 965,00 €				9 965,00 €	-3 000,42 €
<b>9 965,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>9 965,00 €</b>	<b>-3 000,42 €</b>
45 000,00 €				45 000,00 €	0,00 €
<b>45 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>45 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
15 706,50 €				15 706,50 €	0,00 €
<b>15 706,50 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 706,50 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>9 185 564,72 €</b>	<b>7 727 164,00 €</b>	<b>10 016 368,58 €</b>	<b>9 629 735,00 €</b>	<b>36 558 832,30 €</b>	<b>-2 350 029,20 €</b>
<b>-689 691,11 €</b>	<b>-3 834 561,85 €</b>	<b>471 380,76 €</b>	<b>1 702 833,00 €</b>	<b>-2 350 029,20 €</b>	

AP 2019

AVANT DM

DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AIDE AU TITRE DE L'HABITAT	30 000,00 €	11 000,00 €		0,00 €	41 000,00 €
GESTION ET MAITRISE DES DECHETS	27 996,21 €			0,00 €	27 996,21 €
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	261 923,00 €	60 000,00 €	12 359,22 €	585,95 €	334 868,17 €
AMENAGEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS	84 287,74 €	35 000,00 €		0,00 €	119 287,74 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	39 077,12 €	13 273,91 €		0,00 €	52 351,03 €
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	90 000,00 €	0,00 €			90 000,00 €
<b>Total DIAD</b>	<b>533 284,07 €</b>	<b>119 273,91 €</b>	<b>12 359,22 €</b>	<b>585,95 €</b>	<b>665 503,15 €</b>
CRECHES INVESTISSEMENT COURANT	10 000,00 €	5 492,42 €			15 492,42 €
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	1 040 000,00 €	236 000,00 €			1 276 000,00 €
<b>Total DGASOS</b>	<b>1 050 000,00 €</b>	<b>241 492,42 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 291 492,42 €</b>
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	2 785 000,00 €	1 146 025,13 €		2 580 730,53 €	6 511 755,66 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	500 000,00 €	870 000,00 €		860 865,92 €	2 230 865,92 €
<b>Total DGAID Routes</b>	<b>3 285 000,00 €</b>	<b>2 016 025,13 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 441 596,45 €</b>	<b>8 742 621,58 €</b>
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	862 643,95 €	0,00 €			862 643,95 €
<b>Total DAJCL Bâtiments</b>	<b>862 643,95 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>862 643,95 €</b>
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	109 109,94 €	0,00 €			109 109,94 €
ENSEIGNEMENT	1 530,85 €				1 530,85 €
<b>Total DDEC</b>	<b>110 640,79 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>110 640,79 €</b>
NUMERISATION DES DOCUMENTS	15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €
<b>Total Archives</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>30 000,00 €</b>
COLLECTIONS NOUVELLES	125 000,00 €	125 000,00 €			250 000,00 €
<b>Total Médiathèque</b>	<b>125 000,00 €</b>	<b>125 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>250 000,00 €</b>
SDIS	600 000,00 €	200 000,00 €			800 000,00 €
<b>Total SDIS</b>	<b>600 000,00 €</b>	<b>200 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>800 000,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2019</b>	<b>6 581 568,81 €</b>	<b>2 716 791,46 €</b>	<b>12 359,22 €</b>	<b>3 442 182,40 €</b>	<b>12 752 901,89 €</b>

APRES DM

CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
30 000,00 €	11 000,00 €			41 000,00 €	0,00 €
21 996,21 €	6 000,00 €			27 996,21 €	0,00 €
226 923,00 €	90 000,00 €	12 945,17 €		329 868,17 €	-5 000,00 €
59 287,74 €	35 000,00 €	25 000,00 €		119 287,74 €	0,00 €
52 351,03 €	0,00 €			52 351,03 €	0,00 €
90 000,00 €	0,00 €			90 000,00 €	0,00 €
<b>480 557,98 €</b>	<b>142 000,00 €</b>	<b>37 945,17 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>660 503,15 €</b>	<b>-5 000,00 €</b>
10 000,00 €	5 492,42 €			15 492,42 €	0,00 €
210 000,00 €	1 060 280,00 €			1 270 280,00 €	-5 720,00 €
<b>220 000,00 €</b>	<b>1 065 772,42 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 285 772,42 €</b>	<b>-5 720,00 €</b>
2 600 000,00 €	211 025,13 €		3 700 730,53 €	6 511 755,66 €	0,00 €
500 000,00 €	0,00 €		1 730 865,92 €	2 230 865,92 €	0,00 €
<b>3 100 000,00 €</b>	<b>211 025,13 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>5 431 596,45 €</b>	<b>8 742 621,58 €</b>	<b>0,00 €</b>
862 643,95 €	0,00 €			862 643,95 €	0,00 €
<b>862 643,95 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>862 643,95 €</b>	<b>0,00 €</b>
107 479,74 €	0,00 €			107 479,74 €	-1 630,20 €
1 329,85 €				1 329,85 €	-201,00 €
<b>108 809,59 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>108 809,59 €</b>	<b>-1 831,20 €</b>
15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €	0,00 €
<b>15 000,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>30 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
125 000,00 €	125 000,00 €			250 000,00 €	0,00 €
<b>125 000,00 €</b>	<b>125 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>250 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
600 000,00 €	200 000,00 €			800 000,00 €	0,00 €
<b>600 000,00 €</b>	<b>200 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>800 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>5 512 011,52 €</b>	<b>1 758 797,55 €</b>	<b>37 945,17 €</b>	<b>5 431 596,45 €</b>	<b>12 740 350,69 €</b>	<b>-12 551,20 €</b>
<b>-1 069 557,29 €</b>	<b>-857 993,91 €</b>	<b>25 585,95 €</b>	<b>1 989 414,05 €</b>	<b>-12 551,20 €</b>	

AP 2020

AVANT DM						APRES DM					
DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
HABITAT ET MAITRISE DES DECHETS	40 000,00 €	40 000,00 €	20 000,00 €		100 000,00 €	25 000,00 €	43 000,00 €	30 000,00 €		98 000,00 €	-2 000,00 €
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	310 000,00 €	220 000,00 €	179 000,00 €	70 000,00 €	779 000,00 €	180 000,00 €	299 727,00 €	179 000,00 €	70 000,00 €	728 727,00 €	-50 273,00 €
AMENAGEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS	92 400,00 €	65 600,00 €	45 000,00 €		203 000,00 €	53 237,00 €	80 763,00 €	63 000,00 €		197 000,00 €	-6 000,00 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	52 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €		102 000,00 €	11 943,20 €	45 000,00 €	40 000,00 €		96 943,20 €	-5 056,80 €
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	985 000,00 €	465 000,00 €			1 450 000,00 €	171 000,00 €	650 000,00 €			821 000,00 €	-629 000,00 €
REPRISE CONTRATS V1		1 154 427,66 €	212 500,00 €		1 366 927,66 €		1 091 774,00 €	833 089,50 €		1 924 863,50 €	557 935,84 €
AIDES AUX COLLECTIVITES ET TOURISME		2 000 000,00 €			2 000 000,00 €		0,00 €	2 000 000,00 €		2 000 000,00 €	0,00 €
<b>Total DIAD</b>	<b>1 479 400,00 €</b>	<b>3 970 027,66 €</b>	<b>481 500,00 €</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>6 000 927,66 €</b>	<b>441 180,20 €</b>	<b>2 210 264,00 €</b>	<b>3 145 089,50 €</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>5 866 533,70 €</b>	<b>-134 393,96 €</b>
2020 EHPAD	750 000,00 €	20 000,00 €			770 000,00 €	291 047,00 €	590 455,00 €			881 502,00 €	111 502,00 €
<b>Total DGASOS</b>	<b>750 000,00 €</b>	<b>20 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>770 000,00 €</b>	<b>291 047,00 €</b>	<b>590 455,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>881 502,00 €</b>	<b>111 502,00 €</b>
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	9 684 000,00 €	8 564 000,00 €	252 000,00 €		18 500 000,00 €	10 669 000,00 €	3 888 975,00 €	252 000,00 €	3 690 025,00 €	18 500 000,00 €	0,00 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	1 150 000,00 €	1 000 000,00 €	350 000,00 €		2 500 000,00 €	1 150 000,00 €	700 000,00 €	350 000,00 €	300 000,00 €	2 500 000,00 €	0,00 €
ROUTES DEPARTEMENTALES – INONDATIONS JUIN 2020	800 000,00 €	1 200 000,00 €			2 000 000,00 €	800 000,00 €	1 200 000,00 €			2 000 000,00 €	0,00 €
<b>Total DGAID Routes</b>	<b>11 634 000,00 €</b>	<b>10 764 000,00 €</b>	<b>602 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>23 000 000,00 €</b>	<b>12 619 000,00 €</b>	<b>5 788 975,00 €</b>	<b>602 000,00 €</b>	<b>3 990 025,00 €</b>	<b>23 000 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	700 000,00 €	1 100 000,00 €	450 000,00 €		2 250 000,00 €	995 000,00 €	1 287 000,00 €	0,00 €		2 282 000,00 €	32 000,00 €
BATIMENTS ROUTES	100 000,00 €	225 000,00 €	200 000,00 €		525 000,00 €	74 000,00 €	225 000,00 €	226 000,00 €		525 000,00 €	0,00 €
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	710 000,00 €	700 000,00 €	450 000,00 €		1 860 000,00 €	886 000,00 €	686 000,00 €	349 000,00 €		1 921 000,00 €	61 000,00 €
<b>Total DAJCL Bâtiments</b>	<b>1 510 000,00 €</b>	<b>2 025 000,00 €</b>	<b>1 100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>4 635 000,00 €</b>	<b>1 955 000,00 €</b>	<b>2 198 000,00 €</b>	<b>575 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>4 728 000,00 €</b>	<b>93 000,00 €</b>
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	324 000,00 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €		2 271 500,00 €	324 000,00 €	1 040 000,00 €	1 037 500,00 €		2 401 500,00 €	130 000,00 €
<b>Total DAJCL SIT</b>	<b>324 000,00 €</b>	<b>1 120 000,00 €</b>	<b>827 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 271 500,00 €</b>	<b>324 000,00 €</b>	<b>1 040 000,00 €</b>	<b>1 037 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 401 500,00 €</b>	<b>130 000,00 €</b>
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	44 098,00 €	85 000,00 €			129 098,00 €	17 227,80 €	111 870,20 €			129 098,00 €	0,00 €
ENSEIGNEMENT	235 000,00 €				235 000,00 €	220 377,24 €	14 493,00 €			234 870,24 €	-129,76 €
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS	35 000,00 €				35 000,00 €	36 140,00 €	6 770,00 €			42 910,00 €	7 910,00 €
<b>Total DDEC</b>	<b>314 098,00 €</b>	<b>85 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>399 098,00 €</b>	<b>273 745,04 €</b>	<b>133 133,20 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>406 878,24 €</b>	<b>7 780,24 €</b>
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €		220 000,00 €	80 000,00 €	125 000,00 €	70 000,00 €		275 000,00 €	55 000,00 €
<b>Total Achats et Moyens</b>	<b>80 000,00 €</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>220 000,00 €</b>	<b>80 000,00 €</b>	<b>125 000,00 €</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>275 000,00 €</b>	<b>55 000,00 €</b>
FRAIS D'INSERTION	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €		190 000,00 €	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €		190 000,00 €	0,00 €
<b>Total Commande publique</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>60 000,00 €</b>	<b>60 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>190 000,00 €</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>60 000,00 €</b>	<b>60 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>190 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES	902,00 €	47 000,00 €	47 000,00 €		94 902,00 €	902,00 €	47 000,00 €	47 000,00 €		94 902,00 €	0,00 €
NUMERISATION DES DOCUMENTS	4 000,00 €				4 000,00 €	1 400,00 €	2 600,00 €			4 000,00 €	0,00 €
<b>Total Archives</b>	<b>4 902,00 €</b>	<b>47 000,00 €</b>	<b>47 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>98 902,00 €</b>	<b>2 302,00 €</b>	<b>49 600,00 €</b>	<b>47 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>98 902,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	10 000,00 €	15 000,00 €			25 000,00 €	5 469,00 €	0,00 €			5 469,00 €	-19 531,00 €
SUBVENTION VEHICULES	10 000,00 €				10 000,00 €	0,00 €				0,00 €	-10 000,00 €
<b>Total Médiathèque</b>	<b>20 000,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>35 000,00 €</b>	<b>5 469,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>5 469,00 €</b>	<b>-29 531,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2020</b>	<b>16 196 400,00 €</b>	<b>18 176 027,66 €</b>	<b>3 188 000,00 €</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>37 620 427,66 €</b>	<b>16 061 743,24 €</b>	<b>12 195 427,20 €</b>	<b>5 536 589,50 €</b>	<b>4 060 025,00 €</b>	<b>37 853 784,94 €</b>	<b>233 357,28 €</b>
						<b>-124 656,76 €</b>	<b>-5 980 600,46 €</b>	<b>2 348 589,50 €</b>	<b>3 990 025,00 €</b>	<b>233 357,28 €</b>	

TOTAL GENERAL DES AP BUDGET PRINCIPAL

AVANT DM						APRES DM						
DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM	DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
DEAE (Solidarité Territoriale)	867 135,00 €	394 705,00 €	394 705,00 €	1 726 773,00 €	3 383 318,00 €	DEAE (Solidarité Territoriale)	684 140,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	684 140,00 €	-2 699 178,00 €
DATE (Solidarité Territoriale)	2 107 675,78 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 107 675,78 €	DATE (Solidarité Territoriale)	1 643 682,44 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 643 682,44 €	-463 993,34 €
DID (Solidarité Territoriale)	5 626 719,42 €	9 345 477,35 €	8 421 570,68 €	9 448 038,00 €	32 841 805,45 €	DID (Solidarité Territoriale)	5 205 337,92 €	6 940 007,00 €	10 306 335,53 €	12 841 350,00 €	35 293 030,45 €	2 451 225,00 €
DAD (Solidarité Territoriale)	1 173 794,39 €	3 055 171,00 €	12 519,00 €	0,00 €	4 241 484,39 €	DAD (Solidarité Territoriale)	1 098 182,71 €	107 551,00 €	29 807,60 €	0,00 €	1 235 541,31 €	-3 005 943,08 €
DIAD (Solidarité Territoriale)	2 012 684,07 €	4 089 301,57 €	493 859,22 €	70 585,95 €	6 666 430,81 €	DIAD (Solidarité Territoriale)	921 738,18 €	2 352 264,00 €	3 183 034,67 €	70 000,00 €	6 527 036,85 €	-139 393,96 €
DGASOS (Solidarité Sociale)	1 800 000,00 €	261 492,42 €	0,00 €	0,00 €	2 061 492,42 €	DGASOS (Solidarité Sociale)	511 047,00 €	1 656 227,42 €	0,00 €	0,00 €	2 167 274,42 €	105 782,00 €
Bâtiments départementaux (DAJCL)	7 361 811,93 €	5 922 874,83 €	2 509 356,83 €	0,00 €	15 794 043,59 €	Bâtiments départementaux (DAJCL)	6 650 899,61 €	6 372 646,32 €	2 888 680,65 €	0,00 €	15 912 226,58 €	118 182,99 €
Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	15 000 000,00 €	12 790 025,13 €	1 763 005,74 €	3 441 596,45 €	32 994 627,32 €	Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	15 800 000,00 €	6 000 000,13 €	673 006,05 €	9 421 621,45 €	31 894 627,63 €	-1 099 999,69 €
Médiathèque (Solidarité Territoriale)	160 706,50 €	140 000,00 €	0,00 €	0,00 €	300 706,50 €	Médiathèque (Solidarité Territoriale)	146 175,50 €	125 000,00 €	0,00 €	0,00 €	271 175,50 €	-29 531,00 €
Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	64 902,00 €	62 000,00 €	47 000,00 €	0,00 €	173 902,00 €	Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	62 302,00 €	64 600,00 €	47 000,00 €	0,00 €	173 902,00 €	0,00 €
Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €	190 000,00 €	Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	70 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €	190 000,00 €	0,00 €
Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 146 254,12 €	1 120 000,00 €	827 500,00 €	0,00 €	3 093 754,12 €	Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 146 254,12 €	1 040 000,00 €	1 037 500,00 €	0,00 €	3 223 754,12 €	130 000,00 €
Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	0,00 €	220 000,00 €	Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	80 000,00 €	125 000,00 €	70 000,00 €	0,00 €	275 000,00 €	55 000,00 €
Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	437 704,21 €	85 000,00 €	0,00 €	0,00 €	522 704,21 €	Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	392 519,63 €	133 133,20 €	0,00 €	0,00 €	525 652,83 €	2 948,62 €
Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	1 000 000,00 €	450 000,00 €	118 910,40 €	0,00 €	1 568 910,40 €	Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	950 000,00 €	950 000,00 €	168 910,40 €	0,00 €	2 068 910,40 €	500 000,00 €
SDIS	600 000,00 €	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	800 000,00 €	SDIS	600 000,00 €	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	800 000,00 €	0,00 €
	<b>39 509 387,42 €</b>	<b>38 046 047,30 €</b>	<b>14 718 426,87 €</b>	<b>14 686 993,40 €</b>	<b>106 960 854,99 €</b>		<b>35 962 279,11 €</b>	<b>26 126 429,07 €</b>	<b>18 464 274,90 €</b>	<b>22 332 971,45 €</b>	<b>102 885 954,53 €</b>	<b>-4 074 900,46 €</b>
							<b>-3 547 108,31 €</b>	<b>-11 919 618,23 €</b>	<b>3 745 848,03 €</b>	<b>7 645 978,05 €</b>	<b>-4 074 900,46 €</b>	



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 9 novembre 2020**

---

**Commission : Finances et gestion de la collectivité**

**Objet : Budget : Vote de la décision modificative n° 3 du budget primitif 2020**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Rémi ANDRE, Régine BOURGADE, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Françoise AMARGER-BRAJON ayant donné pouvoir à Laurent SUAOU, Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET, Laurence BEAUD ayant donné pouvoir à Bernard PALPACUER, Denis BERTRAND ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE, Patricia BREMOND ayant donné pouvoir à Rémi ANDRE, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Bernard DURAND ayant donné pouvoir à Francis COURTES, Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Christine HUGON ayant donné pouvoir à Sabine DALLE, Jean-Claude MOULIN ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL, Michel THEROND ayant donné pouvoir à Patrice SAINT-LEGER.

*En raison du contexte sanitaire, les élus qui n'ont pu assister à la séance en présentiel, ont eu la possibilité d'assister aux travaux en audio-conférence mais seul le vote par pouvoir a été autorisé. Ont suivi la séance en audioconférence : Alain ASTRUC, Patricia BREMOND, Bernard DURAND, Valérie FABRE.*

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le livre VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD\_18\_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD\_19\_1063 du 8 novembre 2019 relative au débat des orientations budgétaires 2019 ;

VU la délibération n°CD\_20\_1019 du 19 juin 2020 votant les autorisations de programmes 2020 et antérieures ;

VU la délibération n°CD\_19\_1093 du 20 décembre 2019 votant le Budget Primitif 2020 et les délibérations n°CD\_20\_1009 du 20 avril 2020 et n°CD\_20\_1020 du 19 juin 2020 votant la DM1 et la DM2 au budget primitif 2020 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°702 intitulé "Budget : Vote de la décision modificative n° 3 du budget primitif 2020" en annexe ;

### **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 3 novembre 2020 ;*

#### **ARTICLE 1**

Acte l'état des virements de crédits effectués conformément au règlement financier en investissement par opérations et en fonctionnement par imputations budgétaires.

#### **ARTICLE 2**

Vote, chapitre par chapitre, sachant que le budget principal est présenté par fonction et les budgets annexes présentés par nature, la décision modificative n°3 au budget primitif de 2020 qui se traduit, pour le budget principal par :

- sur la section d'investissement : - 3,592 M€ représentant une baisse de – 4,24 % par rapport au total des crédits initialement votés, principalement annulés suite aux rephasages de crédits de paiement d'Autorisations de Programmes.
- sur la section de fonctionnement : + 1,798 M€ représentant une hausse de + 1,37 % par rapport au total des crédits initialement votés. Les crédits nouveaux viennent couvrir notamment les besoins complémentaires de la Solidarité Sociale pour + 0,423 M€ (accueil ASE en lieux de vie), des ressources humaines + 0,1 M€ et des dépenses COVID pour + 1,8 M€.

INVESTISSEMENT						
DEPENSES K€				RECETTES K€		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
BP	45 316	7 045	52 361	26 995	25 366	52 361
DM1	187		187	187		187

INVESTISSEMENT						
DEPENSES K€				RECETTES K€		
DM2	12 072		12 072	11 988	84	12 072
DM3	-3 592		-3 592	-3 592		-3 592
TOTAL	53 983	7 045	61 028	35 578	25 450	61 028

FONCTIONNEMENT						
DEPENSES K€				RECETTES K€		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
BP	103 742	24 366	128 108	122 063	6 045	128 108
DM1	1 515		1 515	1 515		1 515
DM2	1 170	84	1 254	1 254		1 254
DM3	1 798		1 798	1 798		1 798
TOTAL	108 225	24 450	132 675	126 630	6 045	132 675

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD\_20\_1026 du Conseil Départemental du 9 novembre 2020 (séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020).  
Rapport n°702 "Budget : Vote de la décision modificative n° 3 du budget primitif 2020"

La décision modificative n° 3 vient modifier les prévisions budgétaires du budget principal et des budgets annexes du Laboratoire Départemental d'Analyses, de l'Aire de la Lozère et du Domaine des Boissets.

Concernant le budget principal, la DM 3 rephase les crédits des autorisations de programmes, ajuste les crédits de fonctionnement et apporte des recettes nouvelles modifiant les enveloppes budgétaires ainsi qu'il suit :

## **BUDGET PRINCIPAL**

### **I – INVESTISSEMENT**

#### **A – Recettes**

Les recettes sont diminuées de – **3 592 108,31 €** sur le recours à l'emprunt 2020.

#### **B – Dépenses**

Les mouvements sur les autorisations de programme diminuent les dépenses de la section d'investissement de – **3 592 108,31 €**.

Les mouvements de crédits se décomposent principalement comme suit :

Infrastructures départementales : + 750 000,00 €

- **Direction des routes** : + 800 000,00 €

+ 800 000 € pour les travaux de réparation des dégâts des pluies du 12 juin 2020.

Votée en décision modificative n° 2, l'AP inondations de 2 M€ prévoyait le phasage des crédits sur 2021 et 2022. 800 000 € sont nécessaires dès 2020 pour honorer le paiement des premiers travaux.

• **Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports :**

**- 50 000,00 €**

Mission Technologies de l'Information et de la Communication : - 50 000 € sont rephasés en 2022 afin de prendre en compte les ajustements liés au déploiement du très haut débit.

**Solidarité Territoriale : - 2 297 242,99 €**

• **Direction de l'Ingénierie de l'Attractivité et du Développement :** - 2 234 927,41 €

Les Autorisations de Programmes de cette direction font l'objet de rephasages de crédits sur les années suivantes pour tenir compte du retard lié au COVID, honorer les paiements à venir et en prévision des orientations budgétaires 2021 ou d'annulations suite à la révision à la baisse de subventions ou réorientation de projets :

- AP Contrats territoriaux : - 751 409,34 €

- Contrats V1 - Rephasage : - 557 935,84 €,
- Contrats V2 - Rephasage : - 120 241 €,
- Annulations : - 73 232,50 €,
- Acquisitions immobilières : - 814 000 €,
- Rephasage : - 124 000 €,
- Annulation : - 690 000 € (terrain bâtiment archives).

- Autres AP - Rephasages : - 669 518,07 € (aménagement agricoles, forestiers, touristiques, espaces naturels sensibles ...).

Par ailleurs, l'ensemble des crédits de paiement des AP 2011 à 2016 «AEP et assainissement exceptionnel» est transféré sur l'AP 2017 afin de n'avoir en gestion qu'une seule AP pour l'ensemble des dossiers.

• **Direction du Développement Éducatif et Culturel :** - 45 184,58 €

Plans objets d'arts : Annulation : - 1 630,20 € / Rephasage : - 26 870,20 €,

Aides investissements collèges : Annulations : - 3 201,42 € / Rephasage : - 14 622,76 €,

Aides équipement sportif associations : + 1 140 €.

• **Archives départementales** : Numérisation de documents - Rephasage . - 2 600,00 €

• **Médiathèque départementale** : Crédits annulés . - 14 531,00 €

Aides aux communes à l'aménagement des petites bibliothèques : - 4 531 €,

Aides aux Ctés de communes pour l'achat de véhicules pour les bibliothèques : - 10 000 €.

**Solidarité Sociale :** - 1 288 953,00 €

• **Direction Maison de l'Autonomie :** - 1 288 953,00 €

Les crédits de paiements prévus pour les projets «Innovation sociale» et «Réhabilitation EPHAD» sont rephasés compte tenu de leur stade d'avancement et du retard lié au COVID.

Ressources internes : - 755 912,32 €

- **Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique** : - 755 912,32 €

- **Service des bâtiments départementaux** : - 710 912,32 €

Ce montant résulte du rephasage des crédits de paiement en fonction de l'avancement des études et/ou travaux pour les bâtiments d'enseignement (collège de Meyrueis) et administratifs (UT de Chanac, extension des archives, centre de Sainte Croix Vallée Française) et de l'annulation des reliquats de crédits suite au solde des opérations d'accessibilité dans les collèges de Vialas, Marvejols, Saint Etienne Vallée Française.

- **POLEN**: - 45 000,00 €

Ce montant résulte de l'annulation de reliquats de crédits.

## II - FONCTIONNEMENT

### • **A - Recettes**

Les recettes de **fonctionnement** sont augmentées de **+ 1 798 408,00 €** ainsi qu'il suit :

- Fonds national DMTO + 1 775 570,00 €
- Fonds péréquation CVAE + 22 838,00 €

### • **B - Dépenses**

Les dépenses de **fonctionnement** s'élèvent à **+ 1 798 408,00 €** et répondent aux besoins suivants des Directions :

Solidarité Territoriale : - 432 231,94 €

- **Direction de l'Ingénierie de l'Attractivité et du Développement** : - 362 231,94 €

Les lignes en faveur du logement sont abondées de + 6 240 € pour l'enveloppe OPAH et de + 18 000 € pour le PIG.

L'analyse de l'exécution budgétaire d'ici la fin de l'année des lignes non individualisées ou non engagées permet la restitution de - 386 471,94 € du fait notamment de la crise sanitaire sur les politiques : jeunesse, attractivité, démographie médicale, tourisme.

- **Direction du Développement Éducatif et Culturel** : - 70 000,00 €

Suite à la crise sanitaire plusieurs manifestations et activités sportives ont été annulées libérant – 70 000 € de subventions à verser.

Solidarité sociale : + 423 214,00 €

Des virements de crédits ont été opérés au sein de la Direction afin d'abonder les lignes déficitaires. Indépendamment des crédits Fonds COVID, une enveloppe complémentaire de 423 214 € est néanmoins nécessaire pour couvrir les besoins jusqu'à la fin de l'exercice.

- **Direction du Lien Social** : + 23 214,00 €

+ 23 214 € en admission en non valeur de créances impayées.

- **Direction Enfance Famille : + 400 000,00 €**

Le besoin complémentaire résulte de l'augmentation des accueils mère enfant en lieux de vie : + 400 000 €.

**Ressources internes : + 1 807 425,94 €**

- **Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances :**

- Ressources Humaines : + 100 000,00 €

Ajustement des crédits pour la rémunération des assistants familiaux : + 100 000 €.

- **Service des Affaires Financières : + 1 702 425,94 €**

Les mouvements résultent des régularisations suivantes :

- Abondement du Fonds COVID : + 1 800 000 € (dont 470 000 € MNA, 200 000 € RSA, 500 000 € aides et primes en soutien aux secteurs PA/PH/SAAD),
- Reversement CAUE : + 30 000 €,
- Provisions pour imprévus et divers : + 85 602,94 €,
- Reversement DMTO : - 113 177 €,
- Subvention d'équilibre budget annexe LDA : - 100 000 €.
- **Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique : + 5 000,00 €**
  - **Affaires juridiques et contentieux - 25 000,00 €**  
- 25 000 € sont restitués sur les postes Honoraires et Frais d'actes et contentieux.
  - **Service des bâtiments départementaux : + 30 000,00 €**  
+ 15 000 € de frais d'électricité et + 15 000 € de frais de combustibles.

### **III – Virements de crédits**

Conformément au règlement financier il vous est présenté dans l'annexe ci-jointe l'état des virements de crédits d'investissement et de fonctionnement intervenus depuis le 30/04/2020.

### **IV – Positionnement par rapport au contrat de Cahors**

Par amendement n°79 du 19 mars 2020 le respect du pacte de Cahors encadrant les dépenses de fonctionnement est écarté pour 2020. Ainsi les dépenses réelles de fonctionnement engagées au titre de l'année 2020 ne seront pas comparées au montant contractualisé en 2018. Elles ne pourront donc pas faire l'objet d'une reprise financière en cas de dépassement de la trajectoire.

## **RÉCAPITULATIF DE LA DM 3**

- **Section d'investissement** : - 3,592 M€ représentant une baisse de - 4,24 % par rapport au total des crédits initialement votés, principalement annulés suite aux rephasages de crédits de paiement d'Autorisations de Programmes.

- **Section de fonctionnement : + 1,798 M€** représentant une hausse de + 1,37 % par rapport au total des crédits initialement votés. Les crédits nouveaux viennent couvrir notamment les besoins complémentaires de la Solidarité Sociale pour + 0,423 M€ (accueil ASE en lieux de vie), des ressources humaines + 0,1 M€ et des dépenses COVID pour + 1,8 M€.

INVESTISSEMENT						
	DEPENSES K€			RECETTES K€		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
BP	45 316	7 045	52 361	26 995	25 366	52 361
DM1	187		187	187		187
DM2	12 072		12 072	11 988	84	12 072
DM3	-3 592		-3 592	-3 592		-3 592
<b>TOTAL</b>	<b>53 983</b>	<b>7 045</b>	<b>61 028</b>	<b>35 578</b>	<b>25 450</b>	<b>61 028</b>

FONCTIONNEMENT						
	DEPENSES K€			RECETTES K€		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
BP	103 742	24 366	128 108	122 063	6 045	128 108
DM1	1 515		1 515	1 515		1 515
DM2	1 170	84	1 254	1 254		1 254
DM3	1 798		1 798	1 798		1 798
<b>TOTAL</b>	<b>108 225</b>	<b>24 450</b>	<b>132 675</b>	<b>126 630</b>	<b>6 045</b>	<b>132 675</b>

## **BUDGETS ANNEXES**

### ***I / LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES :***

I - Section investissement

Dépenses :	0,00 €
Recettes :	0,00 €

## Délibération n°CD\_20\_1026

### II - Section de fonctionnement

Dépenses :	-100 000,00 €
Recettes :	- 100 000,00 €

Dépenses : - 100 000 € (Tests sérologiques).

Recettes : - 100 000 € (Subvention d'équilibre)

## **II / AIRE DE LA LOZÈRE :**

### I - Section investissement

Dépenses :	- 40 000,00 €
Recettes :	0,00 €

Dépenses : - 40 000 € (Ajustements crédits Bâtiments)

### II - Section de fonctionnement

Dépenses :	0,00 €
Recettes :	0,00 €

## **III / DOMAINE DES BOISSETS :**

### I - Section investissement

Dépenses :	+ 102 000,00 €
Recettes :	0,00 €

Dépenses : Charges : - 50 000,00 € (Ajustement crédits Bâtiments).

+ 150 000,00 € (Création Haut lieu du pastoralisme)

+ 2 000,00 € (Frais d'insertion)

### II - Section de fonctionnement

Dépenses :	0,00 €
Recettes :	0,00 €

Telles sont les données de ce projet de décision modificative n° 3 du budget principal et des budgets annexes Laboratoire Départemental d'Analyses, Aire de la Lozère et Domaine des Boissets sur lesquels je vous demande de bien vouloir vous prononcer.

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 01/05/2020 AU 30/09/2020

**0 Budget principal :**

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source			Enveloppe source	Opération source		Imputation destination			Enveloppe destination	Opération destination							
227	04/05/2020	PULVERISATEURS	406,13 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60632	BMG	0	0	0				
228	04/05/2020	ESSUI TOUT ET SAC POUBELLES	192,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60631	BMG	0	0	0				
229	04/05/2020	VIS	46,51 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60632	BMG	0	0	0				
230	05/05/2020	VISIERES DE PROTECTION	3 360,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60636	BFH	0	0	0				
231	05/05/2020	MASQUES ET TISSU 05/05/20	5 049,60 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0201	6475	BFH	0	0	0				
232	05/05/2020	VIS	57,98 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60632	BMG	0	0	0				
233	07/05/2020	REMBOURSEMENT VITRE CASSEE	317,00 €	932	221	673	BB	0	0	0	932	221	60632	BMG	0	0	0				
234	07/05/2020	POUR PATRIMOINE	3 000,00 €	933	311	6574	BD	0	2020	PDDEC	1004	933	312	6574	BD	0	2020	PDDEC	1004		
235	07/05/2020	POUR DUYUN	1 000,00 €	933	311	6574	BD	0	2020	PDDEC	1004	933	312	62268	BD	0	2020	PDDEC	1004		
236	07/05/2020	POUR OPERATION MDL	1 000,00 €	933	311	6574	BD	0	2020	PDDEC	1004	933	313	611	BI	0	2020	PMDL	1005		
237	07/05/2020	POUR OPERATION MDL	1 000,00 €	933	311	6574	BD	0	2020	PDDEC	1004	933	313	61558.3	BI	0	2020	PMDL	1005		
238	11/05/2020	COVID DESINFECT UT ST CHELY	816,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	6283	BMG	0	0	0				
239	11/05/2020	COVID PRODUIT DESINFECTANT	1 565,64 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60631	BMG	0	0	0				
240	12/05/2020	VIREMENT DE CREDITS	74 900,00 €	939	94	65734	DIAD	0	2020	PDIAD	1000	939	90	6574.90	DIAD	0	2020	PDIAD	1000		
241	12/05/2020	COVID STATIONS DE SKI	74 900,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	65734	DIAD	0	2020	PDIAD	1000			
242	12/05/2020	COVID VETEMENTS	524,40 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60636	BMG	0	0	0				
243	12/05/2020	COVID ANNUL TITRES	439,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	673	COM	0	0	0				
244	13/05/2020	COVID PTD	1 573,96 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60632	R	0	0	0				
245	13/05/2020	COVID PTD	1 193,76 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60631	R	0	0	0				
246	13/05/2020	VIREMENT DE CREDITS	2 688,00 €	939	91	6574.43	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	91	6574.43	DIAD	0	2020	PDIAD	1000		
247	13/05/2020	COVID PLAQUES TRANSLUCIDES	474,35 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60632	BMG	0	0	0				
248	13/05/2020	COVID TOILE MASQUES	375,89 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0201	6475	BFH	0	0	0				
249	14/05/2020	PAIE DE MAI 2020	1 000,00 €	932	20	64118.1	BFH	0	0	0	932	20	64131.1	BFH	0	0	0				
250	14/05/2020	PAIE DE MAI 2020	44 000,00 €	936	621	64118.1	BFH	0	0	0	936	621	64118.2	BFH	0	0	0				
251	14/05/2020	PAIE DE MAI 2020	20,00 €	939	90	64111	BFH	0	0	0	939	90	6472	BFH	0	0	0				
252	15/05/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	19 000,00 €	902	221	2317312	RB	2017	BATENSEIGN	2017	2ADAP	2017000	902	221	231312	RB	2017	BATENSEIGN	2017	2RENO	2017000
253	14/05/2020	COVID PRODUIT DESINFECTANT	7 812,90 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60631	BMG	0	0	0				
254	14/05/2020	COVID FOURNITURES BMG	2 465,87 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60632	BMG	0	0	0				
256	18/05/2020	CDE KLOPPER	5 208,00 €	930	023	673	BB	0	0	0	930	0202	6188	BB	0	0	0				
258	18/05/2020	VIREMENT VERS 611	4 300,00 €	936	621	6156	RB	0	0	0	936	621	611	RB	0	0	0				
260	18/05/2020	VIREMENT VERS 611	1 850,00 €	930	0202	60621	RB	0	0	0	930	0202	611	RB	0	0	0				
262	19/05/2020	VIREMENT VERS 611	200,00 €	936	621	61558	RB	0	0	0	936	621	611	RB	0	0	0				
263	19/05/2020	VIREMENT VERS 611	80,00 €	930	0202	6188	RB	59	0	0	930	0202	611	RB	0	0	0				

264	19/05/2020	SPOT DRIVE FERMIER DIFFUSION	1 635,99 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	6231	COM	0	2020	PCOM	1002			
265	19/05/2020	COVID SPOT DRIVE FERMIER	1 635,99 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	6231	COM	0	2020	PCOM	1002			
266	19/05/2020	COVID ANNUL SPOT DRIVE FERMIER	1 635,99 €	930	0202	6231	COM	0	2020	PCOM	1002	930	0202	6748	BB	0	0	0			
268	19/05/2020	COVID ANNUL TITRES	200,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	673	COM	0	0	0	0			
269	20/05/2020	Virement de crédits	2 900,00 €	935	538	65243.1	BL	0	0	0	935	538	6574	BL	0	2020	PDSD	1007			
271	25/05/2020	Virement de crédits	1 500,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	611	BLASE	0	0	0	0			
272	28/05/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	11 820,53 €	902	221	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000	902	221	238	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
273	26/05/2020	COVID BACHE	382,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	6236.1	COM	0	2020	PCOM	1002			
274	27/05/2020	VIREMENT VENTE ENCHERES	902,00 €	903	312	2316	BD	2020	OBJETDART	2020	COPRE	706	903	315	216.2	BH	2020	ARCHIVES	2020	ACQUI	712
275	27/05/2020	VIREMENT VERS 611	150,00 €	936	621	60632	RB	0	0	0	936	621	611	RB	0	0	0	0			
276	27/05/2020	VIREMENT VERS 611	20,00 €	933	314	615221	RB	0	0	0	933	315	611	RB	0	0	0	0			
277	27/05/2020	VIREMENT VERS 611	10,00 €	930	0202	61558	RB	0	0	0	930	0202	611	RB	0	0	0	0			
278	28/05/2020	COVID UTCG FLORAC	1 296,43 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60632	R	0	0	0	0			
279	04/06/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	10 000,00 €	906	621	23181	RB	2020	BATROUTES	2020	UTCHA	2020000	906	621	2317318	RB	2020	BATROUTES	2020	6RENO	2020000
280	04/06/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	30 000,00 €	906	621	23181	RB	2020	BATROUTES	2020	UTCHA	2020000	906	621	231318	RB	2020	BATROUTES	2020	6RENO	2020000
281	02/06/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	40 000,00 €	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2RENO	2020000	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	RTBLE	2020000
282	02/06/2020	COVID ANNUL TITRES	424,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	673	COM	0	0	0	0			
283	03/06/2020	Virement de crédits	233,99 €	935	538	6135	BLMAIA	0	0	0	935	538	61551	BLMAIA	0	0	0	0			
284	04/06/2020	Virement de crédits	2 900,00 €	935	538	65738	BL	0	2020	PDSD	1007	935	538	6135	BLMAIA	0	0	0			
285	04/06/2020	Virement de crédits	500,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	6568	BLASE	0	0	0	0			
286	04/06/2020	virement crédit au 2804141	1 506,00 €	926		2804142		0	0	0	926		2804141		0	0	0	0			
287	04/06/2020	virement crédit au 2804152	43,00 €	926		2804142		0	0	0	926		2804152		0	0	0	0			
288	04/06/2020	virement crédit au 28041782	3 185,00 €	926		2804142		0	0	0	926		28041782		0	0	0	0			
289	04/06/2020	virement crédit au 2804181	40 000,00 €	926		2804142		0	0	0	926		2804181		0	0	0	0			
290	04/06/2020	virement crédit au 280431	1 058,00 €	926		2804142		0	0	0	926		280431		0	0	0	0			
291	04/06/2020	virement crédit au 28051	59 917,00 €	926		2817312		0	0	0	926		28051		0	0	0	0			
292	04/06/2020	virement crédit au 281311	25 962,00 €	926		2817312		0	0	0	926		281311		0	0	0	0			
293	04/06/2020	virement crédit au 281351	4 262,10 €	926		2804182		0	0	0	926		281351		0	0	0	0			
294	04/06/2020	virement crédit au 281314	1 401,00 €	926		2804182		0	0	0	926		281314		0	0	0	0			
295	04/06/2020	virement crédit au 281318	2 713,00 €	926		2804182		0	0	0	926		281318		0	0	0	0			
296	04/06/2020	virement crédit au 28181	1 254,00 €	926		2804182		0	0	0	926		28181		0	0	0	0			
297	04/06/2020	virement crédit au 28182	151 158,00 €	926		2817312		0	0	0	926		28182		0	0	0	0			
298	04/06/2020	virement crédit au 28157	26 006,30 €	926		2817312		0	0	0	926		28157		0	0	0	0			
299	04/06/2020	virement crédit au 281841	14 546,29 €	926		2817312		0	0	0	926		281841		0	0	0	0			
300	04/06/2020	virement crédit au 281848	6 733,07 €	926		2817312		0	0	0	926		281848		0	0	0	0			
301	04/06/2020	virement crédit au 28188	7 809,06 €	926		2817312		0	0	0	926		28188		0	0	0	0			
302	04/06/2020	virement crédit au 281831	21 385,00 €	926		2804142		0	0	0	926		281831		0	0	0	0			
303	04/06/2020	virement crédit au 281831	33 812,00 €	926		28041783		0	0	0	926		281831		0	0	0	0			
304	04/06/2020	virement crédit au 281831	29,90 €	926		2804182		0	0	0	926		281831		0	0	0	0			

305	04/06/2020	virement crédit au 281831	3 916,01 €	926	280422		0	0	0	926	281831	0	0	0							
306	04/06/2020	virement crédit au 281312	571,00 €	926	280422		0	0	0	926	281312	0	0	0							
307	04/06/2020	virement crédit au 2817318	3 418,00 €	926	280421		0	0	0	926	2817318	0	0	0							
308	04/06/2020	virement crédit au 281831	3 945,91 €	926	280421		0	0	0	926	281831	0	0	0							
309	04/06/2020	virement crédit au 281838	3 945,91 €	926	281831		0	0	0	926	281838	0	0	0							
310	04/06/2020	virement crédit au 281838	3 779,09 €	926	280421		0	0	0	926	281838	0	0	0							
311	04/06/2020	virement crédit au 281838	105,99 €	926	280422		0	0	0	926	281838	0	0	0							
312	04/06/2020	virement crédit au 281838	68 721,01 €	926	2817312		0	0	0	926	281838	0	0	0							
313	04/06/2020	VIREMENT VERS 611	462,00 €	930	0202	61521	RB	0	0	0	930	0202	611	RB	0	0	0				
314	05/06/2020	VIREMENT VERS 611	50,00 €	930	0202	61558	RB	0	0	0	930	0202	611	RB	0	0	0				
315	05/06/2020	Virement de crédits	85 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	652418.1	BLASE	0	0	0				
316	05/06/2020	Virement de crédits	15 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	652418.2	BLASE	0	0	0				
317	08/06/2020	MEUBLES SDB COLL FLORAC	6 000,00 €	902	221	2157	BMG	2020	MOBI.MAT	2020	OUTIL	202002	902	221	2181	BMG	2020	MOBI.MAT	2020	OUTIL	202002
318	08/06/2020	Même opération même chapitre	1 000,00 €	933	315	6188.106	BH	0	2020	PARCH	1006	933	315	61558.3	BH	0	2020	PARCH	1006		
319	09/06/2020	Transfert de ligne	1 300,00 €	930	0202	6188	CAB	0	0	0	930	0202	60632.20	CAB	0	0	0				
320	09/06/2020	VIREMENT DE CREDIT JUIN 2020	6 000,00 €	930	0201	6231	BFH	0	0	0	930	0201	6474	BFH	0	0	0				
321	10/06/2020	VIREMENT DE CREDITS	12 000,00 €	907	738	2257	BS3	2020	ENSAPN	2020	ACTPN	734	907	738	2157.301	BS3	2020	ENSAPN	2020	ACTPN	734
322	10/06/2020	virement crédit au 13931	3 928 723,99 €	926	13936		0	0	0	926	13931	0	0	0							
323	10/06/2020	virement crédit au 1391	503 648,00 €	926	13936		0	0	0	926	1391	0	0	0							
324	10/06/2020	virement crédit au 139172	19 525,00 €	926	13936		0	0	0	926	139172	0	0	0							
325	10/06/2020	virement crédit au 13914	1 355,00 €	926	13936		0	0	0	926	13914	0	0	0							
326	10/06/2020	virement crédit au 13916	136 555,63 €	926	13918		0	0	0	926	13916	0	0	0							
327	10/06/2020	virement crédit au 13912	88 190,00 €	926	13918		0	0	0	926	13912	0	0	0							
328	10/06/2020	virement crédit au 13911	169 952,13 €	926	13918		0	0	0	926	13911	0	0	0							
329	10/06/2020	virement crédit au 139178	94 200,00 €	926	13918		0	0	0	926	139178	0	0	0							
330	10/06/2020	virement crédit au 13936	11 102,24 €	926	13918		0	0	0	926	13936	0	0	0							
331	10/06/2020	virement crédit au 13936	226 112,75 €	926	13932		0	0	0	926	13936	0	0	0							
332	10/06/2020	virement crédit au 13912	1,00 €	926	13932		0	0	0	926	13912	0	0	0							
336	11/06/2020	FRAIS DIVERS PARC CREATION	2 000,00 €	936	621	60622	R	0	0	0	936	621	6188	R	0	0	0				
337	11/06/2020	Transfert de ligne	50,00 €	930	021	6234	CAB	0	0	0	930	021	6261	CAB	0	0	0				
338	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	1 715,13 €	930	023	673	BB	0	0	0	930	0202	6541	BB	0	0	0				
339	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	59,63 €	932	20	6542	BB	0	0	0	932	20	6541	BFH	0	0	0				
340	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	0,01 €	932	20	6542	BB	0	0	0	932	221	6541	BD	0	0	0				
341	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	122,48 €	932	20	6542	BB	0	0	0	932	221	6541	BFH	0	0	0				
342	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	44,00 €	933	30	673	BB	0	0	0	933	315	6541	BH	0	0	0				
343	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	781,70 €	935	52	6542	BB	0	0	0	935	51	6541	BFH	0	0	0				
344	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	3 801,09 €	935	52	6542	BB	0	0	0	935	51	6541	BLASE	0	0	0				
345	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	14 459,84 €	935	52	673	BB	0	0	0	935	52	6541	BL	0	0	0				
346	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	4 648,31 €	935	52	6542	BB	0	0	0	935	538	6541	BL	0	0	0				

347	12/06/2020	Virement de crédits	17,50 €	935	51	673	BLASE	0			0	935	51	6251	BLASE	0		0		0		
348	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	3 264,36 €	935	550	6542	BB	0			0	935	550	6541	BL	0		0		0		
349	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	4 440,15 €	935	541	6542	BB	0			0	935	5471	6541	BLRSA	0		0		0		
350	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	0,95 €	936	621	6542	BB	0			0	936	61	6541	DIAD	0		0		0		
351	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	14 055,24 €	938	81	6541	BB	0			0	938	81	6541	RT	0		0		0		
353	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	23 000,00 €	935	561	6542	BB	0			0	935	567	6541	BLRSA	0		0		0		
354	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	8 000,00 €	935	567	6542	BB	0			0	935	567	6541	BLRSA	0		0		0		
355	12/06/2020	COVID NETTOYAGE	81,00 €	930	0202	6748	BB	0			0	930	0202	6283	POLEN	0		0		0		
356	12/06/2020	COVID ARTICLE PRELEVEMENT	60,04 €	930	0202	6748	BB	0			0	930	0202	60632	BMG	0		0		0		
357	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	23 214,04 €	935	561	611.6	BLRSA	0			0	935	567	6541	BLRSA	0		0		0		
358	15/06/2020	VIREMENT DE CREDITS	5 100,00 €	939	90	6574.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	928	6574	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	
359	16/06/2020	VIREMENT DE CREDIT JUIN 2020	150,00 €	932	20	64131	BFH	0			0	932	20	64131.1	BFH	0		0		0		
360	16/06/2020	VIREMENT DE CREDIT JUIN 2020	1 100,00 €	933	30	64131	BFH	0			0	933	30	6218	BFH	0		0		0		
361	16/06/2020	AJUSTEMENT LIGNE	150 000,00 €	906	622	2182	R	2019	PARC	2019	PARC	2019	906	621	2182	R	2019	PARC	2019	PARC	2019	9000
363	18/06/2020	ABONDEMENT LIGNE CARTE GRISE	2 000,00 €	936	621	60622	R	0			0	936	621	6355	R	0		0		0		
364	19/06/2020	VRT	500,00 €	936	621	678	R	0			0	936	621	6156	R	0		0		0		
365	19/06/2020	Besoin Credit Location	13 000,00 €	936	621	60633	R	0			0	936	621	6135	R	0		0		0		
366	22/06/2020	VRT POUR PAIEMENT AOT	1 000,00 €	936	621	678	R	0			0	936	621	6188	R	0		0		0		
367	22/06/2020	Virement de crédits	4 600,00 €	935	58	6188	BLRSA	0			0	935	51	6574	BL	0		2020	PDSD	1007		
368	23/06/2020	Virement de crédits	3 000,00 €	934	42	60662	BLPMI	0			0	934	41	60632	BLPMI	0		0		0		
369	23/06/2020	Virement de crédits	1 400,00 €	934	41	6188	BLPMI	0			0	934	41	60632	BLPMI	0		0		0		
370	24/06/2020	VIREMENT SUITE A CP	1 600,00 €	935	50	6574	BB	0		2020	PDFB	1003	935	541	6574	BB	0		2020	PDFB	1003	
371	25/06/2020	VIREMENT DE CREDITS	1 000,00 €	903	315	21314	DIAD	2020	ACQUISIMMO	2020	ACIMO	745	903	32	275	DIAD	2020	ACQUISIMMO	2020	ACIMO	745	
372	25/06/2020	COVID ANNUL TITRES	400,00 €	930	0202	6748	BB	0			0	930	0202	673	COM	0		0		0		
373	26/06/2020	COVID REDUCT VIR 355	13,50 €	930	0202	6283	POLEN	0			0	930	0202	6748	BB	0		0		0		
374	26/06/2020	VIREMENT VERS 615221	600,00 €	932	221	61558	RB	0			0	932	221	615221	RB	0		0		0		
375	29/06/2020	COVID AVANCE ABATTOIR LANGOGNE	250 000,00 €	910	0202	2748	BB	0			0	910	0202	2748	DIAD	0		0		0		
377	29/06/2020	VIREMENT VERS 615221	450,00 €	936	621	6156	RB	0			0	936	621	615221	RB	0		0		0		
378	29/06/2020	VIREMENT VERS 615221	2 570,00 €	932	221	611	RB	0			0	932	221	615221	RB	0		0		0		
379	30/06/2020	virement crédit au 13918	500 000,00 €	926		1391		0			0	926		13918		0		0		0		
380	30/06/2020	virement crédit au 13914	3 648,00 €	926		1391		0			0	926		13914		0		0		0		
381	01/07/2020	Virement de crédits	370,53 €	935	52	6568.12	BL	0			0	935	52	6568.11	BL	0		0		0		
382	01/07/2020	Virement de crédits	108,94 €	935	52	611	BL	0			0	935	52	6568.11	BL	0		0		0		
383	03/07/2020	DENREES ALIMENTAIRES	378,45 €	939	928	60632	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	928	60623	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	
385	03/07/2020	COVID SUBVENTIONS SPORT	45 000,00 €	930	0202	6748	BB	0			0	930	0202	6574	BD	0		2020	PDDEC	1004		
386	03/07/2020	COVID SUBVENTIONS CULTURE	28 500,00 €	930	0202	6748	BB	0			0	930	0202	6574	BD	0		2020	PDDEC	1004		
387	03/07/2020	FORFAIT EXTERN COLLEGES PRIVES	5 000,00 €	932	221	65512.1	BD	0		2020	PDDEC	1004	932	221	65512	BD	0		2020	PDDEC	1004	
388	03/07/2020	CPLT DENREES ALIMENTAIRES	0,01 €	939	928	60632	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	928	60623	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	
389	03/07/2020	COVID AIDE EXCEP ENTREPRENEURS	3 390,00 €	930	0202	6748	BB	0			0	930	0202	6512	BL	0		0		0		

391	06/07/2020	PAIEMENT ETUDES	150,00 €	906	621	2031	R	2020	TXVOIRIE	2020	FE	2020000	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	FE	2020000
392	03/07/2020	COVID ANNUL TITRES	400,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	673	COM	0		0		0
393	06/07/2020	COVID MASQUES	10 905,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0201	6475	BFH	0		0		0
394	06/07/2020	COVID TELETRAVAIL	46 143,00 €	900	0202	2051	BB	0		0		0	900	0202	2051.1	BFI	0		0		0
395	06/07/2020	COVID RUBANS MASQUES	61,37 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	60632	COM	0		2020	PCOM	1002
396	06/07/2020	Virement de crédits	10,00 €	934	41	60661	BLPMI	0		0		0	934	41	60632	BLPMI	0		0		0
397	06/07/2020	COVID MISE ABRI MNA	100 046,52 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	652418.1	BLASE	0		0		0
398	06/07/2020	VIREMENT VERS 615221	60,00 €	934	40	60621	RB	0		0		0	934	40	615221	RB	0		0		0
399	06/07/2020	VIREMENT VERS 615221	2 650,00 €	932	221	60621	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
400	07/07/2020	SCENES CROISEES	5 000,00 €	933	311	6574	BD	0		2020	PDDEC	1004	933	311	65734	BD	0		2020	PDDEC	1004
401	07/07/2020	DOTATION FONCTIONNEMENT	349,00 €	932	221	65511	BD	0		2020	PDDEC	1004	932	221	6568	BD	0		2020	PDDEC	1004
402	07/07/2020	VIREMENT VERS 615221	500,00 €	932	221	61558	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
403	07/07/2020	BESOIN CREDITS EN RC 2020	500 000,00 €	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	TS	2020000	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	RC	2020000
404	09/07/2020	EQUILIBRAGE LIGNES POUR PAIMEN	230 000,00 €	906	622	2182	R	2020	PARC	2020	PARC	2020000	906	621	2157	R	2020	PARC	2020	PARC	2020000
405	09/07/2020	EQUILIBRAGE LIGNES POUR PAIMEN	30 000,00 €	906	622	2182	R	2020	PARC	2020	PARC	2020000	906	621	2182	R	2020	PARC	2020	PARC	2020000
406	08/07/2020	VIREMENT VERS 615221	1 790,00 €	932	221	61558	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
407	09/07/2020	DE ROA2020000 VERS FE2020000	180 000,00 €	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	ROA	2020000	906	621	2031	R	2020	TXVOIRIE	2020	FE	2020000
408	09/07/2020	Ajustement de crédit	740,00 €	930	023	6135	COM	0		2020	PCOM	1002	930	023	6231	COM	0		2020	PCOM	1002
409	09/07/2020	Ajustement de crédit	1 260,00 €	930	023	6574	COM	0		2020	PCOM	1002	930	023	6231	COM	0		2020	PCOM	1002
410	09/07/2020	COVID SUBVENTION DIAD	12 000,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	6574	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
411	09/07/2020	VIREMENT CREDIT	528,00 €	930	0202	6156	BFI	0		0		0	930	0202	6281	BFI	0		0		0
413	10/07/2020	VIREMENT CREDIT	35 000,00 €	900	0202	2051	BFI	2018	SYSTINF	2018	LOG	2018000	900	0202	21838	BFI	2018	SYSTINF	2018	INF	2018000
414	09/07/2020	VIREMENT CREDIT	2 000,00 €	930	0202	6156	BFI	0		0		0	930	0202	6188	BFI	0		0		0
416	15/07/2020	VIREMENT DE CREDITS	1 280,00 €	930	0202	614	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	930	0202	6281	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
417	15/07/2020	VIREMENT VERS 61558	100,00 €	934	40	60621	RB	0		0		0	934	40	61558	RB	0		0		0
418	15/07/2020	VIREMENT VERS 61558	90,00 €	933	314	615221	RB	0		0		0	933	313	61558	RB	0		0		0
419	15/07/2020	VIREMENT DE CREDIT JUILLE 2020	1 100,00 €	933	30	64111	BFH	0		0		0	933	30	6218	BFH	0		0		0
420	15/07/2020	VIREMENT DE CREDIT JUILLE 2020	20,00 €	939	90	64111	BFH	0		0		0	939	90	6472	BFH	0		0		0
421	16/07/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 000,00 €	930	0202	60621	RB	0		0		0	930	0202	6156	RB	0		0		0
422	16/07/2020	COMPLEMENT FORMATION ELUS	3 140,00 €	930	0202	6188	CAB	0		0		0	930	021	6535	BFH	0		0		0
423	17/07/2020	COVID SUBVENTION CHBRE AGRIC	26 500,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	65737	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
424	17/07/2020	COVID SUBVENTION CCI	26 120,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	65737	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
425	17/07/2020	COVID SUBVENTION CMA	23 100,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	65737	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
426	17/07/2020	COVID SUBVENTION ASS FEDE48	2 700,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	6574	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
427	17/07/2020	COVID SUBVENTION CROIX ROUGE	4 000,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	6574.68	BL	0		0		0
428	22/07/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	250,00 €	903	312	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
429	22/07/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	500,00 €	903	313	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
430	22/07/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 350,00 €	903	313	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
431	22/07/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	200,00 €	903	314	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	314	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000

432	22/07/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	50,00 €	903	314	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
433	22/07/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	200,00 €	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	315	21848	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
434	22/07/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	250,00 €	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
436	21/07/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 500,00 €	932	23	615221	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
437	22/07/2020	VIREMENT VERS 60611	58,00 €	933	314	615221	RB	0		0		0	933	314	60611	RB	0		0		0
438	22/07/2020	LISSAGE SUR AP NEUTRALISATION	800 000,00 €	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	ROA	2020000	906	621	23151	R	2020	DEGATPLUIE	2020	PLUIE	2020000
439	24/07/2020	Virement de crédit classique	1 624,00 €	933	315	6188.106	BH	0		2020	PARCH	1006	933	315	6241	BH	0		2020	PARCH	1006
440	24/07/2020	Virement de crédits	20 000,00 €	935	52	65242	BL	0		0		0	935	52	65242.2	BL	0		0		0
442	28/07/2020	VIREMENT CREDIT	572,86 €	930	0202	6156	BFI	0		0		0	930	0202	6188	BFI	0		0		0
443	28/07/2020	Virement de crédit classique	28,00 €	933	315	60623	BH	0		2020	PARCH	1006	933	315	6234	BH	0		2020	PARCH	1006
444	28/07/2020	Virement de crédits	1 000,00 €	935	51	6518.2	BLASE	0		0		0	935	51	62261	BLASE	0		0		0
445	28/07/2020	Virement de crédits	2 000,00 €	935	50	62268	BL	0		0		0	935	538	6135	BLMAIA	0		0		0
446	29/07/2020	COVID AIDE EXCEP ENTREPRENEURS	5 085,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	6512	BL	0		0		0
447	30/07/2020	VIREMENT DE CREDITS	5 891,00 €	919	93	204142	BC	2015	CONTRAT	2015	FRED	610	919	94	204142	BC	2015	CONTRAT	2015	FRED	610
448	29/07/2020	VIREMENT VERS 611	180,00 €	936	621	60632	RB	0		0		0	936	621	611	RB	0		0		0
449	29/07/2020	VIREMENT VERS 615221	2 300,00 €	932	221	61558	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
451	03/08/2020	VIREMENT VERS 615221	471,00 €	936	621	6156	RB	0		0		0	936	621	615221	RB	0		0		0
452	03/08/2020	COVID SUBVENTION DRIVE FERMIER	16 000,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	6574	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
453	03/08/2020	FOURNITURE PETITS EQUIPEMENTS	50,00 €	930	021	6234	CAB	0		0		0	930	0202	60631	CAB	0		0		0
454	04/08/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	30 000,00 €	902	221	231312	RB	2016	MEYRUEIS	2016	MEYRU	2016000	902	221	21841	RB	2016	MEYRUEIS	2016	MEYRU	2016000
455	04/08/2020	VIREMENT DE CREDITS	48 000,00 €	939	90	6574.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	90	65734.90	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
456	04/08/2020	BESOIN CREDITS POUR PAYER	2 000,00 €	936	621	60622	R	0		0		0	936	621	6355	R	0		0		0
457	04/08/2020	VIREMENT DE CREDIT AOUT 2020	1 100,00 €	936	621	64111	BFH	0		0		0	936	621	6218	BFH	0		0		0
458	06/08/2020	COVID SUBVENTIONS CULTURE	2 000,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	6574	BD	0		2020	PDDEC	1004
459	07/08/2020	VIREMENT DE CREDITS	34,00 €	930	0202	614	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	930	0202	6182	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
461	10/08/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 000,00 €	936	621	6156	RB	0		0		0	936	621	615221	RB	0		0		0
462	10/08/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	4 000,00 €	932	221	611	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
463	11/08/2020	Virement de crédits	600,00 €	939	95	6513	DIAD	0		2020	PDIAD	1000	939	95	6233	DIAD	0		2020	PDIAD	1000
467	13/08/2020	COVID AIDE EXCEP ENTREPRENEURS	1 695,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	6512	BL	0		0		0
468	13/08/2020	VIREMENT DE CREDIT	20,00 €	935	50	6281	BL	0		0		0	935	51	652418.1	BLASE	0		0		0
469	13/08/2020	REGUL REVISION 2018	116,00 €	936	622	60633	R	0		0		0	936	622	611	R	0		0		0
471	14/08/2020	VIREMENT DE CREDIT	2 753,00 €	935	553	651144.1	BL	0		0		0	935	551	651142	BL	0		0		0
472	17/08/2020	Paye août 2020	20 000,00 €	935	50	64131	BFH	0		0		0	935	52	64131	BFH	0		0		0
473	17/08/2020	Paye août 2020	1 000,00 €	935	50	64131	BFH	0		0		0	935	52	6454	BFH	0		0		0
474	17/08/2020	Paye août 2020	600,00 €	930	0201	64131	BFH	0		0		0	930	0201	64131.2	BFH	0		0		0
475	17/08/2020	Paye août 2020	60,00 €	939	90	64111	BFH	0		0		0	939	90	6472	BFH	0		0		0
476	17/08/2020	Paye août 2020	1 100,00 €	933	30	64111	BFH	0		0		0	933	30	6218	BFH	0		0		0
477	17/08/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	2 000,00 €	936	621	61558	RB	0		0		0	936	621	615221	RB	0		0		0
478	17/08/2020	COVID PRODUIT NETTOYANT	442,01 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	60631	BMG	0		0		0

479	19/08/2020	COVID ACHAT MASQUES REGION	39 409,52 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0201	6475	BFH	0	0	0				
480	20/08/2020	VIREMENT DE CREDIT	90 000,00 €	935	52	6511211.1	BL	0	0	0	935	52	6511212	BL	0	0	0				
481	20/08/2020	Transfert de ligne	100,00 €	930	0202	60628	CAB	0	0	0	930	0202	6245	CAB	0	0	0				
482	20/08/2020	Transfert de ligne	100,00 €	930	0202	6245	CAB	0	0	0	930	0202	60631	CAB	0	0	0				
483	20/08/2020	VIREMENT CREDIT	500,00 €	930	0202	6156	BFI	0	0	0	930	0202	6188	BFI	0	0	0				
484	24/08/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	28 000,00 €	902	221	21841	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000	902	221	2181	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
485	24/08/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 954,00 €	902	23	21841	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000	902	23	2181	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
486	21/08/2020	GESTION PED	9 000,00 €	935	538	6574	BB	0	2020	PDFB	1003	935	50	6574	BB	0	2020	PDFB	1003		
487	24/08/2020	Virement de crédits	438,26 €	935	51	611	BLASE	0	0	0	935	51	6568	BLASE	0	0	0				
488	24/08/2020	Virement de crédits CNAS	2 900,00 €	934	41	62261	BLPMI	0	0	0	934	42	60662	BLPMI	0	0	0				
489	24/08/2020	COVID ACHAT MASQUES BONNET HYG	9 706,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0201	6475	BFH	0	0	0				
490	24/08/2020	Ajustement de crédit	900,00 €	930	023	6238.21	COM	0	2020	PCOM	1002	930	023	6188	COM	0	2020	PCOM	1002		
491	25/08/2020	INTERVENTION PONT DE LA GARE	1 728,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	621	615231	R	0	0	0				
492	25/08/2020	VIREMENT VERS 6228	560,00 €	932	221	6135	RB	0	0	0	932	221	6228	RB	0	0	0				
493	25/08/2020	VIREMENT VERS 6228	1 800,00 €	932	221	60632	RB	0	0	0	932	221	6228	RB	0	0	0				
494	26/08/2020	Ajustement de crédit	1 500,00 €	930	023	611	COM	0	2020	PCOM	1002	930	023	6188	COM	0	2020	PCOM	1002		
495	26/08/2020	Ajustement de crédit	1 400,00 €	930	023	6236.2	COM	0	2020	PCOM	1002	930	023	6188	COM	0	2020	PCOM	1002		
496	26/08/2020	COVID ACHAT MASQUES POLYESTER	5 730,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0201	6475	BFH	0	0	0				
497	27/08/2020	COVID NETTOYAGE GRANDE CORBEIL	300,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	6288	BMG	0	0	0				
498	27/08/2020	COVID NETTOYAGE DESINFECTION	583,20 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	6283	POLEN	0	0	0				
499	28/08/2020	COVID INDEMNITE ASS FAMILIAUX	30 400,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	64128	BLASE	0	0	0				
500	28/08/2020	REGULARISATION VIREMENT DGASOS	4 000,00 €	930	0202	6574.68	BL	0	0	0	930	0202	6748	BB	0	0	0				
501	28/08/2020	VERS OPERATION 2020PDS	4 000,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	6574.68	BL	0	2020	PDS	1007			
502	28/08/2020	COVID MISE ABRI MNA MAI 2020	56 101,62 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	652418.1	BLASE	0	0	0				
503	31/08/2020	Virement de crédits	100 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	652413	BLASE	0	0	0				
504	31/08/2020	Virement de crédits	1 000,00 €	935	50	62268	BL	0	0	0	935	538	6135	BLMAIA	0	0	0				
505	01/09/2020	CORRECTION COVID SUB CULTURE	2 000,00 €	930	0202	6574	BD	0	2020	PDDEC	1004	930	0202	6748	BB	0	0	0			
507	02/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	30 000,00 €	902	221	2317312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2RENO	2020000	902	221	231312	RB	2020	BATENSEIGN	2020	2RENO	2020000
508	03/09/2020	Réaffectation de crédits	4 000,00 €	936	61	6184	BFH	0	0	0	936	621	6184	BFH	0	0	0				
509	04/09/2020	BESOIN FINANCEMENT NOUVEAUX	50 000,00 €	906	621	23151	R	2020	TXVOIRIE	2020	ROA	2020000	906	621	2152	R	2020	TXVOIRIE	2020	SEOP	2020000
510	04/09/2020	VIREMENT VERS 611	260,00 €	936	621	60632	RB	0	0	0	936	621	611	RB	0	0	0				
511	04/09/2020	Virement de crédits	4 600,00 €	935	51	6574	BL	0	2020	PDS	1007	935	51	6574	BLASE	0	2020	PDS	1007		
512	09/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	31 696,10 €	902	221	2031	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000	902	221	2317312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
513	09/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	30 000,00 €	902	221	231312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000	902	221	2317312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
514	04/09/2020	Virement de crédits	8 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	6513.1	BLASE	0	0	0				
515	04/09/2020	Virement de crédits	8 000,00 €	935	58	6188	BLRSA	0	0	0	935	51	6513.1	BLASE	0	0	0				
516	04/09/2020	Virement de crédits	8 000,00 €	935	51	6513.1	BLASE	0	0	0	935	51	652412	BLASE	0	0	0				
517	07/09/2020	COVID CASQUES CMS	1 698,00 €	930	0202	6748	BB	0	0	0	930	0202	60632.1	BFI	0	0	0				
518	07/09/2020	VIREMENT DE CREDIT	50 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	652413	BLASE	0	0	0				

519	07/09/2020	VIREMENT DE CREDIT FORMATION	1 000,00 €	930	021	6531	BFH	0		0	0	930	021	6535	BFH	0	0	0			
520	08/09/2020	VIREMENT VERS LOCATIONS	10 000,00 €	936	622	60633	R	0		0	0	936	621	6135	R	0	0	0			
521	08/09/2020	Virement de crédits	400,00 €	934	41	60661	BLPMI	0		0	0	934	41	62261	BLPMI	0	0	0			
522	08/09/2020	Ajustement de crédit	2 000,00 €	930	023	6238.21	COM	0	2020	PCOM	1002	930	023	6188	COM	0	2020	PCOM	1002		
523	08/09/2020	COVID ANNUL TITRES	400,00 €	930	0202	6748	BB	0		0	0	930	0202	673	COM	0	0	0			
524	08/09/2020	VIREMENT DE CREDIT	300,00 €	935	538	611	BL	0		0	0	935	538	6227	BL	0	0	0			
525	09/09/2020	VIREMENT VERS 615221	600,00 €	936	621	61558	RB	0		0	0	936	621	615221	RB	0	0	0			
526	09/09/2020	VIREMENT VERS 615221	650,00 €	932	221	6135	RB	0		0	0	932	221	615221	RB	0	0	0			
527	09/09/2020	pour solder le 61558.3	1,76 €	933	313	61558.3	BI	0	2020	PMDL	1005	933	313	6065	BI	0	2020	PMDL	1005		
528	09/09/2020	modification de credit	630,00 €	933	313	6281	BI	0	2020	PMDL	1005	933	313	6065	BI	0	2020	PMDL	1005		
529	09/09/2020	pour cloturer le 6188	137,10 €	933	313	6188	BI	0	2020	PMDL	1005	933	313	6234	BI	0	2020	PMDL	1005		
530	09/09/2020	VIREMENT VERS 615221	1 011,00 €	934	40	60621	RB	0		0	0	934	40	615221	RB	0	0	0			
531	09/09/2020	Virement de crédits	100,00 €	934	41	611	BLPMI	0		0	0	934	41	60661	BLPMI	0	0	0			
532	09/09/2020	Virement de crédits	100,00 €	934	41	611	BLPMI	0		0	0	934	41	62261	BLPMI	0	0	0			
533	09/09/2020	Du chapitre 932-221/65512.1	1 309,30 €	932	221	65512.1	BD	0	2020	PDDEC	1004	932	221	65512	BD	0	2020	PDDEC	1004		
534	09/09/2020	Du chapitre 932-221/65511	970,70 €	932	221	65511	BD	0	2020	PDDEC	1004	932	221	65512	BD	0	2020	PDDEC	1004		
535	11/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	37 508,63 €	902	23	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000	902	221	2317312	RB	2018	BATENSEIGN	2018	2RENO	2018000
536	10/09/2020	COVID NETTOYAGE	226,80 €	930	0202	6748	BB	0		0	0	930	0202	6283	POLEN	0	0	0			
537	10/09/2020	BESOIN PAIEMENT VEHICULES	56 000,00 €	906	621	2157	R	2019	PARC	2019	PARC	2019000	906	621	2182	R	2019	PARC	2019	PARC	2019000
538	11/09/2020	VIREMENT VERS 615221	245,00 €	932	221	6156	RB	0		0	0	932	221	615221	RB	0	0	0			
539	14/09/2020	VIREMENT DE CREDITS	294,52 €	932	221	62268	DIAD	0	2020	PDIAD	1000	932	221	6227	DIAD	0	2020	PDIAD	1000		
540	15/09/2020	VIREMENT CREDIT	15 000,00 €	900	0202	2051	BFI	2020	SYSTINF	2020	LOG	2020000	900	0202	21838	BFI	2020	SYSTINF	2020	INF	2020000
541	15/09/2020	Virement de crédit classique	447,00 €	933	315	6188.107	BH	0	2020	PARCH	1006	933	315	60632	BH	0	2020	PARCH	1006		
542	15/09/2020	VIREMENT VERS 615221	2 500,00 €	936	621	6156	RB	0		0	0	936	621	615221	RB	0	0	0			
543	15/09/2020	VIREMENT VERS 61558	115,00 €	932	221	6135	RB	0		0	0	932	221	61558	RB	0	0	0			
544	15/09/2020	VIREMENT VERS 615221	1 000,00 €	932	23	615221	RB	0		0	0	932	221	615221	RB	0	0	0			
545	15/09/2020	Virement 2020	2 786,40 €	939	90	6574.90	DIAD	0	2020	PDIAD	1000	939	90	65734.90	DIAD	0	2020	PDIAD	1000		
546	16/09/2020	VIREMENT VERS 6156	300,00 €	930	0202	60621	RB	0		0	0	930	0202	6156	RB	0	0	0			
547	16/09/2020	VIREMENT VERS 6156	150,00 €	933	313	615221	RB	0		0	0	933	313	6156	RB	0	0	0			
548	16/09/2020	virement de crédit	4 500,00 €	935	50	6574	BB	0	2020	PDFB	1003	935	541	6574	BB	0	2020	PDFB	1003		
549	16/09/2020	VIREMENT DE CREDIT	500,00 €	930	0201	64118.1	BFH	0		0	0	930	0201	64118.2	BFH	0	0	0			
550	16/09/2020	VIREMENT DE CREDIT	15,00 €	933	30	64111	BFH	0		0	0	933	30	6472	BFH	0	0	0			
551	16/09/2020	VIREMENT DE CREDIT	200,00 €	935	50	64131	BFH	0		0	0	935	51	64123	BFH	0	0	0			
553	21/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	408,76 €	902	221	2317312	RB	2017	BATENSEIGN	2017	2RENO	2017000	902	221	231312	RB	2017	BATENSEIGN	2017	2RENO	2017000
555	17/09/2020	SUB ASSOCIATIONS	70 000,00 €	933	311	6574	BD	0	2020	PDDEC	1004	933	311	6561	BD	0	2020	PDDEC	1004		
556	17/09/2020	SUB DIV SPORT FONCT	30 000,00 €	933	32	6574	BD	0	2020	PDDEC	1004	933	311	6561	BD	0	2020	PDDEC	1004		
557	17/09/2020	Transfert de ligne	1 000,00 €	930	0202	6188	CAB	0		0	0	930	0202	60631	CAB	0	0	0			
558	21/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 850,00 €	902	221	2317312	RB	2017	BATENSEIGN	2017	2ADAP	2017000	902	221	231312	RB	2017	BATENSEIGN	2017	2RENO	2017000
559	17/09/2020	VIREMENT VERS 6188	100,00 €	933	313	615221	RB	0		0	0	933	314	6188	RB	0	0	0			

560	21/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	5 150,00 €	902	221	231312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000	902	221	2181	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
561	21/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	4 850,00 €	902	221	231312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000	902	221	2317312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
562	17/09/2020	Virement de crédits	30 000,00 €	935	51	652416	BLASE	0		0		0	935	51	652413	BLASE	0		0		0
563	17/09/2020	Virement de crédits	10 426,00 €	935	51	611.3	BLASE	0		0		0	935	51	652413	BLASE	0		0		0
564	17/09/2020	Virement de crédits	703,02 €	935	51	652412.3	BLASE	0		0		0	935	51	652413	BLASE	0		0		0
565	17/09/2020	Virement de crédits	10 000,00 €	935	51	64128	BLASE	0		0		0	935	51	652413	BLASE	0		0		0
566	17/09/2020	Virement de crédits	5 174,00 €	935	51	652412.1	BLASE	0		0		0	935	51	652413	BLASE	0		0		0
567	17/09/2020	Virement de crédits	50 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0		0		0	935	51	652413	BLASE	0		0		0
568	17/09/2020	Besoin Credit Location	1 000,00 €	936	621	60633	R	0		0		0	936	621	6135	R	0		0		0
569	17/09/2020	VIREMENT VERS 611	1 000,00 €	936	621	60612	RB	0		0		0	936	621	611	RB	0		0		0
571	18/09/2020	VIREMENT VERS LOCATIONS	4 000,00 €	936	621	60633	R	0		0		0	936	621	6135	R	0		0		0
572	21/09/2020	VIREMENT VERS LOCATIONS	1 500,00 €	936	622	60633	R	0		0		0	936	621	6135	R	0		0		0
573	21/09/2020	COVID ACHAT MASQUES REUTILISAB	2 954,00 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0201	6475	BFH	0		0		0
574	21/09/2020	VRT DE TM VERS AF	2 000,00 €	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	TM	2019000	906	621	2151	R	2019	TXVOIRIE	2019	AF	2019000
575	22/09/2020	VIREMENT VERS 615221	650,00 €	932	221	6156	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
576	23/09/2020	Besoin Credit Location	10 000,00 €	936	622	60633	R	0		0		0	936	621	6135	R	0		0		0
577	23/09/2020	Erreur de SDG sur Mandat 5391	1 048,25 €	936	621	60633	R	0		0		0	936	621	60633	R	0		0		0
578	23/09/2020	Virement de crédits	100,00 €	934	41	6184	BLPMI	0		0		0	934	41	60661	BLPMI	0		0		0
579	23/09/2020	Virement de crédits	400,00 €	934	41	6184	BLPMI	0		0		0	934	41	62261	BLPMI	0		0		0
580	23/09/2020	Besoin Credit Location	5 000,00 €	936	621	60633	R	0		0		0	936	621	6135	R	0		0		0
581	25/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 750,00 €	902	221	2317312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000	902	221	21841	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
582	28/09/2020	BESOIN PAIEMENT AVANCE	11 300,00 €	906	621	2031	R	2020	TXVOIRIE	2020	FE	2020000	906	621	237	R	2020	TXVOIRIE	2020	FE	2020000
583	24/09/2020	VIREMENT VERS 615221	500,00 €	932	23	60621	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
584	25/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 200,00 €	932	23	6156	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
585	25/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 500,00 €	932	221	611	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
586	25/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	2 500,00 €	932	221	6156	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
587	25/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	500,00 €	932	23	61558	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
588	25/09/2020	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	774,00 €	932	221	6135	RB	0		0		0	932	221	615221	RB	0		0		0
589	25/09/2020	Virement de crédits	30 000,00 €	935	58	6188	BLRSA	0		0		0	935	51	652413	BLASE	0		0		0
590	25/09/2020	Virement de crédits	80 000,00 €	935	58	6188	BLRSA	0		0		0	935	51	652412	BLASE	0		0		0
591	25/09/2020	Ajustement de crédit	2 500,00 €	930	023	6233	COM	0		2020	PCOM	1002	930	023	6188	COM	0		2020	PCOM	1002
592	25/09/2020	VIREMENT VERS 615221	32,00 €	934	40	60612	RB	0		0		0	934	40	615221	RB	0		0		0
593	25/09/2020	COVID MISE ABRI MNA JUIN 2020	22 629,59 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	652418.1	BLASE	0		0		0
594	28/09/2020	VIREMENT VERS LOCATIONS	7 000,00 €	936	621	60633	R	0		0		0	936	621	6135	R	0		0		0
595	29/09/2020	ABONDEMENT LIGNE MATERIELS	6 050,00 €	906	621	2152	R	2020	TXVOIRIE	2020	SEOP	2020000	906	621	2157	R	2020	TXVOIRIE	2020	SEOP	2020000
597	29/09/2020	NOUVELLE ADHESION	3 000,00 €	930	023	673	BB	0		0		0	930	0202	6281.1	BB	0		0		0
598	29/09/2020	COVID HEBERGEMENT MNA	5 339,10 €	930	0202	6748	BB	0		0		0	930	0202	652418.1	BLASE	0		0		0
599	30/09/2020	VIREMENT VERS 615221	4 800,00 €	936	621	6156	RB	0		0		0	936	621	615221	RB	0		0		0
344																					

### 1 Laboratoire Départemental d'Analyses :

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source		Enveloppe source		Opération source		Imputation destination		Enveloppe destination		Opération destination	
255	14/05/2020	VIREMENT VERS LIGNE 6355	270,76 €	60668	BM	0	0	0	0	6355	BM	0	0	0	0
257	18/05/2020	VIREMENT VERS 611	1 000,00 €	6156	RB	0	0	0	0	611	RB	0	0	0	0
259	18/05/2020	VIREMENT VERS LIGNE 61558	650,00 €	6156	BM	0	0	0	0	61558	BM	0	0	0	0
261	18/05/2020	VIREMENT VERS LIGNE 61558	400,00 €	6156	BM	0	0	0	0	61558	BM	0	0	0	0
267	19/05/2020	VIREMENT VERS LIGNE 61558	800,00 €	6156	BM	0	0	0	0	61558	BM	0	0	0	0
333	11/06/2020	virement crédit au 281318	278,00 €	28051		0	0	0	0	281318		0	0	0	0
334	11/06/2020	VIREMENT CREDITS AU 28033	224,00 €	28051		0	0	0	0	28033		0	0	0	0
335	11/06/2020	virement crédit au 28188	1 385,00 €	28051		0	0	0	0	28188		0	0	0	0
352	12/06/2020	POUR ADMISSIONS EN NON VALEUR	1 208,51 €	6542	BB	0	0	0	0	6541	BB	0	0	0	0
362	16/06/2020	VIREMENT VERS LIGNE 61558	2 150,00 €	6156	BM	0	0	0	0	61558	BM	0	0	0	0
376	29/06/2020	TRANSFERT 2182-2188	3 696,96 €	2182	BM	0	0	0	0	2188	BM	0	0	0	0
415	10/07/2020	VIREMENT VERS LIGNE 61558	485,00 €	6156	BM	0	0	0	0	61558	BM	0	0	0	0
441	27/07/2020	VIREMENT VERS LIGNE 61558	700,00 €	6156	BM	0	0	0	0	61558	BM	0	0	0	0
450	30/07/2020	VIREMENT VERS LIGNE 60636	515,00 €	60668	BM	0	0	0	0	60636	BM	0	0	0	0
460	07/08/2020	VIREMENT VERS LIGNE 60636	1 309,00 €	60668	BM	0	0	0	0	60636	BM	0	0	0	0
470	14/08/2020	VIREMENT VERS LIGNE 61558	3 500,00 €	62268	BM	0	0	0	0	61558	BM	0	0	0	0
506	01/09/2020	VIREMENT VERS LIGNE 60636	500,00 €	60668	BM	0	0	0	0	60636	BM	0	0	0	0
552	16/09/2020	VIREMENT DE CREDIT	5 000,00 €	64118.1	BFH	0	0	0	0	64118.2	BFH	0	0	0	0
554	17/09/2020	VIREMENT DE CREDIT SEPT 2020	200,00 €	64111	BFH	0	0	0	0	6472	BFH	0	0	0	0
570	18/09/2020	VIREMENT VERS LIGNE 6241	500,00 €	62268	BM	0	0	0	0	6241	BM	0	0	0	0
20															

### 3 Domaine des Boissets :

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source		Enveloppe source		Opération source		Imputation destination		Enveloppe destination		Opération destination	
384	03/07/2020	VIREMENT VERS ARTICLE 60612	1 300,00 €	615221	RB	0	0	0	0	60612	RB	0	0	0	0
412	09/07/2020	REGULARISATION LIGNE GEREE HT	177 715,12 €	231314	DIAD	0	0	0	0	231314.1	DIAD	0	0	0	0
435	21/07/2020	REGULARISATION LIGNE GEREE HT	72 284,88 €	231314	DIAD	0	0	0	0	231314.1	DIAD	0	0	0	0
464	11/08/2020	ENLEVEMENT ENCOMBRANTS	137,00 €	6161	BMG	0	0	0	0	6283	BMG	0	0	0	0
465	11/08/2020	ENLEVEMENT ENCOMBRANTS	100,00 €	60631	BMG	0	0	0	0	6283	BMG	0	0	0	0
466	11/08/2020	ENCOMBRANTS BOISSETTS	187,00 €	615221	RB	0	0	0	0	6283	BMG	0	0	0	0
6															

## **Décision modificative n°3 du budget 2020**

**votee le 9 novembre 2020**

### **1 - DM3 du Budget principal**

- Dépenses (budget 00)**

<b>Dépenses d'investissement (00)</b>		<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 3</b>	<b>Total budgétaire après DM 3</b>
	001 SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	11 871 268,71		11 871 268,71
900	SERVICES GENERAUX	2 197 394,57	192 177,76	2 389 572,33
902	ENSEIGNEMENT	5 427 557,92	-557 291,49	4 870 266,43
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 366 251,25	-1 000 495,14	365 756,11
904	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	53 041,87	-46 609,63	6 432,24
905	ACTION SOCIALE	11 138,04	-3 730,21	7 407,83
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	15 947 427,84	604 702,99	16 552 130,83
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	12 000,00	-5 056,80	6 943,20
908	TRANSPORTS	0,00	0,00	0,00
909	DEVELOPPEMENT	240 000,00	-70 000,00	170 000,00
910	SERVICES GENERAUX	1 109 982,00	-23 205,00	1 086 777,00
911	SECURITE	699 839,60	-97 390,60	602 449,00
912	ENSEIGNEMENT	343 526,27	-18 065,18	325 461,09
913	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	494 972,00	-11 732,00	483 240,00
915	ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI)	1 790 000,00	-1 288 953,00	501 047,00
916	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	3 018 590,75	210 030,50	3 228 621,25
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	5 124 186,71	-1 119 680,51	4 004 506,20
918	TRANSPORTS	0,00	0,00	0,00
919	DEVELOPPEMENT	1 967 393,80	-340 589,00	1 626 804,80
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	186 500,00	0,00	186 500,00
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	25 645 286,35	0,00	25 645 286,35
924	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	69 584,80	-16 221,00	53 363,80
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00

<b>Dépenses d'investissement (00)</b>		<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 3</b>	<b>Total budgétaire après DM 3</b>
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	6 044 529,00	0,00	6 044 529,00
950	DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00
	Somme :	<b>84 620 471,48</b>	<b>-3 592 108,31</b>	<b>81 028 363,17</b>

<b>Dépenses de fonctionnement (00)</b>		<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 3</b>	<b>Total budgétaire après DM 3</b>
		0,00		0,00
930	SERVICES GENERAUX	11 606 581,00	1 770 505,00	13 377 086,00
931	SECURITE	3 882 669,00	5 000,00	3 887 669,00
932	ENSEIGNEMENT	6 279 647,00	29 720,00	6 309 367,00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	3 714 738,76	-93 240,00	3 621 498,76
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	348 250,00	0,00	348 250,00
935	ACTION SOCIALE	52 992 675,00	565 634,00	53 558 309,00
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	15 706 220,00	-96 921,00	15 609 299,00
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	701 344,00	36 940,00	738 284,00
938	TRANSPORTS	3 634 488,00	4 990,00	3 639 478,00
939	DEVELOPPEMENT	5 592 905,00	-383 395,94	5 209 509,06
940	IMPOSITIONS DIRECTES	560 000,00	-113 177,00	446 823,00
943	OPERATIONS FINANCIERES	800 000,00	0,00	800 000,00
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	83 000,00	-14 000,00	69 000,00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	60 000,00	0,00	60 000,00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	19 349 999,77	0,00	19 349 999,77
952	DEPENSES IMPREVUES	463 697,23	86 352,94	550 050,17
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00
	Somme :	<b>130 876 214,76</b>	<b>1 798 408,00</b>	<b>132 674 622,76</b>

• **Recettes (budget 00)**

<b>Recettes d'investissement (00)</b>		<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 3</b>	<b>Total budgétaire après DM 3</b>
900	SERVICES GENERAUX	110 000,00	0,00	110 000,00
902	ENSEIGNEMENT	834 974,00	0,00	834 974,00
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	0,00	0,00	0,00
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	875 834,00	0,00	875 834,00
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	0,00	0,00	0,00
908	TRANSPORTS	0,00	0,00	0,00
909	DEVELOPPEMENT	0,00	0,00	0,00
915	ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI)	0,00	0,00	0,00
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
919	DEVELOPPEMENT	132 920,00	0,00	132 920,00
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 529 243,00	0,00	3 529 243,00
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	48 331 500,71	-3 592 108,31	44 739 392,40
924	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	56 000,00	0,00	56 000,00
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	19 349 999,77	0,00	19 349 999,77
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00
954	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	300 000,00	0,00	300 000,00
	<b>Somme :</b>	<b>84 620 471,48</b>	<b>-3 592 108,31</b>	<b>81 028 363,17</b>

<b>Recettes de fonctionnement (00)</b>		<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 3</b>	<b>Total budgétaire après DM 3</b>
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	963 732,20		963 732,20
930	SERVICES GENERAUX	325 500,00	-37 412,00	288 088,00
931	SECURITE	20 000,00	0,00	20 000,00
932	ENSEIGNEMENT	679 500,00	31 500,00	711 000,00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	111 500,00	5 912,00	117 412,00
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	26 000,00	0,00	26 000,00
935	ACTION SOCIALE	7 598 729,56	0,00	7 598 729,56

Recettes de fonctionnement (00)		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	608 500,00	0,00	608 500,00
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	80 000,00	0,00	80 000,00
938	TRANSPORTS	0,00	0,00	0,00
939	DEVELOPPEMENT	347 000,00	0,00	347 000,00
940	IMPOSITIONS DIRECTES	33 682 535,00	0,00	33 682 535,00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	35 189 095,00	1 798 408,00	36 987 503,00
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	45 121 594,00	0,00	45 121 594,00
943	OPERATIONS FINANCIERES	3 000,00	0,00	3 000,00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	75 000,00	0,00	75 000,00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	6 044 529,00	0,00	6 044 529,00
	Somme :	<b>130 876 214,76</b>	<b>1 798 408,00</b>	<b>132 674 622,76</b>

## **2 - DM3 du budget annexe : Laboratoire départemental d'analyses (01)**

### **• Dépenses (budget 01)**

Dépenses d'investissement (01)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	0,00	0,00
13	13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTE RESULTAT	10 616,00	0,00	10 616,00
20	2031	FRAIS D'ETUDES	0,00		0,00
20	2033	FRAIS D'INSERTION	2 000,00	0,00	2 000,00
20	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	24 731,60	0,00	24 731,60
21	2182	MATERIEL DE TRANSPORT	17 023,52	0,00	17 023,52
21	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERES	3 000,00	0,00	3 000,00
21	2188	AUTRES	217 016,49	0,00	217 016,49
23	231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	108 711,00	0,00	108 711,00
28	28188	AUTRES	0,00	0,00	0,00
		Somme :	<b>383 098,61</b>	<b>0,00</b>	<b>383 098,61</b>

Dépenses de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
011	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	3 100,00	0,00	3 100,00
011	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	30 200,00	0,00	30 200,00
011	60621	COMBUSTIBLES	58 000,00	0,00	58 000,00
011	60622	CARBURANTS	11 000,00	0,00	11 000,00
011	60623	ALIMENTATION	250,00	0,00	250,00
011	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	108 669,44	0,00	108 669,44
011	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	6 124,00	0,00	6 124,00
011	6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	2 000,00	0,00	2 000,00
011	60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	405 905,24	-100 000,00	305 905,24
011	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	12 500,00	0,00	12 500,00
011	61521	TERRAINS	0,00	0,00	0,00
011	615221	BATIMENTS PUBLICS	5 500,00	0,00	5 500,00
011	61551	MATERIEL ROULANT	14 155,56	0,00	14 155,56
011	61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	19 385,00	0,00	19 385,00
011	6156	MAINTENANCE	100 815,00	0,00	100 815,00
011	6161	MULTIRISQUES	3 800,00	0,00	3 800,00
011	6168	AUTRES	1 000,00	0,00	1 000,00
011	6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 500,00	0,00	1 500,00
011	6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	20 000,00	-15 900,00	4 100,00
011	6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA	0,00	0,00	0,00
011	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	52 000,00	0,00	52 000,00
011	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	51 700,00	0,00	51 700,00
011	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	0,00	0,00	0,00
011	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	2 100,00	0,00	2 100,00

Dépenses de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
011	6241	TRANSPORTS DE BIENS	3 500,00	0,00	3 500,00
011	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	10 000,00	-3 000,00	7 000,00
011	6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	0,00	0,00	0,00
011	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	5 000,00	0,00	5 000,00
011	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	0,00	0,00	0,00
011	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	745,00	0,00	745,00
011	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	40 100,00	0,00	40 100,00
011	6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	270,76	0,00	270,76
012	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	10 000,00	-500,00	9 500,00
012	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	3 300,00	0,00	3 300,00
012	6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	3 600,00	0,00	3 600,00
012	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	6 300,00	0,00	6 300,00
012	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	598 680,00	-6 500,00	592 180,00
012	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	22 800,00	-2 000,00	20 800,00
012	64113	NBI	13 600,00	-200,00	13 400,00
012	64118	AUTRES INDEMNITES	140 000,00	-1 000,00	139 000,00
012	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	5 600,00	0,00	5 600,00
012	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	25 000,00	0,00	25 000,00
012	64131	REMUNERATIONS	92 200,00	28 900,00	121 100,00
012	64131.1	AUTRES INDEMNITES-HS	0,00	0,00	0,00
012	64131.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	0,00	0,00	0,00

Dépenses de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
012	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F	120 000,00	0,00	120 000,00
012	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	189 400,00	0,00	189 400,00
012	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	5 000,00	-200,00	4 800,00
012	6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	36 000,00	0,00	36 000,00
012	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	200,00	0,00	200,00
012	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	6 200,00	0,00	6 200,00
012	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	700,00	0,00	700,00
012	6488	AUTRES CHARGES	21 400,00	400,00	21 800,00
023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00
65	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	1 208,51	0,00	1 208,51
65	6542	CREANCES ETEINTES	5 791,49	-4 000,00	1 791,49
65	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	1 000,00	0,00	1 000,00
65	6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	2 000,00	0,00	2 000,00
65	65888	AUTRES	22,00	0,00	22,00
67	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	10 000,00	4 000,00	14 000,00
68	6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES	167 547,00	0,00	167 547,00
68	6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	1 500,00	0,00	1 500,00
		Somme :	<b>2 458 369,00</b>	<b>-100 000,00</b>	<b>2 358 369,00</b>

• **Recettes (budget 01)**

Recettes d'investissement (01)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	671 313,00	0,00	671 313,00

<b>Recettes d'investissement (01)</b>			<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 3</b>	<b>Total budgétaire après DM 3</b>
02	024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00	0,00	0,00
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00
13	1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES-DEPARTEMENTS	0,00	0,00	0,00
20	2031	FRAIS D'ETUDES	30 000,00	0,00	30 000,00
20	2033	FRAIS D'INSERTION	0,00	0,00	0,00
28	28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00	0,00
28	28033	FRAIS INSERTION	224,00	0,00	224,00
28	2805	AMORTIS. CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	0,00	0,00	0,00
28	28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	4 087,00	0,00	4 087,00
28	281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	63 942,00	0,00	63 942,00
28	2814	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	0,00	0,00	0,00
28	28182	MATERIEL DE TRANSPORT	8 234,00	0,00	8 234,00
28	281838	AMORTIS. AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	0,00	0,00	0,00
28	281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	0,00	0,00	0,00
28	281848	AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	242,00	0,00	242,00
28	28188	AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES	90 818,00	0,00	90 818,00
		Somme :	<b>868 860,00</b>	<b>0,00</b>	<b>868 860,00</b>

<b>Recettes de fonctionnement (01)</b>			<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 3</b>	<b>Total budgétaire après DM 3</b>
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
013	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	0,00	0,00	0,00

Recettes de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
70	7061	TAXES D'ANALYSES	8 000,00	0,00	8 000,00
70	7061.2	TAXES D'ANALYSES - TVA 7	0,00	0,00	0,00
70	7061.3	TAXES D'ANALYSES - TVA 19,6	100,00	0,00	100,00
70	7061.4	TAXES D'ANALYSES - TVA 10	305 000,00	0,00	305 000,00
70	7061.7	TAXES D'ANALYSES - TVA 20	937 080,00	0,00	937 080,00
70	7061.8	TAXES D'ANALYSES ESB - TVA 20	400,00	0,00	400,00
70	7061.9	TAXES D'ANALYSES SATEP SATESE - TVA 20	15 000,00	0,00	15 000,00
74	74718	AUTRES	1 000,00	0,00	1 000,00
74	74718.1	PARTICIPATION ETAT - TVA 19,6	0,00	0,00	0,00
74	74718.4	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 20 %)	25 000,00	0,00	25 000,00
74	74718.5	PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 %	50,00	0,00	50,00
74	74718.6	PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %)	1 200,00	0,00	1 200,00
74	74718.7	PARTICIPATION DE L'ETAT - E.S.B. EQUARISSAGE (TVA 20 %)	217 000,00	0,00	217 000,00
74	74718.8	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 10 %)	150,00	0,00	150,00
74	74788	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	0,00	0,00	0,00
75	75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	936 271,00	-100 000,00	836 271,00
75	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2,00	0,00	2,00
77	7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	0,00	0,00	0,00
77	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,00	0,00	0,00
77	777	QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTE DE RESULTAT	10 616,00	0,00	10 616,00
77	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00	0,00

Recettes de fonctionnement (01)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
78	7811	REPRISE SUR AMORTISSEMENT	0,00	0,00	0,00
78	7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	1 500,00	0,00	1 500,00
		Somme :	<b>2 458 369,00</b>	<b>-100 000,00</b>	<b>2 358 369,00</b>

### 3 - DM3 du budget annexe : Aire de la Lozère (02)

- Dépenses (budget 02)

Dépenses d'investissement (02)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	0,00	0,00
13	13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION	302,00	0,00	302,00
13	13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS	102 330,00	0,00	102 330,00
19	192	DIF./REALISATION D'IMMO.- POSTERIEURES AU 01/01/04	0,00	0,00	0,00
20	2031	FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00	0,00
20	2033	FRAIS D'INSERTION	2 000,00	0,00	2 000,00
21	2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	2 280,00	0,00	2 280,00
21	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	2 720,00	-2 720,00	0,00
23	2314	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	6 000,00	0,00	6 000,00
23	2314.3 1	TRAVAUX AMENAGEMENT AIRE	46 566,20	-37 280,00	9 286,20
		Somme :	<b>162 198,20</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>122 198,20</b>

Dépenses de fonctionnement (02)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00

Dépenses de fonctionnement (02)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
011	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	52 000,00	0,00	52 000,00
011	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	15 000,00	0,00	15 000,00
011	60621	COMBUSTIBLES	15 000,00	0,00	15 000,00
011	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	700,00	0,00	700,00
011	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	125 000,00	0,00	125 000,00
011	615221	BATIMENTS PUBLICS	20 500,00	0,00	20 500,00
011	615231	VOIRIES	10 000,00	0,00	10 000,00
011	61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES	500,00	0,00	500,00
011	6156	MAINTENANCE	7 000,00	0,00	7 000,00
011	6161	MULTIRISQUES	300,00	0,00	300,00
011	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	15 000,00	-182,90	14 817,10
011	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	100 000,00	0,00	100 000,00
011	63512	TAXES FONCIERES	8 600,00	182,90	8 782,90
011	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	10 000,00	0,00	10 000,00
023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00
65	6542	CREANCES ETEINTES	1 000,00	0,00	1 000,00
65	6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	78 000,00	0,00	78 000,00
65	65888	AUTRES	25 000,00	0,00	25 000,00
67	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	3 000,00	0,00	3 000,00
68	6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELL	356 553,00	0,00	356 553,00
		Somme :	<b>843 153,00</b>	<b>0,00</b>	<b>843 153,00</b>

• **Recettes (budget 02)**

<b>Recettes d'investissement (02)</b>			<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 3</b>	<b>Total budgétaire après DM 3</b>
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	2 078 844,02	0,00	2 078 844,02
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00
13	1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES - DEPARTEMENTS	0,00	0,00	0,00
20	2031	FRAIS D'ETUDES	3 000,00	0,00	3 000,00
20	2033	FRAIS D'INSERTION	3 000,00	0,00	3 000,00
28	28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00	0,00
28	280414 2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 333,00	0,00	3 333,00
28	28121	PLANTATIONS D'ARBRES ET ARBUSTES	3 808,00	0,00	3 808,00
28	2814	AMORTISSEMENT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	214 489,00	0,00	214 489,00
28	281731 8	AMORTISSEMENT AUTRES BATIMENTS PUBLICS	134 158,00	0,00	134 158,00
28	28181	AUTRES IMMO CORPO-INSTAL.GENERALES,AGENCE. ET AMENAG DIVERS	0,00	0,00	0,00
28	281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	765,00	0,00	765,00
		Somme :	<b>2 441 397,02</b>	<b>0,00</b>	<b>2 441 397,02</b>

<b>Recettes de fonctionnement (02)</b>			<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 3</b>	<b>Total budgétaire après DM 3</b>
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
70	7068	AUTRES REDEVANCES ET DROITS	140 000,00	0,00	140 000,00

Recettes de fonctionnement (02)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
75	757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	260 000,00	0,00	260 000,00
75	75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	340 519,00	0,00	340 519,00
75	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2,00	0,00	2,00
77	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,00	0,00	0,00
77	777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISS. TRANSFEREES CPTÉ RESULTAT	102 632,00	0,00	102 632,00
77	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	0,00	0,00
		Somme :	<b>843 153,00</b>	<b>0,00</b>	<b>843 153,00</b>

### 3 - DM3 du budget annexe : Domaine des Boissets (03)

- Dépenses (budget 03)

Dépenses d'investissement (03)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	0,00	0,00
13	13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX	0,00	0,00	0,00
19	192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04	0,00	0,00	0,00
20	2031	FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00	0,00
21	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0,00	0,00	0,00
21	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	20 000,00	-20 000,00	0,00
21	2188	AUTRES	0,00	0,00	0,00
23	231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	83 681,67	-28 000,00	55 681,67

Dépenses d'investissement (03)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
23	231314 .1	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	250 000,00	150 000,00	400 000,00
23	23188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00	0,00	0,00
		Somme :	<b>353 681,67</b>	<b>102 000,00</b>	<b>455 681,67</b>

Dépenses de fonctionnement (03)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
011	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	800,00	0,00	800,00
011	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	7 300,00	0,00	7 300,00
011	60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	0,00	0,00	0,00
011	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	1 300,00	0,00	1 300,00
011	615221	BATIMENTS PUBLICS	2 913,00	0,00	2 913,00
011	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	500,00	0,00	500,00
011	6161	MULTIRISQUES	463,00	0,00	463,00
011	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	0,00	0,00	0,00
011	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	1 224,00	0,00	1 224,00
011	63512	TAXES FONCIERES	9 800,00	0,00	9 800,00
023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00
65	6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	300,00	0,00	300,00
65	65888	AUTRES	502,00	0,00	502,00
67	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,00	0,00	0,00
67	675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES	0,00	0,00	0,00
67	6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.	0,00	0,00	0,00

Dépenses de fonctionnement (03)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
68	6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES	46 158,76	0,00	46 158,76
		Somme :	<b>71 260,76</b>	<b>0,00</b>	<b>71 260,76</b>

• **Recettes (budget 03)**

Recettes d'investissement (03)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	623 412,38	0,00	623 412,38
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00
13	1313	DEPARTEMENTS	0,00	0,00	0,00
21	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0,00	0,00	0,00
28	281314	AMORTISSEMENTS BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	46 078,76	0,00	46 078,76
28	281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	0,00	0,00	0,00
28	281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	80,00	0,00	80,00
28	28188	AMORTIS. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00	0,00	0,00
		Somme :	<b>669 571,14</b>	<b>0,00</b>	<b>669 571,14</b>

Recettes de fonctionnement (03)			Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 3	Total budgétaire après DM 3
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
70	70878	PAR DES TIERS	0,00	0,00	0,00
73	73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	0,00	0,00	0,00
75	752	REVENUS DES IMMEUBLES	3 500,00	0,00	3 500,00

75	75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	67 758,76	0,00	67 758,76
75	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2,00	0,00	2,00
77	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,00	0,00	0,00
77	777	QUOTE-PART SUBV.INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.	0,00	0,00	0,00
77	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	0,00	0,00
		Somme :	<b>71 260,76</b>	<b>0,00</b>	<b>71 260,76</b>

# BUDGET PRINCIPAL DEPENSES FONCTIONNEMENT

## Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
930	0201	60623	ALIMENTATION	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0201	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	60 000,00	0,00	0,00	-17 000,00	43 000,00	0,00	43 000,00
	0201	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-2 300,00	2 700,00
	0201	6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	BFH	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	-990,00	2 510,00
	0201	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BMP	F	15 000,00	0,00	0,00	30 000,00	45 000,00	-20 000,00	25 000,00
	0201	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BMP	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	-5 000,00	10 000,00
	0201	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BFH	F	15 000,00	0,00	-6 000,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	0201	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BMP	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	0201	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	-5 000,00	20 000,00
	0201	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	11 300,00	0,00	0,00	0,00	11 300,00	-300,00	11 000,00
	0201	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	12 300,00	0,00	0,00	0,00	12 300,00	-100,00	12 200,00
	0201	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	48 200,00	0,00	0,00	0,00	48 200,00	100,00	48 300,00
	0201	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	2 054 600,00	0,00	-10,00	50 000,00	2 104 590,00	-7 000,00	2 097 590,00
	0201	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	23 000,00	-900,00	22 100,00
	0201	64113	NBI	BFH	F	32 800,00	0,00	0,00	-5 000,00	27 800,00	-2 000,00	25 800,00
	0201	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	485 800,00	0,00	0,00	17 000,00	502 800,00	4 050,00	506 850,00
	0201	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	24 000,00	0,00	-7 000,00	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00
	0201	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
	0201	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	395 000,00	0,00	-600,00	-25 000,00	369 400,00	7 000,00	376 400,00
	0201	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	2 100,00	0,00	2 100,00	0,00	2 100,00
	0201	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	425 300,00	0,00	0,00	-5 000,00	420 300,00	3 310,00	423 610,00
	0201	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	722 600,00	0,00	0,00	14 000,00	736 600,00	1 900,00	738 500,00
	0201	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	14 400,00	0,00	0,00	-2 000,00	12 400,00	235,00	12 635,00
	0201	6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	BFH	F	850 000,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00	0,00	850 000,00
	0201	6456	VERSEMENT AU F.N.C DU SUPPLEMENT FAMILIAL	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0201	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	-800,00	200,00
	0201	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH	F	150 000,00	0,00	6 000,00	-3 000,00	153 000,00	0,00	153 000,00
	0201	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	111 000,00	0,00	209 002,01	-2 500,00	317 502,01	0,00	317 502,01
	0201	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	7 100,00	72 100,00
	0201	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00	0,00	10,00
	0202	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	POLEN	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
	0202	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	7 600,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00	0,00	7 600,00
	0202	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	POLEN	F	5 000,00	85	500,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
	0202	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00

0202	60621	COMBUSTIBLES	POLEN	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
0202	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	90 000,00	0,00	-3 150,00	0,00	86 850,00	0,00	86 850,00
0202	60623	ALIMENTATION	BB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
0202	60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	CAB	F	3 000,00	0,00	-500,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
0202	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG	F	8 000,00	0,00	23 766,59	0,00	31 766,59	0,00	31 766,59
0202	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	CAB	F	250,00	0,00	1 150,00	0,00	1 400,00	0,00	1 400,00
0202	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	R	F	0,00	0,00	1 193,76	0,00	1 193,76	0,00	1 193,76
0202	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BMG	F	28 000,00	0,00	5 834,07	0,00	33 834,07	0,00	33 834,07
0202	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	COM	F	0,00	0,00	61,37	0,00	61,37	0,00	61,37
0202	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	R	F	0,00	0,00	2 870,39	0,00	2 870,39	0,00	2 870,39
0202	60632.1	AUTRES FOURNITURES - INFORMATIQUE	BFI	F	4 000,00	0,00	1 698,00	0,00	5 698,00	0,00	5 698,00
0202	60632.20	ACQUISITION PETIT MATERIEL - CONSEIL DEPARTEMENTAL	CAB	F	500,00	0,00	1 700,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00
0202	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BFH	F	30 000,00	0,00	3 360,00	0,00	33 360,00	0,00	33 360,00
0202	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BMG	F	60 000,00	0,00	1 041,36	0,00	61 041,36	0,00	61 041,36
0202	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	BMG	F	63 000,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00	0,00	63 000,00
0202	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	POLEN	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
0202	6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES)	CAB	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
0202	60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	POLEN	F	2 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
0202	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	8 000,00	0,00	452,00	0,00	8 452,00	0,00	8 452,00
0202	611.6	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	POLEN	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
0202	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	295 000,00	0,00	0,00	0,00	295 000,00	0,00	295 000,00
0202	6135	LOCATIONS MOBILIERES	BFI	F	95 000,00	0,00	-2 400,00	0,00	92 600,00	0,00	92 600,00
0202	6135	LOCATIONS MOBILIERES	POLEN	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
0202	614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	DIAD	F	45 000,00	0,00	-1 314,00	0,00	43 686,00	0,00	43 686,00
0202	61521	TERRAINS (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	CAB	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
0202	61521	TERRAINS (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	POLEN	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
0202	61521	TERRAINS (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	RB	F	500,00	0,00	-462,00	0,00	38,00	0,00	38,00
0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	POLEN	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
0202	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BMG	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
0202	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	POLEN	F	650,00	0,00	0,00	0,00	650,00	0,00	650,00
0202	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	2 000,00	0,00	-1 060,00	0,00	940,00	0,00	940,00
0202	61558.1	ENTRETIEN DU MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
0202	6156	MAINTENANCE	BFI	F	396 500,00	0,00	-3 600,86	0,00	392 899,14	0,00	392 899,14
0202	6156	MAINTENANCE	BMG	F	4 000,00	86,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
0202	6156	MAINTENANCE	BN	F	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00

0202	6156	MAINTENANCE	RB	F	8 000,00	0,00	4 300,00	0,00	12 300,00	0,00	12 300,00
0202	6156.3	MAINTENANCE SIT	POLEN	F	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00
0202	6156.4	MAINTENANCE MAG	POLEN	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
0202	6156.5	MAINTENANCE BAT	POLEN	F	2 500,00	0,00	500,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
0202	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	220 000,00	0,00	5 000,00	0,00	225 000,00	0,00	225 000,00
0202	6161	MULTIRISQUES	POLEN	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
0202	6168	AUTRES	BMG	F	34 000,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
0202	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
0202	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	DIAD	F	1 000,00	0,00	34,00	0,00	1 034,00	0,00	1 034,00
0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BB	F	9 000,00	0,00	5 208,00	0,00	14 208,00	0,00	14 208,00
0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BFI	F	6 000,00	0,00	3 072,86	0,00	9 072,86	0,00	9 072,86
0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BMG	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	CAB	F	8 000,00	0,00	-5 440,00	0,00	2 560,00	0,00	2 560,00
0202	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	500,00	0,00	-80,00	0,00	420,00	0,00	420,00
0202	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BMG	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
0202	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BMG	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
0202	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	COM	F	0,00	0,00	1 635,99	0,00	1 635,99	0,00	1 635,99
0202	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	BMG	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
0202	6236.1	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	COM	F	0,00	0,00	382,00	0,00	382,00	0,00	382,00
0202	6241	TRANSPORTS DE BIENS	BMG	F	10 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
0202	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	CAB	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
0202	6247	TRANSPORTS COLLECTIFS DU PERSONNEL	CAB	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
0202	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	CAB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
0202	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	BMG	F	105 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
0202	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	POLEN	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
0202	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	BFI	F	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
0202	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	POLEN	F	26 800,00	0,00	-2 000,00	0,00	24 800,00	0,00	24 800,00
0202	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BFI	F	2 000,00	0,00	2 928,00	0,00	4 928,00	0,00	4 928,00
0202	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	16 000,00	0,00	-2 620,00	-29,00	13 351,00	0,00	13 351,00
0202	6281.1	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	BB	F	6 000,00	0,00	9 113,76	0,00	15 113,76	0,00	15 113,76
0202	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG	F	302 000,00	0,00	816,00	28 700,00	331 516,00	0,00	331 516,00
0202	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	POLEN	F	10 000,00	0,00	877,50	0,00	10 877,50	0,00	10 877,50
0202	6288	AUTRES	BMG	F	3 000,00	0,00	300,00	0,00	3 300,00	0,00	3 300,00
0202	63512	TAXES FONCIERES	BB	F	58 000,00	0,00	0,00	34 000,00	92 000,00	0,00	92 000,00
0202	63512	TAXES FONCIERES	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	16 000,00	16 000,00	0,00	16 000,00
0202	63512	TAXES FONCIERES	POLEN	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
0202	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	BB	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
0202	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD	F	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	900,00
0202	64128	AUTRES INDEMNITES	BLASE	F	0,00	0,00	30 400,00	0,00	30 400,00	0,00	30 400,00

0202	6488	AUTRES CHARGES	BB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
0202	6488.58	AUTRES CHARGES - PARKINGS	BMG	F	88 000,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00	0,00	88 000,00
0202	6512	SECOURS D'URGENCE	BL	F	0,00	0,00	10 170,00	0,00	10 170,00	0,00	10 170,00
0202	652418.1	MNA HEBERGEMENT	BLASE	F	0,00	0,00	184 116,83	0,00	184 116,83	0,00	184 116,83
0202	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	0,00	0,00	1 715,13	0,00	1 715,13	0,00	1 715,13
0202	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BFI	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
0202	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	POLEN	F	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
0202	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	0,00	0,00	74 900,00	0,00	74 900,00	0,00	74 900,00
0202	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BB	F	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
0202	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	0,00	0,00	75 720,00	0,00	75 720,00	0,00	75 720,00
0202	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	7 000,00	0,00	200,00	0,00	7 200,00	0,00	7 200,00
0202	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	0,00	0,00	73 500,00	0,00	73 500,00	0,00	73 500,00
0202	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	0,00	0,00	34 600,00	0,00	34 600,00	0,00	34 600,00
0202	6574.41	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	BB	F	100 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
0202	6574.68	SUBVENTIONS COMMISSION ACTION SOCIALE	BL	F	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
0202	65888	AUTRES	BB	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00
0202	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	COM	F	0,00	0,00	3 899,00	0,00	3 899,00	0,00	3 899,00
0202	6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	BB	F	0,00	0,00	-735 444,87	1 700 000,00	964 555,13	1 800 000,00	2 764 555,13
0202	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	BMG	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
0202	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	DIAD	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
021	60623	ALIMENTATION	CAB	F	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
021	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BB	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
021	6232	FETES ET CEREMONIES	CAB	F	1 800,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
021	6234	RECEPTIONS	CAB	F	21 625,00	0,00	-100,00	0,00	21 525,00	0,00	21 525,00
021	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	CAB	F	25,00	0,00	50,00	0,00	75,00	0,00	75,00
021	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BFH	F	0,00	0,00	-15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
021	6531	INDEMNITES	BFH	F	550 000,00	0,00	-1 750,00	0,00	548 250,00	-3 000,00	545 250,00
021	6532	FRAIS DE MISSION ET DE DEPLACEMENT	BFH	F	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	-8 000,00	46 000,00
021	6533	COTISATIONS DE RETRAITE	BFH	F	56 000,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00	0,00	56 000,00
021	6534	COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE - PART PATRONALE	BFH	F	115 000,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	2 200,00	117 200,00
021	6535	FORMATION	BFH	F	2 000,00	0,00	19 890,00	0,00	21 890,00	0,00	21 890,00
023	60623	ALIMENTATION	COM	F	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
023	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	COM	F	2 550,00	0,00	-1 000,00	0,00	1 550,00	0,00	1 550,00
023	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	COM	F	21 800,00	88,00	-1 500,00	0,00	20 300,00	0,00	20 300,00

	023	6135	LOCATIONS MOBILIERES	COM	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	023	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	COM	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	023	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	COM	F	7 950,00	0,00	12 300,00	0,00	20 250,00	0,00	20 250,00
	023	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	COM	F	62 000,00	0,00	5 960,00	0,00	67 960,00	0,00	67 960,00
	023	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	COM	F	220 000,00	0,00	-10 000,00	0,00	210 000,00	0,00	210 000,00
	023	6234	RECEPTIONS	COM	F	11 700,00	0,00	-5 200,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00
	023	6236.1	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	COM	F	36 500,00	0,00	0,00	0,00	36 500,00	0,00	36 500,00
	023	6236.2	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS - IMPRESSION MAGAZINE	COM	F	28 000,00	0,00	-1 400,00	0,00	26 600,00	0,00	26 600,00
	023	6238.21	OBJETS PROMOTIONNELS	COM	F	65 000,00	0,00	-2 900,00	0,00	62 100,00	0,00	62 100,00
	023	6241	TRANSPORTS DE BIENS	COM	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	023	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	COM	F	15 000,00	0,00	-1 260,00	0,00	13 740,00	0,00	13 740,00
	023	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	20 000,00	0,00	-16 036,89	200 000,00	203 963,11	0,00	203 963,11
<b>930</b>				<b>Somme :</b>		<b>9 563 410,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 043 171,00</b>	<b>11 606 581,00</b>	<b>1 770 505,00</b>	<b>13 377 086,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
931	12	6553	SERVICES D'INCENDIE	I01	F	3 800 000,00	0,00	0,00	0,00	3 800 000,00	0,00	3 800 000,00
	12	6561	ORGANISMES DE GROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	47 500,00	0,00	169,00	0,00	47 669,00	0,00	47 669,00
	12	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	18	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	15 000,00	0,00	-169,00	169,00	15 000,00	5 000,00	20 000,00
	18	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	R	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
<b>931</b>				<b>Somme :</b>		<b>3 884 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 831,00</b>	<b>3 882 669,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>3 887 669,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
932	20	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	20	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	-200,00	7 800,00
	20	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	20	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	11 800,00	0,00	0,00	-500,00	11 300,00	-200,00	11 100,00
	20	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	21 000,00	0,00	0,00	-600,00	20 400,00	-500,00	19 900,00
	20	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	2 036 000,00	0,00	0,00	-168 000,00	1 868 000,00	11 000,00	1 879 000,00
	20	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	18 500,00	0,00	0,00	-5 000,00	13 500,00	-200,00	13 300,00
	20	64113	NBI	BFH	F	8 300,00	0,00	0,00	-3 000,00	5 300,00	320,00	5 620,00
	20	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	233 700,00	0,00	0,00	-3 500,00	230 200,00	12 000,00	242 200,00
	20	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	8 500,00	890,00	-3 500,00	3 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	20	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00

20	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	230 600,00	0,00	-1 150,00	166 000,00	395 450,00	-20 000,00	375 450,00
20	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	3 150,00	2 000,00	5 150,00	0,00	5 150,00
20	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	387 000,00	0,00	0,00	25 500,00	412 500,00	-5 000,00	407 500,00
20	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	669 000,00	0,00	0,00	-42 000,00	627 000,00	1 800,00	628 800,00
20	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	11 000,00	0,00	0,00	1 200,00	12 200,00	200,00	12 400,00
20	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
20	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	14 300,00	0,00	0,00	11 000,00	25 300,00	5 500,00	30 800,00
20	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BFH	F	0,00	0,00	59,63	0,00	59,63	0,00	59,63
20	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	1 600,00	0,00	-182,12	0,00	1 417,88	0,00	1 417,88
20	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BD	F	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00	0,00	10 500,00
20	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	12 500,00	0,00	200,00	0,00	12 700,00	0,00	12 700,00
221	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	195 000,00	0,00	-1 340,00	0,00	193 660,00	25 000,00	218 660,00
221	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	62 000,00	0,00	-2 650,00	0,00	59 350,00	25 000,00	84 350,00
221	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BMG	F	40 000,00	0,00	0,00	10 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
221	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	RB	F	3 000,00	0,00	-1 860,00	0,00	1 140,00	0,00	1 140,00
221	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	24 000,00	0,00	-8 070,00	0,00	15 930,00	0,00	15 930,00
221	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
221	6135	LOCATIONS MOBILIERES	RB	F	3 600,00	0,00	-2 099,00	0,00	1 501,00	0,00	1 501,00
221	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	35 000,00	0,00	26 829,00	0,00	61 829,00	0,00	61 829,00
221	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	10 000,00	0,00	-5 075,00	0,00	4 925,00	0,00	4 925,00
221	6156	MAINTENANCE	RB	F	46 500,00	0,00	-3 395,00	0,00	43 105,00	0,00	43 105,00
221	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BMG	F	0,00	0,00	317,00	0,00	317,00	0,00	317,00
221	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DIAD	F	13 500,00	0,00	-294,52	3 457,00	16 662,48	-10 000,00	6 662,48
221	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	DIAD	F	15 000,00	0,00	294,52	0,00	15 294,52	0,00	15 294,52
221	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	4 000,00	0,00	2 360,00	0,00	6 360,00	0,00	6 360,00
221	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	BD	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
221	6288	AUTRES	BD	F	5 066,00	0,00	0,00	0,00	5 066,00	0,00	5 066,00
221	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD	F	8 000,00	0,00	0,00	-8 000,00	0,00	0,00	0,00
221	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BD	F	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,01
221	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BFH	F	0,00	0,00	122,48	0,00	122,48	0,00	122,48
221	65511	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PUBLICS	BD	F	775 000,00	0,00	-1 319,70	9 500,00	783 180,30	0,00	783 180,30
221	65512	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PRIVES	BD	F	470 000,00	0,00	7 280,00	0,00	477 280,00	0,00	477 280,00
221	65512.1	DOT.FONC.COLLEGES ETB PRIVES - FORFAIT EXTERNAT	BD	F	260 000,00	0,00	-6 309,30	0,00	253 690,70	0,00	253 690,70
221	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BD	F	5 000,00	0,00	349,00	0,00	5 349,00	0,00	5 349,00
221	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BFI	F	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
221	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BD	F	20 000,00	0,00	800,00	0,00	20 800,00	0,00	20 800,00

221	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	15 734,00	0,00	0,00	0,00	15 734,00	0,00	15 734,00
221	6574.36	SUBVENTION VOYAGES LINGUISTIQUES	BD	F	20 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00
221	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	7 890,00	0,00	-317,00	0,00	7 573,00	0,00	7 573,00
23	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	40 000,00	0,00	-500,00	0,00	39 500,00	0,00	39 500,00
23	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
23	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	5 000,00	0,00	-2 500,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
23	61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	RB	F	1 000,00	0,00	-500,00	0,00	500,00	0,00	500,00
23	6156	MAINTENANCE	RB	F	5 000,00	0,00	-1 200,00	0,00	3 800,00	0,00	3 800,00
23	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
23	6558	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	BD	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
23	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BD	F	202 500,00	0,00	0,00	0,00	202 500,00	0,00	202 500,00
28	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	-2 000,00	1 000,00
28	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	114 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	112 000,00	0,00	112 000,00
28	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	-13 000,00	15 000,00
<b>932</b>			<b>Somme :</b>		<b>6 280 590,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-943,00</b>	<b>6 279 647,00</b>	<b>29 720,00</b>	<b>6 309 367,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
933	30	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	30	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	0,00	0,00	4 300,00	0,00	4 300,00	0,00	4 300,00
	30	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	-3 000,00	9 000,00
	30	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	3 300,00	0,00	0,00	-650,00	2 650,00	0,00	2 650,00
	30	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	3 700,00	0,00	0,00	-650,00	3 050,00	65,00	3 115,00
	30	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	6 600,00	0,00	0,00	-1 150,00	5 450,00	160,00	5 610,00
	30	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	600 000,00	0,00	-2 215,00	-90 000,00	507 785,00	12 000,00	519 785,00
	30	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	5 500,00	0,00	0,00	-200,00	5 300,00	-400,00	4 900,00
	30	64113	NBI	BFH	F	4 100,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00	-100,00	4 000,00
	30	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	116 000,00	0,00	0,00	-13 600,00	102 400,00	2 300,00	104 700,00
	30	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	1 500,00	0,00	-1 000,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	30	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	1 000,00	200,00	1 200,00	0,00	1 200,00
	30	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	102 500,00	0,00	-2 100,00	10 000,00	110 400,00	3 010,00	113 410,00
	30	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	124 000,00	0,00	0,00	-17 500,00	106 500,00	6 800,00	113 300,00
	30	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	197 000,00	0,00	0,00	-28 000,00	169 000,00	0,00	169 000,00
	30	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	-900,00	3 600,00	1 000,00	4 600,00
	30	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	91,00	15,00	0,00	115,00	0,00	115,00
	30	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00

30	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	18 000,00	0,00	0,00	-300,00	17 700,00	2 500,00	20 200,00
30	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	8 000,00	0,00	-5 544,00	0,00	2 456,00	0,00	2 456,00
311	6561	ORGANISMES DE GROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	BD	F	600 000,00	0,00	100 000,00	0,00	700 000,00	0,00	700 000,00
311	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	41 000,00	0,00	5 000,00	0,00	46 000,00	0,00	46 000,00
311	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	136 000,00	0,00	0,00	0,00	136 000,00	0,00	136 000,00
311	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	423 500,00	0,00	-81 000,00	90 500,00	433 000,00	0,00	433 000,00
312	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
312	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
312	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BD	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
312	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	800,00	0,00	-100,00	0,00	700,00	0,00	700,00
312	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	500,00	0,00	-139,00	0,00	361,00	0,00	361,00
312	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
312	6156	MAINTENANCE	RB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
312	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
312	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BD	F	0,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00
312	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
312	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	BD	F	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00
312	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
312	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	43 000,00	0,00	3 000,00	0,00	46 000,00	0,00	46 000,00
313	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
313	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
313	60623	ALIMENTATION	BI	F	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
313	6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIOTHEQUES, MEDIATHEQUES)	BI	F	36 900,00	0,00	631,76	0,00	37 531,76	0,00	37 531,76
313	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BI	F	55 000,00	0,00	1 000,00	0,00	56 000,00	0,00	56 000,00
313	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	450,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00	450,00
313	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	500,00	0,00	1 589,00	0,00	2 089,00	0,00	2 089,00
313	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	100,00	0,00	90,00	0,00	190,00	0,00	190,00
313	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BI	F	1 500,00	0,00	998,24	0,00	2 498,24	0,00	2 498,24
313	6156	MAINTENANCE	RB	F	550,00	0,00	150,00	0,00	700,00	0,00	700,00
313	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BI	F	2 800,00	0,00	-137,10	0,00	2 662,90	0,00	2 662,90
313	6234	RECEPTIONS	BI	F	2 000,00	0,00	137,10	0,00	2 137,10	0,00	2 137,10
313	6248	DIVERS	BI	F	1 500,00	92,00	170,00	0,00	1 670,00	0,00	1 670,00
313	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BI	F	10 000,00	0,00	-800,00	0,00	9 200,00	0,00	9 200,00

314	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	100,00	0,00	58,00	0,00	158,00	0,00	158,00
314	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
314	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
314	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	900,00	0,00	-168,00	0,00	732,00	0,00	732,00
314	61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	RB	F	70,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	70,00
314	6156	MAINTENANCE	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
314	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
314	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	RB	F	250,00	0,00	100,00	0,00	350,00	0,00	350,00
314	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	BB	F	66 877,00	0,00	0,00	881,76	67 758,76	0,00	67 758,76
315	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
315	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
315	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
315	60623	ALIMENTATION	BH	F	400,00	0,00	-28,00	0,00	372,00	0,00	372,00
315	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BH	F	100,00	0,00	447,00	0,00	547,00	0,00	547,00
315	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	BH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
315	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	1 000,00	0,00	120,00	0,00	1 120,00	0,00	1 120,00
315	6135	LOCATIONS MOBILIERES	BH	F	340,00	0,00	0,00	0,00	340,00	0,00	340,00
315	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	3 500,00	0,00	-1 700,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
315	61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
315	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BH	F	3 000,00	0,00	1 000,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
315	6156	MAINTENANCE	BH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
315	6156	MAINTENANCE	RB	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
315	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BH	F	4 500,00	0,00	770,00	0,00	5 270,00	0,00	5 270,00
315	6188.106	AUTRES FRAIS DIVERS -EXPO CLIMATOLOGIE ITINERANTE 2008	BH	F	31 555,00	0,00	-3 394,00	0,00	28 161,00	0,00	28 161,00
315	6188.107	AUTRES FRAIS DIVERS - PUBLICATIONS OUVRAGES D'ART	BH	F	2 000,00	0,00	-447,00	0,00	1 553,00	0,00	1 553,00
315	6234	RECEPTIONS	BH	F	200,00	0,00	28,00	0,00	228,00	0,00	228,00
315	6241	TRANSPORTS DE BIENS	BH	F	200,00	0,00	1 714,00	0,00	1 914,00	0,00	1 914,00
315	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BH	F	505,00	0,00	-90,00	0,00	415,00	0,00	415,00
315	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BH	F	0,00	0,00	44,00	0,00	44,00	0,00	44,00
32	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	250 000,00	0,00	0,00	-6 000,00	244 000,00	0,00	244 000,00
32	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BD	F	117 000,00	0,00	-30 000,00	100 000,00	187 000,00	-70 000,00	117 000,00
32	6574.14	AIDE AUX COMITES SPORTIFS	BD	F	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00	105 000,00
32	6574.18	EQUIPES SPORTIVES EVOLUANT AU NIVEAU NATIONAL	BD	F	119 000,00	0,00	0,00	0,00	119 000,00	0,00	119 000,00
32	6574.45	SUBVENTIONS MANIFESTATIONS SPORTIVES	BD	F	123 060,00	930,00	0,00	0,00	123 060,00	0,00	123 060,00

33	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	DIAD	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	-1 000,00	0,00
33	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	-1 000,00	0,00
33	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
33	6234	RECEPTIONS	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	-2 000,00	0,00
33	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
33	627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	DIAD	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
33	6513	BOURSES	DIAD	F	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00
33	6568.20	AUTRES PARTICIPATIONS - PASS JEUNESSE	DIAD	F	97 300,00	0,00	0,00	0,00	97 300,00	-25 000,00	72 300,00
33	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	53 000,00	0,00	0,00	-10 000,00	43 000,00	-18 575,00	24 425,00
33	6574.87	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRE S ORGANISMES - EDUCAT.ENVIRO	DIAD	F	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	13 000,00
<b>933</b>			<b>Somme :</b>		<b>3 682 107,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>32 631,76</b>	<b>3 714 738,76</b>	<b>-93 240,00</b>	<b>3 621 498,76</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
934	40	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	40	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	20 000,00	0,00	-32,00	0,00	19 968,00	0,00	19 968,00
	40	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	40 000,00	0,00	-1 171,00	0,00	38 829,00	0,00	38 829,00
	40	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	40	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	4 000,00	0,00	1 233,00	0,00	5 233,00	0,00	5 233,00
	40	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	250,00	0,00	100,00	0,00	350,00	0,00	350,00
	40	6156	MAINTENANCE	RB	F	4 500,00	0,00	-130,00	0,00	4 370,00	0,00	4 370,00
	41	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BLPMI	F	2 000,00	0,00	4 410,00	0,00	6 410,00	0,00	6 410,00
	41	60661	MEDICAMENTS	BLPMI	F	1 500,00	0,00	-180,00	0,00	1 320,00	0,00	1 320,00
	41	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLPMI	F	2 000,00	0,00	-200,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
	41	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BLPMI	F	1 000,00	0,00	-500,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	41	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLPMI	F	1 900,00	0,00	-1 400,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	41	62261	HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	BLPMI	F	5 000,00	0,00	-2 030,00	0,00	2 970,00	0,00	2 970,00
	41	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BLPMI	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	41	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BLPMI	F	88 500,00	0,00	0,00	0,00	88 500,00	0,00	88 500,00
	41	65734.29	SUBVENTION FONCTIONNEMENT STRUCTURES ACCUEIL PETITE ENFANCE	BLPMI	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	41	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	BLPMI	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
	41	6574.29	SUBVENTION FONCTIONNEMENT STRUCTURES ACCUEIL PETITE ENFANCE	BLPMI	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	41	6574.69	SUBV.FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ...	BLPMI	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	41	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00

	42	60662	VACCINS ET SERUMS	BLPMI	F	5 000,00	0,00	-100,00	0,00	4 900,00	0,00	4 900,00
<b>934</b>				<b>Somme :</b>		<b>348 250,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>348 250,00</b>	<b>0,00</b>	<b>348 250,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
935	50	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	50	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00
	50	60623	ALIMENTATION	BL	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	50	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	50	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	50	61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	RB	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	50	6156	MAINTENANCE	RB	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	50	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	52 000,00	0,00	0,00	-15 000,00	37 000,00	0,00	37 000,00
	50	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-3 000,00	2 000,00
	50	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BL	F	26 000,00	0,00	-7 000,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00
	50	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	101 000,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00	-25 000,00	76 000,00
	50	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BL	F	2 000,00	0,00	-20,00	0,00	1 980,00	0,00	1 980,00
	50	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	8 200,00	0,00	0,00	250,00	8 450,00	0,00	8 450,00
	50	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	15 500,00	0,00	0,00	100,00	15 600,00	0,00	15 600,00
	50	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	27 700,00	0,00	0,00	400,00	28 100,00	0,00	28 100,00
	50	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	2 415 000,00	0,00	0,00	-30 000,00	2 385 000,00	-20 000,00	2 365 000,00
	50	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	43 500,00	0,00	0,00	-1 200,00	42 300,00	-1 000,00	41 300,00
	50	64113	NBI	BFH	F	30 000,00	0,00	0,00	-7 500,00	22 500,00	-3 500,00	19 000,00
	50	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	450 000,00	0,00	0,00	22 000,00	472 000,00	-6 500,00	465 500,00
	50	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	8 000,00	0,00	-6 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	50	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	50	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	646 000,00	0,00	-21 200,00	122 500,00	747 300,00	39 000,00	786 300,00
	50	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	3 000,00	2 400,00	5 400,00	0,00	5 400,00
	50	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	563 000,00	0,00	0,00	28 000,00	591 000,00	4 700,00	595 700,00
	50	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	823 000,00	0,00	0,00	50 000,00	873 000,00	-20 000,00	853 000,00
	50	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	26 700,00	0,00	0,00	3 300,00	30 000,00	1 030,00	31 030,00
	50	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	4 000,00	0,00	0,00	6 900,00	10 900,00	-3 500,00	7 400,00
	50	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	850,00	0,00	0,00	500,00	1 350,00	0,00	1 350,00
	50	6488	AUTRES CHARGES	BB	F	0,00	0,00	820,00	0,00	820,00	0,00	820,00
	50	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	77 900,00	0,00	0,00	0,00	77 900,00	12 600,00	90 500,00
	50	651128	AUTRES	BB	F	320 000,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00
	50	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	10 000,00	0,00	2 900,00	10 000,00	22 900,00	0,00	22 900,00
	50	6574.91	SUBV FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION APSD	BB	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	51	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BLASE	F	300,00	95,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00

51	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BLASE	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
51	60661	MEDICAMENTS	BLASE	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
51	6067	FOURNITURES SCOLAIRES	BLASE	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
51	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLASE	F	1 000,00	0,00	1 044,24	0,00	2 044,24	0,00	2 044,24
51	611.3	FRAIS T.I.S.F.	BLASE	F	290 000,00	0,00	-10 426,00	0,00	279 574,00	0,00	279 574,00
51	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
51	62261	HONORAIRES MEDICAUX ET PARAMEDICAUX	BLASE	F	1 000,00	0,00	2 394,75	0,00	3 394,75	0,00	3 394,75
51	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	BLASE	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
51	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	132 000,00	0,00	0,00	18 000,00	150 000,00	-5 000,00	145 000,00
51	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BLASE	F	0,00	0,00	310,00	0,00	310,00	0,00	310,00
51	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	250,00	0,00	0,00	200,00	450,00	0,00	450,00
51	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	5 800,00	0,00	0,00	1 120,00	6 920,00	198,00	7 118,00
51	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	10 300,00	0,00	0,00	2 165,00	12 465,00	350,00	12 815,00
51	64121	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	1 084 900,00	0,00	0,00	225 000,00	1 309 900,00	113 300,00	1 423 200,00
51	64123	INDEMNITES D'ATTENTE	BFH	F	5 000,00	0,00	200,00	0,00	5 200,00	2 000,00	7 200,00
51	64126	INDEMNITES DE LICENCIEMENT	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	1 400,00	4 400,00
51	64128	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	277 000,00	0,00	0,00	93 000,00	370 000,00	-8 000,00	362 000,00
51	64128	AUTRES INDEMNITES	BLASE	F	60 000,00	0,00	-10 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
51	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	335 200,00	0,00	0,00	68 500,00	403 700,00	10 500,00	414 200,00
51	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	50 700,00	0,00	0,00	15 400,00	66 100,00	2 650,00	68 750,00
51	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	47 000,00	0,00	0,00	9 100,00	56 100,00	1 600,00	57 700,00
51	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
51	65111	FAMILLE ET ENFANCE	BLASE	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
51	65111.7	ALLOCATIONS HABILLEMENT ET ARGENT DE POCHE	BLASE	F	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
51	6512	SECOURS D'URGENCE	BLASE	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
51	6513.1	BOURSES- ETUDES PROFESSIONNELS SANTE	BLASE	F	15 000,00	0,00	8 000,00	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
51	6518	AUTRES (PRIMES DOTS...)	BLASE	F	5 200,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00	0,00	5 200,00
51	6518.1	AUTRES FRAIS ACTIONS EDUCATIVES	BLASE	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
51	6518.2	AUTRES FRAIS ENFANTS	BLASE	F	12 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
51	6523	FRAIS D'HOSPITALISATION	BLASE	F	1 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51	652411	FOYERS DE L'ENFANCE, CENTRES ET HOTELS MATERNELS	BLASE	F	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
51	652412	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL	BLASE	F	1 685 400,00	0,00	-248 000,00	0,00	1 437 400,00	0,00	1 437 400,00
51	652412.1	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - POUPOPNIERE	BLASE	F	580 000,00	0,00	-5 174,00	0,00	574 826,00	0,00	574 826,00
51	652412.2	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - ACCUEIL D'URGENCE	BLASE	F	125 000,00	960,00	2 034,60	0,00	127 034,60	0,00	127 034,60

51	652412.3	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - VISITES MEDIATISEES	BLASE	F	63 500,00	0,00	-2 737,62	0,00	60 762,38	0,00	60 762,38
51	652412.4	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - MIE	BLASE	F	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00
51	652413	LIEUX DE VIE ET D'ACCUEIL	BLASE	F	1 000 000,00	0,00	311 303,02	0,00	1 311 303,02	400 000,00	1 711 303,02
51	652415	ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	BLASE	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
51	652416	SERVICES D'AIDE EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT ET A DOMICILE	BLASE	F	690 000,00	0,00	-30 000,00	0,00	660 000,00	0,00	660 000,00
51	652418.1	MNA HEBERGEMENT	BLASE	F	233 930,00	0,00	85 020,00	0,00	318 950,00	0,00	318 950,00
51	652418.2	MNA DIVERS	BLASE	F	10 000,00	0,00	15 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
51	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BFH	F	0,00	0,00	781,70	0,00	781,70	0,00	781,70
51	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BLASE	F	0,00	0,00	3 801,09	0,00	3 801,09	0,00	3 801,09
51	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BLASE	F	2 000,00	0,00	938,26	0,00	2 938,26	0,00	2 938,26
51	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLASE	F	60 000,00	0,00	4 600,00	0,00	64 600,00	0,00	64 600,00
51	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BLASE	F	0,00	0,00	2 668,75	0,00	2 668,75	0,00	2 668,75
52	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BL	F	5 000,00	0,00	-108,94	0,00	4 891,06	0,00	4 891,06
52	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	1 650,00	0,00	0,00	-400,00	1 250,00	75,00	1 325,00
52	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	2 050,00	0,00	0,00	-500,00	1 550,00	97,00	1 647,00
52	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	3 900,00	0,00	0,00	-1 000,00	2 900,00	60,00	2 960,00
52	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	327 000,00	0,00	0,00	-70 500,00	256 500,00	-5 000,00	251 500,00
52	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	4 100,00	0,00	0,00	-500,00	3 600,00	-190,00	3 410,00
52	64113	NBI	BFH	F	4 600,00	0,00	0,00	-1 700,00	2 900,00	0,00	2 900,00
52	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	63 550,00	0,00	0,00	-11 000,00	52 550,00	-500,00	52 050,00
52	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	30 250,00	0,00	20 000,00	19 500,00	69 750,00	35 500,00	105 250,00
52	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	61 500,00	0,00	0,00	-9 000,00	52 500,00	16 250,00	68 750,00
52	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	106 600,00	0,00	0,00	-15 000,00	91 600,00	1 050,00	92 650,00
52	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 300,00	0,00	1 000,00	700,00	3 000,00	1 250,00	4 250,00
52	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	300,00	0,00	0,00	-200,00	100,00	0,00	100,00
52	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	9 840,00	0,00	0,00	-400,00	9 440,00	0,00	9 440,00
52	6511211	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - PLUS DE 20 ANS	BL	F	2 500 000,00	0,00	-40 000,00	0,00	2 460 000,00	0,00	2 460 000,00
52	6511211.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	1 250 000,00	0,00	-138 000,00	0,00	1 112 000,00	0,00	1 112 000,00
52	6511212	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - MOINS DE 20 ANS	BL	F	250 000,00	0,00	90 000,00	0,00	340 000,00	0,00	340 000,00
52	651122	ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	BL	F	520 000,00	0,00	0,00	0,00	520 000,00	0,00	520 000,00
52	65242	FRAIS SEJOUR ETABLIS.ET SERVICES POUR ADULTES HANDICAPES	BL	F	9 300 000,00	0,00	-20 000,00	0,00	9 280 000,00	0,00	9 280 000,00
52	65242.1	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTE HANDICAP - ACCUEIL DE JOUR	BL	F	120 000,00	970,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00

52	65242.2	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTE HANDICAP - PH EN EHPAD	BL	F	25 000,00	0,00	20 000,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00
52	65242.4	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTES HANDICAP-PHV EHPAD	BL	F	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
52	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BL	F	0,00	0,00	14 459,84	0,00	14 459,84	0,00	14 459,84
52	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	10 000,00	0,00	-9 231,10	0,00	768,90	5 000,00	5 768,90
52	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
52	6568.11	AUTRES PARTICIPATIONS - SAVS	BL	F	143 500,00	0,00	479,47	0,00	143 979,47	0,00	143 979,47
52	6568.12	AUTRES PARTICIPATIONS - SAMSAH	BL	F	274 000,00	0,00	-370,53	0,00	273 629,47	0,00	273 629,47
52	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	23 000,00	0,00	38 500,00	0,00	61 500,00	0,00	61 500,00
52	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	20 000,00	0,00	-17 635,84	0,00	2 364,16	0,00	2 364,16
52	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
531	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	21 500,00	0,00	0,00	0,00	21 500,00	0,00	21 500,00
532	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	194 000,00	0,00	-7 500,00	0,00	186 500,00	0,00	186 500,00
532	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00
538	60622	CARBURANTS	BLMAIA	F	0,00	0,00	32,40	0,00	32,40	0,00	32,40
538	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BL	F	10 000,00	0,00	-300,00	0,00	9 700,00	0,00	9 700,00
538	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	BLMAIA	F	500,00	0,00	-172,45	0,00	327,55	0,00	327,55
538	6135	LOCATIONS MOBILIERES	BLMAIA	F	8 000,00	0,00	9 666,01	0,00	17 666,01	0,00	17 666,01
538	61551	MATERIEL ROULANT	BLMAIA	F	0,00	0,00	374,04	0,00	374,04	0,00	374,04
538	6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	BL	F	500,00	0,00	300,00	0,00	800,00	0,00	800,00
538	65243.1	FRAIS SEJOUR ETABLISSEMENTS PERSONNES AGEES - HEBERGEMENT	BL	F	3 320 730,00	0,00	-3 400,00	0,00	3 317 330,00	0,00	3 317 330,00
538	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BL	F	0,00	0,00	4 648,31	0,00	4 648,31	0,00	4 648,31
538	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BL	F	2 900,00	0,00	-2 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	0,00	0,00	41 000,00	0,00	41 000,00	0,00	41 000,00
538	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BL	F	0,00	0,00	3 400,00	0,00	3 400,00	0,00	3 400,00
541	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	30 000,00	0,00	-4 440,15	-7 000,00	18 559,85	0,00	18 559,85
541	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	20 000,00	0,00	6 100,00	0,00	26 100,00	0,00	26 100,00
5471	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BLRSA	F	0,00	0,00	4 440,15	0,00	4 440,15	0,00	4 440,15
550	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BL	F	0,00	0,00	3 264,36	0,00	3 264,36	0,00	3 264,36
550	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	30 000,00	0,00	-3 264,36	0,00	26 735,64	-5 000,00	21 735,64
551	651141.1	APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - PRESTATAIRE	BL	F	4 500 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	4 498 000,00	0,00	4 498 000,00
551	651142	APA A DOMICILE VERSEE AU BENEFICIAIRE	BL	F	500 000,00	0,00	2 753,00	0,00	502 753,00	0,00	502 753,00
551	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BL	F	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
553	651144.1	APA VERSEE A L'ETABLISSEMENT - DOTATION GLOBALE	BL	F	5 020 500,00	980,00	-2 753,00	0,00	5 017 747,00	0,00	5 017 747,00

553	651144.2	APA VERSEE A L'ETABLISSEMENT - HORS DEPARTEMENT	BL	F	357 070,00	0,00	0,00	0,00	357 070,00	0,00	357 070,00
561	611.6	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLRSA	F	230 000,00	0,00	-33 098,04	0,00	196 901,96	23 214,00	220 115,96
561	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BLRSA	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
561	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	30 000,00	0,00	-23 000,00	-7 000,00	0,00	0,00	0,00
561	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	124 000,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00	0,00	124 000,00
562	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
563	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	15 800,00	0,00	0,00	0,00	15 800,00	0,00	15 800,00
564	6512	SECOURS D'URGENCE	BLRSA	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
564	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BLRSA	F	104 000,00	0,00	9 884,00	0,00	113 884,00	0,00	113 884,00
564	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BLRSA	F	553 600,00	0,00	0,00	0,00	553 600,00	0,00	553 600,00
567	65171	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BLRSA	F	6 700 000,00	0,00	0,00	0,00	6 700 000,00	0,00	6 700 000,00
567	65172	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES	BLRSA	F	650 000,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	650 000,00
567	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BLRSA	F	0,00	0,00	54 214,04	0,00	54 214,04	0,00	54 214,04
567	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	8 000,00	0,00	-8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
567	65661	CONTRATS D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI	BLRSA	F	180 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	180 000,00
567	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BLRSA	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
58	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
58	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BLRSA	F	170 000,00	0,00	-122 600,00	0,00	47 400,00	0,00	47 400,00
58	6245.1	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES DEFAVORISEES	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
58	6512	SECOURS D'URGENCE	BL	F	21 000,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	21 000,00
58	6512.4	SECOURS ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES	BL	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
58	6556	CONTRIBUTIONS A DES FONDS	BL	F	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
58	6568.15	AUTRES PARTICIPATIONS	BL	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
58	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
58	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	50 000,00	0,00	-50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
58	6574.68	SUBVENTIONS COMMISSION ACTION SOCIALE	BL	F	29 070,00	0,00	9 500,00	0,00	38 570,00	0,00	38 570,00
<b>935</b>			<b>Somme :</b>		<b>52 471 540,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>521 135,00</b>	<b>52 992 675,00</b>	<b>565 634,00</b>	<b>53 558 309,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
936	61	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BS1	F	7 050,00	99	0,00	0,00	7 050,00	0,00	7 050,00
	61	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BS2	F	1 000,00		0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00

61	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BS1	F	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
61	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BS2	F	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
61	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BS1	F	1 650,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00	0,00	1 650,00
61	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	BS2	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
61	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BS1	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
61	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BS2	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
61	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
61	6188.105	AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
61	6188.80	AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES	DIAD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
61	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BS1	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
61	6228.3	FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES	DIAD	F	32 000,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	32 000,00
61	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	-990,00	10,00
61	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BS1	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
61	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BS2	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
61	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	-80,00	1 120,00
61	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	1 350,00	0,00	0,00	0,00	1 350,00	-100,00	1 250,00
61	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00
61	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	285 000,00	0,00	0,00	-57 500,00	227 500,00	-6 000,00	221 500,00
61	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	2 600,00	0,00	0,00	-300,00	2 300,00	-150,00	2 150,00
61	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	53 300,00	0,00	0,00	500,00	53 800,00	0,00	53 800,00
61	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	32 800,00	0,00	0,00	-7 000,00	25 800,00	-2 000,00	23 800,00
61	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	43 000,00	0,00	0,00	-1 500,00	41 500,00	0,00	41 500,00
61	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	71 750,00	0,00	0,00	-400,00	71 350,00	220,00	71 570,00
61	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 250,00	0,00	0,00	-150,00	1 100,00	-50,00	1 050,00
61	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	-90,00	10,00
61	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
61	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	5 400,00	0,00	0,00	800,00	6 200,00	950,00	7 150,00
61	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	DIAD	F	0,00	0,00	0,95	0,00	0,95	0,00	0,95
61	6561	ORGANISMES DE GROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	41 150,00	0,00	0,00	0,00	41 150,00	-241,00	40 909,00
61	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	20 000,00	0,00	0,00	-10 000,00	10 000,00	-10 000,00	0,00
61	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DIAD	F	5 000,00	0,00	0,00	-3 000,00	2 000,00	-2 000,00	0,00
621	60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB	F	6 930,00	0,00	0,00	0,00	6 930,00	0,00	6 930,00
621	60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB	F	93 000,00	0,00	-2 150,00	0,00	90 850,00	-10 000,00	80 850,00
621	60621	COMBUSTIBLES	RB	F	80 000,00	100,00	-3 000,00	0,00	77 000,00	0,00	77 000,00

621	60622	CARBURANTS	R	F	911 200,00	0,00	-51 000,00	0,00	860 200,00	0,00	860 200,00
621	60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	R	F	700 000,00	0,00	-90 000,00	0,00	610 000,00	0,00	610 000,00
621	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BMG	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
621	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	RB	F	950,00	0,00	-590,00	0,00	360,00	0,00	360,00
621	60633	FOURNITURES DE VOIRIE	R	F	880 000,00	0,00	70 578,00	0,00	950 578,00	0,00	950 578,00
621	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	R	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
621	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB	F	6 500,00	0,00	6 090,00	0,00	12 590,00	0,00	12 590,00
621	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
621	6135	LOCATIONS MOBILIERES	R	F	380 000,00	0,00	33 994,00	0,00	413 994,00	0,00	413 994,00
621	614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	DIAD	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
621	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	10 000,00	0,00	15 971,00	0,00	25 971,00	0,00	25 971,00
621	615231	VOIRIES	R	F	30 000,00	0,00	1 728,00	0,00	31 728,00	0,00	31 728,00
621	61551	MATERIEL ROULANT	R	F	400 000,00	0,00	-60 000,00	0,00	340 000,00	0,00	340 000,00
621	61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB	F	4 500,00	0,00	-2 800,00	0,00	1 700,00	0,00	1 700,00
621	6156	MAINTENANCE	R	F	0,00	0,00	1 428,00	0,00	1 428,00	0,00	1 428,00
621	6156	MAINTENANCE	RB	F	35 000,00	0,00	-13 521,00	0,00	21 479,00	-10 000,00	11 479,00
621	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	52 000,00	0,00	0,00	-8 000,00	44 000,00	0,00	44 000,00
621	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	R	F	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
621	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	70 000,00	0,00	1 100,00	0,00	71 100,00	0,00	71 100,00
621	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIARES ET HONORAIRES - DIVERS	R	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
621	6248	DIVERS	R	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
621	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	52 500,00	0,00	0,00	0,00	52 500,00	-10 000,00	42 500,00
621	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	6 600,00	0,00	0,00	-150,00	6 450,00	-100,00	6 350,00
621	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	30 750,00	0,00	0,00	-2 000,00	28 750,00	-350,00	28 400,00
621	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	55 350,00	0,00	0,00	-3 800,00	51 550,00	-450,00	51 100,00
621	63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
621	6353	IMPOTS INDIRECTS	R	F	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00
621	6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	R	F	1 800,00	0,00	4 000,00	0,00	5 800,00	0,00	5 800,00
621	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	5 650 000,00	0,00	-1 100,00	-153 250,00	5 495 650,00	38 000,00	5 533 650,00
621	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	76 900,00	0,00	0,00	-6 500,00	70 400,00	-500,00	69 900,00
621	64113	NBI	BFH	F	29 750,00	0,00	0,00	-2 900,00	26 850,00	0,00	26 850,00
621	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	932 750,00	0,00	0,00	23 000,00	955 750,00	-13 200,00	942 550,00
621	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	480 000,00	0,00	-304 000,00	0,00	176 000,00	0,00	176 000,00
621	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	254 000,00	0,00	254 000,00	0,00	254 000,00
621	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	174 250,00	0,00	0,00	50 000,00	224 250,00	-65 000,00	159 250,00
621	64131.1	REMUNERATIONS-HS	BFH	F	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
621	64131.2	REMUNERATIONS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	101,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
621	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	915 350,00	0,00	0,00	4 000,00	919 350,00	-16 000,00	903 350,00

621	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	1 846 000,00	0,00	0,00	-55 000,00	1 791 000,00	1 000,00	1 792 000,00
621	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10 250,00	0,00	0,00	-360,00	9 890,00	-3 000,00	6 890,00
621	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	-5 500,00	4 500,00	1 000,00	5 500,00
621	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	3 300,00	0,00	0,00	2 000,00	5 300,00	0,00	5 300,00
621	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	162 000,00	0,00	0,00	16 500,00	178 500,00	20 000,00	198 500,00
621	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	15 000,00	0,00	-0,95	0,00	14 999,05	-3 000,00	11 999,05
621	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
621	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	R	F	10 000,00	0,00	41 272,00	0,00	51 272,00	0,00	51 272,00
622	60633	FOURNITURES DE VOIRIE	R	F	400 000,00	0,00	48 384,00	0,00	448 384,00	0,00	448 384,00
622	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	R	F	40 000,00	0,00	-3 884,00	0,00	36 116,00	0,00	36 116,00
628	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	-1 000,00	2 000,00
628	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00	-50,00	850,00
628	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	-50,00	950,00
628	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	1 800,00	0,00	0,00	-100,00	1 700,00	-50,00	1 650,00
628	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	181 000,00	0,00	0,00	1 000,00	182 000,00	-3 000,00	179 000,00
628	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	1 000,00	3 000,00	50,00	3 050,00
628	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	56 000,00	0,00	0,00	3 100,00	59 100,00	-350,00	58 750,00
628	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	800,00	0,00	-600,00	100,00	300,00	0,00	300,00
628	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	600,00	150,00	750,00	0,00	750,00
628	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	27 000,00	0,00	0,00	100,00	27 100,00	-100,00	27 000,00
628	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	56 500,00	0,00	0,00	-350,00	56 150,00	-200,00	55 950,00
628	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	-90,00	10,00
628	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
628	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	3 800,00	0,00	0,00	600,00	4 400,00	50,00	4 450,00
68	6228	REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BN	F	74 000,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00	0,00	74 000,00
68	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	BN	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
68	6514	COTISATIONS, ADHESIONS ET AUTRES PRESTATIONS (POUR LE COMPTE	DIAD	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
68	6561	ORGANISMES DE GROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	BN	F	180 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	180 000,00
<b>936</b>			<b>Somme :</b>		<b>15 921 130,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-214 910,00</b>	<b>15 706 220,00</b>	<b>-96 921,00</b>	<b>15 609 299,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
937	70	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	2 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-2 000,00	3 000,00
	70	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	400,00	0,00	0,00	-150,00	250,00	-30,00	220,00
	70	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	500,00	0,00	0,00	-200,00	300,00	-50,00	250,00
	70	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	800,00	102,00	0,00	-250,00	550,00	-120,00	430,00

70	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	75 000,00	0,00	0,00	-28 000,00	47 000,00	-3 000,00	44 000,00
70	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	1 400,00	0,00	0,00	-100,00	1 300,00	0,00	1 300,00
70	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	36 000,00	0,00	0,00	-7 500,00	28 500,00	-6 000,00	22 500,00
70	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
70	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	12 500,00	0,00	0,00	-3 500,00	9 000,00	-2 000,00	7 000,00
70	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	24 000,00	0,00	0,00	-6 500,00	17 500,00	-3 000,00	14 500,00
70	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
70	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
70	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	1 800,00	0,00	0,00	-200,00	1 600,00	0,00	1 600,00
70	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
71	7398	AUTRES REVERSEMENTS	BB	F	115 000,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	30 000,00	145 000,00
72	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	91 174,00	0,00	7 276,00	6 000,00	104 450,00	18 000,00	122 450,00
72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	DIAD	F	20 000,00	0,00	0,00	10 000,00	30 000,00	6 240,00	36 240,00
72	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
731	65541	COMPENSATION VERSEE A LA REGION DANS LE CADRE LOI NOTRE	BB	F	15 341,00	0,00	0,00	0,00	15 341,00	0,00	15 341,00
731	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	11 000,00	0,00	-5 276,00	-1 457,00	4 267,00	0,00	4 267,00
738	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BS3	F	20 000,00	0,00	0,00	-14 560,00	5 440,00	0,00	5 440,00
738	6188.301	AUTRES FRAIS DIVERS - APN	BS3	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	-100,00	29 900,00
738	6561	ORGANISMES DE GROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
738	65735	AUTRES GROUPEMENTS COLLECTIVITES ET COLL. STATUT PARTICULIER	DIAD	F	9 336,00	0,00	0,00	0,00	9 336,00	0,00	9 336,00
738	6574.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	30 000,00	0,00	0,00	-3 000,00	27 000,00	-1 000,00	26 000,00
738	6574.301	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES - APN	BS3	F	22 000,00	0,00	0,00	-9 890,00	12 110,00	0,00	12 110,00
738	6574.65	SUBVENTIONS DIVERSES ENVIRONNEMENT (PRIVES)	DIAD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
738	6574.76	SUBV. FONCT. A.L.E.	DIAD	F	88 000,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00	0,00	88 000,00
738	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
<b>937</b>			<b>Somme :</b>		<b>760 651,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-59 307,00</b>	<b>701 344,00</b>	<b>36 940,00</b>	<b>738 284,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
938	80	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	80	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	80	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	80	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	100,00	0,00	0,00	50,00	150,00	0,00	150,00
	80	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	16 000,00	0,00	0,00	-500,00	15 500,00	-1 000,00	14 500,00

80	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00
80	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	-300,00	2 700,00	0,00	2 700,00
80	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	3 400,00	3 410,00
80	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	-400,00	2 600,00	-200,00	2 400,00
80	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	-150,00	4 850,00	-200,00	4 650,00
80	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	90,00	100,00
80	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	-100,00	700,00
81	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	RT	F	394 000,00	0,00	0,00	0,00	394 000,00	0,00	394 000,00
81	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	BB	F	40 000,00	0,00	-14 055,24	-20 000,00	5 944,76	0,00	5 944,76
81	6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	RT	F	0,00	0,00	14 055,24	0,00	14 055,24	0,00	14 055,24
81	6542	CREANCES ETEINTES	BB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	3 000,00	4 500,00
81	65541	COMPENSATION VERSEE A LA REGION DANS LE CADRE LOI NOTRE	BB	F	3 165 658,00	0,00	0,00	0,00	3 165 658,00	0,00	3 165 658,00
81	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	20 000,00	0,00	-2 121,00	0,00	17 879,00	0,00	17 879,00
81	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	RT	F	0,00	0,00	2 121,00	0,00	2 121,00	0,00	2 121,00
88	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	RT	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
<b>938</b>			<b>Somme :</b>		<b>3 655 788,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-21 300,00</b>	<b>3 634 488,00</b>	<b>4 990,00</b>	<b>3 639 478,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
939	90	60623	ALIMENTATION	DIAD	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	-350,00	0,00
	90	60623.2	ALIMENTATION	DIAD	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
	90	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	BN	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	90	6132.2	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	-3 000,00	0,00
	90	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	90	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	34 000,00	0,00	-4 500,00	0,00	29 500,00	-29 500,00	0,00
	90	6188.2	APPEL A PROJET 2018 ATTRACTIVITE	DIAD	F	8 800,00	0,00	0,00	0,00	8 800,00	-8 800,00	0,00
	90	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH	F	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	10,00
	90	6231.2	ANNONCES ET INSERTIONS	DIAD	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
	90	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	DIAD	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	-3 500,00	0,00
	90	6234	RECEPTIONS	DIAD	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	-350,00	0,00
	90	6234.2	RECEPTIONS - COLLOQUE THEOPHILE ROUSSEL	DIAD	F	9 500,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00	-9 500,00	0,00
	90	6238.2	DIVERS	DIAD	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	-3 500,00	0,00
	90	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	DIAD	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-5 000,00	0,00
	90	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH	F	9 400,00	0,00	0,00	-7 175,00	2 225,00	0,00	2 225,00
	90	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH	F	2 500,00	0,00	0,00	-150,00	2 350,00	10,00	2 360,00
	90	6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	BFH	F	2 600,00	104,00	0,00	-100,00	2 500,00	130,00	2 630,00

90	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH	F	4 700,00	0,00	0,00	-150,00	4 550,00	170,00	4 720,00
90	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH	F	570 000,00	0,00	-12 600,00	-40 000,00	517 400,00	7 100,00	524 500,00
90	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH	F	7 500,00	0,00	0,00	-500,00	7 000,00	1 100,00	8 100,00
90	64113	NBI	BFH	F	4 100,00	0,00	0,00	-200,00	3 900,00	-150,00	3 750,00
90	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH	F	147 000,00	0,00	0,00	22 000,00	169 000,00	0,00	169 000,00
90	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH	F	2 200,00	0,00	-2 000,00	0,00	200,00	0,00	200,00
90	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
90	64131	REMUNERATIONS	BFH	F	10,00	0,00	12 000,00	12 000,00	24 010,00	3 000,00	27 010,00
90	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F.	BFH	F	82 000,00	0,00	0,00	-600,00	81 400,00	5 000,00	86 400,00
90	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH	F	180 000,00	0,00	0,00	-10 000,00	170 000,00	5 000,00	175 000,00
90	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10,00	0,00	500,00	500,00	1 010,00	0,00	1 010,00
90	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH	F	200,00	0,00	100,00	0,00	300,00	0,00	300,00
90	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH	F	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
90	6488	AUTRES CHARGES	BFH	F	14 500,00	0,00	0,00	1 000,00	15 500,00	1 550,00	17 050,00
90	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	-39 950,00	50,00
90	65734.90	SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DIAD	F	5 000,00	0,00	54 186,40	0,00	59 186,40	0,00	59 186,40
90	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	2 000,00	0,00	-50,00	0,00	1 950,00	0,00	1 950,00
90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DIAD	F	78 000,00	0,00	-59 111,40	150 000,00	168 888,60	-80 000,00	88 888,60
90	673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
91	6561.13	ORGANISMES DE GROUPEMENT - SM PNR AUBRAC	DIAD	F	80 000,00	0,00	-26,00	-140,00	79 834,00	0,00	79 834,00
91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	138 000,00	0,00	0,00	44 000,00	182 000,00	-41 220,00	140 780,00
91	65737.4	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	45 000,00	0,00	-14 915,81	0,00	30 084,19	-0,14	30 084,05
91	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
91	6574.43	SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	DIAD	F	0,00	0,00	14 915,81	0,00	14 915,81	0,00	14 915,81
91	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	BB	F	340 519,00	0,00	0,00	0,00	340 519,00	0,00	340 519,00
921	65821	DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES A CARACTERE ADMINISTRATIF	BB	F	821 271,00	0,00	0,00	115 000,00	936 271,00	-100 000,00	836 271,00
928	60623	ALIMENTATION	DIAD	F	0,00	0,00	378,46	0,00	378,46	0,00	378,46
928	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	DIAD	F	2 000,00	0,00	-378,46	0,00	1 621,54	0,00	1 621,54
928	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	0,00	0,00	10 000,00	60 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00
928	62268.1	AUTRES HONORAIRES - CDAF	DIAD	F	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
928	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	DIAD	F	1 000,00	105,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00

928	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	-234,00	8 766,00
928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	-26 500,00	93 500,00
928	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	130 000,00	0,00	5 100,00	0,00	135 100,00	0,00	135 100,00
928	6574.67	SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES)	DIAD	F	16 000,00	0,00	-1 146,00	0,00	14 854,00	0,00	14 854,00
928	6574.71	SUBVENTION FONCTIO. ASS DE LOZERE	DIAD	F	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00
928	6574.85	SUBVENTIONS ANIMATION SAFER	DIAD	F	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	-2 000,00	21 000,00
928	6574.86	SUBV.FONCT.AUX PERSONNES ASSOCIATIONS - SECHERESSE	DIAD	F	30 000,00	0,00	-6 703,00	40 450,00	63 747,00	0,00	63 747,00
93	6713	DOTS ET PRIX	BB	F	750,00	0,00	0,00	0,00	750,00	-750,00	0,00
94	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	DIAD	F	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	-30 000,00	100 000,00
94	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	DIAD	F	0,00	0,00	50,00	0,00	50,00	0,00	50,00
94	6561	ORGANISMES DE GROUPEMENT (SYNDICATS MIXTES ET ENTENTES)	DIAD	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-1 151,80	3 848,20
94	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	DIAD	F	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00	105 000,00
94	65734	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	F	172 800,00	0,00	0,00	0,00	172 800,00	0,00	172 800,00
94	65734.19	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - OTSI	DIAD	F	63 000,00	0,00	1 350,00	0,00	64 350,00	0,00	64 350,00
94	65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BB	F	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
94	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	BB	F	90 000,00	0,00	-6 000,00	0,00	84 000,00	0,00	84 000,00
94	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	1 278 000,00	0,00	0,00	0,00	1 278 000,00	0,00	1 278 000,00
94	6574.88	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - OTSI	DIAD	F	77 000,00	0,00	-3 650,00	0,00	73 350,00	0,00	73 350,00
95	6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	DIAD	F	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00	0,00	600,00
95	6233.2	FOIRES ET EXPOSITIONS-DEMOGRAPHIE MEDICALE	DIAD	F	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
95	6513	BOURSES	DIAD	F	44 000,00	0,00	-600,00	0,00	43 400,00	-21 000,00	22 400,00
95	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION	DIAD	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
<b>939</b>			<b>Somme :</b>		<b>5 206 970,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>385 935,00</b>	<b>5 592 905,00</b>	<b>-383 395,94</b>	<b>5 209 509,06</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
940		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		73926	PREL. TITRE FONDS NTAL PEREQ. DES DMTO PERCUS PAR LES DEPTS	BB	F	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00	36 823,00	436 823,00
		739262	PRELEVEMENTS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	400 000,00	0,00	-400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		73928	AUTRES REVERSEMENTS SUR DROITS D'ENREGISTREMENT	BB	F	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	-150 000,00	0,00
<b>940</b>			<b>Somme :</b>			<b>560 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>560 000,00</b>	<b>-113 177,00</b>	<b>446 823,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
943		627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		66111	INTERETS REGLES A L'EACHEANCE	BB	F	700 000,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	700 000,00
		66112	INTERETS - RATTACHEMENTS DES ICNE	BB	F	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
		6615	INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
<b>943</b>			<b>Somme :</b>			<b>800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>800 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
944		65861	FRAIS DE PERSONNEL	BFH	F	83 000,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00	-14 000,00	69 000,00
<b>944</b>			<b>Somme :</b>			<b>83 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>83 000,00</b>	<b>-14 000,00</b>	<b>69 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
945		6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTION	BB	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCUL	BB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
<b>945</b>			<b>Somme :</b>			<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
946		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPORELLES		F	19 265 779,77	0,00	0,00	84 220,00	19 349 999,77	0,00	19 349 999,77
<b>946</b>			<b>Somme :</b>			<b>19 265 779,77</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>84 220,00</b>	<b>19 349 999,77</b>	<b>0,00</b>	<b>19 349 999,77</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
952		022	DEPENSES IMPREVUES	BB	F	463 697,23	0,00	0,00	0,00	463 697,23	86 352,94	550 050,17
<b>952</b>			<b>Somme :</b>			<b>463 697,23</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>463 697,23</b>	<b>86 352,94</b>	<b>550 050,17</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
953		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	5 100 000,00	0,00	0,00	0,00	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00
<b>953</b>			<b>Somme :</b>			<b>5 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 100 000,00</b>

			<b>Somme :</b>			<b>128 107 413,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 768 801,76</b>	<b>130 876 214,76</b>	<b>1 798 408,00</b>	<b>132 674 622,76</b>
--	--	--	----------------	--	--	-----------------------	-------------	-------------	---------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

# BUDGET PRINCIPAL DEPENSES INVESTISSEMENT

## Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	11 871 268,71	11 871 268,71	0,00	11 871 268,71
				<b>Somme :</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 871 268,71</b>	<b>11 871 268,71</b>	<b>0,00</b>	<b>11 871 268,71</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
900	0202	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	6 000,00	16 000,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BB	I	0,00	0,00	-46 143,00	46 143,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	344 091,00	69 224,41	-50 000,00	0,00	363 315,41	0,00	363 315,41
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	DID	I	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	27 000,00
	0202	2051.1	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	0,00	0,00	46 143,00	0,00	46 143,00	0,00	46 143,00
	0202	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BMG	I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	0202	21838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	BFI	I	496 396,37	22 699,52	50 000,00	0,00	569 095,89	0,00	569 095,89
	0202	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG	I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	0202	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	17 865,70	3 694,79	-10 000,00	0,00	11 560,49	-11 223,29	337,20
	0202	231351	BATIMENTS PUBLICS	POLEN	I	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	-45 000,00	5 000,00
	0202	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	825 000,00	34 331,20	10 000,00	190 948,58	1 060 279,78	242 401,05	1 302 680,83
<b>900</b>				<b>Somme :</b>		<b>1 830 353,07</b>	<b>129 949,92</b>	<b>0,00</b>	<b>237 091,58</b>	<b>2 197 394,57</b>	<b>192 177,76</b>	<b>2 389 572,33</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
902	221	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	46 752,10	-41 696,10	0,00	5 056,00	0,00	5 056,00
	221	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	2 000,00	22 000,00
	221	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BMG	I	10 000,00	0,00	-9 200,00	0,00	800,00	0,00	800,00
	221	2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	BMG	I	0,00	0,00	9 200,00	0,00	9 200,00	0,00	9 200,00
	221	2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	0,00	0,00	33 150,00	0,00	33 150,00	0,00	33 150,00
	221	21831	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	BFI	I	207 893,00	5 949,82	0,00	0,00	213 842,82	0,00	213 842,82
	221	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	114 232,02	1 750,72	-25 495,41	0,00	90 487,33	-30 000,00	60 487,33
	221	231312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	3 001 000,00	594,15	-147 192,27	1 000,00	2 855 401,88	-710 000,00	2 145 401,88
	221	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	1 568 100,24	156 639,92	216 327,73	231 643,95	2 172 711,84	180 708,51	2 353 420,35
	221	238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	RB	I	0,00	0,00	11 820,53	0,00	11 820,53	0,00	11 820,53

	23	2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	0,00	0,00	1 954,00	0,00	1 954,00	0,00	1 954,00
	23	21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	RB	I	4 000,00	2,00	-3 954,00	0,00	48,00	0,00	48,00
	23	2317312	BATIMENTS SCOLAIRES	RB	I	58 000,00	0,00	-44 914,48	0,00	13 085,52	0,00	13 085,52
<b>902</b>				<b>Somme :</b>		<b>4 983 225,26</b>	<b>211 688,71</b>	<b>0,00</b>	<b>232 643,95</b>	<b>5 427 557,92</b>	<b>-557 291,49</b>	<b>4 870 266,43</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
903	312	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	500,00	-1 500,00	-500,00	0,00	0,00	0,00
	312	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 000,00	0,00	6 650,00	-9 500,00	9 150,00	-163,03	8 986,97
	312	2316	RESTAURATION DES COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART	BD	I	100 426,44	0,00	-902,00	0,00	99 524,44	-18 733,40	80 791,04
	312	2316.1	RESTAURATION COLLECTIONS OEUVRES ART JAVOLS	BD	I	7 176,00	0,00	0,00	0,00	7 176,00	0,00	7 176,00
	312	2316.1	RESTAURATION COLLECTIONS OEUVRES ART JAVOLS	RB	I	0,00	408,00	0,00	-408,00	0,00	0,00	0,00
	313	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	1 000,00	-2 000,00	-500,00	0,00	0,00	0,00
	313	2188	AUTRES	BI	I	125 000,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00	125 000,00
	313	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 133,38	0,00	-1 350,00	-9 633,38	1 150,00	-36,33	1 113,67
	314	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	650 000,00	0,00	0,00	-650 000,00	0,00	0,00	0,00
	314	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	500,00	-1 500,00	-500,00	0,00	0,00	0,00
	314	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 000,00	1 012,00	-1 550,00	-10 512,00	950,00	-38,00	912,00
	315	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	24 401,21	0,00	0,00	24 401,21	-17 163,21	7 238,00
	315	21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD	I	0,00	0,00	-1 000,00	815 000,00	814 000,00	-814 000,00	0,00
	315	216	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - RESTAURATION	BH	I	43 000,00	7,90	0,00	-7,90	43 000,00	0,00	43 000,00
	315	216.2	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART-ACQUISITIONS	BH	I	2 000,00	0,31	902,00	-0,31	2 902,00	0,00	2 902,00
	315	216.6	COLLECTIONS ET OEUVRES ART NUMERISATION	BH	I	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	315	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB	I	1 500,00	1 500,00	-2 070,00	-500,00	430,00	-46,00	384,00
	315	2188	AUTRES	BH	I	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	-2 600,00	1 400,00
	315	231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	RB	I	559 985,00	262,60	0,00	-360 000,00	200 247,60	-147 160,61	53 086,99
	315	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	12 364,61	5 195,53	3 320,00	-2 560,14	18 320,00	-554,56	17 765,44
	32	275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	DIAD	I	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
<b>903</b>				<b>Somme :</b>		<b>1 561 085,43</b>	<b>34 787,55</b>	<b>0,00</b>	<b>-229 621,73</b>	<b>1 366 251,25</b>	<b>-1 000 495,14</b>	<b>365 756,11</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
------	--------	---------	-----------------	---------	------	----	---------	-----------	------------	---------------------------------	-----------------	---------------------------------

904	40	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERIS	RB	I	2 818,91	1 756,40	0,00	-1 533,44	3 041,87	-2 944,67	97,20
	40	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	149 000,00	19 466,56	0,00	-138 466,56	30 000,00	-24 374,96	5 625,04
	40	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	0,00	1 000,00	0,00	19 000,00	20 000,00	-19 290,00	710,00
<b>904</b>			<b>Somme :</b>			<b>151 818,91</b>	<b>22 222,96</b>	<b>0,00</b>	<b>-121 000,00</b>	<b>53 041,87</b>	<b>-46 609,63</b>	<b>6 432,24</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
905	50	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	335,06	0,00	-335,06	0,00	0,00	0,00
	50	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERIS	RB	I	2 500,14	0,00	0,00	-1 000,00	1 500,14	-1 500,14	0,00
	50	231351	BATIMENTS PUBLICS	RB	I	43 000,00	637,90	0,00	-34 000,00	9 637,90	-2 230,07	7 407,83
<b>905</b>			<b>Somme :</b>			<b>45 500,14</b>	<b>972,96</b>	<b>0,00</b>	<b>-35 335,06</b>	<b>11 138,04</b>	<b>-3 730,21</b>	<b>7 407,83</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
906	621	2031	FRAIS ETUDES	R	I	210 000,00	0,00	100 389,00	0,00	310 389,00	0,00	310 389,00
	621	2031	FRAIS ETUDES	RB	I	0,00	4 609,05	-4 609,05	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2032	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	R	I	0,00	0,00	38 161,00	0,00	38 161,00	0,00	38 161,00
	621	2033	FRAIS D'INSERTION	BMP	I	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	-8 000,00	32 000,00
	621	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00
	621	2151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	100 000,00	0,00	2 000,00	0,00	102 000,00	0,00	102 000,00
	621	2152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	R	I	215 000,00	0,00	93 950,00	0,00	308 950,00	0,00	308 950,00
	621	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	BMG	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	621	2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE	R	I	685 000,00	0,00	180 050,00	0,00	865 050,00	0,00	865 050,00
	621	2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R	I	350 000,00	0,00	236 000,00	0,00	586 000,00	0,00	586 000,00
	621	21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERIS	RB	I	7 000,00	4 092,45	-2 097,60	0,00	8 994,85	0,00	8 994,85
	621	231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB	I	252 000,00	75 291,64	257 584,41	-200 000,00	384 876,05	0,00	384 876,05
	621	23151	RESEAUX DE VOIRIE	R	I	12 790 000,00	0,00	-251 850,00	0,00	12 538 150,00	800 000,00	13 338 150,00
	621	2317318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB	I	322 000,00	86 394,64	-296 877,76	200 000,00	311 516,88	-122 297,01	189 219,87
	621	23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB	I	19 000,00	17 040,06	46 000,00	0,00	82 040,06	-45 000,00	37 040,06
	621	237	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	R	I	0,00	0,00	11 300,00	0,00	11 300,00	0,00	11 300,00
	622	2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R	I	650 000,00	3 481,00	-410 000,00	-3 481,00	240 000,00	0,00	240 000,00
	68	231753	RESEAUX DIVERS	BN	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	-20 000,00	0,00
<b>906</b>			<b>Somme :</b>			<b>15 670 000,00</b>	<b>190 908,84</b>	<b>0,00</b>	<b>86 519,00</b>	<b>15 947 427,84</b>	<b>604 702,99</b>	<b>16 552 130,83</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
						<b>110</b>						

907	738	2157.301	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - APN	BS3	I	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00	-5 056,80	6 943,20
	738	2257	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	BS3	I	2 000,00	0,00	-12 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
<b>907</b>				<b>Somme :</b>		<b>2 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>-5 056,80</b>	<b>6 943,20</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
909	90	231785	MATERIEL DE TELEPHONIE	BN	I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	-30 000,00	0,00
	94	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	170 000,00	170 000,00	0,00	170 000,00
	94	2188	AUTRES	DIAD	I	115 000,00	0,00	0,00	-75 000,00	40 000,00	-40 000,00	0,00
<b>909</b>				<b>Somme :</b>		<b>145 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>95 000,00</b>	<b>240 000,00</b>	<b>-70 000,00</b>	<b>170 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
910	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	168 294,00	16 046,00	0,00	-40 694,00	143 646,00	-23 205,00	120 441,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	262 479,00	390,00	0,00	249 610,00	512 479,00	0,00	512 479,00
	0202	2748	AUTRES PRETS	BB	I	0,00	0,00	-250 000,00	453 857,00	203 857,00	0,00	203 857,00
	0202	2748	AUTRES PRETS	DIAD	I	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
<b>910</b>				<b>Somme :</b>		<b>430 773,00</b>	<b>16 436,00</b>	<b>0,00</b>	<b>662 773,00</b>	<b>1 109 982,00</b>	<b>-23 205,00</b>	<b>1 086 777,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
911	12	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	94 839,60	0,00	0,00	-20 000,00	74 839,60	-72 390,60	2 449,00
	12	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	-25 000,00	0,00
	12	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I01	I	400 000,00	0,00	0,00	200 000,00	600 000,00	0,00	600 000,00
<b>911</b>				<b>Somme :</b>		<b>519 839,60</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>180 000,00</b>	<b>699 839,60</b>	<b>-97 390,60</b>	<b>602 449,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
912	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	74 030,00	0,00	0,00	20 000,00	94 030,00	-241,00	93 789,00
	221	20421.218	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-OGEC COLL.PRIV.INFO.PEDA	BD	I	26 916,00	0,00	0,00	0,00	26 916,00	0,00	26 916,00
	221	20422.63	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-OGEC COLLEGES PRIVES	BD	I	186 049,42	0,00	0,00	0,00	186 049,42	-17 493,42	168 556,00
	221	20431.206	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-COLLEGES PUBLICS	BD	I	25 000,00	1 530,85	0,00	0,00	26 530,85	-201,00	26 329,85
	222	20431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	-129,76	9 870,24
<b>912</b>				<b>Somme :</b>		<b>321 995,42</b>	<b>1 530,85</b>	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>343 526,27</b>	<b>-18 065,18</b>	<b>325 461,09</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
						<b>111</b>						

913	312	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	33 668,00	0,00	0,00	0,00	33 668,00	0,00	33 668,00
	312	204141.12	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-RESTAU.OBJETS MOBILIERS	BD	I	41 539,50	0,00	0,00	4 968,00	46 507,50	-9 767,00	36 740,50
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	335 000,00	37 297,00	0,00	-233 207,00	139 090,00	-13 574,00	125 516,00
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	50 000,00	0,00	0,00	140 000,00	190 000,00	30 000,00	220 000,00
	312	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-5 000,00	0,00
	313	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BI	I	10 000,00	15 706,50	0,00	0,00	25 706,50	-4 531,00	21 175,50
	313	204141.1	BIENS MOBILIERS, MATERIEL VEHICULES MEDIATHEQUES	BI	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	-10 000,00	0,00
	314	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	294 723,00	0,00	0,00	-294 723,00	0,00	0,00	0,00
	32	20421.167	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-EQUIPEMENTS SPORTIFS ASS	BD	I	35 000,00	348,00	0,00	-348,00	35 000,00	1 140,00	36 140,00
	33	20421.2	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - CRECHES HALTE GARDERIE	BLASE	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
<b>913</b>				<b>Somme :</b>		<b>824 930,50</b>	<b>53 351,50</b>	<b>0,00</b>	<b>-383 310,00</b>	<b>494 972,00</b>	<b>-11 732,00</b>	<b>483 240,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
915	538	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	440 000,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00	-240 000,00	200 000,00
	538	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	750 000,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00	-458 953,00	291 047,00
	58	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BL	I	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	-590 000,00	10 000,00
<b>915</b>				<b>Somme :</b>		<b>1 790 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 790 000,00</b>	<b>-1 288 953,00</b>	<b>501 047,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
916	628	204113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BC	I	1 142 344,00	0,00	0,00	-442 344,00	700 000,00	31 344,00	731 344,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	3 099,00	52 076,50	0,00	-16 199,00	38 976,50	-21 313,50	17 663,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	1 056 516,25	0,00	-53 250,00	173 098,00	1 176 364,25	200 000,00	1 376 364,25
	628	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	53 250,00	100 000,00	153 250,00	0,00	153 250,00
	68	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	950 000,00	0,00	0,00	0,00	950 000,00	0,00	950 000,00
<b>916</b>				<b>Somme :</b>		<b>3 151 959,25</b>	<b>52 076,50</b>	<b>0,00</b>	<b>-185 445,00</b>	<b>3 018 590,75</b>	<b>210 030,50</b>	<b>3 228 621,25</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
917	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	11 912,00	0,00	0,00	11 912,00	-11 777,00	135,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	120 158,00	0,00	0,00	0,00	120 158,00	0,00	120 158,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	4 000,00	1 500,00	0,00	-1 500,00	4 000,00	-1 500,00	2 500,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	45 000,00	0,00	0,00	20 000,00	65 000,00	-10 000,00	55 000,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	13 000,00	0,00	0,00	2 500,00	15 500,00	-1 500,00	14 000,00
	731	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	28 976,00	0,00	0,00	-86,00	28 890,00	-11 000,00	17 890,00

	731	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DID	I	5 601,50	0,00	0,00	2 513,09	8 114,59	0,00	8 114,59
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DECHETS MENAGER	BS	I	70 439,36	83 133,28	0,00	-8 638,64	144 934,00	-99 138,00	45 796,00
	731	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	4 661,00	0,00	0,00	-554,79	4 106,21	0,00	4 106,21
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	2 713,00	0,00	-28,00	2 685,00	0,00	2 685,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	9 918,47	0,00	0,00	12 920,93	22 839,40	-2 163,08	20 676,32
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	24 899,50	0,00	0,00	25 000,00	49 899,50	-10 000,00	39 899,50
	738	204142.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	108 061,00	0,00	14 103,00	20 000,00	142 164,00	-21 726,09	120 437,91
	738	20421.300	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS	BS3	I	22 120,55	0,00	-14 103,00	1 956,57	9 974,12	0,00	9 974,12
	738	20422.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	0,00	0,00	0,00	2 943,00	2 943,00	0,00	2 943,00
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	7 657,25	7 657,25	0,00	7 657,25
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	14 400,00	0,00	0,00	10 861,44	25 261,44	-6 000,00	19 261,44
	74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DID	I	0,00	0,00	0,00	9 875,86	9 875,86	0,00	9 875,86
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	1 106 563,34	205 908,69	0,00	-441 319,19	871 152,84	-308 378,84	562 774,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	441 799,00	0,00	0,00	-116 988,00	324 811,00	-83 857,00	240 954,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	-8 000,00	0,00
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	2 952 845,50	6 665,00	0,00	-109 907,00	2 849 603,50	-544 640,50	2 304 963,00
	74	204142.200	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROGRAMME EXCEPTIONNEL	BS	I	394 705,00	0,00	0,00	0,00	394 705,00	0,00	394 705,00
<b>917</b>				<b>Somme :</b>		<b>5 375 148,22</b>	<b>311 831,97</b>	<b>0,00</b>	<b>-562 793,48</b>	<b>5 124 186,71</b>	<b>-1 119 680,51</b>	<b>4 004 506,20</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
919	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	7 696,00	7 696,00	0,00	7 696,00
	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	82 798,00	0,00	0,00	50 000,00	132 798,00	-35 000,00	97 798,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	45 000,00	0,00	0,00	44 125,00	89 125,00	-30 000,00	59 125,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	448 500,00	0,00	-5 891,00	-412 500,00	30 109,00	-21 245,00	8 864,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	-50 000,00	50 000,00
	93	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	4 935,00	0,00	0,00	0,00	4 935,00	0,00	4 935,00
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	72 265,14	0,00	0,00	0,00	72 265,14	0,00	72 265,14
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	155 000,00	0,00	0,00	40 000,00	195 000,00	-30 000,00	165 000,00
	93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	8 357,04	3 150,01	0,00	-3 150,01	8 357,04	0,00	8 357,04
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	168 276,44	1 762,00	5 891,00	-33 473,00	142 456,44	-80 024,00	62 432,44
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	169 335,03	0,00	0,00	0,00	169 335,03	-50 000,00	119 335,03
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PROJET TOURISTIQUE STRUCTURANT	DID	I	1 193	13 097,97	0,00	0,00	13 097,97	0,00	13 097,97
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	700 000,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	700 000,00

94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	65 000,00	0,00	0,00	40 000,00	105 000,00	-30 000,00	75 000,00
94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	62 302,18	41 080,00	0,00	0,00	103 382,18	0,00	103 382,18
94	20422.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - TOURISME RURAL PRIVES	BC	I	22 264,00	4 641,00	0,00	-572,00	26 333,00	-14 320,00	12 013,00
95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	20 000,00	0,00	0,00	17 504,00	37 504,00	0,00	37 504,00
<b>919</b>			<b>Somme :</b>		<b>2 124 032,83</b>	<b>63 730,98</b>	<b>0,00</b>	<b>-220 370,01</b>	<b>1 967 393,80</b>	<b>-340 589,00</b>	<b>1 626 804,80</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
922		266	AUTRES FORMES DE PARTICIPATION	DAD	I	186 500,00	0,00	0,00	0,00	186 500,00	0,00	186 500,00
<b>922</b>			<b>Somme :</b>			<b>186 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>186 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>186 500,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
923		1641	EMPRUNTS EN EUROS	BB	I	5 980 000,00	0,00	0,00	-354 713,65	5 625 286,35	0,00	5 625 286,35
		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	BB	I	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
		16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRES	BB	I	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
		2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	BB	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
<b>923</b>			<b>Somme :</b>			<b>26 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-354 713,65</b>	<b>25 645 286,35</b>	<b>0,00</b>	<b>25 645 286,35</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
924		454410	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSE	DIAD	I	36 000,00	0,00	5 926,80	6 600,00	48 526,80	-5 163,00	43 363,80
		454411	REMEMBREMENT PRE-ETUDE AMENAGEMENT FONCIER	DIAD	I	21 000,00	0,00	-5 926,80	4 926,80	20 000,00	-10 000,00	10 000,00
		454417	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DAD	I	1 058,00	0,00	0,00	0,00	1 058,00	-1 058,00	0,00
<b>924</b>			<b>Somme :</b>			<b>58 058,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 526,80</b>	<b>69 584,80</b>	<b>-16 221,00</b>	<b>53 363,80</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
925		2151	RESEAUX DE VOIRIE		I	265 000,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00	0,00	265 000,00
		2157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE		I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT		I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		21841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES		I	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		231311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS		I	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		I	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	54 000,00
		231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	160 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00
		231351	BATIMENTS PUBLICS		I	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00

		2314	CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		23153	RESEAUX DIVERS		I	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
		2317312	BATIMENTS SCOLAIRES		I	210 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	210 000,00
		2317318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS		I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		231753	RESEAUX DIVERS		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		231785	MATERIEL DE TELEPHONIE		I	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
		23181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
<b>925</b>					<b>Somme :</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
926		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX		I	11 145,00	0,00	169 952,13	0,00	181 097,13	0,00	181 097,13
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-REGION		I	0,00	0,00	88 191,00	0,00	88 191,00	0,00	88 191,00
		13914	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - COMMUNES		I	0,00	0,00	5 003,00	0,00	5 003,00	0,00	5 003,00
		13916	SUBV.INVESTIS.TRANSFEREES AU C.R.-AUTRES ETBS PUBLICS LOC.		I	0,00	0,00	136 555,63	0,00	136 555,63	0,00	136 555,63
		139172	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-FEDER		I	0,00	0,00	19 525,00	0,00	19 525,00	0,00	19 525,00
		139178	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - FONDS EUROPEENS AUTRES		I	0,00	0,00	94 200,00	0,00	94 200,00	0,00	94 200,00
		13918	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-AUTRES		I	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
		13931	DGE		I	244 851,00	0,00	3 928 723,99	0,00	4 173 574,99	0,00	4 173 574,99
		13932	DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES		I	834 974,00	0,00	-226 113,75	0,00	608 860,25	0,00	608 860,25
		13936	DOTATION DE SOUTIEN A INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS		I	4 453 559,00	0,00	-4 216 037,00	0,00	237 522,00	0,00	237 522,00
<b>926</b>					<b>Somme :</b>	<b>6 044 529,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 044 529,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 044 529,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
950		020	DEPENSES IMPREVUES	BB	I	144 237,14	0,00	0,00	-144 237,14	0,00	0,00	0,00
<b>950</b>					<b>Somme :</b>	<b>144 237,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-144 237,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

					<b>Somme :</b>	<b>72 360 985,77</b>	<b>1 089 488,74</b>	<b>0,00</b>	<b>11 169 996,97</b>	<b>84 620 471,48</b>	<b>-3 592 108,31</b>	<b>81 028 363,17</b>
--	--	--	--	--	----------------	----------------------	---------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

# BUDGET PRINCIPAL RECETTES FONCTIONNEMENT

## Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	963 732,20	963 732,20	0,00	963 732,20
					<b>Somme :</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>963 732,20</b>	<b>963 732,20</b>	<b>0,00</b>	<b>963 732,20</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
930	0201	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00	110 000,00
	0202	70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL	BN	F	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	BFI	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	2 087,80	17 087,80
	0202	70878	PAR DES TIERS	BMG	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	-36 499,80	13 500,20
	0202	70878	PAR DES TIERS	BMP	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	-3 000,00	0,00
	0202	70878	PAR DES TIERS	POLEN	F	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
	0202	7088	AUTRES PRODUITS ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENT VTE OUVRAGES)	COM	F	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
	0202	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BMG	F	40 000,00	0,00	14 000,00	54 000,00	0,00	54 000,00
	0202	752	REVENUS DES IMMEUBLES	POLEN	F	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	023	74788	AUTRES	COM	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>311 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 000,00</b>	<b>325 500,00</b>	<b>-37 412,00</b>	<b>288 088,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
931	12	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	12	70878	PAR DES TIERS	BB	F	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
932	221	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BD	F	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
	221	7473.2	DEPARTEMENTS - FONCTIONNEMENT COLLEGES	BD	F	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00
	221	74881	PARTIC. FAMILLES AU TITRE RESTAURATION-HEBERG.SCOLAIRES	BD	F	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
	221	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BD	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	23	70878	PAR DES TIERS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00
	23	70878	PAR DES TIERS	RB	F	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	-3 500,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>679 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>679 500,00</b>	<b>31 500,00</b>	<b>711 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
933	314	70878	PAR DES TIERS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
	315	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BH	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	315	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	BH	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	315	70878	PAR DES TIERS	BH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	315	7088	AUTRES PRODUITS ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENT VTE OUVRAGES)	BH	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	315	74718	AUTRES	BFH	F	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
	315	74718	AUTRES	BI	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	32	70878	PAR DES TIERS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00	720,00
	32	70878	PAR DES TIERS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	1 192,00	1 192,00
	33	7068	AUTRES REDEVANCES ET DROITS	DIAD	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>111 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>111 500,00</b>	<b>5 912,00</b>	<b>117 412,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
934	40	70878	PAR DES TIERS	DIAD	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	40	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	41	7512	RECOUVREMENTS SECURITE SOCIALE ET ORGANISMES MUTUALISTES	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>26 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
935	50	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BL	F	85 000,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
	50	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	50	70878	PAR DES TIERS	BL	F	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00	-13 000,00	0,00
	50	747813	DOTATION VERSEE AU TITRE DES MDPH	BL	F	320 000,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00
	51	74718	AUTRES	BL	F	150 000,00	0,00	258 600,00	408 600,00	0,00	408 600,00
	51	7511	RECOUVREMENTS DEPARTEMENTS ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	51	7513	RECOUVREMENTS BENEFICIAIRE, TIERS-PAYANTS ET SUCCESSIONS	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	52	70848	AUX AUTRES ORGANISMES	BFH	F	622 000,00	0,00	0,00	622 000,00	0,00	622 000,00
	52	70878	PAR DES TIERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00
	52	747812	DOTATION VERSEE AU TITRE DE LA PCH	BL	F	980 000,00	0,00	0,00	980 000,00	0,00	980 000,00
	52	7535	PCH	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	531	7478141	PART AUTONOMIE	BL	F	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
	532	7478142	PART PREVENTION	BL	F	100 000,00	0,00	43 700,00	143 700,00	0,00	143 700,00

538	74718	AUTRES	BL	F	0,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00
538	7475	AUTRES GPTS COLLECTIVITES STATUT PARTICULIER ET E.P.	BL	F	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538	7513	RECOUVREMENTS BENEFICIAIRE, TIERS-PAYANTS ET SUCCESSIONS	BL	F	355 000,00	0,00	0,00	355 000,00	0,00	355 000,00
541	74718	AUTRES	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
544	74771	FONDS SOCIAL EUROPEEN	BL	F	0,00	0,00	1 429,56	1 429,56	0,00	1 429,56
5471	74783	FONDS DE MOBILISATION DPTAL POUR L'INSERTION	BL	F	345 000,00	0,00	0,00	345 000,00	0,00	345 000,00
550	747811	DOTATION VERSEE AU TITRE DE L'APA	BL	F	3 950 000,00	0,00	-350 000,00	3 600 000,00	0,00	3 600 000,00
550	7533	APA	BL	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
567	75342	ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BL	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
58	70878	PAR DES TIERS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00
58	74788	AUTRES	BL	F	176 000,00	0,00	0,00	176 000,00	0,00	176 000,00
				<b>Somme :</b>	<b>7 645 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-46 270,44</b>	<b>7 598 729,56</b>	<b>0,00</b>	<b>7 598 729,56</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMS Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
936	61	7474.1	CNES ET STRUCT.INTERCOMMUNALES - PROTECTION RESSOURCE EN EAU	DIAD	F	95 000,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
	61	7475.26	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES AGENCE EAU - RESEAU MESURE EAU	DIAD	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	621	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	R	F	230 000,00	0,00	0,00	230 000,00	0,00	230 000,00
	621	70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL	R	F	185 000,00	0,00	0,00	185 000,00	0,00	185 000,00
	621	7081	PRODUITS DES SERVICES EXPLOITES DANS L'INTERET DU PERSONNEL	R	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	621	70878	PAR DES TIERS	R	F	3 700,00	0,00	0,00	3 700,00	0,00	3 700,00
	621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	622	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	68	70878	PAR DES TIERS	BN	F	16 800,00	0,00	0,00	16 800,00	0,00	16 800,00
					<b>Somme :</b>	<b>608 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>608 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>608 500,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMS Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
937	70	6459	REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE PREVOYANCE	BFH	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	72	74718	AUTRES	DIAD	F	0,00	0,00	74 000,00	74 000,00	0,00	74 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>6 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>74 000,00</b>	<b>80 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>80 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMS Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
939	90	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	DIAD	F	49 000,00	0,00	0,00	49 000,00	0,00	49 000,00

90	70388	AUTRES	BN	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00	
91	6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	BFH	F	195 000,00	0,00	0,00	195 000,00	0,00	195 000,00	
91	70878	PAR DES TIERS	DIAD	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00	
91	752	REVENUS DES IMMEUBLES	DIAD	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	
921	70872	PAR LES BUDGETS ANNEXES	BB	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	
94	70323.4	REDEVANCE OCCUPATION DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL BOUVIERS	DIAD	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	
94	70323.5	REDEVANCE OCCUPATION DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL STE LUCIE	DIAD	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	
94	70878	PAR DES TIERS	DIAD	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	
					<b>Somme :</b>	<b>347 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>347 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>347 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM	
940		73111	TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	BB	F	21 706 000,00	0,00	-32 033,00	21 673 967,00	0,00	21 673 967,00	
		73112	COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES	BB	F	2 285 000,00	0,00	298 968,00	2 583 968,00	0,00	2 583 968,00	
		73114	IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAUX	BB	F	535 000,00	0,00	-17 194,00	517 806,00	0,00	517 806,00	
		73121	F.N.G.I.R.	BB	F	918 061,00	0,00	0,00	918 061,00	0,00	918 061,00	
		73125	FRAIS DE GESTION DE LA TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES BATIES	BB	F	5 100 000,00	0,00	88 733,00	5 188 733,00	0,00	5 188 733,00	
		73128	AUTRES - PART ETAT TSCA	BB	F	2 500 000,00	0,00	300 000,00	2 800 000,00	0,00	2 800 000,00	
						<b>Somme :</b>	<b>33 044 061,00</b>	<b>0,00</b>	<b>638 474,00</b>	<b>33 682 535,00</b>	<b>0,00</b>	<b>33 682 535,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
941		73122	FONDS PEREQUATION COTISATION VALEUR AJOUTEE ENTREPRISES	BB	F	208 000,00	0,00	0,00	208 000,00	22 838,00	230 838,00
		7321	TAXE DPTLE PUB.FONCIERE ET DROIT DPTAL ENREGIS.	BB	F	4 500 000,00	0,00	269 000,00	4 769 000,00	0,00	4 769 000,00
		7322	TAXE DPTLE ADDITION.A CERTAINS DROITS ENREGIS.	BB	F	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
		7326	ATTRIBUTION TITRE FONDS NTAL PEREQUATION DMTO PERCUS	BB	F	0,00	0,00	300 000,00	4 640 000,00	6 275 570,00	10 915 570,00
		73261	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DMTO	BB	F	3 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		73262	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	640 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7327	TAXE D'AMENAGEMENT	BB	F	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
		7342	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE	BB	F	12 000 000,00	0,00	0,00	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00
		7342.1	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE - SDIS	BB	F	1 700 000,00	0,00	80 000,00	1 780 000,00	0,00	1 780 000,00
		7351	TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	BB	F	110 000 000,00	0,00	0,00	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00

		7352	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES (TICPE)	BL	F	2 841 122,00	0,00	0,00	2 841 122,00	0,00	2 841 122,00
		7352.1	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES COMPLEMEN	BB	F	2 700 000,00	0,00	0,00	2 700 000,00	0,00	2 700 000,00
		7352.2	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES RSA	BL	F	310 973,00	0,00	0,00	310 973,00	0,00	310 973,00
		7388	AUTRES	BB	F	4 500 000,00	0,00	0,00	4 500 000,00	-4 500 000,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>34 540 095,00</b>	<b>0,00</b>	<b>649 000,00</b>	<b>35 189 095,00</b>	<b>1 798 408,00</b>	<b>36 987 503,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
942		7411	DOTATION FORFAITAIRE	BB	F	8 528 000,00	0,00	49 023,00	8 577 023,00	0,00	8 577 023,00
		74121	DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE	BB	F	17 051 000,00	0,00	515 607,00	17 566 607,00	0,00	17 566 607,00
		74123	DOTATION DE COMPENSATION	BB	F	15 743 406,00	0,00	0,00	15 743 406,00	0,00	15 743 406,00
		744	FCTVA	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		7461.09	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	BB	F	1 543 322,00	0,00	0,00	1 543 322,00	0,00	1 543 322,00
		74832	D.C.R.T.P.	BB	F	930 000,00	0,00	-31 600,00	898 400,00	0,00	898 400,00
		74834	ETAT - COMPENSATION TITRE EXO TAXE FONCIERE PROP BATIES	BB	F	25 000,00	0,00	997,00	25 997,00	0,00	25 997,00
		74835	ETAT - DOT TRANSF COMPENSATIONS EXO FISCALITE DIRECTE LOCALE	BB	F	810 000,00	0,00	-58 161,00	751 839,00	0,00	751 839,00
					<b>Somme :</b>	<b>44 645 728,00</b>	<b>0,00</b>	<b>475 866,00</b>	<b>45 121 594,00</b>	<b>0,00</b>	<b>45 121 594,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
943		761	PRODUIT DE PARTICIPATIONS	BB	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>3 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
945		7815	REPRISES PROVISIONS RISQUES ET CHARGES DE FONC. COURANT	BB	F	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	-5 000,00	70 000,00
		7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>75 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>75 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>75 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
946		777	QUOTE-PART DES SUBVENTIONS INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU CR		F	6 044 529,00	0,00	0,00	6 044 529,00	0,00	6 044 529,00
					<b>Somme :</b>	<b>6 044 529,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 044 529,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 044 529,00</b>

					<b>Somme :</b>	<b>128 107 413,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 768 801,76</b>	<b>130 876 214,76</b>	<b>1 798 408,00</b>	<b>132 674 622,76</b>
--	--	--	--	--	----------------	-----------------------	-------------	---------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

# BUDGET PRINCIPAL RECETTES INVESTISSEMENT

## Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
900	0202	1311	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	RB	I	0,00	0,00	110 000,00	110 000,00	0,00	110 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>110 000,00</b>	<b>110 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>110 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
902	221	1332	DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES	BB	I	834 974,00	0,00	0,00	834 974,00	0,00	834 974,00
					<b>Somme :</b>	<b>834 974,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>834 974,00</b>	<b>0,00</b>	<b>834 974,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
906	621	1322	REGIONS	R	I	825 834,00	0,00	0,00	825 834,00	0,00	825 834,00
	621	1323	DEPARTEMENTS	R	I	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>825 834,00</b>	<b>0,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>875 834,00</b>	<b>0,00</b>	<b>875 834,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
917	74	1336	DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS	BB	I	5 000 000,00	0,00	0,00	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
919	91	1322	REGIONS	POLEN	I	0,00	0,00	14 754,00	14 754,00	0,00	14 754,00
	928	2748	AUTRES PRETS	BB	I	98 166,00	0,00	0,00	98 166,00	0,00	98 166,00
	93	1314	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES	DIAD	I	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>118 166,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 754,00</b>	<b>132 920,00</b>	<b>0,00</b>	<b>132 920,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
922		10222	F.C.T.V.A	BB	I	3 200 000,00	0,00	129 243,00	3 329 243,00	0,00	3 329 243,00
		1345	AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES ET AMENDES DE POLICE	BB	I	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>3 400 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>129 243,00</b>	<b>3 529 243,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 529 243,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
923		1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	BB	I	0,00	0,00	11 871 268,71	11 871 268,71	0,00	11 871 268,71
		1641.20	EMPRUNTS EN EUROS 2020	BB	I	16 460 232,00	0,00	0,00	16 460 232,00	-3 592 108,31	12 868 123,69
		16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	BB	I	10 000 000,00	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00

		16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRES	BB	I	10 000 000,00	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>36 460 232,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 871 268,71</b>	<b>48 331 500,71</b>	<b>-3 592 108,31</b>	<b>44 739 392,40</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
924		454428	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES	DIAD	I	56 000,00	0,00	0,00	56 000,00	0,00	56 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>56 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>56 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>56 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
925		2031	FRAIS D'ETUDES		I	794 000,00	0,00	0,00	794 000,00	0,00	794 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION		I	206 000,00	0,00	0,00	206 000,00	0,00	206 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
926		28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES		I	61 183,94	0,00	0,00	61 183,94	0,00	61 183,94
		28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'INSERTION		I	3 487,23	0,00	0,00	3 487,23	0,00	3 487,23
		2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	212 409,00	0,00	0,00	212 409,00	0,00	212 409,00
		2804113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	71 441,00	0,00	0,00	71 441,00	0,00	71 441,00
		2804121	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
		2804122	BATIMENTS ET INSTALLATION		I	7 051,00	0,00	0,00	7 051,00	0,00	7 051,00
		2804123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	42 739,00	0,00	0,00	42 739,00	0,00	42 739,00
		2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	182 578,21	0,00	0,00	184 084,21	0,00	184 084,21
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	10 083 522,61	0,00	0,00	10 016 345,61	0,00	10 016 345,61
		2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	183,00	0,00	0,00	183,00	0,00	183,00
		2804151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	1 786,46	0,00	0,00	1 786,46	0,00	1 786,46
		2804152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	29 828,00	0,00	0,00	29 871,00	0,00	29 871,00
		28041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	291,66	0,00	0,00	291,66	0,00	291,66
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	69 476,00	0,00	0,00	69 476,00	0,00	69 476,00
		28041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	1 670 294,70	0,00	0,00	1 673 479,70	0,00	1 673 479,70
		28041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	53 513,00	0,00	0,00	19 701,00	0,00	19 701,00
		2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	295 635,00	0,00	0,00	335 635,00	0,00	335 635,00
		2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	700 789,88	0,00	0,00	691 129,88	0,00	691 129,88
		280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	140 088,53	0,00	0,00	128 945,53	0,00	128 945,53
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	1 073 032,00	0,00	0,00	1 068 439,00	0,00	1 068 439,00
		280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	74 693,00	0,00	0,00	74 693,00	0,00	74 693,00
		280431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	24 980,25	0,00	0,00	26 038,25	0,00	26 038,25
		280432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	51 395,54	0,00	0,00	51 395,54	0,00	51 395,54
		2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	19 601,90	0,00	0,00	19 601,90	0,00	19 601,90
		28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES		I	339 044,77	0,00	0,00	398 961,77	0,00	398 961,77

		2808	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	I	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
		281311	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	I	61 552,00	0,00	0,00	87 514,00	0,00	87 514,00
		281312	BATIMENTS SCOLAIRES	I	48 439,00	0,00	0,00	49 010,00	0,00	49 010,00
		281313	BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX	I	30 617,00	0,00	0,00	30 617,00	0,00	30 617,00
		281314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	I	19 128,00	0,00	0,00	20 529,00	0,00	20 529,00
		281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	I	219 637,00	0,00	0,00	222 350,00	0,00	222 350,00
		281351	BATIMENTS PUBLICS	I	156 499,00	0,00	0,00	160 761,10	0,00	160 761,10
		2814	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI	I	96 809,00	0,00	0,00	96 809,00	0,00	96 809,00
		28152	INSTALLATIONS DE VOIRIE	I	151 343,00	0,00	0,00	151 343,00	0,00	151 343,00
		28153	RESEAUX DIVERS	I	57 505,00	0,00	0,00	57 505,00	0,00	57 505,00
		28157	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	I	439 032,40	0,00	0,00	465 038,70	0,00	465 038,70
		281728	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	I	4 633,38	0,00	0,00	4 633,38	0,00	4 633,38
		2817312	BATIMENTS SCOLAIRES	I	919 713,13	0,00	84 220,00	643 080,40	0,00	643 080,40
		2817314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	I	6 076,00	0,00	0,00	6 076,00	0,00	6 076,00
		2817318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	I	21 160,00	0,00	0,00	24 578,00	0,00	24 578,00
		281735	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST	I	85 496,52	0,00	0,00	85 496,52	0,00	85 496,52
		281752	INSTALLATIONS DE VOIRIE	I	2 245,00	0,00	0,00	2 245,00	0,00	2 245,00
		281753	RESEAUX DIVERS	I	179 786,00	0,00	0,00	179 786,00	0,00	179 786,00
		281785	MATERIEL DE TELEPHONIE	I	78 009,00	0,00	0,00	78 009,00	0,00	78 009,00
		28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	I	2 161,00	0,00	0,00	3 415,00	0,00	3 415,00
		28182	MATERIEL DE TRANSPORT	I	499 331,34	0,00	0,00	650 489,34	0,00	650 489,34
		281831	MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE	I	201 326,26	0,00	0,00	260 469,17	0,00	260 469,17
		281838	AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	I	139 731,53	0,00	0,00	216 283,53	0,00	216 283,53
		281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	I	84 140,13	0,00	0,00	98 686,42	0,00	98 686,42
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	I	38 980,54	0,00	0,00	45 713,61	0,00	45 713,61
		28188	AUTRES	I	12 982,86	0,00	0,00	20 791,92	0,00	20 791,92
			<b>Somme :</b>		<b>19 265 779,77</b>	<b>0,00</b>	<b>84 220,00</b>	<b>19 349 999,77</b>	<b>0,00</b>	<b>19 349 999,77</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
951		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		I	5 100 000,00	0,00	0,00	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00
			<b>Somme :</b>			<b>5 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 100 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
954		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	I	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
			<b>Somme :</b>			<b>300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>

			<b>Somme :</b>			<b>72 360 985,77</b>	<b>0,00</b>	<b>12 259 485,71</b>	<b>84 620 471,48</b>	<b>-3 592 108,31</b>	<b>81 028 363,17</b>
--	--	--	----------------	--	--	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

# BUDGETS ANNEXES DEPENSES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

## Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB		3 100,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	3 100,00
		60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB		30 200,00	0,00	0,00	30 200,00	0,00	30 200,00
		60621	COMBUSTIBLES	BM		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		60621	COMBUSTIBLES	RB		38 000,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	38 000,00
		60622	CARBURANTS	BM		11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
		60622	CARBURANTS	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60622	CARBURANTS	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60623	ALIMENTATION	BM		350,00	0,00	0,00	250,00	0,00	250,00
		60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	BM		92 000,00	0,00	0,00	108 669,44	0,00	108 669,44
		60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BM		1 800,00	0,00	0,00	5 624,00	0,00	5 624,00
		60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	BMG		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	BMG		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		60668	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	BM		205 000,00	0,00	215 000,00	405 905,24	-100 000,00	305 905,24
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		1 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
		61521	TERRAINS	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		3 500,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
		61551	MATERIEL ROULANT	BM		15 000,00	0,00	0,00	14 155,56	0,00	14 155,56
		61551	MATERIEL ROULANT	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61551	MATERIEL ROULANT	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	BM		5 000,00	0,00	0,00	18 685,00	0,00	18 685,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	RB		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
		6156	MAINTENANCE	BFI		34 000,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
		6156	MAINTENANCE	BM		55 000,00	0,00	0,00	49 815,00	0,00	49 815,00
		6156	MAINTENANCE	RB		20 000,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		3 000,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00	3 800,00
		6168	AUTRES	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00

	6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	-15 900,00	4 100,00
	6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	BM		52 000,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	52 000,00
	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	BFH		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	-500,00	9 500,00
	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BM		65 700,00	0,00	0,00	51 700,00	0,00	51 700,00
	6231	ANNONCES ET INSERTIONS	BM		100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	BMG		1 000,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	2 100,00
	6241	TRANSPORTS DE BIENS	BM		3 000,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	6251	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	-3 000,00	7 000,00
	6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	BMG		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	BFI		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	BM		1 100,00	0,00	0,00	745,00	0,00	745,00
	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG		42 000,00	0,00	0,00	40 100,00	0,00	40 100,00
	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH		3 300,00	0,00	0,00	3 300,00	0,00	3 300,00
	6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	BFH		3 600,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	3 600,00
	6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION	BFH		6 300,00	0,00	0,00	6 300,00	0,00	6 300,00
	6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	BM		270,00	0,00	0,00	270,76	0,00	270,76
	64111	REMUNERATION PRINCIPALE	BFH		602 280,00	0,00	-3 400,00	598 680,00	-6 500,00	592 180,00
	64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	BFH		25 000,00	0,00	-2 200,00	22 800,00	-2 000,00	20 800,00
	64113	NBI	BFH		15 000,00	0,00	-1 400,00	13 600,00	-200,00	13 400,00
	64118	AUTRES INDEMNITES	BFH		130 000,00	0,00	10 000,00	140 000,00	-1 000,00	139 000,00
	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH		30 600,00	0,00	0,00	5 600,00	0,00	5 600,00
	64118.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH		0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	64131	REMUNERATIONS	BFH		100 000,00	0,00	-7 800,00	92 200,00	28 900,00	121 100,00
	64131.1	AUTRES INDEMNITES-HS	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	64131.2	AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6451	COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F	BFH		120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	BFH		186 000,00	0,00	3 400,00	189 400,00	0,00	189 400,00
	6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C	BFH		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	-200,00	4 800,00
	6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	BFH		36 000,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	36 000,00
	6472	PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES	BFH		0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH		6 200,00	0,00	0,00	6 200,00	0,00	6 200,00

		6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	BFH		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00	
		6488	AUTRES CHARGES	BFH		20 000,00	0,00	1 400,00	21 400,00	400,00	21 800,00	
		6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB		0,00	0,00	0,00	1 208,51	0,00	1 208,51	
		6542	CREANCES ETEINTES	BB		3 000,00	0,00	5 000,00	5 791,49	-4 000,00	1 791,49	
		65738	ORGANISMES PUBLICS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	
		6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00	
		65888	AUTRES	BFH		20,00	0,00	0,00	20,00	0,00	20,00	
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	4 000,00	14 000,00	
		6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES			165 467,00	0,00	2 080,00	167 547,00	0,00	167 547,00	
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	
							F					
<b>1</b>			<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>			<b>Somme :</b>	<b>2 226 289,00</b>	<b>0,00</b>	<b>232 080,00</b>	<b>2 458 369,00</b>	<b>-100 000,00</b>	<b>2 358 369,00</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM	
2	AIRE DE LA LOZERE	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB		52 000,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	52 000,00	
		60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00	
		60621	COMBUSTIBLES	RB		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00	
		60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00	
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00	125 000,00	
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		20 500,00	0,00	0,00	20 500,00	0,00	20 500,00	
		615231	VOIRIES	RB		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	
		61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00	
		6156	MAINTENANCE	RB		7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00	
		6161	MULTIRISQUES	BMG		300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00	
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	DIAD		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	-182,90	14 817,10	
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00	
		63512	TAXES FONCIERES	BB		8 600,00	0,00	0,00	8 600,00	182,90	8 782,90	
		63512	TAXES FONCIERES	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6542	CREANCES ETEINTES	BB		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	BC		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	DAD		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6574.3	SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE	DIAD		78 000,00	0,00	0,00	78 000,00	0,00	78 000,00
		65888	AUTRES	BB		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELL			356 553,00	0,00	0,00	356 553,00	0,00	356 553,00
					F						
<b>2</b>			<b>AIRE DE LA LOZERE</b>		Somme :	<b>843 153,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>843 153,00</b>	<b>0,00</b>	<b>843 153,00</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
3	<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	RB		800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
		60612	ENERGIE - ELECTRICITE	RB		6 000,00	0,00	0,00	7 300,00	0,00	7 300,00
		60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	BMG		100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		700,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	1 300,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		5 000,00	0,00	0,00	2 913,00	0,00	2 913,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		600,00	0,00	0,00	463,00	0,00	463,00
		6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	BFI		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	BMG		800,00	0,00	0,00	1 224,00	0,00	1 224,00
		63512	TAXES FONCIERES	BB		9 800,00	0,00	0,00	9 800,00	0,00	9 800,00
		63512	TAXES FONCIERES	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB		800,00	0,00	-500,00	300,00	0,00	300,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	DIAD		0,00	0,00	500,00	500,00	0,00	500,00
		65888	AUTRES	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES			45 277,00	0,00	881,76	46 158,76	0,00	46 158,76
					F						
<b>3</b>			<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>		Somme :	<b>70 379,00</b>	<b>0,00</b>	<b>881,76</b>	<b>71 260,76</b>	<b>0,00</b>	<b>71 260,76</b>

## Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTÉ RESULTAT			10 616,00	0,00	0,00	10 616,00	0,00	10 616,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	BMP		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI		20 000,00	4 731,60	0,00	24 731,60	0,00	24 731,60
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	BM		0,00	20 720,48	0,00	17 023,52	0,00	17 023,52
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	RB		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		2188	AUTRES	BM		60 000,00	53 319,53	100 000,00	217 016,49	0,00	217 016,49
		231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
		231318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	RB		48 000,00	711,00	30 000,00	78 711,00	0,00	78 711,00
		28188	AUTRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I						
<b>1</b>			<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>		Somme :	<b>173 616,00</b>	<b>79 482,61</b>	<b>130 000,00</b>	<b>383 098,61</b>	<b>0,00</b>	<b>383 098,61</b>

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
2	<b>AIRE DE LA LOZERE</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION			302,00	0,00	0,00	302,00	0,00	302,00
		13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS			102 330,00	0,00	0,00	102 330,00	0,00	102 330,00
		192	DIF./REALISATION D'IMMO.- POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	BMP		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	RB		0,00	0,00	0,00	2 280,00	0,00	2 280,00

		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		5 000,00	0,00	0,00	2 720,00	-2 720,00	0,00
		2314	CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI			6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
		2314.31	TRAVAUX AMENAGEMENT AIRE	RB		45 000,00	1 566,20	0,00	46 566,20	-37 280,00	9 286,20
					I						
<b>2</b>			<b>AIRE DE LA LOZERE</b>		Somme :	<b>160 632,00</b>	<b>1 566,20</b>	<b>0,00</b>	<b>162 198,20</b>	<b>-40 000,00</b>	<b>122 198,20</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMS Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
3	<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	-20 000,00	0,00
		2188	AUTRES	DIAD		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	BMP		0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD		250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	RB		70 000,00	13 681,67	0,00	83 681,67	-30 000,00	53 681,67
		231314.1	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	DIAD		0,00	0,00	0,00	250 000,00	150 000,00	400 000,00
		23188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I						
<b>3</b>			<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>		Somme :	<b>340 000,00</b>	<b>13 681,67</b>	<b>0,00</b>	<b>353 681,67</b>	<b>102 000,00</b>	<b>455 681,67</b>

# BUDGETS ANNEXES RECETTES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

## Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>	7061	TAXES D'ANALYSES	BM	F	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		7061.3	TAXES D'ANALYSES - TVA 19,6	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
		7061.4	TAXES D'ANALYSES - TVA 10	BM		305 000,00	0,00	0,00	305 000,00	0,00	305 000,00
		7061.7	TAXES D'ANALYSES - TVA 20	BM		820 000,00	0,00	117 080,00	937 080,00	0,00	937 080,00
		7061.8	TAXES D'ANALYSES ESB - TVA 20	BM		400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
		7061.9	TAXES D'ANALYSES SATEP SATESE - TVA 20	BM		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		74718	AUTRES	BM		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		74718.4	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 20 %)	BM		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		74718.5	PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 %	BM		50,00	0,00	0,00	50,00	0,00	50,00
		74718.6	PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %)	BM		1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
		74718.7	PARTICIPATION DE L'ETAT - E.S.B. EQUARISSAGE (TVA 20 %)	BM		217 000,00	0,00	0,00	217 000,00	0,00	217 000,00
		74718.8	PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 10 %)	BM		150,00	0,00	0,00	150,00	0,00	150,00
		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BB		821 271,00	0,00	115 000,00	936 271,00	-100 000,00	836 271,00
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		777	QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTÉ DE RESULTAT			10 616,00	0,00	0,00	10 616,00	0,00	10 616,00
		7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
					F	<b>2 226 289,00</b>	<b>0,00</b>	<b>232 080,00</b>	<b>2 458 369,00</b>	<b>-100 000,00</b>	<b>2 358 369,00</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
2	<b>AIRE DE LA LOZERE</b>	7068	AUTRES REDEVANCES ET DROITS	BB	F	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00
		757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	BB		260 000,00	0,00	0,00	260 000,00	0,00	260 000,00
		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BB		340 519,00	0,00	0,00	340 519,00	0,00	340 519,00
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISS. TRANSFEREES CPTÉ RESULTAT			102 632,00	0,00	0,00	102 632,00	0,00	102 632,00
					F	<b>843 153,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>843 153,00</b>	<b>0,00</b>	<b>843 153,00</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
3	<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>	752	REVENUS DES IMMEUBLES	BB	F130	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00

		75822	PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM.	BB		66 877,00	0,00	881,76	67 758,76	0,00	67 758,76
		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
					F	<b>70 379,00</b>	<b>0,00</b>	<b>881,76</b>	<b>71 260,76</b>	<b>0,00</b>	<b>71 260,76</b>

### Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	671 313,00	671 313,00	0,00	671 313,00
		2031	FRAIS D'ETUDES			30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
		28033	FRAIS INSERTION			0,00	0,00	0,00	224,00	0,00	224,00
		28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			5 974,00	0,00	0,00	4 087,00	0,00	4 087,00
		281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			63 664,00	0,00	0,00	63 942,00	0,00	63 942,00
		28182	MATERIEL DE TRANSPORT			8 234,00	0,00	0,00	8 234,00	0,00	8 234,00
		281848	AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERES			242,00	0,00	0,00	242,00	0,00	242,00
		28188	AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES			87 353,00	0,00	2 080,00	90 818,00	0,00	90 818,00
					I	<b>195 467,00</b>	<b>0,00</b>	<b>673 393,00</b>	<b>868 860,00</b>	<b>0,00</b>	<b>868 860,00</b>

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
2	<b>AIRE DE LA LOZERE</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	2 078 844,02	2 078 844,02	0,00	2 078 844,02
		2031	FRAIS D'ETUDES			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS			3 333,00	0,00	0,00	3 333,00	0,00	3 333,00
		28121	PLANTATIONS D'ARBRES ET ARBUSTES			3 808,00	0,00	0,00	3 808,00	0,00	3 808,00
		2814	AMORTISSEMENT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI			214 489,00	0,00	0,00	214 489,00	0,00	214 489,00
		2817318	AMORTISSEMENT AUTRES BATIMENTS PUBLICS			134 158,00	0,00	0,00	134 158,00	0,00	134 158,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERES			765,00	0,00	0,00	765,00	0,00	765,00
					I	<b>362 553,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 078 844,02</b>	<b>2 441 397,02</b>	<b>0,00</b>	<b>2 441 397,02</b>

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
3	<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	623 412,38	623 412,38	0,00	623 412,38
		1313	DEPARTEMENTS	BB		294 723,00	0,00	-294 723,00	0,00	0,00	0,00
		281314	AMORTISSEMENTS BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			45 277,00	0,00	801,76	46 078,76	0,00	46 078,76
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERES			0,00	0,00	80,00	80,00	0,00	80,00
					I	<b>340 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>329 571,14</b>	<b>669 571,14</b>	<b>0,00</b>	<b>669 571,14</b>



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 9 novembre 2020**

---

**Commission : Finances et gestion de la collectivité**

**Objet : Budget : Orientations budgétaires 2021**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Rémi ANDRE, Régine BOURGADE, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Françoise AMARGER-BRAJON ayant donné pouvoir à Laurent SUAOU, Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET, Laurence BEAUD ayant donné pouvoir à Bernard PALPACUER, Denis BERTRAND ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE, Patricia BREMOND ayant donné pouvoir à Rémi ANDRE, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Bernard DURAND ayant donné pouvoir à Francis COURTES, Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Christine HUGON ayant donné pouvoir à Sabine DALLE, Jean-Claude MOULIN ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL, Michel THEROND ayant donné pouvoir à Patrice SAINT-LEGER.

*En raison du contexte sanitaire, les élus qui n'ont pu assister à la séance en présentiel, ont eu la possibilité d'assister aux travaux en audio-conférence mais seul le vote par pouvoir a été autorisé. Ont suivi la séance en audioconférence : Alain ASTRUC, Patricia BREMOND, Bernard DURAND, Valérie FABRE.*

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD\_18\_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD\_19\_1063 du 8 novembre 2019 relative au débat des orientations budgétaires 2020 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°703 intitulé "Budget : Orientations budgétaires 2021" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU la présentation du rapport en commission plénière du 3 novembre 2020 ;*

### **ARTICLE UNIQUE**

Prend acte de la tenue du débat lié à la présentation, par la Présidente du Conseil départemental, du rapport des orientations budgétaires de l'exercice 2021, tel que proposé en annexe, qui comporte notamment les informations relatives :

- aux engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement ;
- aux informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget ;
- à la structure des effectifs et les dépenses de personnel.
- à l'élaboration proposée du budget 2021 qui repose sur :
  - un bon niveau d'épargne brute dégagée (20,4 M€) qui couvre le montant des amortissements 14 M€ et autorise un virement à la section Investissement de 6,4 M€.
  - une prévision de recours à l'emprunt de 14,9 € et une capacité de désendettement inférieure à 5 ans ;
  - une section d'investissement avec un volume de recettes réelles de 9,7 M€ et un volume de dépenses de 45 M€
  - une section de fonctionnement avec un volume de recettes de base de 128,1 M€ et un volume de dépenses de 107,7 M€.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_20\_1027 du Conseil Départemental du 9 novembre 2020 (séance organisée selon les modalités de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020).  
Rapport n°703 "Budget : Orientations budgétaires 2021"**

L'article 107 de la loi NOTRe a modifié l'article L3312-1 du code général des collectivités territoriales en complétant les dispositions relatives au contenu et à la forme du débat des orientations budgétaires. Ainsi, en application de ces dispositions, le rapport des orientations budgétaires doit comporter les informations suivantes :

- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;
- les engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme ;
- les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget.

Ce rapport présenté à l'assemblée délibérante, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

- à la structure des effectifs ;
- aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
- à la durée effective du travail dans le Département.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget et peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines du Département.

C'est sur la base du rapport, tel que joint en annexe, que je vous propose de débattre des orientations budgétaires 2021.

# **ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2021 DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**

## Table des matières

Préambule.....	3
I - L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER.....	4
1 - L'environnement national, européen.....	4
II – LA LOI DE FINANCES 2021.....	7
1 – Le point sur la situation financière des Départements.....	7
III - LE CONTEXTE FINANCIER DU DÉPARTEMENT.....	10
1 - L'exécution prévisionnelle de la gestion 2020.....	10
2 - Le positionnement par rapport au contrat signé avec l'État.....	12
3 - L'évolution attendue du budget 2021.....	13
IV - LES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES 2021.....	20
1 - Les politiques d'infrastructures, de désenclavement et mobilité.....	20
2 - Les politiques de solidarité sociale.....	22
3 - Les politiques territoriales.....	25
V - LES SERVICES SUPPORTS.....	34
VI - LA CONSTRUCTION BUDGÉTAIRE.....	40
1 - L'épargne Brute.....	40
2 - Les engagements pluriannuels de la collectivité.....	41
3 - L'endettement.....	43
4 - Les perspectives financières 2021-2022.....	47
VII - LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2021.....	48
1 - Budgets annexes.....	48
2 - Budget général.....	50
VIII – LE DÉBAT.....	51

## Préambule

L'article L 3312-1 du Code général des collectivités prévoit que les orientations budgétaires du Conseil départemental doivent faire l'objet d'un débat au sein de l'Assemblée départementale dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif.

Les orientations budgétaires 2021 s'inscrivent dans un contexte sanitaire incertain quant à l'évolution de la crise sanitaire COVID, crise sans précédent dont les répercussions sociales et économiques sont difficilement mesurables en termes de progression des dépenses sociales, de diminution des recettes, du ralentissement de l'activité économique.

Il convient en ce début de rapport de DOB de communiquer les informations générales sur le contexte économique et financier au niveau européen et national.

# I - L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Il convient de placer la réflexion des orientations budgétaires de notre département dans le contexte économique national et européen.

## 1 - L'environnement national, européen

### Principaux indicateurs économiques

**L'économie mondiale**, en cette année 2020, fortement marquée par la crise sanitaire engendrée par la pandémie de la covid 19, enregistre une chute historique, inédite depuis la seconde guerre mondiale.

**L'évolution de la pandémie demeure la principale source d'incertitude pour une reprise durable de l'économie.** Après une stabilisation temporaire vers la mi-mai, qui a entraîné une levée progressive des mesures de confinement, le nombre de nouveaux cas quotidiens a recommencé à augmenter, alimentant les craintes d'une forte recrudescence de la maladie. Ces craintes pèsent sur la confiance des consommateurs. Les données devenues disponibles confirment que l'activité économique mondiale a atteint un plancher au deuxième trimestre et a entamé un rebond parallèlement à la levée progressive des mesures de confinement à partir de la mi-mai. La nature particulière de la crise du coronavirus a entraîné des perturbations des chaînes de production mondiales et un accroissement des coûts des échanges commerciaux. Les risques entourant les perspectives mondiales restent orientés négativement en raison de l'incertitude persistante concernant l'évolution de la pandémie, ce qui pourrait laisser des séquelles durables sur l'économie mondiale. D'autres risques à la baisse sont liés au résultat des négociations sur le Brexit, au risque d'une montée du protectionnisme commercial et à des effets négatifs à plus long terme sur les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les projections macroéconomiques de septembre 2020 établies par les services de la BCE prévoient une contraction du PIB en volume mondial (hors zone euro) de 3,7 % cette année et une croissance de 6,2 % et 3,8 %, respectivement, en 2021 et 2022.

### La zone euro

#### Le PIB

La chute du PIB est enregistrée au 2ème trimestre 2020 à hauteur de - 12,1 %. Les résultats d'enquête indiquaient en septembre une poursuite de la reprise économique entamée depuis juillet dans la zone euro ainsi qu'un rebond de la croissance du PIB du troisième trimestre. Mais ces perspectives dépendent fortement de l'évolution de la situation sanitaire. Ces incertitudes sont de nature à affaiblir la reprise sur les marchés du travail.

Les projections macroéconomiques de septembre 2020 établies par la BCE pour la zone euro, tablent sur une croissance du PIB annuel en volume de - 8 % en 2020, 5 % en 2021 et 3,2 % en 2022.

La chute du PIB est en France de 13,8 %, en Espagne de 18,5 %, en Allemagne de 10,14 %.

#### L'inflation

Les projections macroéconomiques de septembre 2020 établies par la BCE pour la zone euro, anticipent une inflation annuelle de 0,3 % en 2020, 1 % en 2021 et 1,3 % en 2022.

## En France

### Le PIB

Au 2ème trimestre de 2020, le PIB a baissé de 13,8 %. Pour le mois de juillet, la perte de PIB sur une semaine d'activité était de – 7 % par rapport au niveau d'avant-crise.

Dans le dernier projet de loi de finances rectificative, il est prévu une croissance du PIB à – 11 % cette année, un pouvoir d'achat des ménages en baisse de 1,4 %.

Un net repli de l'investissement des entreprises est à attendre cette année. **Au total, le PIB pourrait enregistrer un recul proche de 11 % en moyenne sur l'année 2020 (2019 : 2 425,7 Md€ - PIB attendu 2020 : 2 158,87 €).** Le niveau d'activité d'avant la crise sanitaire ne serait pas retrouvé avant fin 2021-début 2022. En conséquence, l'inflation resterait faible. La Banque centrale européenne devrait donc continuer à mener dans les mois à venir une politique monétaire arrangeante qui pèserait sur les taux d'intérêt.

Une fois les contraintes du confinement progressivement desserrées, la consommation a nettement rebondi. Ce rebond reflète toutefois un rattrapage des achats qui n'ont pas été fait durant le confinement.

On assiste au mois d'août à une progression de l'activité aussi bien dans l'industrie que dans les services et le bâtiment.

L'activité est proche de son niveau d'avant-crise dans des secteurs tels que l'agro-alimentaire ou la chimie, ce qui n'est pas le cas dans les produits informatiques, électroniques et optiques. En revanche, le secteur automobile enregistre une forte hausse après plusieurs mois d'activité sinistrée.

Dans les services, la reprise se poursuit à un rythme contrasté. Une amélioration très nette est notée dans l'hébergement.

Dans le bâtiment, l'activité continue de progresser, le secteur devant notamment rattraper le retard pris avec l'arrêt des chantiers pendant le confinement. Les chefs d'entreprise jugent que le niveau d'activité est revenu à la normale sur le mois d'août.

### L'inflation

L'inflation demeurerait faible sur toutes les prévisions. Le niveau du prix du pétrole s'établirait en moyenne en 2020 à 43 dollars par baril soit un recul de 20 dollars par rapport à 2019. Le prix du baril s'établirait à 49 dollars en 2022.

L'inflation IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) atteindrait 0,1 % en lien avec cette baisse des prix de l'énergie. Elle se redresserait à 1 % en moyenne annuelle fin 2022.

### Les emplois

L'économie française devrait perdre un peu plus de 800 000 emplois en 2020 (en comparaison 1 million net d'emplois ont été créés entre 2016 et 2019). Selon les prévisions de la Banque de France, un nombre presque équivalent pourrait être recréé en 2021 et 2022. Cela se traduirait par un chômage autour de 11 % au début 2021, avant de redescendre sous les 10 % d'ici à 2022.

Un net repli de l'investissement des entreprises est à attendre.

### L'épargne des ménages, dépôts, crédits

Le rythme de constitution de dépôts bancaires par les ménages ralentit en juillet (+ 15,8 milliards d'euros après + 17,1 milliards en juin et + 19,6 milliards en mai) mais reste nettement au-dessus de sa moyenne pré-covid de janvier 2017 à février 2020 (+ 5,9 milliards d'euros).

Même si l'épargne financière accumulée pendant la crise reste très élevée (80 milliards d'euros à fin juillet), la consommation est un peu meilleure que prévu.

Les crédits à la consommation contribuent pour un quart à cette reprise (+ 2,4 milliards d'euros en juillet après 2,9 milliards en juin), le reste venant des crédits à l'habitat (+ 6,1 milliards en juillet après + 7,2 milliards en juin).

En effet, l'activité immobilière a progressé à partir de juillet marquée par un effet de rattrapage (projets d'achat en suspens durant la crise du covid-19) mais également par un mouvement plus ancien de croissance forte des crédits immobiliers.

### Le déficit public

Dans le dernier projet de loi de finances rectificative, l'exécutif tablait sur un déficit à – 11,5 % du PIB contre 9,1 % dans la 2ème loi de finances rectificative du 25 avril 2020 et 3,9 % dans la 1ère loi de finances rectificative du 23 mars 2020 et 2,2 % dans la loi de finances initiale pour 2020.

En 2019, le déficit public s'est établi à 3 % du PIB.

Le déficit budgétaire augmenterait de 128,9 Md€ par rapport à la LFI 2020 où il était attendu à 93,1 Md€ soit au total 222 Md€.

### La dette

La dette prévisionnelle 2020 s'envole à environ 121 % du PIB, soit 2 610 Mds. L'évolution de la dette est la suivante :

- 2019 : 2 380,1 Mds € (98,1 % du PIB)
- 2018 : 2 314,9 Mds €
- 2017 : 2 258,6 Mds €
- 2016 : 2 188 Mds €
- 2015 : 2 101 Mds € (96,2 % du PIB)
- 2010 : 1 701 Mds €
- 2008 : 1 370 Mds €
- 2005 : 1 190 Mds €
- 2000 : 870 Mds €
- 1996 : 805,2 Mds €

## II – LA LOI DE FINANCES 2021

### 1 – Le point sur la situation financière des Départements

Les finances des Départements vont être durement et longuement impactées tant en termes de recettes que de dépenses par les conséquences économiques et financières de cette crise sanitaire qui s'installe dans la durée. La gestion de cette crise conduit à une augmentation immédiate de leurs dépenses et à une baisse de leurs recettes (effet ciseaux).

D'après les informations transmises par l'ADF, il faut prévoir une baisse du produit DMTO allant selon les départements de – 10 à – 20 % avec pour conséquence immédiate une alimentation plus faible des fonds de péréquation.

En matière de dépenses, les conséquences économiques et sociales sont considérables. Ainsi, les dépenses de RSA à fin août 2020 au niveau national sont en augmentation d'environ + 9 % par rapport au mois d'août 2019.

#### 1° - Les principales mesures du PLF pour 2021

- L'automatisation du FCTVA basée sur le passage d'une éligibilité selon la nature juridique des dépenses à une logique d'imputation comptable, sera mise en œuvre progressivement à compter de 2021. Les simulations ont démontré que la réforme ne pouvait pas être neutre financièrement. En conséquence, le PLF 2021 intègre une mise en œuvre progressive de l'automatisation au régime de versement de l'année N. En 2022, l'automatisation s'étendra au régime N-1, puis en 2023 à l'ensemble du dispositif. (+93 millions sont prévus).

- La répartition de la dotation globale de fonctionnement (Article 58)

la DGF est stabilisée à périmètre constant ainsi que les montants des fractions de TICPE (régions et départements) qui compensent les transferts de compétence.

- La diminution des variables d'ajustements pour les Départements (Article 22)

Le PLF pour 2021 prévoit une diminution des variables d'ajustement de 50 M€ dont 25 M€ financés par une diminution de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et de la dotation pour transferts de compensation d'exonérations de la fiscalité locale. Cette diminution sera plus importante qu'en 2020 pour les départements (- 10 M€ sur – 120 M€ pour l'ensemble des collectivités) année durant laquelle les Départements ont été relativement épargnés en comparaison avec les autres collectivités et eu égard aux années précédentes (-240 millions d'euros en 2017 et – 35 millions d'euros en 2018).

- Le plan de relance de l'économie s'élève à 100 milliards (Md€) d'euros qui seront engagés d'ici 2022. Il se décompose :

→ 86 Md€ de l'État dont 20 Md€ de mesures fiscales via la baisse des impôts de production et 66 Md€ de crédits.

→ 9 Md€ des administrations de sécurité sociale dont 6 Md€ au titre du Ségur de la santé, 2 Md€ de l'Unedic pour l'activité partielle de longue durée et 1 Md€ de la CNAF pour la majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire.

→ 5 Md€ de la Banque des Territoires et de la Banque publique d'investissement.

Le plan de relance prévoit 4 Md€ pour la rénovation thermique des bâtiments publics dont 1 Md€ à destination du bloc communal et des départements et une enveloppe spécifique affectée aux régions pour la rénovation des lycées par exemple.

Ce plan de relance s'inscrit dans un avenir très incertain dont l'efficacité dépendra de la capacité financière des départements à participer à sa réalisation.

## **2° - Afin de garantir la soutenabilité financière des Départements et ainsi de préserver la capacité d'investissement, des demandes ont été adressées par les Départements au Gouvernement :**

- la mise en place d'un dispositif d'avances remboursables des pertes de DMTO pour 2021. Ce dispositif n'est pas envisagé, à ce stade, au titre de l'année 2021 alors qu'un certain nombre de départements anticipent des difficultés encore plus importantes en 2021.

Il a été mis en place en 2020 et consiste au versement par l'État d'une avance remboursable au profit des départements, égale en 2020, à la différence entre le produit moyen des DMTO constaté sur la période 2017-2019 et le produit de l'année 2020.

- la compensation par l'État de la part des pertes de DMTO qui s'avèreraient supérieures à 15 % du montant des recettes constatées en 2019.

- s'agissant du fonds globalisé de péréquation des Départements, le Comité des finances locales a voté le 7 juillet le déblocage de la mise en réserve (soit 120 millions d'euros, portant ainsi le fonds à près de 1,8 Milliard d'euros en 2020).. Cette mise en réserve sera néanmoins insuffisante pour amortir le choc de la diminution des DMTO constatée en 2020. Cette dernière année n'étant pas terminée, elle sera évaluée ainsi : encaissements 31/8/2020 + 1/3 du montant DMTO perçu en 2019.

Il avait été initialement envisagé une évolution du dispositif pour une inscription dans le projet de loi de finances pour 2021. Toutefois, au regard de la baisse des DMTO qui sera a priori moins importante qu'initialement anticipée, l'adaptation du fonds ne s'impose plus pour l'année prochaine. L'ADF réitère en parallèle la demande auprès de l'État de garantir le maintien du financement du fonds globalisé à hauteur de 1,6 Mds d'euros.

- la prise en charge par l'État des dépenses COVID (fonds dédié) ainsi que de la hausse du RSA consécutive à l'absence de déclarations de ressources, des dépenses d'acquisition de masques pour l'ensemble de la période de crise sanitaire soit dès le début du confinement à partir du 17 mars et non pour la seule période du 13 avril au 1<sup>er</sup> juin. Il est demandé que soient intégrées dans ce fonds, les dépenses concernant les primes pour les personnels des Services d'aide à domicile et également les aides versées aux établissements médico-sociaux.

- un moratoire d'une année sur le remboursement du capital de la dette des collectivités locales afin de financer des investissements.

- reposer la question du financement du RSA et dans l'attente la prise en charge automatique des dépenses de RSA au-delà d'une augmentation de + 5 %.

- l'abondement par l'État en 2021 et 2022 du fonds national de péréquation de la CVAE désormais insuffisant compte tenu de la baisse attendue du produit CVAE. Il existe actuellement une garantie qui préserve le rendement du fonds. La CVAE ne doit pas diminuer de plus de 5 %. Il convient donc d'obtenir de l'État une prise en charge de cette garantie.

- le gel de la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité locale ou un nouveau levier fiscal sur les DMTO. Le transfert du produit taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes sera compensé par une fraction du produit de la TVA déterminée par rapport aux recettes perdues en 2020. Un mécanisme de garantie est proposé, l'État finançant la différence. L'Assemblée nationale a adopté une mesure créant un fonds au profit des départements doté de 250 millions d'euros visant à compenser la dynamique plus faible de la TVA par rapport aux bases taxe foncière.

### **3° - Le jugement du tribunal administratif de Paris relatif à l'absence de compensation par l'État des revalorisations du RSA**

Par jugement du 29 juin 2020, le tribunal administratif de Paris a confirmé que les décrets de revalorisation du RSA représentent une « modification des règles relatives à l'exercice des compétences transférées » dont il est constant qu'elles ont créé des charges nouvelles pour les collectivités. L'État avait dès lors l'obligation de respecter les modalités fixées à l'article L1614-3 du CGCT. Il lui enjoint donc d'édicter, dans les six mois, un arrêté d'évaluation de la compensation pour chacun des 5 décrets intervenus entre 2013 et 2017. La Commission consultative d'évaluation des charges se réunira prochainement afin de statuer sur la prise de l'arrêté constatant l'accroissement des charges résultant des revalorisations exceptionnelles du RSA.

### III - LE CONTEXTE FINANCIER DU DÉPARTEMENT

Les orientations budgétaires 2021 doivent s'appréhender une fois connues les données, européennes et nationales précédentes, sur la base du contexte financier du Département à travers :

- ∞ - l'analyse de l'exécution de la gestion 2020
- ∞ - le positionnement par rapport au contrat signé avec l'État
- ∞ - l'analyse de l'évolution attendue du budget 2021

#### 1 - L'exécution prévisionnelle de la gestion 2020

##### *Les recettes de fonctionnement (126 M€)*

Les éléments importants à noter en matière de recettes de fonctionnement :

Augmentations par rapport à l'exercice 2019 :

- ✓ DGF : + 564 k€ (50 K€ part forfaitaire, 515 K€ garantie de fonctionnement minimale)
- ✓ Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux : 10,91 M€ soit + 428 K€  
Il regroupe les 3 anciens fonds : fonds de péréquation historique, fonds de solidarité et fonds de soutien interdépartemental - Recette de 10,48 M€ en 2019  
La réserve de 120 M€ a été libérée en 2020 augmentant d'autant le montant du fonds reversé.
- ✓ Remboursement Etat pour la prise en charge 2019 des MNA : 410 K€
- ✓ Fiscalité : + 295 K€ par la seule évolution des bases
- ✓ CVAE : + 138 K

Stabilité

- ✓ de la taxe sur les conventions d'assurances : 13 M€
- ✓ des remboursements des assurances sur les rémunérations des personnels : 1 M€

Diminution

- ✓ des droits de mutations Lozère : - 300 K€
- ✓ de la taxe d'aménagement : - 50 K€
- ✓ de la dotation CNSA APA :- 350 K€

##### *Les dépenses de fonctionnement (104 M€)*

Elles devraient être exécutées à hauteur de 104 M€ pour une prévision de 108 M€.

Par décision modificative les postes de dépenses suivants ont été abondés :

**Fonds exceptionnel COVID 19 : 3,5 M€** pour la prise en charge :

- des dépenses de gestion de la crise sanitaire pour plus de 250 000 € : masques, gel hydroalcoolique, visières et autres équipements de protection,
- des mesures de soutien aux acteurs du territoire fragilisés par la crise, environ 1 325 000 € : subventions aux associations (350 000 €), participation au Fonds régional L'OCCAL (240 700 €), création d'un fonds d'aide aux petits entrepreneurs (200 000 €), soutien aux établissements PA/PH, primes services d'aide à domicile (500 000 €), indemnités assistants familiaux (30 400 €)

- des surcoûts dans le domaine du Social 1 220 000 € :
  - + 450 000 € pour le RSA : renouvellement automatique des droits des bénéficiaires pendant la situation de crise, revalorisation au 1<sup>er</sup> avril 2020, nouveaux publics impactés par la crise économique
  - + 770 K€ pour la prise en charge et placement du nombre croissant des Mineurs Non Accompagnés. Pendant la période d'urgence sanitaire les durées de prise en charge ont été augmentées de 10 jours et les jeunes ont été maintenus sur le département en l'absence de décisions prises quant à leurs orientations.
- du remboursement aux exposants de leur inscription à la manifestation annulée « La Lozère refait sa comédie » 35 000 €
- d'une provision de 670 K€ pour couvrir les besoins éventuels jusqu'au terme de l'exercice en fonction de l'évolution de la crise sanitaire.

**Ressources humaines : + 230 K€** pour la rémunération des assistants familiaux avec la prolongation de la durée de prise en charge des Mineurs Non Accompagnés pendant la période de confinement et l'augmentation du nombre de jeunes accueillis

#### **Social : + 400 K€**

Enfance Famille : + 400 000 € pour les mesures de placement en lieux de vie des enfants relevant de l'ASE classique.

#### **Solidarité Territoriale : + 104 000 €**

+ 60 000 € d'aide aux agriculteurs pour la prise en charge des analyses de prophylaxies

+ 44 000 € de subvention complémentaire pour Lozère Ingénierie

En Décision modificative n° 3 des crédits ont été rendus : Solidarité Territoriale : -432 K€, prélèvement DMTO -113 K€, subvention d'équilibre budget LDA -100 , affaires juridiques -25 K€.

### **Les taux d'exécution**

#### **Section de fonctionnement**

Les taux d'exécution 2020 devraient approcher 99 % pour les recettes et 96 % pour les dépenses.

	Prévisionnel CA 2020	
	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	108 224 K€	126 630 K€
Crédits consommés	104 000 K€	126 000 K€
Taux d'exécution	<b>96 %</b>	<b>99,50 %</b>

#### **Section d'investissement**

Les taux d'exécution 2020 pourraient atteindre :

- Dépenses réelles (hors remboursements sur emprunts revolving) : 94 %.
- Recettes réelles : 65 %

	Prévisionnel CA 2020	
	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	42 112 K€	35 578 K€
Crédits consommés	39 358 K€	23 000 K€
Taux d'exécution	<b>94 %</b>	<b>65 %</b>

Par nature d'investissement, les équipements départementaux représenteraient 52 % du budget total d'investissement contre 26 % pour les équipements non départementaux (programmes d'aides).

Objet	2020
Équipements départementaux	24 500 K€
Équipements non départementaux	10 000 K€
Capital de la dette	4 858 K€
<b>TOTAL</b>	<b>39 358 K€</b>

## 2 - Le positionnement par rapport au contrat signé avec l'État

Le contrat signé avec l'État le 29 juin 2018 portait sur les trois exercices 2018, 2019 et 2020.

Il visait les objectifs suivants :

- maîtrise de la dépense publique
- amélioration du besoin de financement
- amélioration de la capacité de désendettement

Sur les trois exercices concernés l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (**DRF**) était limitée à 1,2 % à périmètre constant.

La trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement était la suivante :

CA 2017	Evolution annuelle 1,2 %					
	CA 2018		CA 2019		CA 2020	
	Augmentat°	Plafond dépenses	Augmentat°	Plafond dépenses	Augmentat°	Plafond dépenses
100 488 971	1 205 868 €	101 694 839 €	1 220 338 €	102 915 177 €	1 234 982 €	104 150 159 €

Les 1,2 % d'évolution annuelle sont calculés sur la base de 100 488 971 € soit les dépenses réelles de fonctionnement (compte de classe 6) du compte administratif 2017.

Le non-respect de l'engagement du taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entraîne **une reprise financière égale à 75 % de l'écart avec l'objectif fixé.**

En raison des dépenses de gestion de la crise sanitaire COVID 19, par amendement n°79 du 19 mars 2020 le respect du pacte de Cahors encadrant les dépenses de fonctionnement est écarté pour 2020. Ainsi les dépenses réelles de fonctionnement engagées au titre de l'année 2020 ne seront pas comparées au montant contractualisé en 2018. Elles ne pourront donc pas faire l'objet d'une reprise financière en cas de dépassement de la trajectoire.

### 3 - L'évolution attendue du budget 2021

#### Section de fonctionnement

#### Recettes

Sur la base des informations connues à ce jour, les recettes de fonctionnement 2021 ont été évaluées à un montant de 128,6 M€ comme suit :

- stabilité de la DGF ;
- baisse des dotations, taxes, compensations (CNSA, CVAE, IFRER, électricité, DCRTP) avec l'arrêt puis les difficultés de reprise de l'activité économique après la période de confinement sanitaire du printemps 2020 ;
- droits de mutation : la diminution annoncée des DMTO ne s'est pas ressentie pour l'heure dans notre département. Toutefois dans cette perspective nos propres DMTO sont légèrement revus à la baisse. Le fonds national, alimenté par l'écrêtement des DMTO des départements les plus riches est maintenu. Ce fonds national regroupe les 3 anciens fonds : fonds national de péréquation, fonds de solidarité et fonds de soutien interdépartemental.
- l'entrée en vigueur de la réforme de la fiscalité avec la part départementale de taxe foncière transférée aux communes, les départements bénéficiant d'une compensation totale par l'affectation d'une fraction de TVA nationale. En 2021 le remplacement de la taxe sur le foncier bâti se fera sur les bases de foncier bâti 2020 x taux 2019 + compensations d'exonération fiscale de foncier bâti + rôles supplémentaires soit un prévisionnel de 22,6 M€.

#### Analyse des péréquations verticale et horizontale

**La péréquation verticale : 2020 ► 48,53 M€**

**2021 ► 48,65 M€**

#### **a) – La dotation globale de fonctionnement (42,2 M€)**

Trois composantes :

- **une dotation de compensation** correspondant aux montants dus au titre de la suppression, en 2003, des contingents communaux d'aide sociale (CCAS) et de 95 % de la dotation générale de décentralisation (DGD).

**Montant 2020 : 15,743 M€.** Montant figé depuis 2017.

- **une dotation forfaitaire** évoluant en fonction de la dynamique démographique et écartée en fonction du potentiel financier par habitant. La contribution au redressement des finances publiques (2014-2017) a par ailleurs donné lieu à la minoration de cette dotation, calculée en fonction du revenu par habitant et de l'effort fiscal.

**Montant 2020 : 8,58 M€.** **Montant identique prévu en 2021.**

- **la dotation de fonctionnement minimale (DFM)**, destinée aux départements ruraux dont le potentiel financier par habitant est inférieur ou égal au double du potentiel financier par habitant moyen de ces départements. Cette dotation est répartie en fonction de la longueur de la voirie, du potentiel financier par habitant et du potentiel financier superficiaire.

**Montant 2020 : 17,56 M€ (en augmentation de plus 0,48 M€ en 2020)**

**Montant de 17,9 M€ prévu en 2021.**

### **b) - Le dispositif de compensation péréquée – DCP (5,3 M€)**

Il a été créé par la loi de finances pour 2014 dans la lignée du Pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013.

Il correspond au transfert aux Départements par l'État des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties et **a pour objectif de contribuer au financement des allocations individuelles de solidarité (AIS)**. La DCP comprend deux parts :

- une première part (70%) répartie en fonction du reste à charge des Départements en matière d'AIS.

- une seconde part au titre de la péréquation (30%) répartie en des critères, revenu par habitant et proportion d'allocataires du RSA, de bénéficiaires de l'APA, de la PCH.

**Montant 2020 : 5,18 M€ €.** **Montant de 5,3 M€ prévu en 2021.**

### **c) - Le Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (0,3 M€)**

Créé par la loi de finances pour 2006. Initialement destiné à renforcer les actions d'insertion des conseils départementaux, il a ensuite été conçu comme un outil de compensation visant à accompagner les Départements dans la gestion du RMI puis du RSA.

**Montant 2020 : 345 K€.** **Montant de 300 K€ prévu en 2021.**

### **d) - La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle – DCRTP (0,85 M€) et compensation d'exonération de fiscalité.**

Elles ont pour objectif, soit de neutraliser les effets de la réforme de la taxe professionnelle au titre de l'année de référence (2010), soit de compenser les dispositifs d'exonération de fiscalité locale (taxe d'habitation, foncier, taxe professionnelle). Elles ont été intégrées aux variables d'ajustement, ce qui a conduit à une forte minoration des montants versés aux départements (- 240 M€ en 2017).

**Montant 2020 :**

**DCRTP ► 898 K €**

**Compensations exonérations fiscales ► 778 K€**

**Montant 2021 :**

**DCRTP ► 850 K€**

**Compensations exonérations fiscales ► intégrées dans la fraction de TVA nationale en dans le cadre de la réforme de la fiscalité ( pour mémoire 778 K€)**

## **Les fonds de péréquation horizontale : 2020 ► 9,048 M€**

**2021 ► 11,7 M€**

### **a) - le fonds national de péréquation des droits de mutation (11 M€)**

Créé par l'article 255 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 (1<sup>ère</sup> année de répartition) ce fonds regroupe trois anciens fonds : le fonds DMTO «historique», le fonds de solidarité des départements (FSD) et le fonds de soutien interdépartemental (FSID) lui-même créé en 2019.

**Le reversement est effectué au sein de trois enveloppes**, qui reprennent les modalités de répartition des trois fonds préexistants :

**La première enveloppe** (ancien FSID) d'un montant fixe de 250 M€ est répartie en deux fractions :

- la première (150 M€) est destinée aux départements ruraux fragiles et est répartie en fonction du potentiel financier, des revenus et du taux d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- la seconde (100 M€) est destinée aux départements marqués par un niveau de DMTO et des revenus moyens faibles ainsi qu'un taux de pauvreté élevé. Elle est répartie en fonction du potentiel financier, de la population et des revenus.

La **deuxième enveloppe** (fonds historique DMTO), égale à 52 % des montants à reverser (après ponction de la première enveloppe) est versée aux départements caractérisés par un potentiel financier ou des revenus faibles. Elle est répartie en fonction de ces deux critères ainsi que du niveau de DMTO par habitant.

La **troisième enveloppe** (ancien FSD), égale à 48 % des montants à reverser (après ponction de la première enveloppe) est répartie en deux fractions :

- la première (30 % de l'enveloppe), destinée aux départements dont le potentiel fiscal ou les revenus sont faibles, est répartie entre les départements en fonction du reste à charge au titre des AIS.
- la seconde (70 % de l'enveloppe) bénéficie à la première moitié des départements dont le reste à charge par habitant est le plus élevé. Elle est répartie en fonction de ce reste à charge et de la population.

**Ce fonds fait l'objet de deux prélèvements**, calculés en fonction des DMTO :

**Un premier prélèvement** égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition. Le montant de ce prélèvement varie chaque année selon l'assiette des droits. Il touche tous les départements.

**Un second prélèvement**, d'un montant fixe de 750 M€, auxquels sont éligibles les départements dont l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition est supérieur à 0,75 fois la moyenne nationale ( le prélèvement est effectué par tranche, en fonction du montant de l'assiette). Ce second prélèvement est, pour chaque département, plafonné à 12 % du montant des DMTO perçus l'année précédente.

Un département peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du fonds.

#### **Constitution d'une réserve**

Les sommes mises en répartition peuvent faire l'objet d'une mise en réserve lorsque le montant des deux prélèvements dépasse 1,6 Md€.

Cette mise en réserve, dans un fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles, est décidée par le comité des finances locales (CFL) à qui il revient également de décider d'un éventuel abondement des sommes réparties au moyen des sommes mises en réserve lors des exercices précédents, soit 120 M€ au titre de l'ancien fonds DMTO.

En cas de libération, cette somme vient abonder à 52 % la 2<sup>ème</sup> enveloppe et à 48 % la 3<sup>ème</sup>.

Lors de sa séance du 7 juillet 2020, le Comité des Finances locales a décidé de libérer la réserve de 120 M€ ce qui majore d'autant le montant du fonds reversé aux départements,

**Montant 2020 : Versement : 10 915 K€      Prélèvement : - 437 K€**

**Montant escompté 2021 : Versement : 11 M€      Prélèvement : - 450 K€**

### **c) – Le fonds national de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises – CVAE (néant)**

Il a été créé par la loi de finances pour 2010 dans le contexte de la réforme de la taxe professionnelle et redéfini par la loi de finances pour 2013.

Ce fonds est alimenté par deux types de prélèvements :

- un prélèvement sur « stock » lié au niveau de CVAE du Département l'année précédant la répartition,
- un prélèvement sur « flux » tenant compte de la progression des recettes de CVAE.

Ce fonds est attribué aux Départements au regard de leur population et d'un indice synthétique de ressources et de charges composé :

- du revenu par habitant (60%)
- du potentiel financier par habitant (20%)
- de la proportion de bénéficiaires du RSA (10%)
- de la proportion de personnes âgées de plus de 75 ans (10%).

**La crise sanitaire 2020 aura pour effet une baisse importante du produit de la CVAE 2021 entraînant l'impossibilité d'alimenter le fonds de garantie sur l'année 2021.**

**Montant 2020 : 0,231 M€**

**Montant prévu en 2021 : /**

### **d) – Le fonds de stabilisation (0,7 M€)**

Il a été créé par la loi de finances pour 2019, pour les années 2019 à 2021 à destination des départements connaissant une situation financière dégradée par rapport aux charges induites par le financement des AIS. L'enveloppe annuelle était de 115 M€.

La loi de finances 2020 est venue réformer et abonder ce fonds à compter de 2021 avec une fraction du produit net de la TVA et une enveloppe dotée de 250 M€ / an

Les critères d'éligibilité sont :

- DMTO par habitant inférieur à la moyenne ;
- Taux de pauvreté supérieur à 12 %.

La répartition s'effectuera selon un indice de fragilité sociale avec le pourcentage de bénéficiaires des AIS, le revenu par habitant avec une majoration de l'indice de :

20 % pour les départements dont le taux de pauvreté est supérieur ou égal à 17 %

10 % de majoration supplémentaire si le taux d'épargne brute est inférieur à 10 %.

Les nouveaux critères d'éligibilité permettent à notre département de devenir éligible de manière pérennes à ce fonds, nos DMTO 2019 se situant à 38 % de la moyenne et le taux de pauvreté à 15,3 %. A ce titre le Département de la Lozère devrait bénéficier d'un montant de 0,75 M€ à compter de 2021.

**Montant 2020 :** /

**Montant 2021 :** 0,7 M€

### Recettes - Récapitulatif

Nature	CA estimé 2020	OB 2021
DOTATIONS GLOBALISÉES	42,92 M€	43,77 M€
FISCALITE DIRECTE	28,57 M€	7,07 M€
ALLOCATIONS COMPENSATRICES	1,60 M€	
FISCALITÉ INDIRECTE CLASSIQUE	7,26 M€	6,72 M€
FISCALITÉ INDIRECTE DE COMPENSATION	19,85 M€	42,10 M€
DOTATIONS SPÉCIFIQUES	6,18 M€	5,98 M€
AUTRES RECETTES	14,41 M€	22,46 M€
FONDS DE SOUTIEN INTER-DEPARTEMENTAL	5,21 M€	
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>126,00 M€</b>	<b>128,10 M€</b>

### Dépenses

Globalement les enveloppes budgétaires 2020 sont reconduites en 2021 à l'exception de :

- ➔ Solidarités sociales : + 1,4 M€ soit un total de 47 M€ (l'année 2021 supporte les conséquences de la crise économique et sociale de la pandémie COVID 19)
- ➔ Ressources Humaines : + 0,6 M€ soit un total de 32,4 M€
- ➔ Stations de ski : + 110 000 € dépense nouvelle en lien avec la prise de compétence et la gestion pour une année dans l'attente de l'attribution à un délégataire de service public

Directions	CA estimé 2020	OB 2021
SOLIDARITÉ SOCIALE	45,00 M€	47,00 M€
RESSOURCES HUMAINES	32,10 M€	32,40 M€
AFFAIRES JURIDIQUES, COMMANDE PUBLIQUE LOGISTIQUE	2,50 M€	3,09 M€
INFRASTRUCTURES DÉPARTEMENTALES	4,00 M€	4,50 M€
ASSEMBLÉES ET FINANCES	5,18 M€	7,50 M€
FONDS COVID	3,00 M€	
SOLIDARITÉ TERRITORIALE	7,40 M€	8,11 M€

Directions	CA estimé 2020	OB 2021
CABINET, COMMUNICATION ET PROTOCOLE	0,45 M€	0,53 M€
SDIS	3,80 M€	3,80 M€
POLEN	0,04 M€	0,07 M€
CHARGES FINANCIÈRES	0,53 M€	0,70 M€
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	104,00 M€	<b>107,70 M€</b>

**Positionnement par rapport au contrat avec l'État :**

**Face aux dépenses de gestion de la crise sanitaire du COVID 19 le contrat de Cahors a été suspendu pour l'année 2020.  
A ce jour, aucune information n'est remontée quant à une éventuelle reconduction du dispositif à compter de 2021.**

**Section d'Investissement**

**Recettes**

**Sur la base des informations connues à ce jour, les recettes réelles d'investissement 2021 (hors emprunts) ont été évaluées à 9,6 M€ en fonction des éléments suivants :**

Nature	CA estimé 2020	OB 2021
DOTATIONS : DSID, DDEC, FCTVA, RADARS	7,93 M€	7,93 M€
SUBVENTIONS, AUTRES RECETTES	1,11 M€	1,67 M€
<b>TOTAL RECETTES</b>	9,04 M€	9,60 M€

Les recettes 2021 sont escomptées à un niveau similaire à l'exercice 2020 avec :

- le FCTVA maintenu autour de 2,9 M€ lié à un volume d'investissement Routes et Bâtiments conséquent par rapport à 2020 ;
- le déblocage attendu de la part « Projets » de la DSID.

Pour atteindre l'équilibre budgétaire il convient d'ajouter aux recettes réelles les prévisions de recours à l'emprunt.

	OB 2021
EMPRUNTS	14,9 M€

**Dépenses**

**Le maintien à hauteur de 11 M€ du fonds national des droits de mutation à titre onéreux, la maîtrise des dépenses de fonctionnement permettent de renforcer la capacité d'investissement réels à 39 M€ et de soutenir de manière tout à fait conséquente l'économie de notre territoire (Entreprises Travaux Publics, artisans, commerçants, aides importantes aux collectivités...) subissant les conséquences de la crise sanitaire COVID.**

Directions	BP 2020	CA estimé 2020	OB 2021
SOLIDARITE SOCIALE	1,8 M€	0,70 M€	1,8 M€
INFRASTRUCTURES DEPARTEMENTALES	16,0 M€	16,75 M€	17,4 M€
BATIMENTS, COMMANDE PUBLIQUE, INFORMATIQUE , MARCHES, POLEN	8,2 M€	6,45 M€	8,2 M€
SOLIDARITE TERRITORIALE	12,2 M€	10,00 M€	11,0 M€
SDIS	0,4 M€	0,60 M€	0,6 M€
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>38,6 M€</b>	<b>34,50 M€</b>	<b>39,0 M€</b>

Aux investissements réels il convient d'ajouter les charges financières et autres dépenses (aménagement fonciers, imprévus) portant ainsi la section d'investissement 2021 à **45 M€**.

ASSEMBLEES / FINANCES capital autres dépenses	6,7 M€	5,00 M€	6,0 M€
<b>TOTAL</b>	<b>45,3 M€</b>	<b>39,50 M€</b>	<b>45,0 M€</b>

**Ce volume d'investissement reste conditionné au maintien de nos recettes de fonctionnement (fonds national de péréquation DMTO, de nos propres DMTO, de l'équivalence de TVA en lieu et place de la TFPB) et de la stabilisation des dépenses sociales.**

**C'est dans ce contexte financier que doivent s'analyser les politiques départementales à mettre en œuvre en 2021.**

## IV - LES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES 2021

### 1 - Les politiques d'infrastructures, de désenclavement et mobilité

#### *Les Infrastructures numériques en fibre optique*

En 2021, le projet de desserte à très haut débit de l'ensemble du territoire lozérien poursuivra son développement.

Le syndicat mixte « Lozère Numérique » qui rassemble toutes les communes lozériennes hors zone AMII (Appel à Manifestation d'intérêt) et le Département porte ce projet.

D'un point de vue financier, le Département n'a donc pas de dépense directe pour la construction du réseau fibre, mais il participe à hauteur de 50 % en investissement (donc à parité avec l'ensemble des communes) et à hauteur de 70 % en fonctionnement aux dépenses de ce syndicat.

En 2021, les dépenses d'investissement pour ce syndicat devraient être quasiment soldées ; en effet, ces dépenses sont appelées sur la base des avant projets détaillés de distribution et en 2021 la quasi totalité des études de distribution devrait être réalisée. Pour le fonctionnement, la dépense pour les membres du syndicat ne devrait pas évoluer.

Du point de vue de l'avancement du projet, en 2020 la société de projet « Alliance THD » délégataire de notre réseau devrait avoir construit 24 000 prises environ dont 12 000 en 2020 malgré la COVID-19 et 44 000 prises devraient avoir fait l'objet d'un Avant Projet Détaillé de distribution.

Pour 2021, il est prévu la construction de 15 000 prises supplémentaires et 16 400 prises nouvelles devraient faire l'objet d'un Avant Projet Détaillé validé.

Il convient donc pour 2021 de prévoir le financement correspondant à la part du Département au sein du syndicat Lozère Numérique en investissement et en fonctionnement.

Le Département est aussi membre du SMANA 75 (Syndicat Mixte d'Aménagement Numérique A75). Ce syndicat gère une DSP qui a été renouvelée en 2020 et confiée en affermage à la société COVAGE. Compte tenu de sa structure bénéficiaire, il n'est pas prévu de dépenses pour le Département au profit de ce syndicat.

#### *Le schéma directeur des usages du numérique (SDUN)*

Les services et usages qui vont se développer sur ces réseaux fibrés représentent un enjeu important pour réussir notre entrée dans la société de l'information. De plus, la loi Montagne a rendu obligatoire pour les titulaires de SDTAN (Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique) l'élaboration d'un schéma directeur des usages du numérique (SDUN).

Prévu en 2020, l'engagement de cette étude n'a pas pu se réaliser du fait de la charge de travail importante des services et de la COVID-19. Elle sera à engager en 2021 avec l'appui d'un assistant à maîtrise d'ouvrage.

#### *La téléphonie mobile*

Dans le cadre du programme New Deal, une équipe projet, pilotée par la Préfecture de Lozère, a été créée en 2018 (regroupant notamment des représentants de l'État, du Département et des Communes), afin de suivre ce projet et faire remonter à la mission France Mobile les zones qui nécessitent d'être couvertes. Pour ce faire l'équipe s'appuie sur les dossiers déposés par les maires sur la plate-forme France Mobile prévue à cet effet.

A ce jour 27 projets ont été engagés, conformément aux quotas attribués à la Lozère.

La dotation annoncée pour 2021 est de 12 sites minimum pour la Lozère. L'équipe projet continuera donc dans les mois et années qui viennent à étudier les demandes des communes, à faire procéder aux études radios et à sélectionner des zones à couvrir par les opérateurs.

De plus, le Département continue à assurer la gestion de son parc de pylônes, lequel nécessitera la réalisation d'un contrôle technique préalable à une éventuelle remise en état.

Par ailleurs, les services du Département continueront leur mission d'assistance auprès des élus locaux, des entreprises ou des particuliers en cas de panne ou de désordre sur les réseaux fixes (Internet et téléphonie) et mobiles. Cette mission a pour objectif d'améliorer les délais de rétablissement.

## **Les transports**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 les transports scolaires et interurbains sont gérés directement par la Région (fin de la délégation accordée pour 2018).

Comme en 2020, le Département continuera en 2021 d'instruire la partie qui concerne le transport des élèves en situation de handicap qui reste de sa compétence en lien avec la MDA (Maison Départementale de l'Autonomie). Les marchés cadre ont été relancés en 2020.

A noter que l'impact de la COVID-19 sur ces transports pourrait conduire à modifier l'organisation actuelle avec en particulier la possibilité de faire du transport public individuel. Dans ce cas, les coûts induits seraient accrus.

Nous transportons actuellement une cinquantaine d'élèves.

## **Les infrastructures routières**

L'attractivité du territoire est une des priorités du Département de Lozère. A ce titre, le réseau routier est un vecteur essentiel de cette attractivité en l'absence d'aéroport, de voies navigables, de liaison TGV, ... . La route supporte la très grande majorité des déplacements en Lozère.

L'État gère le réseau structurant qui assure les grandes liaisons interdépartementales et participe à l'aménagement du territoire.

- L'A75 assure une liaison nord-sud rapide et fiable bien reliée au réseau routier Français. Son aménagement est achevé excepté la complétude de l'échangeur nord de Saint Chély d'Apcher qui figure au contrat de plan Etat Région. Cette opération pilotée par l'État et financée en partie par le Département est susceptible de se réaliser prochainement malgré un plan de financement encore non finalisé.
- la RN 88, orientée est-ouest et desservant Mende, doit par son aménagement à 2X2 voies assurer un accès facilité à l'ensemble du territoire. En 2016-2017 le Département a, en concertation étroite avec les élus du territoire traversé, défini les priorités d'aménagement entre l'A75 et La haute Loire. En 2018 la DREAL a lancé une étude d'itinéraire de la RN 88 entre l'A75 et le Puy en Velay. Cette étude bien que lancée depuis deux ans n'a pas encore été présentée par l'État. Le Département a multiplié les initiatives et les rencontres au niveau national pour faire avancer ce dossier qui relève de l'État mais revêt une importance majeure pour notre territoire. Rappelons que le Département finance les travaux en cours sur la rocade ouest de Mende à hauteur de 5,7 M€. Ces travaux devraient être mis en service en début 2023.
- Enfin, la RN 106 a subi en 2020 des intempéries qui ont conduit à des coupures ou des mises en alternat en plusieurs endroits. Ces événements ont mis en exergue le manque d'investissement sur cet axe pourtant vital pour l'économie lozérienne. Le Département maintient sa demande de modernisation de la RN106 sud qui constitue un axe économique majeur permettant de relier le littoral méditerranéen, le sillon rhodanien et au-delà le port de Marseille.

Concernant les déplacements du quotidien, le Département gère 2 300 kilomètres de routes. Ce réseau participe aussi à la desserte des sites touristiques majeurs du Département et au développement de l'activité économique. En 2020, le Département a procédé au relèvement à 90 km/h de la vitesse maximale autorisée sur la quasi totalité de son réseau.

- Sur le plan de l'exploitation, le Département assure la viabilité tout temps du réseau et son exploitation en s'appuyant sur les agents des 24 CT. En particulier, il est prévu comme les années précédentes, la mise en place d'une organisation spécifique pour assurer la viabilité hivernale entre novembre et mars.
- Sur le plan de l'entretien, une part importante du budget des routes y est consacré. Ce travail est réalisé en grande partie en régie en particulier pour les dépendances vertes et bleues. En 2020, pour cause de COVID-19, les enduits en régie avec le « train d'enduit » n'ont pas pu être réalisés. Pour 2021, nous proposons de relancer ce programme conformément aux années précédentes afin de conserver un taux de renouvellement des chaussées sur le réseau secondaire correct. De même, il est nécessaire de maintenir le niveau de renouvellement des chaussées du réseau principal, confié aux entreprises, et de poursuivre la remise en état de notre patrimoine d'ouvrages d'art et de murs. Un effort devra également être consenti pour poursuivre le traitement des risques de chutes de blocs sur plusieurs sites identifiés. A noter également le lancement d'une étude, qui a été différée, pour définir notre politique en matière de suivi des plantations d'alignement ; en effet le Département ne dispose pas à ce jour d'une doctrine en la matière.
- Sur le plan de la modernisation, nous proposons de poursuivre la modernisation du réseau conformément au plan pluriannuel d'investissement. De plus, les projets de traverse d'agglomération portés par les communes et financés en partie par le Département seront traités en fonction de leur avancement technique et financiers.
- D'autres éléments sont aussi à considérer :
  - Les fortes fluctuations du prix du pétrole et des taxes sur les produits pétroliers qui impactent fortement les coûts des travaux publics. Ces évolutions sont difficilement prévisibles.
  - Les besoins sur les bâtiments servant à l'exploitation des routes : La construction du nouveau CT de Ste Croix Vallée Française, le lancement des études de définition d'un projet de nouveau CT à Chateauneuf de Randon, l'aménagement des locaux de l'UT de Chanac en lien avec le CT de Chanac qui jouxte le terrain, ...
  - La poursuite de la rédaction d'actes administratifs pour pallier la déficience des notaires dans la rédaction des actes de faible valeur. L'objectif est de poursuivre la réduction du nombre d'actes en souffrance.
  - La poursuite du renouvellement accéléré du parc de véhicules et d'engins en particulier de VH et de fauchage compte tenu de l'âge actuel de ces matériels. Il est proposé en 2021 de maintenir le rythme de renouvellement de ces deux dernières années. Le recours à des véhicules électriques sera examiné lorsque les missions assurées le permettent.

Par ailleurs, le Département reste vigilant quant à l'évolution des services ferroviaires offerts sur le territoire.

## 2 - Les politiques de solidarité sociale

Territorialisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la mise en œuvre des politiques sociales s'inscrit dans le nécessaire besoin de proximité et d'accessibilité de la réponse.

En permettant une décision au plus proche, et en rapprochant le niveau décisionnel des dynamiques de territoire, le Département entend favoriser l'émergence d'actions partenariales et collectives adaptées aux besoins et ressources locales.

S'agissant plus spécifiquement des actions menées dans le champs de l'action sociale, celles-ci ont été mises en œuvre dans le contexte très particulier de la crise sanitaire liée au COVID.

Cette crise majeure ayant eu pour effet de neutraliser certaines actions, voir de les reporter et d'en faire émerger de nouvelles pour répondre aux besoins d'un tissu socio-économique dont on ne mesure pas encore pleinement le visage à venir.

### **Sur le plan de l'action sociale et de l'insertion**

Si en Lozère, la crise sanitaire et le confinement qui en a résulté ont eu des répercussions moins dramatiques que dans d'autres départements en raison de la composition du tissu économique, elle a cependant comme partout eu des incidences sur les personnes en recherche d'insertion ou fragilisées.

Le nombre de personnes pris en charge au titre du RSA entre mars 2019 et mars 2020 a augmenté de 4 % en partie en raison de l'augmentation des familles monoparentales (à corrélérer peut être avec les effets du confinement) et les baisses d'offre d'emploi. Pour autant si le taux de bénéficiaires du RSA sur la population active reste de moitié inférieur aux normes nationales, il convient cependant de maintenir toute action favorisant le retour à l'emploi.

Qu'il s'agisse d'actions directes sur l'emploi avec les partenaires ou de travailler sur la levée les freins que sont la mobilité et le logement, celles -ci sont travaillées conjointement avec l'État dans le cadre de la Stratégie de la Prévention de la Pauvreté, le Dispositif Loz'emploi et les nouvelles actions inscrites dans le Plan de Relance notamment à destination des jeunes et des l'Insertion par l'Activité Economique.

Le travail autour de la réduction des délais d'orientation des bénéficiaires, le renforcement de l'accompagnement global avec Pôle emploi ou des actions conjointes ciblées mises en oeuvre au travers de Loz'emploi sont autant de leviers d'actions permettant la réinscription plus rapide et la réponse aux besoins d'entreprises toujours en difficulté pour trouver des employés sur le territoire.

Le montant du RSA également a été également impacté par la crise en raison de la baisse de la part « activité » dans le montant calculé et il devrait augmenter mécaniquement du fait de la revalorisation annuelle nationale de 1 %.

S'agissant des actions de remobilisation sociale, de soutien aux associations caritatives celles-ci indispensables à la construction de la cohésion sociale et de l'insertion elles sont maintenues voir développées.

### **L'autonomie**

La crise sanitaire est venue impacter très fortement les établissements et services accompagnant les personnes en situation de handicap ou âgées.

Les établissements et services ont dû faire face à une situation inédite leur imposant des mesures drastiques aux impacts notables tant sur les personnels et l'organisation que sur les publics eux-mêmes.

Renforcer l'animation et les règles en internes a généré des surcoûts pour les établissements de même que les dotations en matériels et aménagements rendus nécessaires.

La pression sur les équipes et les besoins en personnels complémentaires pour assurer les missions de prévention, de médiation avec les familles ou d'animation envers les résidents ont mis en lumière l'impact du manque d'attractivité des métiers du Grand Age.

Si le Département a pris des mesures inédites pour soutenir les établissements et services en 2020, il entend, dans un contexte libéré du Pacte de Responsabilité, accorder une marge de manœuvre au titre de la tarification des établissements.

En permettant l'augmentation des tarifs hébergement dans les établissements accueillants des personnes âgées et ou handicapées, le Département leur permet de sécuriser leurs financements voir d'envisager pour le secteur du handicap le versement de primes aux professionnels.

Outre les éléments de tarification, en 2021, la prise en charge d'une cinquantaine de nouveaux bénéficiaires de l'APA à domicile est anticipée ainsi qu'une stabilisation des prestations individuelles handicap.

**Dans le champ de la prévention pour les personnes âgées**, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) va poursuivre les actions engagées en tenant compte des reports de l'année 2020 et de besoins nouveaux qui pourraient émerger.

### ***L'enfance et la petite enfance***

Le secteur de la protection de l'enfance enregistre une croissance constante notamment sur le volet de l'hébergement et ce depuis quelques années.

A cela plusieurs raisons, l'arrivée de jeunes issus du dispositif de prise en charge des mineurs non accompagnés (une quinzaine par an), la dégradation de situations suivies au domicile et la complexité de certaines situations à la frange entre social et médical qui requièrent des accompagnements longs et plus denses.

En 2020 le confinement est venu interroger les modalités d'accompagnement au domicile et en établissements.

Les dotations financières ont été maintenues sur la période pour les établissements, et les équipements individuels de protection alloués, cependant les prises en charge ont éprouvés les professionnels devenus éducateurs/enseignants.

Au domicile un nombre plus important de situations ont basculé en placement pour partie en raison des impacts du confinement. Ces placements se poursuivront sur l'année 2021 et viendront augmenter le nombre total de prise en charge.

L'augmentation du nombre mineurs impacte le budget sur le volet hébergement mais également prestations, prise en charge s'agissant de frais annexes à la vie de l'enfant.

En complément la volonté d'accompagnement des jeunes majeurs nécessite la revalorisation de la ligne budgétaire.

Dans ce cadre, la prévention en protection de l'enfance et le repérage des fragilités s'avère d'autant plus nécessaire auprès des plus petits pour éviter d'hypothéquer le développement de l'enfant.

A cet égard, les actions conduites avec la Caisse de Commune de Sécurité Sociale au travers du Schéma Départemental des Services aux Familles et le lancement de la démarche « Petits Pas Grands Pas » pour les professionnels de la PMI sont des leviers nécessaires.

En outre le travail avec le soin doit être un axe majeur pour l'année 2021.

Concernant la mise à l'abri de personnes se déclarant mineures et isolées, si compte tenu du contexte, les arrivées ont été moins nombreuses la durée de prise en charge en revanche a été fortement revalorisée induisant des montants importants.

La visibilité sur l'année 2021 restant très dépendante des mesures nationales, le maintien d'une dotation raisonnable sur ce volet est nécessaire.

En 2021 pour 2022 une contractualisation est annoncée pour des territoires démonstrateurs sur la protection de l'enfance autour de 4 engagements :

- Actions précoces et prévention via la PMI et le renforcement des Cellules de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) ;
- La prévention des ruptures dans l'accompagnement avec des outils financiers pour la modernisation des dispositifs, la mise en place d'outils nouveaux - (accueil familial thérapeutique)
- Renforcer les droits des enfants de l'aide sociale à l'enfance (mise en place d'outils de contrôle sur qualité éducative et de la prise en charge, mobilisation de l'éducation nationale)
- La préparation de la sortie de l'ASE (logement, facilitation pour les Mineurs Non Accompagnés sur la stabilisation du statut en sortie...)

Cette contractualisation, assortie de crédits sur un mode équivalent à celui de la Stratégie Pauvreté, serait généralisée en 2022.

### 3 - Les politiques territoriales

#### *a) Politique dans le domaine de l'ingénierie, de l'attractivité et du développement*

Le Département met en œuvre les politiques visant à promouvoir le développement du territoire et son attractivité au regard des champs de compétence attribués par la Loi Notre du 07 août 2015 et au regard des orientations politiques fixées par l'exécutif.

Le Département s'est également vu conforté au regard de la Loi NOTRe dans sa compétence de chef de file de la solidarité territoriale mais également dans ses missions d'assistance technique. Ainsi, l'Ingénierie Départementale poursuit et développe ses missions pour répondre précisément aux besoins des collectivités locales dans les domaines de l'ingénierie financière, de l'ingénierie technique (eau potable, assainissement, et énergie) ainsi que de l'ingénierie de projets afin d'accompagner la démarche d'émergence de projets structurants.

#### **=> En matière de développement territorial :**

La loi Notre a confié une compétence en matière de développement économique aux Régions. C'est pourquoi **le Département accompagne désormais le développement du territoire au travers de la compétence solidarité territoriale en sa qualité de chef de file**, en accompagnant les territoires pour la mise en œuvre de politiques publiques nécessaires au maintien des activités vitales au développement et au rayonnement de la Lozère.

Le Département contribue également à travers ses compétences à maintenir des structures d'appui territorial et plus particulièrement ses organismes satellites qui œuvrent fortement à l'attractivité du territoire (Lozère Développement et Lozère Tourisme), avec la nécessité de mobiliser davantage de financements au-delà de notre collectivité pour assurer leur pérennité.

Le Département se voit également confier la possibilité d'intervenir **en matière de développement agricole**. En ce qui concerne les dispositifs agricoles, le Département peut, par convention avec la Région et en complément de celle-ci, participer, par des subventions d'investissement, au financement d'aides en faveur d'organisations de producteurs et d'entreprises pour leur permettre d'améliorer leur équipement ou de mettre en œuvre des mesures en faveur de l'environnement, en particulier dans le cadre du Programme de Développement Rural. Dans la suite des assises de l'eau, le Département s'investira en 2021 en soutien à des projets du territoire et dans le cadrage des futurs programmes européens pilotés par la Région.

Le Département continuera aussi à soutenir la mobilisation foncière et les échanges amiables en faveur de l'agriculture et de la forêt dans le cadre de sa compétence "aménagement fonciers".

En 2021, le Département pourra soutenir les agriculteurs victimes d'aléas climatiques majeurs.

Le Département poursuivra et renforcera son implication dans la démarche Agrilocal en 2021, dispositif qui contribue à faciliter l'accès aux productions agroalimentaires du territoire au profit de la restauration collective et de la restauration commerciale et donc, de promouvoir l'activité agricole en filières courtes avec plus de valeur ajoutée.

Le Département animera notamment des opérations nationales Agrilocal sur le territoire lozérien telles que "Connectez-vous local", "Au pré de la ferme", "Au pré de l'assiette"... Des formations à destination des cuisiniers seront également proposées pour les accompagner dans le changement de leurs pratiques. Concernant la problématique de la logistique, l'expérimentation de livraison en glacière pour de petits volumes de denrées se prolongera jusqu'en juin 2021. Selon les résultats, ce nouveau mode de livraison pourra être développé. Le dispositif de soutien à destination des collègues pour l'introduction de produits locaux et de qualité entrera en fonctionnement sur une année pleine.

**Dans le domaine du soutien au fonctionnement des structures de développement ou agricoles**, le soutien financier aux dossiers déposés par les chambres consulaires, les organismes professionnels agricoles et les structures de développement local, œuvrant dans le domaine du développement du territoire, sera examiné par le Département au regard de ses champs de compétence et des orientations politiques arrêtées par l'assemblée.

Le Département continuera à accompagner les Collectivités locales qui le souhaitent à mettre en œuvre les projets d'amélioration de desserte prioritaires identifiés dans le schéma départemental de desserte externe des massifs forestiers (Forêt de Mercoire, Causse de Mende, Plan de Fontmort...).

**Le Département devra être en appui des EPCI** pour, notamment, poursuivre ses actions concernant :

- **l'immobilier touristique et d'entreprise** : la loi NOTRe a confié aux EPCI la compétence exclusive en matière d'immobilier d'entreprise et la possibilité de déléguer l'octroi de l'aide aux Départements. Cela laisse la possibilité au Département de participer financièrement aux projets d'immobilier, portés en maîtrise d'ouvrage publique ou privée, la définition des conditions d'intervention relevant toutefois de l'EPCI et devant s'inscrire dans la Stratégie Régionale pour l'Emploi et la Croissance.
- **l'immobilier d'entreprises touristiques** : le Département, au travers du conventionnement avec les EPCI souhaite financer les projets de création ou de réhabilitation d'hébergements touristiques, en complémentarité avec les financements des EPCI et LEADER. 9 communautés de communes ont délibéré pour déléguer l'octroi de l'aide à l'immobilier pour les projets d'entreprises touristiques. En 2020, face à l'épuisement des crédits disponibles dans les programmes Leader, le Département va proposer aux communautés de communes, qui seront amenées à l'approuver, un nouveau règlement en faveur des hébergements touristiques sans mobilisation de crédits européens. Ainsi, courant 2021, le Département continuera à accompagner financièrement ces projets d'immobilier touristique au côté des EPCI les ayant votés.
- **l'immobilier d'entreprise** : 10 communautés de communes ont délibéré pour octroyer la délégation de compétence immobilier d'entreprise au Département. 2 règlements ont été approuvés par les communautés de communes, l'un pour les porteurs de projets publics, l'autre pour les porteurs de projets privés. Le Département pourra également accompagner financièrement ces projets (sur le volet immobilier) au côté des EPCI.
- **les Activités de Pleine Nature** : il est prévu de poursuivre l'accompagnement des EPCI pour les aider dans leurs réflexions sur l'identification, l'aménagement et la gestion d'un réseau d'itinéraires de petite randonnée d'intérêt communautaire dans une perspective d'inscription au PDESI. Par ailleurs, le Département poursuivra un travail collaboratif avec les Communautés de communes, les parcs naturels, les Pôles de pleine nature, le Comité départemental du Tourisme et le Comité départemental de la randonnée pédestre pour la mise en place d'une base de données commune sur l'application Géotrek afin de mutualiser les efforts développés par chacun en faveur de la sécurisation foncière, la gestion et la promotion des itinéraires du département de la Lozère. Une stratégie de développement de l'attractivité des activités de pleine nature sera également élaborée au cours de cette année.
- **les Espaces Naturels Sensibles** : le Département poursuivra la démarche de valorisation de plusieurs ENS dans une perspective de sensibilisation et d'ouverture au public. Cette démarche consistera en la réalisation de 4 à 5 nouveaux livrets pédagogiques permettant une découverte ludique et culturelle des Espaces Naturels Sensibles du Département.

### **=> En matière d'attractivité**

Afin de créer les conditions économiques et sociales favorables au maintien des populations et aux conditions d'accueil de celles qui s'installent en Lozère, des politiques ont été initiées et seront poursuivies en 2021 en matière d'accueil de nouvelles populations, de jeunesse, de développement touristique, et de démographie médicale.

### **La politique « Accueil de nouvelles populations »**

Le Département a candidaté en appui de la ville de Mende à l'appel à projets lancé par le Ministère des Finances, auprès des Communes désireuses d'accueillir des services de la Direction Générale des Finances Publiques. La candidature a été retenue et 2021 devrait permettre d'avancer dans la concrétisation de ce projet. Un *Lozère Dating* dédié à ce public sera organisé.

Dans le cadre de l'AAP "regain démographique", il sera proposé de réitérer en 2021 l'organisation de Lozère Dating : un dédié à la reprise d'entreprises notamment dans le secteur du tourisme et un Lozère Dating sur la thématique "emploi". Ces événements auront lieu prioritairement entre mars et septembre pour respecter le calendrier de l'appel à projets.

S'agissant de la dernière année de l'appel à projets, une enveloppe conséquente sera mobilisée. Elle permettra également de conduire une évaluation globale de cette politique publique afin de mesurer son efficacité et proposer des évolutions pour l'avenir si nécessaire.

Dans le cadre de la **politique départementale en faveur de la démographie médicale**, il est prévu la poursuite et l'amplification des actions de prospection à destination des professionnels de santé avec la participation au congrès des internes en médecine qui aura lieu à Rennes en février 2021, ainsi que le maintien des bourses d'engagement.

Le WENSEL, prévu en 2020 mais ayant dû être annulé en raison de la crise sanitaire, sera à nouveau programmé sur le nouveau concept prévu, sur deux journées, en mettant en avant la qualité de vie en Lozère (randonnée gourmande, concert, découverte ciel étoilé, démonstration de massages, visite de sites de santé, rencontre de partenaires, déjeuner dans un restaurant typique...).

La politique démographie médicale s'appuie sur les partenaires du Comité Démographie Médicale. Le Département et ses partenaires poursuivent leur collaboration avec comme objectif : l'attractivité du territoire pour les professionnels de la santé.

Le dispositif de conventions d'engagement est poursuivi et des actions de prospection auprès des internes en médecine seront mises en œuvre au cours de l'année.

**La politique jeunesse** a pour ambition de créer les conditions pour construire les jeunes de demain, citoyens et responsables. La stratégie jeunesse, votée en juillet 2016, a été déclinée chaque année par la poursuite d'actions des partenaires et du Département comme par exemple le Pass'Jeunesse. Ce sont près de 1200 dès la rentrée scolaire 2020/2021 qui ont été distribués aux collégiens et 11-15 ans hors collège et plus de 200 partenaires qui ont conventionnés.

Pour 2021, il est prévu la reconduction du **Challenge Jeune et de la Start-Up Collège**.

Le format de la journée de rencontre annuelle avec les partenaires a été revu: le Département a souhaité co-organiser le Campus Jeunes avec la Mission Locale afin d'associer les jeunes à la politique jeunesse à travers différents ateliers et tables rondes.

Le dispositif de soutien aux jeunes sportifs et sportifs titrés, mis en place en 2019, sera reconduit. Le dispositif des CEEL, dans l'éducation à l'environnement et au développement durable, verra son enveloppe maintenue pour d'une part prendre en compte les besoins mais également pour permettre une aide au transport des élèves pour la participation à la journée départementale de l'environnement.

Ainsi, il sera proposé de réserver une enveloppe budgétaire significative en 2020 pour répondre aux enjeux de cette politique Jeunesse.

**Le tourisme** demeure une compétence partagée entre les différents niveaux de collectivités. Le Département sera amené à poursuivre la déclinaison de la Stratégie tourisme Lozère 2017/2021 votée en 2017, pour sa dernière année.

Cette stratégie départementale, s'inscrit dans les nouvelles tendances du tourisme et marque ainsi une volonté politique et partenariale affirmée de faire évoluer ce secteur d'activité. Cette stratégie permet de définir un cadre dans lequel le Conseil départemental et l'ensemble des acteurs publics et privés s'engagent à :

- disposer d'un référentiel commun en matière de développement touristique ;

- définir des actions qui induisent les changements de comportements ;
- intégrer le tourisme dans une logique de convergence avec d'autres politiques telles que les transports, la culture, l'attractivité, l'agriculture, l'environnement ou les sports de nature.

Certaines actions déjà initiées seront poursuivies en 2021 telles que la création de produits touristiques basés sur le tourisme expérientiel, le conventionnement avec les offices de tourisme, la poursuite d'un Pass'tourisme, l'accompagnement des offices de tourisme dans la mise en œuvre d'une stratégie numérique de leur structure, la poursuite du développement des outils numériques de valorisation des centres bourgs avec la réalisation de nouveaux circuits patrimoniaux...

Par ailleurs, en 2021 des journées de sensibilisation des prestataires touristiques seront organisées pour travailler sur l'importance d'un accueil de qualité. Une meilleure valorisation des produits locaux et des circuits courts auprès des restaurateurs sera également proposée. Enfin, des actions visant à renforcer le positionnement éco-touristique de notre destination seront engagées.

Cette stratégie repose aussi grandement sur Lozère Tourisme qui a pour mission d'assurer la promotion touristique de la Lozère, et pour lequel le Département attribue une dotation conséquente.

Pour mener à bien le déploiement de la stratégie touristique départementale, **il sera proposé de réserver une enveloppe budgétaire significative en 2021 en faveur d'un plan d'actions dans le domaine du Tourisme.**

Par ailleurs, afin de **développer l'attractivité touristique**, certains territoires se sont engagés dans une démarche de **pôles de pleine nature**. Le Département souhaite notamment accompagner ces territoires labellisés « Pôle de Pleine Nature » et les structures propriétaires de stations de ski en Lozère, afin de les aider à définir le positionnement de leurs équipements pour **favoriser le développement des activités sur les quatre saisons.**

A compter de 2021, le Département reprendra, à la demande du Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère, la gestion des stations du Mas de la Barque et du Mont-Lozère. Cette année de transition devra permettre de préparer le projet de requalification de la station du Mont-Lozère et de sa mise en synergie avec le site du Mas de la Barque.

Le Département soutiendra aussi les projets portés par le syndicat des Monts de la Margeride.

Par ailleurs, le Département a confié par concession le réaménagement de la station thermale de Bagnols les Bains ainsi que la rénovation complète de la partie remise en forme. La fin des travaux est prévue en fin d'année 2020.

Il est également proposé au travers des politiques territoriales et de leurs financements en 2021, de confirmer le rôle du Conseil départemental comme échelon de proximité, en finançant **les actions portées par les structures locales de développement**, notamment les PETR (démarche accueil de nouvelles populations, gestion des crédits LEADER par le GAL) et le Parc Naturel Régional de l'Aubrac au titre de sa contribution statutaire.

Afin de renforcer cette attractivité, le Département a souhaité faire évoluer **Lozère Développement** vers une agence de l'attractivité, de l'accueil et de l'innovation territoriale. Les EPCI sont membres de cette nouvelle entité Lozère Développement.

En 2018, **Lozère Développement a vu ses compétences renforcées, notamment dans les domaines de l'agroalimentaire.** En effet, à la suite de l'intégration de l'association De Lozère au sein de Lozère Développement la marque « De Lozère » a été renforcée et l'ensemble des cahiers des charges des produits de la marque a été revu afin d'élargir la gamme des produits et ainsi accroître l'offre. En 2021, un plan d'action sera déployé afin de permettre le développement de cette marque après le travail de remaquetage des outils de communication réalisé en 2020. Le concours culinaire « Étoiles de Lozère » ayant du être annulé en raison de la crise sanitaire sera reprogrammé. Les actions de prospection seront poursuivies et évolueront également vers la prospection de profils via une cellule de recrutement en lien avec les besoins du territoire.

**=> Dans le domaine de l'ingénierie de projets**

Le Département poursuit son action de sorte que nos collectivités territoriales infra départementales puissent bénéficier des conseils, de l'expertise, et de l'accompagnement nécessaire à la mise en œuvre de projets structurants s'inscrivant dans nos politiques départementales.

**Le Département est structuré pour offrir un « point d'entrée des collectivités »**, qui a pour objectif de guider toute collectivité locale vers un interlocuteur qui pourra apporter, au regard de son domaine de compétence, l'appui et le conseil attendus par nos élus locaux. En 2020 un guide recensant l'ensemble de l'offre d'ingénierie des services du Département et de ses satellites a été élaboré et diffusé à toutes les collectivités.

À titre indicatif, le Département poursuivra l'accompagnement de projets structurants tels que le projet de création d'une résidence thermale à Bagnols les Bains, le projet de Voie Verte des Cévennes (ancien CFD), la réflexion sur le développement touristique de la Margeride, les Hauts-Lieux de l'agropastoralisme comprenant la maison du Mont Lozère au Pont de Montvert, l'aménagement du site des Boissets et la Maison du Grand Orient de Barre des Cévennes, les démarches d'aménagement et de redynamisation des bourgs centres, et d'autres projets susceptibles d'être initiés par les territoires.

L'ingénierie de projet concerne également l'accompagnement vers les financements européens gérés localement (Leader, ATI), au niveau régional, inter-régional ou communautaire et le suivi des contractualisations (contrats territoriaux régionaux et contrats de ruralité). L'année 2021 sera marquée par l'aboutissement de la définition des nouveaux programmes européens et le début de leur mise en œuvre.

**Lozère Ingénierie** continuera ses missions d'accompagnement technique et juridique au service des collectivités locales.

### **=> Dans le domaine de la solidarité financière avec les collectivités locales**

En 2018, ont été signés les contrats de deuxième génération pour la période 2018-2020. Au cours de l'année 2020, un deuxième avenant à ces contrats territoriaux a été validé par la Commission permanente. Cet avenant prolonge les contrats territoriaux d'une année et intègre de nouveaux projets issus de l'appel à projets lancé en 2020 pour gérer la période transitoire entre les élections municipales et les élections départementales. Une nouvelle génération de contrats territoriaux et l'adaptation des dispositifs d'aide sera préparé en 2021 pour une entrée en application en 2022.

### **=> Dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement**

L'année 2020 a été marquée par la finalisation des assises de l'eau. La mise en œuvre de la feuille de route va donc pouvoir débuter notamment dans le cadrage des nouvelles programmations des fonds européens et le développement de l'assistance technique.

L'année 2021 permettra :

- de finaliser et rendre compte des feuilles de route de propositions techniques établies par les groupes de travail en faveur de l'adaptation au changement climatique initiés dans le cadre des assises de l'eau,
- d'accompagner la ou les communautés de communes compétentes en matière d'eau et d'assainissement et de nouvelles communautés de communes qui souhaiteraient s'inscrire dans une démarche de transfert de compétences,
- de poursuivre l'assistance technique et développer les nouvelles missions (notamment dans le champ de la gestion patrimoniale et des économies d'eau) dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement auprès des entités gestionnaires, en partenariat avec les Agences de l'Eau,
- de soutenir techniquement (appui à l'émergence des projets) et financièrement (dans le cadre des contrats territoriaux) les projets structurants inscrits dans le schéma départemental AEP / Assainissement,
- de poursuivre le réseau départemental de suivi de qualité des rivières et l'appui aux labellisations diverses valorisant la haute qualité de nos milieux aquatiques : label rivière en bon état, site rivières sauvages notamment,

- de poursuivre le dispositif de soutien à la gestion intégrée des cours d'eau par appel à projet dans le cadre des contrats territoriaux.
- d'accompagner les collectivités locales du bassin du Chassezac dans la démarche de transfert de propriété du barrage de Puylaurent afin de préserver le maximum de mesures compensatoires qui étaient acquises lors de sa création.

#### => Dans le domaine de la transition énergétique

Les besoins des collectivités et des citoyens en matière d'économies d'énergies s'imposent désormais comme une nécessité.

A travers Lozère Énergie l'ingénierie apportée en la matière permet à chacun de réaliser des travaux pouvant faire l'objet de subventions (ADEME, ANAH...).

2021 sera marquée par la mise en œuvre du Service Public Intégré de la Rénovation Énergétique par la Région (mobilisant le programme SARE de l'État) dont Lozère Energie sera impliqué dans les guichets uniques mis en place sur le PNR Aubrac et sur le reste du territoire départemental. Ce financement viendra se substituer à celui des espaces info énergie et des plate-formes de rénovation énergétique de l'habitat. Le financement du Département sera poursuivi sur ce nouveau dispositif.

Le Département élaborera également une stratégie d'adaptation au changement climatique rassemblant les actions déjà menées en faveur du développement durable et en en proposant de nouvelles.

#### => Dans le domaine de l'Habitat et de l'Urbanisme

Après son lancement en 2018, le PIG de Lutte Contre la Précarité Énergétique est monté en puissance et a permis d'accompagner les bénéficiaires du programme Habiter Mieux dans le cadre d'opérations contribuant à la lutte contre la précarité énergétique. Ce dispositif sera poursuivi pour sa dernière année en 2021. L'accompagnement des OPAH portées par les Communautés de communes Cœur de Lozère, Gévaudan et Terres d'Apcher Margeride Aubrac sera poursuivi.

## **b) Politique en faveur du développement éducatif et culturel**

Les politiques obligatoires et facultatives mises en œuvre par le Département dans les domaines de l'enseignement, des sports, de la culture et du patrimoine culturel sont les suivantes :

### **– Enseignement : les collèges**

Le Département a toujours eu une action soutenue en direction des collèges qu'ils soient publics ou privés.

En effet, il intervient dans la construction, l'entretien et l'équipement des collèges publics ; à ce titre, le programme de mise en conformité des collèges à l'accessibilité se poursuit en 2021. Un programme de renouvellement du parc informatique a démarré en 2018 et s'achèvera en 2021. Le Département déploie également une centaine d'agents en charge de l'entretien, de la maintenance et de la restauration scolaire dans les établissements publics. Il participe financièrement aux investissements et au fonctionnement des collèges privés.

En plus de la dotation départementale de fonctionnement qui est une dépense obligatoire de la collectivité, **le Département contribue à soutenir un certain nombre d'actions menées au sein des établissements publics et privés** comme le soutien financier au transport vers les équipements sportifs mais aussi, **de manière volontaire**, à travers le dispositif "Collège au cinéma", le programme d'aide à l'achat de matériel pédagogique ou le programme de soutien aux projets d'établissement (ateliers théâtre/cinéma, ateliers scientifiques, aide à l'éducation à l'environnement, sections sportives, voyages scolaires...). Il est proposé de maintenir l'ensemble des programmes.

En ce qui concerne le renouvellement du parc informatique, le déploiement des équipements a été engagé en 2018 avec le remplacement des postes dans les salles de classes par des postes lourds et l'équipement des CDI en mini PC. L'année 2019 a été consacrée au lancement des marchés pour l'acquisition des équipements mobiles et au déploiement des premières salles multimédias. En 2020, l'ensemble des salles multimédias a été équipé d'environ 300 postes et toutes les classes mobiles ont été livrées. Tous les ordinateurs portables seront remplacés entre la fin de cette année et le début de 2021. Pour rappel, les collèges du Collet-de-Dèze et du Bleymard étaient équipés de tablettes individuelles dans le cadre du Grand plan numérique : un chariot mobile leur a été livré afin de recevoir l'ensemble des tablettes pour un usage collectif de type classe mobile.

La présence d'une équipe mobile d'intervention dans les collèges, composée de 5 agents, permet la réalisation de travaux d'amélioration directement pilotés par le Département.

Les travaux d'accessibilité sont achevés dans les collèges de Florac, Saint-Chély-d'Apcher, La Canourgue, du Collet-de-Dèze, de Vialas, Villefort, de Marvejols, du Bleymard, de Langogne et de Mende. Les travaux du nouveau bâtiment (internat, restauration) seront achevés au début de l'année 2021 à Meyrueis, ceux du bâtiment actuel débuteront en 2021. La phase «travaux» pour le collège de Sainte-Enimie a débuté dans l'été 2020.

## – L'Enseignement supérieur

Le soutien du Département en direction de l'enseignement supérieur reste clairement affiché afin de maintenir les antennes universitaires départementales. Le Département de la Lozère a soutenu, depuis 1999, une antenne de l'université de Montpellier à Orfeuillet (Albaret-Sainte-Marie) qui proposait une formation de 3<sup>e</sup> année de Licence Sciences de gestion (L3), spécialité « Hôtellerie, Tourisme », et un Master « Management Entrepreneurial Stratégie, Management Hôtellerie Tourisme ». L'Université a informé la Présidente du conseil départemental de la volonté de la faculté de Gestion de se retirer du site d'Orfeuillet. L'arrêt des formations actuelles est effectif depuis le mois de juin 2020.

Néanmoins, Mme Monique Lacroix, ancienne directrice de l'Institut Montpellier Management, a proposé à l'université et au Département le projet d'une réutilisation des lieux grâce à un partenariat avec un organisme universitaire chinois, le CPMC (Co-Progress Education Group Co), liée à l'université de JIAO TONG à Shanghai. Cet organisme est chargé, entre autres, des investissements en direction de l'éducation, notamment internationale. Une première session a accueilli un groupe d'étudiants et de managers chinois en juin 2019. D'autres groupes devaient être reçus au printemps 2020 mais la pandémie COVID-19 a empêché tout déplacement depuis la Chine.

La **recherche** d'un partenariat avec la Région a été engagée en 2017 pour conforter ces antennes universitaires. Le Département a été fortement sollicité dans l'élaboration du Schéma régional de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de l'Innovation pilotée par la Région Occitanie : il assure le lien entre les différents sites universitaires de Lozère.

L'université de Montpellier a ouvert une licence 1 à la rentrée 2019 à la Faculté d'éducation de Mende, suivie d'une L2 en 2020. La L3 ouvrira à la rentrée 2021, soit, à terme, un cycle complet post-bac en sciences de l'Éducation (bac+5).

La poursuite du soutien en direction de l'Université de Perpignan-Via Domitia est maintenue pour son antenne mendoise, ainsi que l'accueil de 6 étudiants chinois de la province du Guizhou, hébergés gratuitement chaque année dans le cadre des accords de jumelage entre le Département et la province chinoise.

Notre participation financière au réseau CANOPE est également maintenue.

## – La Culture

Le Département soutient la plupart des structures culturelles importantes du territoire pour leur fonctionnement mais aussi pour l'organisation des saisons culturelles et l'accueil de résidences d'artistes. Il apporte également son aide aux festivals ainsi qu'aux compagnies lozériennes pour leurs projets de créations artistiques.

Sont aidés, entre autres, la scène conventionnée départementale, les Scènes croisées de Lozère, la Fédération Départementale des Foyers ruraux mais aussi les théâtres comme le Ciné-Théâtre de Saint-Chély-d'Apcher, La Forge à Villefort ou la Genette verte à Florac. Le soutien apporté à Lozère Logistique Scénique permet aux techniciens de cette association d'apporter une aide technique aux associations culturelles qui font appel à ses compétences pour organiser des spectacles.

Une attention particulière est toujours portée au financement de l'École Départementale de musique.

Le portail culturel du Département, via Internet, est au service de toutes les associations culturelles mais aussi de tous les internautes qui souhaitent sortir ou pratiquer un art du spectacle en Lozère. Un travail de toilettage graphique a été réalisé en début d'année 2020.

### - La Médiathèque départementale de Lozère (MDL)

La MDL continue à se mobiliser pour conforter et améliorer les services qu'elle peut apporter à la population lozérienne dans un souci d'attractivité renforcée pour le territoire.

Elle aide à la création et la modernisation des bibliothèques de son réseau et procède à la demande du Ministère de la Culture à leur Classement. Elle soutient également leur développement en permettant aux bibliothèques de niveau 1, 2 et 3 d'accéder progressivement au catalogue et portail collectifs et, désormais, à des ressources numériques. Elle fait porter son effort sur tous les publics du territoire à travers la mise à disposition de collections diversifiées (jeux, CD, DVD, livres adulte et jeunesse, livres en gros caractères, documents numériques, etc.) pluralistes et encyclopédiques.

A la suite de l'inspection générale des bibliothèques en juin 2018, l'inspecteur, au vu des actions développées par la MDL dans le domaine du numérique, a suggéré que le Département présente un dossier de labellisation « bibliothèque numérique de référence ». Cette labellisation a été obtenue en août 2020 et permettra d'augmenter l'offre de ressources numériques et l'offre de formation et d'animation en direction des bibliothèques du réseau pour leurs différents publics.

De plus, la MDL assure annuellement la formation d'auxiliaires de bibliothèque pour les bibliothécaires bénévoles et salariés, ce qui permet d'élever le niveau de classement et donne accès à des concours financiers.

Dans le cadre du partenariat avec la DRAC, elle met en place des animations à destination des tout-petits (0-3 ans) avec l'opération **Premières Pages**, labellisée par le Ministère de la Culture, mais aussi à destination du tout public avec le **Printemps des poètes**, les **Itinérances numériques** et le **Mois du film documentaire**. 2020 a été la deuxième année du Contrat Départemental de Lectures Itinérantes (CDLI) qui a remplacé le Contrat Territoire Lecture (CTL).

La MDL étend son réseau de partenaires (Ligue de l'Enseignement, 48FM, Scènes croisées, Occitanie livre et lecture...) et participe activement aux manifestations.

Depuis 2018, le programme d'aide aux communes et aux intercommunalités pour la création et le développement des bibliothèques de niveau 1, 2 ou 3 fait l'objet d'un concours financier conséquent de la part du Département dans le cadre de la nouvelle version des contrats territoriaux. A la demande du Ministère de la Culture, une attention toute particulière est portée à la création et au développement de bibliothèques intercommunales de niveau 1, véritable outil de développement de la lecture publique au niveau d'un territoire, qui pourront bénéficier d'un soutien de l'État, jusqu'à 50 %, cumulable avec l'aide départementale.

Pour les petits aménagements, les aides actuelles seront maintenues.

La MDL poursuivra sa mission d'accompagnement et de conseil auprès des EPCI afin de leur permettre de se structurer en termes d'offre de lecture publique et ce, en cohérence avec les orientations découlant du Plan Départemental de Lecture Publique qui a été voté par l'Assemblée Départementale le 22/12/2017.

### **- Les Sports**

Le Département continuera à apporter une aide importante à la plupart des gros clubs sportifs départementaux. Il soutient, en outre, les manifestations sportives les plus marquantes comme le Semi-Marathon Marvejols-Mende, le Trèfle lozérien ou les 160 km d'endurance équestre de Florac-Trois-Rivières. Il porte une attention particulière aux nouvelles manifestations qui sont proposées sur son territoire.

Les programmes en direction des comités sportifs départementaux pour leur fonctionnement et leurs actions de formations et en direction des clubs pour l'acquisition de matériel sportif sont conservés. Le soutien aux équipes nationales est maintenu avec un effort particulier pour aider le club de Mende Volley Lozère qui a atteint le niveau professionnel.

L'aide à la natation pour les écoles primaires est, quant à elle, maintenue dans le cadre de notre politique jeunesse, considérant l'importance de cette action.

### **- Le Patrimoine culturel**

Le Département mène une politique très volontaire en direction du patrimoine culturel, notamment mobilier, au profit des communes.

Plusieurs actions sont menées au sein de la conservation départementale du patrimoine. Outre des missions de conseil importantes en direction des communes pour la préservation de leur patrimoine mobilier, le Département propose deux programmes financiers attractifs pour les communes qui souhaitent conserver et restaurer leurs œuvres d'art : un programme de restauration d'œuvres d'art appartenant aux communes et un programme de conservation préventive et curative des objets en bois et en tissu, fortement soutenu par la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie. Pour aider à la mise en conservation préventive du mobilier conservé dans les églises et les temples du département, un programme intitulé « Plan Objets d'art » permet l'intervention de restaurateurs professionnels. En 2020, 78% des édifices religieux du département ont déjà bénéficié de ce plan.

Le Département soutient également le site archéologique de Javols, dont les fouilles archéologiques ont longtemps bénéficié des financements de la collectivité, en apportant une aide au fonctionnement de la salle d'exposition et à l'entretien des abords, en collaboration avec la Région Occitanie. Il participe également à la rédaction du cahier des charges et au financement des travaux d'amélioration du site menés par la Région.

Lors de la saison estivale 2020, le Département a de nouveau confié à l'association Artelozera l'animation du site départemental de Boissets. qui a été ouvert du printemps à l'automne.

Pour 2021, il est proposé de maintenir les dispositifs d'aide en faveur du patrimoine mobilier des communes mais aussi ceux en faveur des associations patrimoniales comme la Fondation du patrimoine et les associations d'artisans d'art. La collection départementale **Patrimoines de Lozère** continue de publier les résultats de l'inventaire du patrimoine culturel mais aussi de travaux archéologiques.

### **- Le Point d'entrée Associations**

Les demandes de subventions, portées par le secteur associatif, sont déposées et préenregistrées par le « point d'entrée associations » permettant ainsi d'avoir une plus grande lisibilité des demandes d'aides. Cette lisibilité permet aussi d'assurer une meilleure articulation de l'instruction administrative lorsqu'une structure associative dépose plusieurs demandes au titre de divers programmes thématiques du Département.

## c) Les archives départementales

Les Archives départementales poursuivront en 2021 leurs missions de classement et de mise en valeur des fonds publics et privés à destination du grand public comme des chercheurs, au travers notamment d'une politique de numérisation ambitieuse.

### Numérisation

En 2021, les Archives départementales numériseront l'état civil déjà microfilmé (avec un résultat non satisfaisant) afin d'en donner une version numérique de haute qualité aux lecteurs sur leur site internet, ainsi que quelques documents iconographiques. Elles poursuivront le partenariat avec la Bibliothèque nationale de France et Occitanie Livre et Lecture pour la numérisation de la presse ancienne, cette 9<sup>e</sup> phase concernera l'*Annuaire de la Lozère* et le journal *La Cévenne républicaine*, documents qui ont vocation à être mis en ligne sur le site déjà existant de la Région Occitanie.

### Restauration

La politique de restauration continuera de porter principalement sur les registres de notaires, les registres du contrôle des actes et les tables de l'Enregistrement.

À ces documents, s'ajouteront quelques pièces d'archives anciennes ou modernes dont l'état est très dégradé.

### Acquisitions

Chaque année, des crédits sont consacrés à l'acquisition de documents d'archives repérés chez des libraires et marchands spécialisés, sur des plateformes en ligne ou auprès de maisons de vente. Ils permettent l'enrichissement des fonds privés.

De même, un budget est consacré à l'acquisition d'ouvrages (histoire locale, régionale et générale) et aux abonnements pour la bibliothèque de recherche des Archives, seule bibliothèque en sciences humaines et d'histoire locale aussi riche en Lozère.

### Classement

**Exceptionnellement en 2021 et 2022, les Archives départementales externaliseront une opération de classement afin de traiter le fonds iconographique en péril du photographe Hubert Ramaugé, composé de plus de 100 000 unités, principalement des négatifs couleur (support fragile qui se détériore rapidement dans le temps).**

### Valorisation

Les Archives départementales présenteront en 2021 la programmation liée à l'exposition sur les migrations : conférences, lectures d'archives... .

Le service éducatif enrichira également son offre de nouvelles ressources.

Comme chaque année les Archives départementales participeront aux Journées européennes du patrimoine en septembre et éditeront chaque semestre leur lettre d'information.

## V - LES SERVICES SUPPORTS

### *Les charges de personnel*

#### **I Situation au 1<sup>er</sup> octobre 2020 :**

Pour 2020, il a été prévu au tableau des effectifs présenté au vote de l'Assemblée le 20 décembre 2019, 666 postes ( Département - Budget principal : 640 / Laboratoire d'Analyses - Budget annexes : 26) auxquels il convient d'ajouter 42 assistants familiaux, soit un total de 708 postes.

## ► Répartition par catégorie

### Budget principal

Dans le cadre des accords nationaux du PPCR les personnels socio-éducatifs relevant des corps et cadres d'emploi de la catégorie B sont devenus au 1<sup>er</sup> février 2019 agents de catégorie A.

Ainsi, hors assistants familiaux, la répartition par catégories d'emploi, inchangée 3 années successives, s'en trouve modifiée :

- catégorie A : 23 % (auparavant 14 %)
- catégorie B : 19 % (auparavant 29 %)
- catégorie C : 58 % (auparavant 57 %)

### Budget Laboratoire

- catégorie A : 15 %
- catégorie B : 31 %
- catégorie C : 54 %

## ► Répartition par filière :

### Budget principal

- Technique : 58 %, soit 374 postes,
- Administrative : 28 %, soit 180 postes,
- Médicale et sociale : 12 %, soit 74 postes,
- Culturelle : 2 % (12 postes).

### Budget Laboratoire

- Technique : 54 %, soit 14 postes,
- Administrative : 28 %, soit 2 postes,
- Médicales et sociales : 12 %, soit 10 postes,

## ► Evolution des charges de personnel :

Sur la période 2017/2020, à effectif quasi constant, elles ont évolué en moyenne de 2,2 % par an soit l'évolution du glissement vieillissement technicité ( GVT)

## II Construction budgétaire :

Pour les constructions des orientations budgétaires 2021, les éléments suivants ont été considérés :

- Le maintien du gel du point d'indice ;
- Le maintien d'une gestion rigoureuse des remplacements des arrêts maladie, des congés maternité, des départs à la retraite : ces derniers seront analysés au cas par cas en fonction de la durée d'absence, du type de poste et de la possibilité ou non d'assurer la continuité du service en adaptant l'organisation ;
- La poursuite des revalorisations dans le cadre de la mise en place du PPCR (Parcours professionnels, carrières et rémunération) : revalorisation des catégories C, fusion des grades d'assistants socio-éducatifs de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>nde</sup> classe ainsi que des éducateurs jeunes enfants, et revalorisation ;
- Mise en place de l'indemnité de fin de contrats courts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 (article 23 de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019). Cette indemnité est fixée à 10% de la rémunération brute globale versée à l'agent. Les modalités et les conditions de versement de cette prime doivent encore être fixées par décret.
- Le Glissement vieillissement technicité : avancements de grade et promotions internes, avancements d'échelon ; .
- L'évolution de l'activité des placements d'enfants auprès des assistants familiaux (le BP 2020 a fait l'objet d'une revalorisation en décisions modificatives de + 230 000 €) ;

- Les taux de l'assurance statutaire dans le cadre du nouveau contrat souscrit (+ 250 000 €) ; Au 21 décembre 2020 est arrivé à expiration le marché lié aux assurances statutaires, en place depuis le 1er janvier 2016 (à noter qu'en 2020, le contrat d'assurances statutaires a fait l'objet d'une revalorisation de 8 %). Un nouvel appel d'offre a été lancé cette année. En cours d'attribution, il se traduit cependant, par une augmentation significative du taux de cotisation d'au minimum 20 %, et ce quel que soit l'attributaire.
- Autres éléments :
  - Évolution prévisionnelle des charges sociales : non connue à ce jour
  - Pour information, en 2020, le SMIC a fait l'objet d'une revalorisation de +1,2 %, passant à 1 539,42 € ( 1 521,22 € en 2019). Quant au plafond de la sécurité sociale, il a été revalorisé de +2,0 %.

**Au vu de ces différents éléments, il vous est proposé au titre des OB 2021 une enveloppe budgétaire de 32 400 K€.**

## **Les Bâtiments**

Maintenir et améliorer la qualité des services publics des Lozériennes et des lozériens est un enjeu prioritaire pour le Conseil départemental. Il s'agit de favoriser le maintien sur place de la population locale et de lui offrir les meilleures conditions de vie.

La restructuration et la rénovation du patrimoine bâti doit nous permettre d'assurer le bon fonctionnement des différents services réparti sur l'ensemble du territoire. En ce qui concerne les collèges, il s'agit d'améliorer les conditions de travail des équipes pédagogiques et d'offrir la meilleure qualité d'enseignement à nos enfants.

La politique départementale sur l'entretien et la mise à niveau des bâtiments constituant le patrimoine bâti s'inscrit dans cette démarche.

Depuis ces dernières années, le Département œuvre pour la modernisation de ses bâtiments et a entrepris des travaux de rénovation, d'extension ou de création de nouvelles entités.

Je vous propose de poursuivre en 2021 nos actions et nos efforts sur le patrimoine immobilier afin d'en optimiser le coût de fonctionnement au travers des programmes suivants :

### **Bâtiments d'enseignement :**

Ce programme destiné à la mise en accessibilité PMR des collèges se décompose de la façon suivante :

- Poursuite des travaux dans les collèges de Meyrueis, Ste Enimie, Le Bleynard et Vialas (internat)  
Divers travaux de mise en conformité des installations dans les bâtiments d'enseignement sont aussi programmés.

### **Bâtiments administratifs :**

Ce programme est destiné aux études et travaux pour la construction d'un bâtiment annexe aux Archives Départementales, à la poursuite des travaux de mise en conformité suivant la réglementation incendie de l'hôtel du Département rue de la Rovère, aux travaux de l'ancien tribunal de Marvejols, aux travaux de création de la Maison des Sports au faubourg Montbel.

S'ajoutent à ces projets, de nouvelles opérations programmées dans le cadre de l'agenda d'accessibilité déposé en préfecture : MDS de Marvejols, St Chély, Langogne, Florac et Mende, Musée de Javols, FDE (ex IUFM), Maison de la Lozère à Montpellier.

Deux nouveaux projets sont également programmés :

- la construction d'un dépôt archéologique en remplacement de celui existant de Banassac, permettant de gérer conjointement les collections sous la responsabilité de la DRAC et celles appartenant au Département
- l'aménagement d'un centre d'accueil et d'interprétation du patrimoine géologique et

### **Bâtiments de la route :**

Ce programme est destiné à la poursuite de construction d'un nouveau centre pour l'exploitation de la route à Sainte-Croix Vallée Française, aux travaux pour l'unité et le centre technique de Chanac et à la construction d'un nouveau CT à Chateauneuf.

Il est aussi réalisé tous les ans divers travaux de mise en conformité des installations dans les bâtiments routes.

## **Les systèmes d'Information et de Télécommunications**

La politique publique départementale de la Direction Adjointe en charge du Système d'Information et Télécommunications (SIT) recouvre le fonctionnement interne de l'Institution, prend en charge les équipements informatiques des collèges, ainsi que le développement des services numériques (hors très haut débit) de la collectivité aux partenaires, aux usagers et à nos directions.

Partie intégrante des moyens mis à disposition de la stratégie du Département de la Lozère, la politique départementale établit les priorités d'évolution du SIT et notamment celle de se préparer aux nouveaux usages du numérique.

Les évolutions stratégiques en 2021 se définiront comme suit :

**I- Achever la rénovation des 1200 équipements des 13 Collèges Lozériens**, déployer l'infrastructure pour accueillir la fibre et répondre aux enjeux de l'éducation avec les outils numériques : la classe mobile

Initié en 2017, le chantier de renouvellement du parc informatique des Collèges se termine en 2021.

- poursuite de la rénovation des 1200 équipements des 12 collèges et d' 1 UPP,,
- remplacement des salles technologiques et des internats par des ordinateurs neufs,
- Équipement vidéos projecteurs interactifs,
- déploiement d'outils de videoconférence(webcams ou caméras de salle).

Également, la classe mobile va se généraliser sur l'ensemble des collèges. Il s'agit de tablettes tactiles pédagogiques complétées par des ordinateurs portables pour le pilotage pédagogique.

## **II-La dématérialisation, pivot des grands projets imposés par l'État**

### **-Financière**

À l'image des pièces justificatives, il s'agit de la dématérialisation de l'ensemble de la chaîne budgétaire locale, partant de l'élaboration des budgets locaux, jusqu'à leur contrôle par le représentant de l'État, en passant par leur transmission électronique.

En parallèle, la montée de version de l'outil de gestion financière(CORIOLIS) devra s'effectuer pour prendre en compte les nouveaux besoins de la collectivité en terme de gestion financière.

## **III-L'informatisation et l'adaptation de nos outils aux grands chantiers nationaux pour répondre aux enjeux de la Loi pour une république numérique.**

Promulguée le 7 octobre 2016. Elle prépare le pays aux enjeux de la transition numérique et de l'économie de demain. Elle promeut l'innovation et le développement de l'économie numérique, une société numérique ouverte, fiable et protectrice des droits des citoyens.

La **GRC** : La Gestion de la relation Citoyen reste une priorité. En effet, les nouveaux usages du numérique se généralisent et la demande des citoyens est de plus en plus forte. Pour répondre à ces nouveaux usages, le Département de la Lozère s'est engagé dans une démarche d'ouverture de nouveaux services numériques à ses usagers. Le pass' Jeunesse, comme Lozère nouvelle vie ont initié le chantier. À l'image des Téléservices offerts par les Services de l'État, de nouveaux

TéléServices vont voir le jour dans les années qui viennent dans la collectivité. La Lozère, comme l'ensemble des collectivités, se doit de mobiliser des moyens en la matière.

### **MEDIATHEQUE NUMERIQUE :**

Les ressources numériques constituent un des enjeux centraux, à court terme, pour la lecture publique. L'émergence d'Internet, les nouveaux usages (tablettes, smartphones), les nouveaux services en ligne dédiés à la musique, films, jeux vidéos imposent de revisiter l'offre de services de nos médiathèques. Par voie de conséquence, une adaptation est nécessaire pour la Médiathèque Départementale de Lozère qui dispose déjà d'un catalogue collectif entre les 23 bibliothèques adhérentes. La mise à disposition d'un portail collectif est un nouvel enjeu pour 2021. A l'image du catalogue collectif, il s'agit de proposer le même éventail de services en ligne à l'ensemble des bibliothèques adhérentes. Il s'agit également de proposer de nouveaux outils numériques comme les tablettes, tables tactiles ou casques de réalité virtuelle.

**L'OPEN DATA :** Avec la loi, l'ouverture des données publiques ou "*OPEN DATA*", devient obligatoire.

Désormais, les administrations au sens large devront publier en ligne dans un standard ouvert leurs principaux documents, y compris leurs codes sources, ainsi que leurs bases de données et les données qui présentent un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental. Cette obligation concerne le Département de la Lozère comme toutes les collectivités locales de plus de 3 500 habitants.

Il s'agira pour le Département de saisir les opportunités offertes par l'OPEN DATA pour développer de nouveaux services sur le territoire.

### **Le Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles et sa dimension confidentialité (RGPD):**

La poursuite de la mise en œuvre du Règlement Général Européen sur la Protection des Données Personnelles (RGPD) qui rentré en application depuis mai 2018 s'impose au Département de la Lozère et à toutes ses directions. Notamment dans sa dimension confidentialité.

### **CYBERSECURITE :**

Sous peine de voir leur responsabilité engagée en cas de dommages liés à une cyber-attaque, les collectivités territoriales sont tenues d'implémenter des mesures destinées à sécuriser leur système d'information en se basant au premier chef sur le référentiel général de sécurité (RGS) et/ou sur les recommandations émises par l'ANSSI tout en veillant à se conformer à la réglementation « Informatique et Libertés » et par voie de conséquence au RGPD présenté ci-dessus.

Ce chantier abordera tant la partie informatique que téléphonique, en s'attachant à se prémunir des éventuelles cyber-attaques qui se démultiplient depuis le début de la crise sanitaire et à garantir plus de confidentialité du Système d'Information et Télécommunications.

## **IV- Accompagner les directions dans la transition du numérique**

*1 Dans le domaine social, le schéma des solidarités social nécessite un accompagnement numérique*

- Le schéma des solidarités sociales et la réorganisation des services

Afin d'accompagner les actions qui seront déployées à partir du mois de janvier 2020, de nouveaux équipements, de nouveaux usages et des évolutions fonctionnelles dans les applicatifs verront le jour.

- Les évolutions réglementaires et la loi Ma santé 2022 et son volet numérique

De nombreuses évolutions réglementaires se poursuivent. Celles-ci imposent une adaptation de nos outils numériques et informatiques.

Afin que notre système de santé de demain puisse compter sur de nouvelles synergies entre les professionnels libéraux, hospitaliers et médico-sociaux, des outils numériques performants mis au service de tous, patients et professionnels devront s'intégrer progressivement à notre système d'information.

### *2 Dans le domaine Développement et tourisme*

Des bornes numériques (Totems) continuent à se déployer sur le territoire au plus près des offices de Tourisme. Ces bornes seront accompagnées de bornes WIFI afin de proposer un service internet aux usagers.

### *3 Dans le domaine de l'ingénierie de la donnée et du SIG*

Il s'agit de la poursuite du projet scinpat 2.0 et sa nouvelle offre de services sur le territoire.

### **V- Remplacer le système de téléphonie fixe de l'ensemble des agents du Département**

Le chantier de remplacement du système de téléphonie fixe de l'ensemble des agents du Département se réalisera en 2021. Ce chantier a pour enjeu le remplacement d'une partie du parc de téléphone fixe et du standard téléphonique. Devenu obsolète et désormais plus maintenu par le constructeur, ce chantier technique s'impose à nous pour 2021.

**C'est à partir des éléments du contexte financier et des politiques départementales à décliner en 2021 qu'il vous est proposé de construire le budget 2021.**

## VI - LA CONSTRUCTION BUDGÉTAIRE

Nous souhaitons respecter les ratios budgétaires qui nous permettent le maintien de la capacité à investir avec un endettement raisonnable voire diminué afin de ne pas entraîner la collectivité dans une situation financière détériorée.

### 1 - L'épargne Brute

L'épargne brute est un des ratios les plus utilisés car le plus pertinent pour apprécier la santé financière d'une collectivité locale. Il correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette).

L'épargne brute constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice.

Elle constitue un double indicateur :

- ∞ - Un indicateur de l'« aisance » de la section de fonctionnement, dans la mesure où son niveau correspond à un « excédent » de recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Cet excédent est indispensable pour financer les investissements et rembourser la dette existante.
- ∞ - Un indicateur de la capacité de la collectivité à investir ou à couvrir le remboursement des emprunts existants.

La préservation d'un niveau « satisfaisant » d'épargne brute doit donc être le fondement de toute analyse financière prospective, car il s'agit à la fois d'une contrainte de santé financière (la collectivité doit dégager chaque année des ressources suffisantes pour couvrir ses dépenses courantes et rembourser sa dette) et réglementaire (l'épargne brute doit couvrir le montant des amortissements).

**L'épargne brute conditionne la capacité d'investissement de la collectivité.**

	Prévisionnel 2021
Recettes réelles de fonctionnement	128,1 M€
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts	107 M€
Épargne de gestion	21,1M€
Intérêts de la dette	0,7 M€
<b>Épargne brute</b>	<b>20,4 M€</b>

**L'épargne brute dégagée couvre le montant des amortissements 2021, 14 M€ et offre également un autofinancement de 6,4 M€.**

## 2 - Les engagements pluriannuels de la collectivité

La gestion en AP/CP permet de connaître les engagements déjà pris par le Département sur la section d'investissement.

Les budgets des années à venir sont déjà impactés par les crédits de paiement des autorisations de programmes antérieures.

### Les Autorisations de Programmes antérieures

La répartition entre équipements directs et indirects est la suivante :

Directions	Montant solde AP 2020 et antérieures	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024 et +
<b>AP Indirectes</b>					
DIAD	35 830 351	9 399 823	13 519 178	10 259 426	2 651 924
NUMERIQUE	1 118 910	950 000	168 910		
SOLIDARITE SOCIALE	1 656 227	1 656 227			
DDEC	133 133	133 133			
SDIS	200 000	200 000			
<b>Sous total</b>	<b>38 938 621</b>	<b>12 339 183</b>	<b>13 688 088</b>	<b>10 259 426</b>	<b>2 651 924</b>
<b>AP Directes</b>					
ROUTES	16 094 627	6 000 000	673 006	5 431 596	3 990 025
BATIMENTS	9 261 327	6 372 646	2 888 681		
INFORMATIQUE	2 077 500	1 040 000	1 037 500		
ARCHIVES	111 600	64 600	47 000		
MEDIATHEQUE	125 000	125 000			
COMMANDE PUBLIQUE	120 000	60 000	60 000		
ACHATS ET MOYENS	195 000	125 000	70 000		
<b>Sous total</b>	<b>27 985 054</b>	<b>13 787 246</b>	<b>4 776 187</b>	<b>5 431 596</b>	<b>3 990 025</b>
<b>TOTAL</b>	<b>66 923 675</b>	<b>26 126 429</b>	<b>18 464 275</b>	<b>15 691 022</b>	<b>6 641 949</b>

Le montant des AP indirectes intègre les engagements pris dans le cadre des contrats territoriaux 1<sup>ère</sup> génération (2015-2017) soit 1,864 M€ et 2<sup>ème</sup> génération (2018-2022) soit 25,037 M€.

**Le montant des engagements déjà pris par le Département pour les AP antérieures s'élève à 66,924 M€.**

**A ces montants s'ajoutent les propositions d'AP 2021.**

### Les propositions pour les Autorisations de Programmes nouvelles 2021

La répartition entre équipements directs et indirects, pourrait être la suivante, **soit 21,764 M€** :

Directions	Montant prévisionnel AP 2021	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024 et +
<b>AP Indirectes</b>					
DIAD	3 869 000	908 400	1 745 600	805 000	410 000
NUMERIQUE	0				
SOLIDARITE SOCIALE	0				
DDEC	395 000	310 000	85 000		
SDIS	1 000 000	400 000	600 000		
<b>Sous total</b>	<b>5 264 000</b>	<b>1 618 400</b>	<b>2 430 600</b>	<b>805 000</b>	<b>410 000</b>
<b>AP Directes</b>					
ROUTES	10 200 000	10 200 000			
BATIMENTS	5 820 000	1 260 000	3 580 000	980 000	
INFORMATIQUE	0				
ARCHIVES	60 000	20 000	30 000	10 000	
MEDIATHEQUE	420 000	30 000	140 000	125 000	125 000
COMMANDE PUBLIQUE	0				
ACHATS ET MOYENS	0				
<b>Sous total</b>	<b>16 500 000</b>	<b>11 510 000</b>	<b>3 750 000</b>	<b>1 115 000</b>	<b>125 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>21 764 000</b>	<b>13 128 400</b>	<b>6 180 600</b>	<b>1 920 000</b>	<b>535 000</b>

#### Récapitulatif :

Le cumul des engagements pluriannuels de la collectivité (AP antérieures et propositions nouvelles d'AP 2021) atteint un volume de 88,69 M€ dont 39,25 M€ de crédits de paiements pour l'année 2021.

AP	Montant prévisionnel AP 2021 et antérieurs	CP 2021	CP 2022	CP 2023	CP 2024 et +
AP Indirectes	44 202 621	13 957 583	16 118 688	11 064 426	3 061 924
AP Directes	44 485 054	25 297 246	8 526 187	6 546 596	4 115 025
<b>TOTAL</b>	<b>88 687 675</b>	<b>39 254 829</b>	<b>24 644 875</b>	<b>17 611 022</b>	<b>7 176 949</b>

### 3 - L'endettement

Ainsi que le prévoit l'article L.3312-1 du CGCT, le rapport sur les orientations budgétaires présente la structure et la gestion de la dette qui concourt au financement des investissements.

L'ambition dédiée du programme d'investissement n'affecte en rien la rigueur nécessaire à une gestion budgétaire responsable. Le recours à l'endettement reste maîtrisé.

En 2020, le Département a remboursé 4,8 M€ de capital d'emprunt (7,9 M€ en 2019 dont 2,47 M€ par anticipation, 6,4 M€ en 2018 dont 1,125 M€ par anticipation).

La dette départementale représentait **515 € par habitant en 2019** (2018 : 579 €/hab) **contre 652 € par habitant pour les départements de même strate démographique (-250 000 habitants)**. Par ailleurs la capacité de désendettement prévisionnelle 2020 (rapport entre la dette et l'épargne brute) se situerait à **1,66 ans alors que le ratio moyen pour les départements de la même strate était de 4 en 2018**.

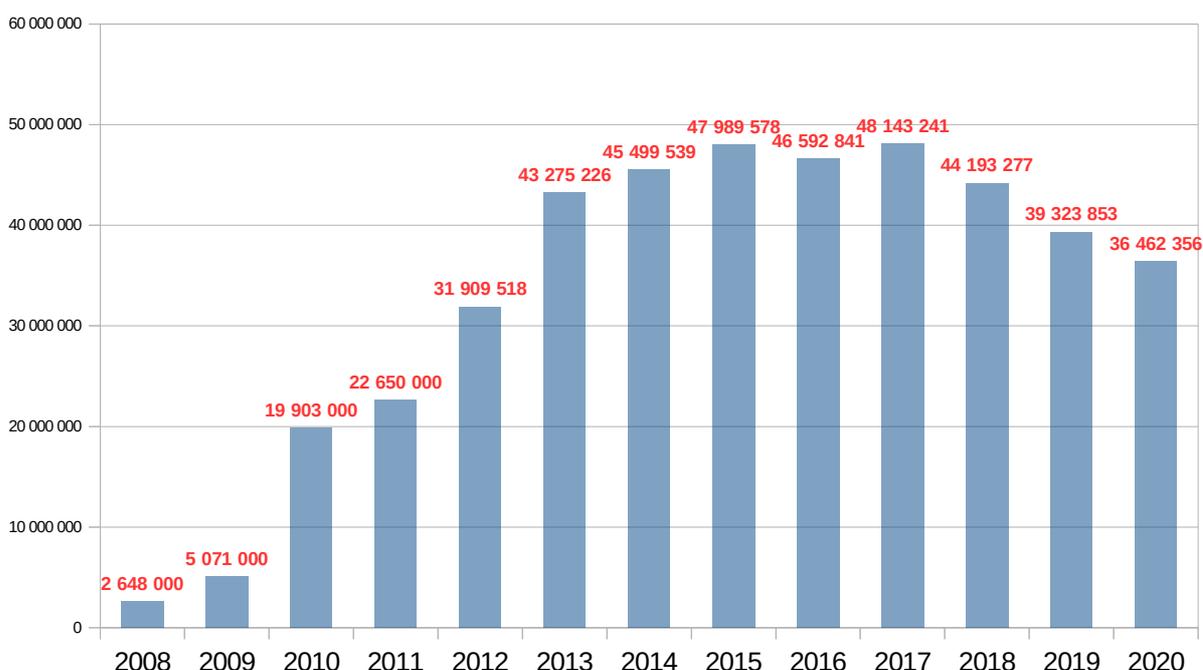
	2017	2018	2019	2020 Prévisionnel
Encours de dette au 31/12 (K€)	48 143	44 193	39 324	36 462
Epargne brute (K€)	18 769	21 314	20 657	22 000
Capacité de désendettement (ans)	2,57	2,07	1,90	1,66

#### Evolution et caractéristique de l'endettement

##### Encours de dette

2 M€ d'emprunts seront mobilisés en 2020 (emprunt 2020 Crédit Coopératif)

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'encours de dette sera de 36 M€. L'évolution de l'encours de la dette départementale au 31 décembre est la suivante :



##### Caractéristiques de la dette

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, la dette du Département de la Lozère présentera les caractéristiques suivantes :

- nombre de contrats d'emprunts : 21
- durée de vie résiduelle (vitesse moyenne de remboursement d'un prêt) : 9 ans et 7 mois
- durée de vie moyenne (durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû) : 5 ans
- Taux moyen : 1,32 %

#### Répartition de la dette par prêteur

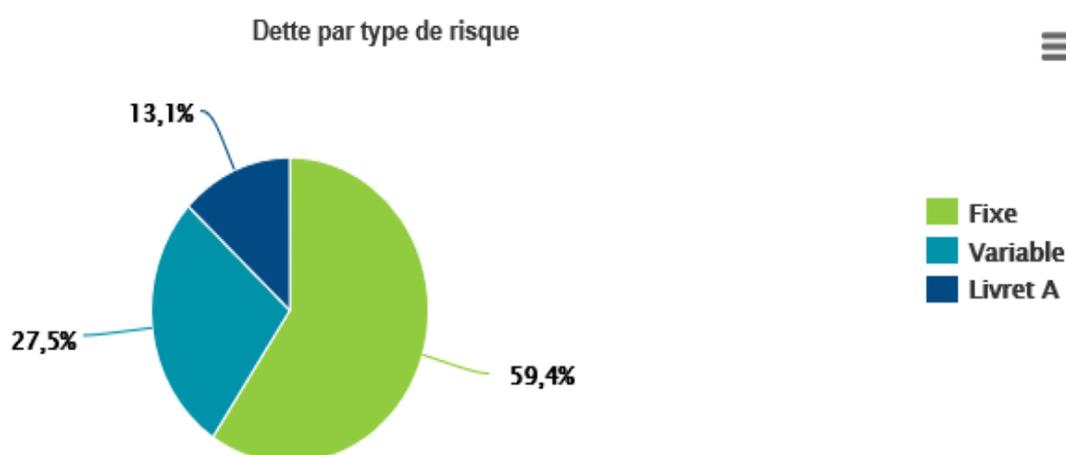
Le Crédit Agricole est le premier prêteur avec 23,76 % du capital restant dû (CRD) suivi de La Caisse des Dépôts et Consignations (18,46 %).

La répartition est la suivante :

Prêteur	CRD	% du CRD
CREDIT AGRICOLE (CACIB)	8 663 484,98 €	23,76%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 729 202,45 €	18,46%
BANQUE POSTALE	6 395 833,30 €	17,54%
SOCIETE GENERALE	6 104 166,74 €	16,74%
CREDIT COOPERATIF	4 706 435,30 €	12,91%
CREDIT FONCIER DE FRANCE	2 291 666,57 €	6,29%
CAISSE D'EPARGNE	1 249 999,94 €	3,43%
DEXIA CL	321 567,01 €	0,88%
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>36 462 356,29</b>	<b>100,00%</b>

#### Structuration de la dette

L'encours de dette est constitué pour plus de 59,39 % de taux fixe, pour 27,54 % à taux variable et 12,66 % sont indexés sur le Livret A (emprunts de la Caisse des dépôts). Ce panachage est adapté à une gestion active de la dette. La conjoncture actuelle permet au Département de bénéficier du bas niveau des taux variables.

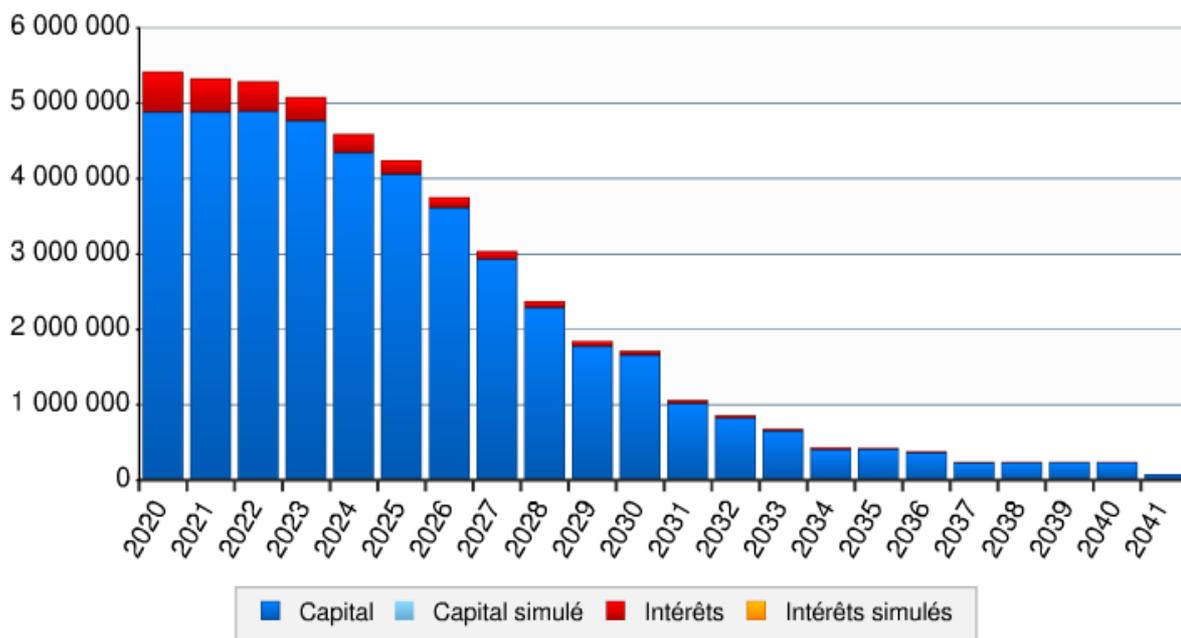


**La dette de la collectivité présente une très forte sécurisation, sans aucun produit « structuré » ou « toxique ».** Elle est entièrement classée en A1 selon la classification de Gissler, c'est à dire le risque le plus bas, qui correspond à des taux fixes, des taux variables, voire des taux variables encadrés, tous ces indices étant en zone euro.

#### Prospective des flux de remboursement

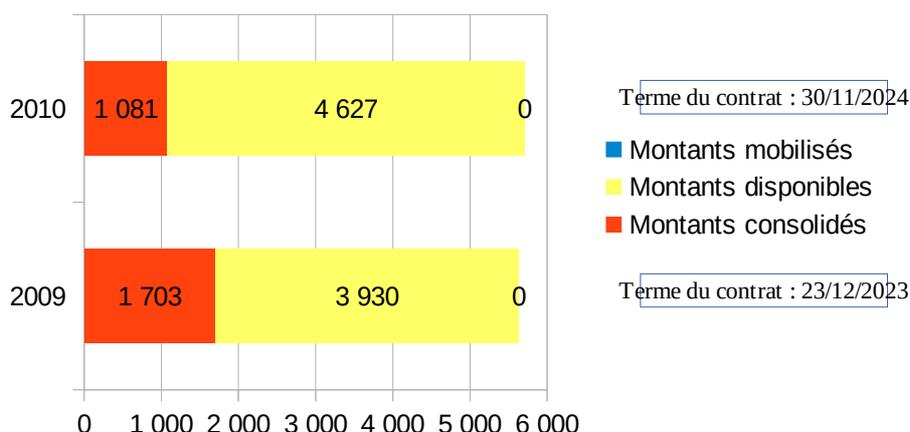
Ce graphique prend en compte uniquement le stock de dette au 1<sup>er</sup> janvier 2021. L'évolution du capital restant dû est la suivante :

### Flux de remboursement



**Pour le financement de ses investissements, le Département dispose également, fin Septembre 2020, d'une capacité de mobilisation d'emprunts revolving Crédit Agricole de 8,557 M€ (Revolving 2009 : 3,930 M€ + Revolving 2010 : 4,627 M€)**

### Situation des emprunts revolving (en K€)

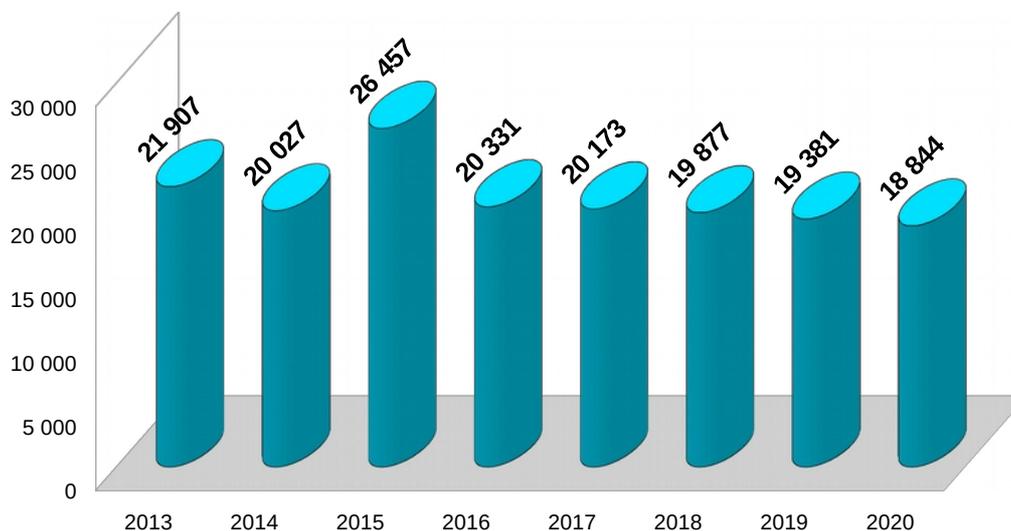


### La dette garantie

Le Département peut accorder, sous réserve du respect de certains ratios prudentiels (plafonnement des garanties par rapport aux recettes réelles de la section de fonctionnement, règle de la division du risque, règle du partage du risque), une garantie d'emprunt ou son cautionnement. **Le Département aide ainsi de manière indirecte les personnes qui en sont bénéficiaires.**

La dette garantie par notre Département évolue de la manière suivante :

Evolution de l'encours de dette garantie en K€



Garanties d'emprunts	2020
Encours au 31/12/2020 en K€	18 844 K€
Dont organismes œuvrant dans le logement social	14 961 K€
Nombre d'organismes garantis	9
Dont organismes œuvrant dans le logement social	5

Le Département doit veiller à respecter un ratio de plafonnement (loi Galland). Ce ratio compare les annuités de dette propre et de dette garantie aux recettes réelles de fonctionnement et ne doit pas excéder 50% de ces dernières.

Calcul du ratio de plafonnement	2020
Annuité de la dette propre au 31 décembre 2020	4 861 K€
Annuité de la dette garantie au 31 décembre 2020	1 647 K€
Recettes réelles de fonctionnement après DM2 2020	126 630 K€
<b>Ratio Galland</b>	<b>5,14 %</b>

**Au 30 septembre 2020, 10 nouvelles demandes de garanties d'emprunts ont été accordées. Le montant à garantir s'élève à 416 K€ soit 25 % d'une dette de 1 664 K€ pour le logement social.**

### *La ligne de trésorerie*

Le Conseil départemental dispose par ailleurs d'une ligne de trésorerie de 7 M€ pour faire face à ses besoins de trésorerie à court terme et couvrir les décalages entre les encaissements de recettes et le paiement des dépenses. Au 30 septembre 2020 cette dernière souscrite auprès de la Société Générale n'a pas été mobilisée.

## 4 - Les perspectives financières 2021-2022

Les perspectives financières 2021-2022 sont très difficiles à réaliser en raison de plusieurs incertitudes d'importance :

► **la longévité, l'enrayement et les conséquences sociales et économiques de la crise sanitaire COVID 19 ; l'exercice 2020 constate une nette progression des dépenses sociales (RSA, prise en charge/hébergement des mineurs non accompagnés), progression qui va inéluctablement s'aggraver en fonction de la durée et du nombre croissant de publics touchés par cette crise sans précédent.**

► **la pérennité des recettes, principalement :**

- **du fonds national de péréquation des DMTO regroupant les 3 anciens fonds (Fonds de péréquation, Fonds de Solidarité et Fonds de Soutien Interdépartemental lequel soumis à la variabilité du taux de pauvreté) ;**
- **de nos propres DMTO avec un ralentissement annoncé mais encore non avéré du marché immobilier ; pour l'heure la période de confinement de Mars à Mai 2020 a pour conséquence une accélération du marché immobilier dans la recherche de logements, propriétés en zone rurale ;**
- **de la fraction de TVA (en remplacement de la taxe foncière sur les propriétés bâties transférée aux communes) impactée par le ralentissement de l'activité économique ;**

► **la suite éventuelle au contrat dit « Cahors » mis en place pour les années 2018 à 2020.**

► **les réformes sociales (plan pauvreté, allocation chômage, maintien à domicile des personnes âgées ...) suspendues en raison de la crise sanitaire**

► **les aléas climatiques qui depuis plusieurs exercices viennent impacter le budget départemental : calamités agricoles pour sécheresse, grêle, inondations, dégâts sur les infrastructures routières suite aux épisodes cévenols.**

Dans l'hypothèse des éléments suivants :

- **continuité de la crise sanitaire ;**
- **progression importante des dépenses sociales de fonctionnement ;**
- **diminution du Fonds National de Péréquation des DMTO, de nos propres DMTO ;**
- **non compensation et non indexation annuelle de la réforme fiscale ;**

les perspectives font apparaître une situation financière comportant :

- **un niveau d'épargne brute en diminution ;**
- **une capacité d'investissement à maintenir ;**
- **une capacité de désendettement raisonnable.**

**A travers le débat des orientations budgétaires il est important de se projeter et d'anticiper les décisions pour l'avenir tout en considérant les engagements déjà pris.**

## VII - LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2021

Le budget général intègre les subventions d'équilibre des budgets annexes. En premier lieu sont donc présentées les OB des trois budgets annexes puis celles du budget général,

### 1 - Budgets annexes

Pour les 3 budgets annexes les comptes sont présentés en crédits et consommations réelles plus les ordres soit les amortissements.

#### N° 1 - Laboratoire départemental d'analyses

L'exécution de la gestion 2020 peut être estimée ainsi qu'il suit :

Fonctionnement	CA estimé 2020	
	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	2 358 369 €	
Crédits consommés	2 200 000 €	1 600 000 € (72%)
Taux d'exécution	93 %	68 %
Subvention d'équilibre		600 000 € (28%)

Investissement	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	383 099 €	868 860 €
Crédits consommés	300 000 €	167 000 €
Taux d'exécution	78 %	

Conformément aux instructions comptables, le budget annexe doit transcrire l'ensemble des charges et recettes résultant de ses activités.

#### Orientations budgétaires 2021

##### **Fonctionnement : 2 183 000 €**

Les postes de dépenses sont ajustés au plus près de la consommation avec une augmentation de + 122 178 € par rapport aux OB 2020 principalement sur les produits pharmaceutiques + 130 000 € suite :

- aux nouveaux programmes de :
  - recherche de la maladie BVD sur bovins naissants mené par le Groupement de Défense Sanitaire ;
  - de mesure de la qualité de l'air ambiant (QAI) dans les établissements recevant du public (ERP)
- à l'augmentation unitaire des réactifs suite à la crise sanitaire COVID 19

Le programme de détection systématique du gaz radon lissé par l'ARS sur 3 ans génère des dépenses supplémentaires du fait de résultats positifs obligeant de nouvelles analyses en sous traitance avec le laboratoire tiers PEARL.

Les recettes devraient compenser à l'euro près ces dépenses.

Les honoraires et conseils sont en diminution de – 10 000 €

Les charges de personnels restent maintenues à 1 330 000 €

**Investissement : 110 000 €**

L'exercice 2021 prévoit le renouvellement :

- d'appareils de laboratoires défectueux ou vieillissants : 80 000 €
- de 2 véhicules à 190 000 km (Kangoo et Duster) : 30 000 €

**N° 2 - Aire de la Lozère**

L'exécution de la gestion 2020 peut être estimée ainsi qu'il suit :

Fonctionnement	CA estimé 2020	
	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	843 153 €	
Crédits consommés	750 000 €	430 000 € (57%)
Taux d'exécution	<b>89 %</b>	<b>51 %</b>
Subvention d'équilibre		320 000 € (43%)
Investissement	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	122 198 €	2 441 397 €
Crédits consommés	115 000 €	356 553 €
Taux d'exécution	<b>95 %</b>	

Les orientations budgétaires 2021 s'orientent sur des prévisions similaires à 2020.

**N° 3 - Domaine des Boissets**

L'exécution de la gestion 2020 peut être estimée ainsi qu'il suit :

Fonctionnement	CA estimé 2020	
	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	71 261 €	
Crédits consommés	65 000 €	4 800 € (7%)
Taux d'exécution	<b>91 %</b>	<b>6,5 %</b>
Subvention d'équilibre		60 200 € (93%)

Investissement	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	455 682 €	669 571 €
Crédits consommés	100 000 €	45 416 €
Taux d'exécution	<b>22 %</b>	

Les orientations budgétaires 2021 s'orientent sur des prévisions de fonctionnement similaires à 2020. L'investissement intégrera le projet d'aménagement Haut lieu du pastoralisme.

## 2 - Budget général

Les orientations budgétaires du budget général ont été élaborées sur les prévisions d'une section de :

### ∞ - Investissement

- ▶ le maintien d'un volume d'investissement à hauteur de 45 M€

Dépenses réelles	39 M€
Capital de la dette et divers	6 M€
<b>Total des dépenses</b>	<b>45 M€</b>

financé en 3 parties :

Recettes réelles	9,7 M€
Epargne brute	20,4 M€
Recettes d'emprunts	14,9 M€
<b>Total des recettes</b>	<b>45 M€</b>

Sur la base d'un volume d'investissement réel de 39 M€, 6 M€ de remboursement de capital d'emprunt soit un total 45 M€, l'emprunt prévisionnel au 31/12/2021 serait de 14,9 M€.

- ▶ une capacité de désendettement inférieure à 5 ans .

Encours de dette au 01/01/2021	36,0 M€
Encours de dette au 31/12/2021	50,9 M€
Epargne brute	20,4 M€
Capacité de désendettement	2,5 ans

### ∞ - Fonctionnement

- un volume de recettes de base de 128,1 M€
- un volume de dépenses de 107,7 M€

en respectant le cadre budgétaire suivant :

- Amortissements ▶ 14 M€
- Épargne brute ▶ 20,4 M€
- Capital dette et divers ▶ 6 M€
- Capacité de désendettement prévisionnelle ▶ inférieure à 5 ans

**L'épargne brute de 20,4 M€ permet de couvrir les amortissements (de l'ordre de 14 M€) et de dégager par ailleurs un autofinancement de 6,4 M€. C'est au regard de l'ensemble des éléments décrits ci-dessus qu'il vous est proposé de débattre.**

## VIII – LE DÉBAT

Au vu des éléments exposés dans ce rapport et en partant du principe que :

- les recettes de fonctionnement, notamment le fonds de péréquation DMTO, au vu des éléments actuels ont été appréciées au mieux, sans grande possibilité de marge de manœuvre future,
- qu'aucune avance sur DMTO, ni étalement de la charge COVID 2020, n'a été sollicitée dans la volonté de ne pas gréver les exercices suivants par leur remboursement ;
- les dépenses de fonctionnement intègrent une augmentation significative des dépenses sociales, répercussion de la crise sanitaire COVID, sans pour autant présager l'avenir si la crise sanitaire devait perdurer ou s'aggraver ;
- la compensation de la Taxe foncière sur les propriétés bâties par une fraction de TVA, sera à hauteur équivalente et indexée annuellement.

**l'élaboration proposée du budget 2021 repose sur :**

▶ **un bon niveau d'épargne brute dégagée (20,4 M€) qui :**

- couvre le montant des amortissements 14 M€
- autorise un virement à la section Investissement de 6,4 M€ :

Ce virement permet de maintenir notre capacité d'investissement pour :

- achever les travaux Adap sur l'ensemble des collèges qui se termineront en 2021 ;
- poursuivre nos différents projets : routes, PPI véhicules VH et matériels, bâtiments, Social et EHPAD, Maison départementale des sports, Archives départementales, Hauts lieux du pastoralisme, projets structurants FRED, Tribunal de Marvejols, centre technique Sainte Croix, Châteauneuf, THD ...).

▶ **une prévision de recours à l'emprunt de 14,9 € :** notre désendettement (1,125 M€ en 2018 et 2,5 M€ en 2019), l'échéance 2020/2021 de 3 emprunts 2007 pour 5 M€ libèrent des possibilités de recours à emprunt 2021 dans une conjoncture actuelle maintenue à des taux bas.

▶ **une maîtrise de nos dépenses de fonctionnement qui nous permet d'assumer pleinement toutes nos compétences, de développer de nouvelles actions et d'assurer un haut niveau d'investissement**

\*\*\*\*\*

**Tels sont les éléments portés à votre connaissance pour le débat des orientations budgétaires.**



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 9 novembre 2020**

---

**Objet : Motion en faveur de la réouverture des commerces de proximité**

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Rémi ANDRE, Régine BOURGADE, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Françoise AMARGER-BRAJON ayant donné pouvoir à Laurent SUAU, Alain ASTRUC ayant donné pouvoir à Eve BREZET, Laurence BEAUD ayant donné pouvoir à Bernard PALPACUER, Denis BERTRAND ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE, Patricia BREMOND ayant donné pouvoir à Rémi ANDRE, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Bernard DURAND ayant donné pouvoir à Francis COURTES, Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Christine HUGON ayant donné pouvoir à Sabine DALLE, Jean-Claude MOULIN ayant donné pouvoir à Sophie PANTEL, Michel THEROND ayant donné pouvoir à Patrice SAINT-LEGER.

*En raison du contexte sanitaire, les élus qui n'ont pu assister à la séance en présentiel, ont eu la possibilité d'assister aux travaux en audio-conférence mais seul le vote par pouvoir a été autorisé. Ont suivi la séance en audioconférence : Alain ASTRUC, Patricia BREMOND, Bernard DURAND, Valérie FABRE.*

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

## **L'assemblée départementale réunie en Commission Plénière, après en avoir délibéré, a pris la motion suivante :**

### **Contexte**

La lutte contre la pandémie COVID19 doit être la priorité nationale et elle implique nécessairement des sacrifices pour chacun.

Des mesures ont été prises pour ce 2ème confinement : les commerces dits « essentiels » ont pu ouvrir leurs portes selon une liste établie et les commerces dits « non-essentiels » ont été autorisés à fonctionner seulement grâce aux systèmes de livraison et du click-and-collect. Les notions de commerces dit « essentiels » et « non-essentiels » interpellent les Français, car elles touchent à des besoins personnels, donc subjectifs.

En Lozère, territoire rural, il y a peu de grandes surfaces et peu de transports en commun. Les petits commerces même dits « non essentiels » participent à l'attractivité et à la vitalité économique de nos centre-bourgs et ne concentrent pas des flux importants de fréquentation simultanée.

### **Considérant que :**

- ces acteurs ont déjà payé le prix fort lors du premier confinement et qu'ils ont depuis réalisé d'importants efforts et investissements pour garantir l'accueil de leurs clients dans le respect d'un protocole sanitaire strict et sécurisé.
- aujourd'hui le risque de contamination n'est pas plus élevé dans un petit commerce avec les mesures sanitaires mises en place que dans les grandes surfaces qui accueillent beaucoup de monde.
- l'annonce récente de fermer les rayons supermarchés et hypermarchés proposant des produits dits « non-essentiels » (produits culturels, vêtements, ...) n'est pas la solution tout en opposant les secteurs entre eux.
- ces commerces sont victimes d'une concurrence déloyale face aux grandes plateformes numériques qui se sont déjà enrichies pendant le premier confinement, qui ne créent pas d'emplois (ou très peu) sur nos territoires et qui pour certaines, ne paient pas d'impôts (ou très peu) en France
- pour certains la période des fêtes de fin d'année représente la part la plus importante voire vitale du chiffre d'affaires de l'année que les aides publiques ne peuvent compenser.
- ils ont fait preuve d'une volonté d'adaptation et d'innovation exemplaire
- leur capacité de résilience atteint aujourd'hui ses limites.

### **Les élus du Conseil départemental, réunis en session le 9 novembre :**

- réaffirment leur solidarité et soutien aux commerces de proximité, acteurs de la vie économique avec de nombreux emplois à la clé.
- apporteront leur appui financier aux initiatives locales en partenariat avec les élus et les chambres consulaires.
- proposent d'anticiper le futur droit à la différenciation et proposent que compétence soit donnée aux Préfet(e)s des départements, aux maires et aux élus locaux, pour adapter les décisions prises pour les métropoles et les zones denses, au contexte rural,
- demandent pour la Lozère la réouverture de tous les commerces lorsque les protocoles sanitaires sont parfaitement respectés.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL